

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N° 82**

**JANVIER 1992**

## SOMMAIRE

- VEILLÉE D'ARMES AU KURDISTAN DE TURQUIE**
- PROLONGATION DU MANDAT DE LA FORCE ALLIÉE DE PROTECTION DES KURDES**
- WASHINGTON : UN RAPPORT DU SÉNAT AMÉRICAIN SUR LES KURDES IRAKIENS**
- ANKARA : DEMANDE DE LEVÉE DE L'IMMUNITÉ DE 22 PARLEMENTAIRES KURDES**
- LA VISITE DE MEHDI ZANA EN EUROPE**
- LES ETATS-UNIS AIDAIENT SADDAM DEPUIS 1982**
- PUBLICATIONS NOUVELLES**
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

---

### *Veillée d'armes au Kurdistan de Turquie*

**L**A situation demeure de plus en plus tendue dans les provinces kurdes de Turquie où malgré la neige et les intempéries des affrontements fréquents opposent les troupes turques aux partisans du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan). L'aviation turque a bombardé à plusieurs reprises le mont Djoudi et la zone montagneuse de Bingol où la guérilla disposerait des camps. Les rues des villes kurdes pullulent des policiers, de paras et de membres de commandos spéciaux turcs appelées «tim» (de l'anglais *team*). A la tombée de la nuit, les habitants s'enferment chez eux pour éviter les enlèvements

et assassinats qui tendent à devenir une pratique routinière. Le quadrillage militaro-policier entrave considérablement la vie économique déjà très précaire de la région.

Dans une conférence de presse donnée le 23 janvier à Ankara pour informer l'opinion des circonstances de l'assassinat du militant kurde Harbi Arman, le parlementaire kurde Mahmut Alınak, vice-président du groupe parlementaire du Parti populiste social-démocrate (SHP), a indiqué que depuis juin 1991 44 militants kurdes avaient été assassinés par des escadrons de la

---

mort de la Contre-guérilla turque et que les auteurs de ces crimes couraient toujours. La dernière en date des victimes de cette série, H. Arman, avait été amenée par des policiers en civil pour audition par la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir, 8 jours plus tard son cadavre tuméfié portant de nombreuses traces de torture était découvert près de la localité d'Ergani, presque à l'endroit où en juin dernier fut trouvé le corps du président de la fédération de Diyarbakir du parti pro-kurde HEP.

De son côté, en visite dans la région, la directrice de Helsinki Watch, Mme. Jeri Laber a qualifié de «très grave» la situation dans les provinces kurdes «*la situation présente dans le Sud-Est (lire le Kurdistan) est très grave. La Turquie est actuellement en guerre. J'espère que cette situation va s'améliorer.*» a-t-elle déclaré, le 28 janvier avant d'ajouter : «*le peuple kurde aspire, à juste titre, à une vie paisible, à ses propres institutions culturelles et à la jouissance pleine des droits de l'homme, le gouvernement*

*doit reconnaître davantage de droits aux Kurdes et entreprendre une approche plus humaine de cette question.*».

Cependant l'armée turque se prépare activement à la «grande offensive du printemps». De son côté, le PKK mobilise et promet un soulèvement général n'épargnant pas les villes. En attendant cette confrontation, annoncée et médiatisée, une anxiété certaine gagne la population qui craint que le conflit ne dégénère en une guerre turco-kurde. Dans les grandes villes de l'Anatolie occidentale des familles kurdes habitant dans des quartiers à majorité turque cherchent à déménager vers les quartiers kurdes pour parer d'éventuelles représailles et actions de vengeance des groupes paramilitaires turcs. Les bonnes intentions proclamées par le nouveau gouvernement restent, elles, pour l'instant de simples promesses verbales destinées à l'opinion publique occidentale. Plus de trois mois après sa prise de fonctions, la logique militaire continue de prévaloir au Kurdistan.

## *Prolongation du mandat de la Force alliée de protection des Kurdes*

**E**N raison de l'incertitude qui continue de régner en Irak, le mandat de la Force alliée de protection qui venait à expiration fin janvier a été prolongé jusqu'au 28 juin 1992. Cette force aérienne, prête à intervenir en cas de nouvelle répression anti-kurde en Irak, est basée en Turquie dans les bases américaines d'Incirlik (Adana) et Pirinçlik (Diyarbakir). A l'occasion du débat autour de cette prolongation on a pu noter des divergences notables dans les divers secteurs de l'exécutif turc. En particulier,

le président Özal a publiquement critiqué la proposition gouvernementale de prolonger «*pour la dernière fois de 6 mois*» le mandat de cette force. Pour le président turc, l'avenir restant toujours plein d'incertitudes, on ne doit pas fixer de délai ultime et laisser cette force de dissuasion le temps qu'il faudra afin d'éviter un nouvel exode de la population kurde d'Irak. De leurs côtés, les dirigeants kurdes d'Irak estiment «*indispensable et vitale*» la présence de cette force alliée tant qu'un règlement politique à la question kurde n'aura pas été trouvé.

## Washington : Un rapport du Sénat américain sur les Kurdes Irakiens

Le sénateur Edward Kennedy, président de la Sous-commission à l'immigration et aux problèmes des réfugiés, a présenté au Sénat le 17 janvier 1992, un rapport de 33 pages sur la condition des Kurdes qui reste très mauvaise en Irak. Selon le rapport, 900.000 Kurdes courent des risques d'actes de violence et de privations sérieuses, et les actions menées par Saddam Hussein ont fait 300.000 nouveaux réfugiés kurdes depuis octobre 1991.

La sécurité des Kurdes ne pourra être garantie tant que Saddam Hussein sera au pouvoir, dit le rapport qui recommande que soit prolongée dans la région la présence internationale jusqu'à ce que la sécurité à long terme des Kurdes soit garantie. Le rapport recommande également que la zone de sécurité alliée en Irak soit étendue de façon à couvrir toutes les régions actuellement sous contrôle kurde.

Le sénateur Kennedy ajoute :

*« Un an après la guerre du Golfe, de tragiques conséquences humaines du conflit perdurent. Les efforts internationaux pour aider les Kurdes ont apporté beaucoup d'améliorations, mais les souffrances continuent pour des centaines de milliers de Kurdes vivant sous la menace de la brutalité de Saddam Hussein. »*

*La répression continue de la population kurde par les forces irakiennes a causé une nouvelle vague de réfugiés au pire moment, et a créé des tensions imprévues dans les efforts internationaux pour fournir abris et nourriture juste au moment où l'hiver arrivait.*

*La tragédie humaine de l'Irak continue et les Etats-Unis et leurs alliés doivent continuer leur engagement pour la sécurité et la santé des Kurdes. Nous pouvons le faire à faible coût mais à l'énorme avantage des Kurdes qui ont tant souffert.»*

Le nouveau rapport intitulé «Répercussions de la guerre, 2ème partie : La mauvaise condition des Kurdes irakiens 1 an après» met à jour une précédente étude de la Sous-commission effectuée en mai dernier, suite à l'exode de 1.800.000 réfugiés kurdes en Turquie et en Iran.

Voici les principales remarques et recommandations de ce rapport :

### Remarques

1- 900.000 Kurdes au minimum, hommes, femmes et enfants, restent livrés à des actes de violence et à de sérieuses privations et le seront probablement tant que Saddam Hussein restera au pouvoir et tant qu'une relative stabilité ne sera pas établie en Irak.

2- Les récents harcèlements de Saddam Hussein dans les régions hors de la Zone de sécurité des Alliés ont obligé 300.000 Kurdes à fuir de chez eux depuis octobre 1991.

3- Sans une extension de la Zone de sécurité alliée à toutes les régions contrôlées par les Kurdes, le nombre des réfugiés kurdes continuera de croître.

4- On ne pourra résoudre le problème des réfugiés kurdes et après avoir garanti une sécurité à long terme des régions kurdes et après que le statut politique de la population kurde d'Irak est défini. On ne pourra atteindre ce but que grâce à de très fortes implications, pressions et surveillances de la part des pays internationaux.

5- Saddam Hussein a imposé un blocus économique dans les régions contrôlées par les Kurdes en Irak du nord. Le blocus a imposé de sévères contraintes à la population kurde et en même temps a permis à Saddam Hussein d'user d'armes comme la nourriture, les médicaments et les produits essentiels pour rester au pouvoir.

### Recommandations

1- L'actuelle Zone de sécurité alliée dans le nord de l'Irak devrait être étendue aux régions actuellement sous contrôle kurde. Un engagement à long terme doit être fait par les Alliés pour rester dans cette région jusqu'à ce que l'Irak connaisse une parfaite stabilité.

2- Les Nations-Unies, à travers le Conseil de Sécurité et la Résolution 688, devraient s'approprier à évaluer et à faire respecter tout accord d'autonomie approprié négocié entre le gouvernement irakien et les représentants kurdes.

3- Les Etats-Unis doivent travailler plus activement avec les groupes d'opposition irakiens, les leaders chiïtes inclus, afin de promouvoir l'établissement d'un gouvernement démocratique en Irak. De tels efforts aideront aussi à endiguer l'influence croissante des fondamentalistes musulmans en Iran.

4- De même que les efforts des Nations-Unies apportent des changements dans les domaines de la réhabilitation et de la reconstruction, de même les Etats-Unis et la communauté internationale devraient non seu-

lement encourager de telles mesures, mais aussi fournir une assistance humanitaire direct aux Kurdes.

5- La communauté internationale doit accroître ses efforts pour imposer les sanctions contre le régime de Saddam Hussein et pour parvenir à ce que l'Irak se conforme à la Résolution 712 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies qui demande la vente du pétrole irakien afin de pourvoir le pays en produits humanitaires de première nécessité.

## Ankara : Demande de levée d'immunité de 22 parlementaires kurdes

**M**ALGRÉ les promesses d'ouverture et de démocratisation que le nouveau gouvernement turc lance à grand renfort de publicité, la machine judiciaire turque continue d'appliquer à la lettre la législation répressive en vigueur. Des militants kurdes sont toujours poursuivis pour leurs écrits, leurs paroles et leurs opinions. Même les élus du peuple, théoriquement protégés par leur immunité parlementaire, ne semblent pas pouvoir échapper au zèle de cours de sûreté de l'appareil répressif turc. Ainsi le procureur général de la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a saisi le ministre de la justice et le président de l'Assemblée nationale de Turquie pour demander la levée d'immunité de 22 parlementaires kurdes, coupables à ses yeux, d'avoir tenu à la tribune du Parlement des propos « portant atteinte à l'indivisibilité de la Nation et à l'intégrité territoriale de l'Etat ». Le procureur requiert la comparution pour trahison de ces

parlementaires et leur condamnation à la peine capitale conformément à l'article 125 du code pénal sanctionnant les menées séparatistes. (Cf p.85 le quotidien *Cumhuriyet* du 23 janvier, pour l'exposé des motifs du procureur N. Demiral).

Le gouvernement a transmis, sans commentaire, la requête du procureur à la présidence de l'Assemblée. Celle-ci ne voulant pas assumer seule cette lourde responsabilité a affirmé par la voix de son président que l'on ne devait pas la prendre pour une boîte aux lettres, que le gouvernement devait assumer ses responsabilités et qu'en toute hypothèse, on ne doit pas incriminer les parlementaires pour les propos tenus dans l'enceinte du Parlement. La balle est donc désormais dans le camp du gouvernement qui doit faire la preuve de ses intentions de démocratisation et de la suppression des délits d'opinion.

## La visite de Mehdi ZANA en Europe

**L**IBÉRÉ en avril 1991 après 10 ans 8 mois passés derrière les barreaux pour délit d'opinion, l'ancien maire de Diyarbakir, qui a enfin pu obtenir un passeport, vient d'effectuer une visite de 4 semaines en Europe occidentale pour remercier les organisations et personnalités qui l'ont défendu. Arrivé à Paris le 10 décembre, Mehdi Zana a d'abord rendu visite à Mme. Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés, à M. Michel Blum et M. Daniel Jacoby, respectivement président d'honneur et président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme. Puis il s'est rendu à Béthune

pour y rencontrer les membres de la section locale d'Amnesty International qui lui ont apporté des années durant soutien et aide ; il a également été reçu au siège de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNES) pour remercier ses collègues maires de leur solidarité. La partie française du périple de Mehdi Zana s'est terminée par une rencontre avec la communauté kurde à l'occasion d'un cocktail offert en son honneur à l'Institut Kurde de Paris. L'ancien maire de la capitale kurde de Turquie s'est ensuite rendu en Grande Bretagne où le secrétariat international d'Amnesty et l'organisation humanitaire Christian

Against Torture lui ont réservé un accueil très chaleureux et émouvant. Les médias, en particulier les services turc, persan, arabe et anglais de la BBC, ont accordé une large place à cette visite et au témoignage du militant kurde sur les effroyables prisons turques. La Suède fut la dernière étape de ce voyage chez des amis souvent inconnus mais pourtant si proches et présents, et solidaires de la décennie de prison au cours de laquelle M. Zana, l'ancien tailleur devenu maire et combattant non violent des droits du peuple kurde,

côtoya à maintes reprises de si près la mort sous la torture.

Agé aujourd'hui de 52 ans, Mehdi Zana, qui avait passé 3 ans et 4 mois en prison lors du coup d'Etat de mars 1971, aura ainsi passé 14 années de son existence dans les geôles turques. Malgré son élargissement et les promesses de démocratisation du gouvernement turc, il reste toujours privé à vie de ses droits politiques.

## Les Etats-Unis aidaient Saddam depuis le printemps 1982

**D'**APRÈS le quotidien américain *New York Times* du 27 janvier, les Etats-Unis ont apporté depuis le printemps 1982, une aide multiforme à la dictature de Saddam Hussein tout en laissant Israël vendre pour des milliards de dollars d'armes américaines à l'Iran. Le double jeu de Washington s'est poursuivi jusqu'à la fin du conflit irako-iranien, en juillet 1988, alors même que l'administration américaine prétendait publiquement observer une stricte neutralité dans le conflit.

Voici les principales conclusions de l'enquête menée par le journaliste Seymour M. Hersh du célèbre quotidien newyorkais :

*« Selon d'ex-officiels du Département d'Etat et des services de renseignement, l'administration Reagan a décidé, au printemps 1982 (...) de fournir à l'Irak des renseignements ultra-secrets tout en autorisant la vente à Bagdad d'armes américaines dans un effort, couronné de succès, d'aider Saddam Hussein à éviter la défaite dans la guerre contre l'Iran. La décision américaine de prêter si tôt une assistance cruciale dans la guerre Iran-Irak de 1980-88 est intervenue après que des agences de renseignements américains avertirent que l'Irak était sur le point d'être battu par l'Iran dont l'armée avait été requinquée l'année précédente par des livraisons secrètes d'armes américaines. Le *New York Times* et d'autres journaux ont écrit il y a un an, que l'administration Reagan, peu de temps après sa prise de fonctions en janvier 1981, avait secrètement décidé d'autoriser Israël à livrer à l'Iran des armes et pièces de rechange américaines, pour plusieurs milliards de dollars. Cette intervention et la décision de 1982 d'aider directement l'Irak fournissent la preuve que Washington a joué un rôle bien plus grand que celui que l'on connaissait auparavant sur le cours du conflit Iran-Irak. Les interventions soulèvent également des questions sur l'insistance si souvent*

*répétée avec laquelle la Maison Blanche affirmait au début des années 1980 sa neutralité dans le conflit Iran-Irak alors que les Etats-Unis, peu désireux de voir l'une des parties dominer la vitale région pétrolière, armaient les deux pays. A la fin, ont reconnu les officiels, les armes, la technologie et les renseignements américains ont aidé l'Irak à éviter la défaite et à devenir, en fin de compte, avec plus tard davantage d'aide de la part de l'Union Soviétique, la puissance régionale qui a envahi le Koweït en août 1990, déclenchant la Guerre du Golfe de l'année dernière (...)*

*Beaucoup de spécialistes américains du Moyen-Orient croient que William J. Casey, directeur de la CIA à l'époque, s'est rendu à Bagdad au début des années 1980 pour y rencontrer secrètement son homologue irakien Barzan, le demi-frère de M. Saddam. Un ex-officiel de la CIA a dit que Robert M. Gates, actuellement directeur de la CIA et qui était à l'époque un assistant de haut rang de M. Casey, avait la charge de préparer les données de renseignement pour les Irakiens. La CIA n'a pas répondu à la demande de commenter cette affirmation (...) La décision d'aider l'Irak n'était pas une initiative retorse de la CIA a expliqué un officiel de haut rang du Département d'Etat. Cette politique était élaborée au Département d'Etat et approuvée par les plus hautes autorités, a-t-il indiqué. L'idée n'était pas, a-t-il ajouté, d'accrocher notre wagon à Hussein. Nous voulions éviter la victoire des deux côtés». Les officiels affirment que l'imagerie de satellites, les interceptions de communications et les évaluations de la CIA étaient communiquées aux commandants irakiens pour leur montrer «où se trouvaient les faiblesses iraniennes», pour reprendre les termes d'un officiel américain. Les Etats-Unis ont continué à fournir des renseignements top-secrets jusqu'à la fin de la guerre Iran-Irak en 1988. Washington a aussi «regardé ailleurs», comme le dit un ancien ambassadeur américain dans la région, lorsque, à partir de 1982, des armes américaines commencèrent à affluer vers Bagdad*

en provenance des alliés de l'Irak au Moyen-Orient. La Jordanie et l'Arabie Saoudite ont, entre autres, envoyé à l'Irak des armes légères et des mortiers et le Koweït a vendu aux Irakiens des milliers de missiles anti-char. Un ancien officiel de la CIA qui a été un proche collaborateur de M. Casey a rappelé que « les Koweïtis ont envoyé beaucoup d'argent et beaucoup d'armes à l'Irak et que tout cela était fait à notre connaissance ». Il a aussi reconnu que jusqu'en 1982 l'armée jordanienne envoyait routinièrement à l'Irak des hélicoptères américains Huey. Les autorités américaines n'ont fait aucun effort pour arrêter ces ventes, connues de beaucoup de monde dans l'administration, bien que la loi américaine sur les exportations interdise le transfert à une

partie tierce des armes de fabrication américaine sans la permission de Washington. L'administration Reagan a secrètement changé la politique à l'égard de l'Iran peu après sa prise de fonctions en 1981, autorisant les Israéliens, adversaires farouches de M. Saddam, à livrer de armes américaines d'une valeur de plusieurs milliards de dollars à Téhéran. Ces armes, reconnaissent maintenant les anciens responsables de l'administration, aidèrent l'Iran à braver les prévisions initiales d'une victoire militaire rapide de l'Irak et à réaliser d'importants succès au début de la guerre qui avait été déclenchée par l'attaque de l'Irak en septembre 1980 (...).

## Publications nouvelles

La bibliographie kurde s'est beaucoup enrichie au cours des derniers mois. De nombreuses publications ont ainsi vu le jour en anglais, français, allemand, italien et surtout en turc. Voici la liste de celles qui nous sont parvenues récemment :

• **Le Malheur kurde**, Gérard Chaliand, Editions Seuil, Paris 1992. Edition d'un rapport sur le problème kurde élaboré à la demande des Nations-unies.

• **La question kurde**, ouvrage collectif sous la direction d'Elizabeth Picard, Editions Complexe, Bruxelles 1991, 162 pages.  
Présentation concise et à jour du problème kurde aujourd'hui.

• **The Kurds**, A contemporary overview edited by Philip G. Kreyenbroch and Stefan Sperl, Routledge, London, 250 p.  
Un aperçu fort complet et documenté sur les divers aspects du problème kurde aujourd'hui. Meilleure étude sur les Kurdes parue en anglais au cours des dernières années.

• **I Curdi**, Il dramma di un popolo dimenticato, Felice Froio, Edition Mursia, Milano 1991, 180 pages.  
Première étude d'ensemble de la question kurde en italien, élaborée avec le concours de l'Institut Kurde de Paris.

• **Turquie, Sur les chemins kurdes**, Marie-Odile Pagniez/Laurent Giraul, éditions Albin Michel Jeunesse, Paris 1991, 60 pages.  
Ouvrage illustré de très beaux dessins en couleurs sur la vie kurde d'aujourd'hui en Turquie.

• **Die Abfallgrube — Kurdische Landschaften**, Günay Aslan, Wergêran Zürich, Januar 1992, 104 pages.

• **Ağa, Şeyh ve Devlet** (Kürdistan'ın Sosyal ve Politik Örgütlenmesi), Martin van Bruinessen. Özge Yayınları, Ankara, 490 pages. (même chose en allemand, éd. Edition Parabolis, Berlin, 1989, 514 pages.  
Traduction turque de l'ouvrage désormais classique du kurdologue néerlandais. Paru d'abord en anglais sous le titre : *Agha, Sheikh and State*.

• **XIX. Yüzyıl Osmanlı İmparatorluğu'nda Kürtler**, Dr. Celilê Celil, Özge Yayınları, Ankara, 428 pages.  
Traduction turque de l'étude du kurdologue soviétique Djalil Djalilov. *Les Kurdes d'empire ottoman au XIX<sup>ème</sup> siècle*, paru d'abord en russe, à Moscou, 1973.

• **Kürt Halk Türküleri**, (Kilam û stranên kurd) hazırlayan Mehmet Bayrak. Özge Yayınları, Ankara, 300 pages.  
Recueil de chansons kurdes présentées en turc.

• **Çend rûpel ji dîroka gelê kurd**, Dr. K. Mezher Ehmed, APEC, Stockholm 1991, 274 pages.  
Version kurde, caractères latins, de l'étude de l'historien kurde contemporain K. Mazhar Ahmed, intitulée *Quelques pages de l'histoire kurde*.

• **Exil**, Poèmes en kurde de Farhad Pirbal, Paris 1992, 163 pages.

## Revue de Presse

**KURDISTAN : A PENJWIN, DANS LES RUINES DE L'ESPOIR KURDE.** Kamal qui était en exil depuis 14 ans, vient de retrouver sa ville natale, Penjwin, détruite par un séisme en 46, bombardée et dynamitée à cinq reprises depuis, abandonnée en mars par sa population, elle n'est que décombres. (*Libération*, 2 janvier 1992), p. 1.

**NOEL SANGlant AU KURDISTAN DE TURQUIE.** (*Arbeiderbladet*, 3 janvier 1992), p. 4.

**KURDISTAN : APPEL A LA CEE.** Le S.O.S. de neuf O.N.G. qui travaillent auprès des réfugiés du Kurdistan irakien. (*Loire-Matin*, 5 janvier 1992), p. 5.

**WASHINGTON APPELLE BAGDAD A ACCEPTER LES CONDITIONS DEL'O.N.U.** (A.F.P., 4 janvier 1992), p. 5.

**ASILE-IMMIGRATION : PROTESTATIONS CONTRE LA POLICE APRES L'EVACUATION DE KURDES A MARSEILLES.** (*Libération*, 1er janvier 1992), p. 6.

**VIOLENTS HEURTS ENTRE POLICE ET KURDES.** (*Libération*, 1er janvier 1992), p. 6.

**DANS L'ATTENTE D'UNE SOLUTION « GLOBALE ET HUMANITAIRE ». LES KURDES DEBOUTES DU DROIT D'ASILE POURSUIVENT LEUR GREVE DE LA FAIM.** (*Le Monde Rhone-Alpes*, 5 janvier 1992), p. 7.

**LES VERTS AU SECOURS DES KURDES.** La préfecture entend régler l'affaire dans 48 h.. (*Le Progrès*, 7 janvier 1992), p. 7.

**QUAND LE TEMPS DEVIENT AUSSI L'ENNEMI DU PEUPLE KURDE.** (*The Guardian*, 6 janvier 1992), p. 8.

**L'EPOPEE D'UN ANGLAIS, Mr. JEFFREY ARCHER , CHARGE PAR JOHN MAJOR DE REMETTRE UNE LETTRE A MASSOUD BARZANI.** (*The Guardian*, 6 janvier 1992), p. 9.

**IMMIGRÉS-DROIT D'ASILE : Sans trop l'afficher, le ministre de l'Intérieur français serre la vis. Voici pourquoi.** (*L'Express*, 9 janvier 1992), p. 10.

**L'OPINION D'UN KURDE A DALLAS.** (*Thursday*, 9 janvier 1992), p. 11.

**FIN DE LA GREVE DE LA FAIM DE 33 KURDES A LYON. - MUNI DE LA PROMESSE D'UN REEXAMEN DE LEUR DOSSIER, LES 33 GREVISTES ONT MIS FIN**

**SAMEDI A LEUR MOUVEMENT.** (A.F.P., 11 janvier, *Lyon Libération* 13 janvier 1992), p. 11. et 23.

**HOLOCAUSTE SILENCIEUX DES KURDES.** Des milliers de personnes auraient été massacrées par les Irakiens en 1988. Gwynne Roberts a rencontré un des rares survivants au Kurdistan. (*The Independent*, 11 janvier 1992), p. 12. (traduction française du même article page 13).

**MASSOUD BARZANI : TOUT CE QUE L'OCCIDENT A ACCOMPLI JUSQU'ICI RISQUE D'ÊTRE PERDU.** (*The Observer*, 12 janvier 1992), p. 14, 15. (traduction du même article page 16).

**NOUS N'AVONS PAS FINI NOTRE TRAVAIL EN IRAK : Le peuple kurde, mérite qu'on l'aide à chasser Saddam.** (*The Dallas Morning News*, 12 janvier 1992), p. 17.

**LES KURDES ONT BESOIN DE LA GENEROSITE PICARDE.** Toujours menacés par l'armée de Saddam Hussein, les Kurdes d'Irak survivent difficilement dans les montagnes glacées du Kurdistan. Ils ont besoin d'aide. (*Le Courrier Picard*, 10 janvier 1992), p. 18.

**LES KURDES SUSPENDENT LEUR GREVE DE LA FAIM.** En attendant le résultat d'une rencontre avec le sous-préfet chargé du dossier, les quatre grévistes de la faim de Notre Dame de la Garde ont fait un geste, ils ont évacué les abords de la basilique marseillaise. (*La Marseillaise*, 10 janvier 1992), p. 19.

**UNE SEMAINE CHEZ LES ASSYRIENS : Témoignage d'un envoyé spécial Gérard Fénéon en Irak : Cet homme qui recharge sa Kalachnikov, face aux montagnes d'Iran, est un chrétien du Kurdistan : l'un des 1500 Assyriens méconnus qui combattent pour renverser Saddam Husein. Pendant huit jours, il m'a protégé, guidé, logé, en Irak, dans les villages les plus reculés de son étrange communauté. Il descend du royaume de Ninive et symboliquement, de la Reine Sémiramis. Son peuple était déjà installé dans la région, trois mille ans avant Jésus-Christ. Avant l'arrivée des Arabes et des Mèdes.** (*Le Républicain Lorrain*, 12 janvier 1992), p. 20, 21.

**KURDISTAN : Il ya urgence !** (*Nice-Matin*, 12 janvier 1992), p. 22.

**UN COLLECTIF AU PROFIT DES KURDES : 70 000 réfugiés kurdes tentent de survivre par - 20°C.** (*Le Pèlerin*, 10 janvier 1992), p. 22.

**CIBLE : KURDES.** (*Royaliste N.A.F.*, 13 janvier 1992), p. 22.



LES IRAKIENS NE SONT PAS ARRIVÉS AU BOUT DE LEUR PROBLÈME, par William Safire. (*The International Herald Tribune*, 14 janvier 1992), p.23.

KURDES DE KERENTRECH : «PAS DE DÉCISION FAVORABLE SOUS LA PRESSION ! ». La préfecture exige la fin de l'occupation de l'église et de la grève de la faim avant «de faire un geste». Encore faut-il que les personnes concernées introduisent un recours gracieux. (*Liberté du Morbihan*, 15 janvier 1992), p.24.

UN AN APRES : LES ETATS-UNIS DÉTERMINE À OBTENIR LA CHUTE DE SADDAM HUSSEIN. (*Libération-Champagne*, 16 janvier 1992), p.25.

TEMOIGNAGES — DES DÉTENUS IRAKIENS PARLENT : La colère des soldats irakiens contre Saddam. Au seuil de l'hiver, Gilberte Favre était au Kurdistan. Elle a rencontré des officiers irakiens très remontés contre le dictateur. (*Journal de Genève et Gazette de Lausanne*, 17 janvier 1992), p.25.

LA QUESTION KURDE DANS LE CONTEXTE DU NATIONALISME : La Nationalité dans le monde politique d'aujourd'hui, est devenue un phénomène émotionnel fondamental... 1991 : UNE ANNÉE DE TERREUR POUR LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 7 janvier 1992), p.26-28.

TURQUIE : KURDES MITTRAILLES. Le gouvernement turc, malgré ses efforts pour faire semblant de respecter les droits du peuple kurde, ne manque pas de faire tomber la répression ou bien ferme les yeux sur les exactions des escadrons de la mort qui sèment la terreur dans la population et visent particulièrement les militants connus. (*Rouge*, 16 janvier 1992), p.29.

IRAK : OUVERTURE DU CONGRÈS DE L'UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN. (*Le Quotidien de Paris*, 17 janvier 1992), p.29.

LA NOUVELLE ARMÉE DE SADDAM. Surveillé de près par l'aviation alliée, le dictateur irakien n'a pas renoncé à se venger. Son instrument : le terrorisme. Sa première cible : la Turquie. (*L'Express*, 16 janvier 1992), p. 30, 31.

LES TURCS LUTTENT CONTRE LE DJINN KURDE (*The Financial Times*, 16 janvier 1992), p.32.

LES KURDES. UN AN APRES LA GUERRE DU GOLFE ENCORE PLUS DE 500.000 SANS ABRI. (*Agence Centrale de Presse*, 16 janvier 1992), p.33.

KURDES : ÉTERNELLES VICTIMES. Un an près la fin de la guerre du Golfe, le problème kurde reste sans solution. Et dans les camps de réfugiés au nord de l'Irak, des enfants meurent toujours. (*Tribune le Progrès*, 17 janvier 1992), p.34.

LES KURDES OUBLIÉS. (*L'Humanité*, 17 janvier 1992), p.35.

L'APPELLE AUX ENTREPRISES AGRO-ALIMENTAIRES D'UNE MISSION HUMANITAIRE AU KURDISTAN. (*Yonne Républicain*, 15 janvier 1992), p.35.

LA SOLIDARITÉ POUR UNE FAMILLE KURDE. (*Le Courrier de l'Ouest*, 18 janvier 1992), p.36.

SADDAM MAINTENANT ADMET QUE L'IRAK A PERDU LA GUERRE (*International Herald Tribune*, 18-19 janvier 1992), p.37.

LES KURDES. DOSSIER DU MOIS. (*Das Magazin*, 17-18 janvier 1992), p.38-47

CETTE GUERRE DES NERFS POURRAIT BIEN DEVENIR UNE VRAIE GUERRE. : Bush ne peut admettre que le boucher de Bagdad, écrase l'opposition. (*International Herald Tribune*, 21 janvier 1992), p.48.

IRAK : L'OPPOSITION SE MOBILISE. Selon un ancien dignitaire du régime de Saddam Hussein, un mouvement d'opposition au dictateur irakien se serait créé au sein même du parti Baas au pouvoir. Ce groupe tenterait de renverser Saddam Hussein. (*Le Quotidien de Paris*, 21 janvier 1992), p.48.

TEMOIGNAGE : LE DR. PASCALE DRUET A SOIGNÉ LES KURDES. À l'heure où la guerre du Golfe revient dans toutes les mémoires, le Dr. Pascale Druet se souvient, elle, des conséquences immédiates du conflit. Celles du martyr du peuple kurde. Un drame qui continue de pourrir les événements. (*Panorama du Médecin*, 21 janvier 1992), p.49,50.

LA GUERRE DU GOLFE AURAIT FAIT 70.000 VICTIMES CIVILES IRAKIENNES. (*L'Indépendant*, 10 janvier 1992), p.50.

L'AMBASSADEUR DE TURQUIE À NANCY : «Le Kurdistan n'existe pas». Selon M. Tansug Bleda, le problème kurde se règle «démocratiquement» en Turquie. (*Est Républicain*, 22 janvier 1992), p.51.

PIÈTRE CONSOLATION SUR LE FLANC DES MONTAGNES - L'Urgence est peut-être passée, mais, la dépendance du Kurdistan envers l'ouest s'est intensifiée à cause de la politique à court terme des Nations Unies. (*Guardian Weekly*, 26 janvier 1992), p.52-54.

KURDES : TERREUR CONTRE TERREUR. Affrontement et attentats se multiplient. (*La Croix*, 29 janvier 1992), p.54.

SECOUE PAR LES IRAKIENS, BUSH PEUT SEULEMENT PERDRE. (*International Herald Tribune*, 25-26 janvier 1992), p.55.

LE NOEUD COULANT SE RESSERRE SUR LES KURDES. (*The Independent*, 25 janvier 1992), p.55, 56.

TURQUIE : DANS LA CRAINTE D'UNE OFFENSIVE DE PRINTEMPS. L'armée tente d'anéantir la guérilla kurde. (*Le Monde*, 27 janvier 1992), p.57.

AU KURDISTAN IRAKIEN. Ouverture du premier congrès de l'UPK de M. Jalal Talabani. (*Le Monde*, 28 janvier 1992), p.57.

LAISSEZ SADDAM SOMBRE SEUL. (*International Herald Tribune*, 27 janvier 1992), p.58,59.

COMITE DE SOUTIEN AU PEUPLE KURDE. (*Est-Républicain*, 28 janvier 1992), p.60.

UN PARLEMENT POUR LES KURDES D'IRAK - Premières élections le 3 avril. (*Echo Républicain*, 28 janvier 1992), p.60.

PHR DANS LE GOLFE - LA SOUFFRANCE EN IRAN, LARGEMENT REPANDUE POUR LES KURDES - Dans une ambulance, en bordure de l'Irak et de l'Iran, une mère réfugiée tente de consoler son enfant malade. (*Physicians for Human Rights RECORD*, Summer/Fall, 1991), p.61-64.

DEMANDE D'ELARGISSEMENT DE LA ZONE DE SECURITE POUR LES KURDES : LE SENAT AMERICAIN DEMANDE A L'ADMINISTRATION DE M. BUCH D'AIDER L'OPPOSITION IRAKIEN POUR RENVERSER SADDAM. (*Al-Hayat*, 20 janvier 1992), p.65.

LE FRONT DU KURDISTAN ADOPTE LE FEDERALISME ET DECIDE D'UNIRE SES FORCES ARMEES ET INSTITUTIONS. (*Al-Hayat*, 20 janvier 1992), p. 66, 67..

LE KURDISTAN PRATIQUE L'INDEPENDANCE TOUT EN REVANDIQUANT L'AUTONOMIE ! Comment administré démocratiquement une région libérée, en lutte contre le centre totalitaire. (*Al-Hayat*, 14 janvier 1992), p.68.

D'AUTRES VICTIMES DE LA TERREUR EN DECEMBRE. (*Info-Türk*, Décembre 1991), p.69-70.

64 VICTIMES DES EVENEMENTS DE KULP PORTENT PLAINTES CONTRE LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET RECLAMENT DES DOMAGES ET INTERETS. (*Cumhuriyet*, 4 janvier 1992), p.71.

APRES LA DECISION DU GOUVERNEMENT DE PROLONGER POUR UNE DERNIERE FOIS, DE 6 MOIS LE MANDAT DES FORCES D'INTERVENTION DES ALLIES, BASEES EN TURQUIE, LE PRESIDENT ÖZAL ESTIME QUE CE DELAI N'EST PAS SUFFISANT. (*Cumhuriyet*, 6 janvier 1992), p.71.

M. DIZAI, REPRESENTANT PERSONNEL DE M.

BARZANI, A RENCONTRE HIKMET ÇETIN, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES. M. Dizai se prononce pour la normalisation des relations après la rupture de celles-ci à la suite d'une opération militaire de la Turquie contre les camps du PKK basés en Irak. — DU PETROLE POUR LES KURDES IRAKIENS : D'après la revue *Foreign Report* il existerait des réserves importantes de pétrole à Zakho. (*Cumhuriyet*, 10 janvier 1992), p.72.

ARRET PROVISOIRE DES OPERATIONS DE CUDI. Les opérations militaires qui continuent depuis trois jours contre le PKK sont arrêtées en raison du mauvais temps. Des unités militaires sont dépêchées en renfort. — LE KURDISTAN IRAKIEN AU BORD DE LA FAILLITE A LA SUITE DU BLOCUS ECONOMIQUES APPLIQUE PAR SADDAM. (*Cumhuriyet*, 11 janvier 1992), p.73.

LE SHP PROTESTE CONTRE LE COLONEL DE L'ARMEE QUI ACCUSE L'UN DES SES DEPUTES D'AVOIR ORDONNE A LA POPULATION D'OUVRIR LE FEU CONTRE LES MILITAIRES. — LES HEP ET SHP SE PLAIGNENT DE L'ATTITUDE DE LA TELEVISION. — RECORD DE PROCES A LA COUR DE SÛRETE D'ETAT A DIYARBAKIR. 60% D'AUGMENTATION EN UN AN. (*Cumhuriyet*, 11 janvier 1992), p.74.

LE REPRESENTANT PERSONNEL DE BARZANI DECLARE A CUMHURIYET : La question du PKK trouvera une solution dans la démocratie. — Le responsable de la section de Siirt du HEP est porté disparu depuis 4 jours. — JOURNEE DE DEUIL A CIZRE à la suite de la mort d'un militant du PKK. (*Cumhuriyet*, 12 janvier 1992), p.75.

SITUATION TENDUE AU SUD-EST : 4 blessés à Nusaybin, magasins fermés à Silvan et à Nusaybin ; les étudiants de l'université de Dicle déclarent 2 jours de deuil. (*Cumhuriyet*, 14 janvier 1992), p.76.

MESSAGE DE DEMIREL A LA POPULATION DU SUD-EST : «Ne vous fiez pas aux séparatistes». — LA DECLARATION DE L'ETAT-MAJOR : «Le camp des hors-la-loi à Cudi est anéanti». — LA BBC : 100.000 KURDES ONT TROUVE LA MORT, EN 1988, DANS LES ATTAQUES DE L'ARMEE ORDONNEES PAR SADDAM. (*Cumhuriyet*, 14 janvier 1992), p.77.

LA DEPUTEE DE DIYARBAKIR, LEYLA ZANA EST ENCORE HESITANTE POUR DEMISSIONNER DU SHP. — LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DU HEP, YASAR OKUTAN : Notre porte est ouverte à M. Dicle». (*Cumhuriyet*, 14 janvier 1992), p.78.

ZANA ET DICLE DEMISSIONNENT DU SHP. (*Cumhuriyet*, 17 janvier 1992), p.79.

UNE TRAGEDIE KURDE VIEILLE DE 300 ANS : Le gala du film «Mem û Zîn» est organisé par la Fondation des Droits de l'Homme. (*Cumhuriyet*, 18 janvier 1992), p.80.

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE, CINDORUK : «La Cour de Sûreté d'Etat qui demande la levée d'immunité parlementaire de 22 députés kurdes pour délit d'opinion injurie l'Assemblée». (*Cumhuriyet*, 20 janvier 1992), p.81.

MOSCOU : POUR LA PREMIERE FOIS, UN GROUPE DE KURDES A MANIFESTE DEVANT L'AMBASSADE DE TURQUIE A MOSCOU. (*Cumhuriyet*, 14 janvier 1992), p.81.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, SEZGIN : On entend la voix des soi-disant disparus, membres du HEP, soit dans la plaine de Bekaa soit à Istanbul aux côtés de leur maîtresse. — NUSAYBIN. 167 personnes arrêtées. — LE DEPUTE DE DIYARBAKIR DU SHP, HATIP DICLE : «Le PKK a désormais une base populaire». (*Cumhuriyet*, 15 janvier 1992), p.82.

MEHDI ZANA DE NOUVEAU MENACE DE PRISON. — LE HEP PROTESTE CONTRE LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. — ZANA ET DICLE DEMISSIONNENT AUJOURD'HUI. (*Cumhuriyet*, 16 janvier 1992), p.81.

LE CORPS D'UN MORT, LES YEUX BANDES A ETE RETROUVE A DIYARBAKIR. (*Cumhuriyet*, 21 janvier 1992), p.83.

LES KURDES IRAKIENS ORGANISENT, LE 3 AVRIL DES ELECTIONS POUR LA CONSTITUTION D'UN PARLEMENT KURDE. (*Cumhuriyet*, 22 janvier 1992), p.83.

DE NOUVELLES MESURES DE SECURITE : DES UNITES MOBILES CONTRE LA TERREUR. (*Cumhuriyet*, 22 janvier 1992), p.84.

LE CHEF D'ETAT MAJOR GUNES : «La population du Sud-Est n'aura plus à avoir peur». (*Cumhuriyet*, 22 janvier 1992), p.85.

LE PROCUREUR DU TRIBUNAL DE SECURITE D'ETAT, DEMIRAL : «Ceux qui visent l'existence de l'Etat ne peuvent être couverts par l'immunité parlementaire». (*Cumhuriyet*, 23 janvier 1992), p.85.

LES ETATS-UNIS : «DAMAS APPORTE SON SOUTIEN AU PKK». — LE REPRESENTANT EN EUROPE DU PKK DEMANDE LA NEUTRALITE DES ETATS-UNIS. (*Cumhuriyet*, 24 janvier 1992), p.86.

DES FILES INTERMINABLES LORS DE LA PROJECTION DU FILM «MEM Ü ZİN» A DIYARBAKIR. — CONFERENCE DE PRESSE DE MAHMUT ALINAK : «44 ASSASSINATS, EN 7 MOIS, DONT LES AUTEURS N'ONT PAS ETE IDENTIFIES». (*Cumhuriyet*, 24 janvier 1992), p.87.

UN NOUVEL ASSASSINAT A NUSAYBIN, COMMIS PAR DES INCONNUS. Le nombre est ainsi porté à 6 en un mois. (*Cumhuriyet*, 27 janvier 1992), p.88.

DEMIREL DECLARE A LA SUITE DE LA REUNION DU CONSEIL DE LA SECURITE NATIONALE : «Un important foyer terroriste est anéanti. (*Cumhuriyet*, 28 janvier 1992), p.88.

LE COMITE D'HELSINKI : «IL Y A UNE GUERRE DANS LE SUD-EST». (*Cumhuriyet*, 29 janvier 1992), p.89.

LE PRESIDENT ÖZAL ACCUSE LES DEPUTES DU SHP, ORIGINAIRES DU HEP, DE SOUTIEN AU PKK. — TALABANI DEMANDE POUR LE NORD DE L'IRAK UN STATUT FEDERATIF ET NON PAS UN ETAT KURDE. — LE VICE-PREMIER MINISTRE İNÖNÜ DECLARE AUX LYCEENS VENUS LUI RENDRE VISITE : «Le problème du Sud-Est est le PKK». (*Cumhuriyet*, 31 janvier 1992), p.90-91.

---



LIBÉRATION  
2 janvier 1992

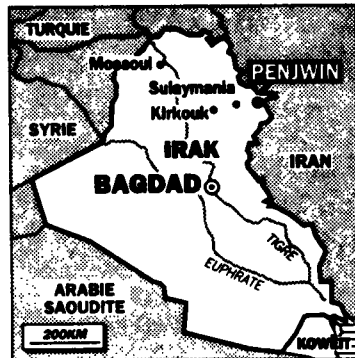
## KURDISTAN

A Penjwin, dans les ruines  
de l'espoir kurde

**Q**

and il gravit le sentier tracé dans la neige verglacée du quartier des Mille Sources, le Hazarekanian de son enfance. Kamal ne prononce plus un mot, comme s'il se repliait sur lui-même, et ses mains tremblent légèrement. Pas de froid. La veille, dans la maison familiale de Sulaymania, il avait déjà tremblé en serrant longuement dans ses bras Kanar, sa sœur de quatorze ans qu'il rencontrait pour la première fois. C'était une émotion épaisse, dense, d'une grande pudeur. Il y a ce matin une brume gris-bleu sur les ruines de Penjwin et Kamal hésite à peine parmi les éboulis de pierre taillée. Il croit reconnaître une vieille grange sous ces gravats, devine un figuier dans ce tronc calciné. Mais où est donc la maison, sa maison, celle où il est né, celle où est né son père, son grand-père, d'autres aïeux encore? Dans les ruines enneigées, brouillard-deuses, où le froid vif congèle les mémoires, les points de repère de toujours se sont évanouis. Le minaret de la petite mosquée, les terrasses du grand café, l'écheveau de ruelles du bazar ou le sentier pédestre qui protégeait la contrebande vers l'Iran tout proche se sont dérobés, brouillés. Des ruines éparpillées, des ruines illisibles, et rien d'autre. Sur la gauche, à flanc de montagne, quelques pierres sombres du cimetière juif trouent le sol neigeux. Kamal les observe à la manière d'un marin et infléchit sa marche

Après sa débâcle au Koweït, Saddam Hussein doit faire face aux soulèvements chiite au sud et kurde au nord. Les alliés refusant d'intervenir, c'est le drame de l'exode vers la Turquie et l'Iran pour des millions de personnes. Kamal lui, était en exil depuis 14 ans. Il vient de retrouver sa ville natale, Penjwin. Détruite par un séisme en 46, bombardée et dynamitée à cinq reprises depuis, abandonnée en mars par sa population, elle n'est que décombres.



vers un bouquet d'arbres dénudés. Il s'arrête net, bras ballants le long du corps, une légère pâleur au visage. C'est là. C'est ça. Au cœur d'un enclos de pierre à demi-éhoulé, il ne reste qu'une dalle peinte en bleu suspendue comme un portique de ce qui fut le rez-de-chaussée. Le reste, tout le reste, a volé en éclats, s'est proprement volatilisé. Et Kamal, incrédule, muet, tourne lentement autour du vestige sans pouvoir y pénétrer.

Kamal a quitté cette maison à l'âge de huit ans, en 1962, et n'avait pas remis les pieds au Kurdistan irakien depuis quatorze ans, depuis cette année 1977 où, condamné à mort par contumace, il avait fui vers l'Iran, la Turquie, avant d'atterrir et de rester en France. Kamal avait vingt ans, il avait combattu pendant deux ans les Irakiens au sein d'un groupe marxiste genre pur. Deux ans de guérilla, de longues errances dans les monts proches de l'Iran, de brefs séjours inquiets dans la maison familiale de Sulaymania, la grande ville où son père, le sage Mohamed Hamarash, a pu réouvrir au cœur du vieux bazar l'échoppe de

soieries et de tissus brodés qui avait fait sa réputation à Penjwin. Kamal retrouve Penjwin et ses rêves d'exilé n'avaient jamais osé peindre ce champ de ruines.

En mars dernier, la route qui grimpe vers le haut plateau où se niche Penjwin et découpe des paysages à couper le souffle s'est muée brusquement en fleuve d'hommes, de femmes, d'enfants. Fleuve de civils en fuite vers l'Iran, fleuve de l'exode kurde. Penjwin, citadelle ruinée et interdite depuis 1983, champ de batailles féroces durant la guerre Iran-Irak, terre de sang et de mines, labourée par les obus, a, bizarrement, servi de refuge à ces familles désespérées qui venaient de quitter précipitamment la région de Kirkouk, ce sud du Kurdistan toujours sous contrôle irakien. En quelques jours, la ville en ruine expulsa ses fantômes et des milliers de tentes surgirent parmi les gravats puis sur l'immense plateau qui borde la route de l'Iran, vers Qokhlan et Asnawa. La vie revenait sous la forme d'un torrent, d'un interminable cortège de détresse, de mort, d'inquiétude. Les gens ont squatté les ruines utilisables, se sont glissés dans des cavernes de béton, ont planté leurs tentes au hasard du plateau. Ils étaient plus de cent mille, démunis de tout, largués ici au hasard de leur fuite et il fallut, jour après jour, les aider à survivre. Le Haut Commissariat aux réfugiés, suivi par plusieurs associations humanitaires, installa à la hâte un campement de fortune, grand ouvert aux vents qui dévalent d'Iran, et le Comité international de la Croix-Rouge, prévoyant comme un Suisse, fit construire en dur un petit village coquet et très confort-

table à l'abri des regards indiscrets vers Nezareh, à deux pas de l'Iran. Penjwin, dans le désordre et les drames, découvrait aussi, dans leur diversité parfois étrange, les bienfaiteurs accourus d'Occident. C'était une renaissance brutale, pathétique, mais c'était une renaissance quand même; un moment fort, fragile, une page neuve. Dans le flot des réfugiés désemparés, une bonne centaine de familles venues parfois des régions de l'ouest, ou même d'Iran, ont sans bruit repris possession de leurs anciennes maisons. Ils ont déminé les abords proches, brûlé les ronces et les mauvaises herbes, remonté les murs éclatés, lissé des toitures de terre fraîche, ont parfois planté un pied de vigne vierge ou une pousse de figuier sauvage et fait des provisions de bois pour l'hiver. Comme autrefois. Comme hier.

Kamal marche dans la neige, un peu comme un somnambule, et triturer nerveusement sa casquette de tweed. Il pousse la porte du hammam de Chewarbakh, les Quatre Vergers, que son propriétaire vient de réouvrir et qui est sans doute le seul lieu inchangé de Penjwin. Dans la salle voûtée où une chaudière à mazout rugit comme une forge, des silhouettes tremblent dans les volutes de vapeur blanche. La mosquée toute proche, les cafés, l'hôtel, la maison du cousin Omar ont disparu. Restent les tas de pierres, les fers tordus et rouillés scellés dans le béton, les chevrons bouffés par les termites et l'humidité. Malgré les ruines, les souvenirs émergent, s'imposent peu à peu, au fil des heures. Il y avait ces grandes courses vers l'école, au bas de la ville, et les bruits, les couleurs du marché quand, chaque matin, les Iraniens venaient vendre des amandes, des raisins secs, des tapis et repartaient avec du bétail et des sacs bourrés de thé, l'or des contrebandiers qui se glissaient de nuit vers la frontière, à quelques kilomètres de là. Les jours de fête, les gamins s'éclipsaient et se cachaient dans les recoins de Qouraracha, cette Terre noire à l'écart du village où on pouvait doucement délirer, chanter à tue-tête ou même picoler un peu d'arak chapardé chez l'un d'eux. Les adultes se retrouvaient dans la gorge d'Elias le Voleur où coulent une source d'eau froide et une

source d'eau chaude parées de toutes les vertus, ou festoyaient en chantant sous les frondaisons de la Grande Rivière, au lieu-dit Haji Chekha Pchekola, le Petit Cheikh, sur la route de Nawparez. Kamal se souvient de tout, par vagues qu'il ne maîtrise plus. Là, sur ce versant pentu qui court entre les cimetières juif et musulman, les écoliers, le cul calé dans un plat de métal, déboulent comme des bombes vers les premières échoppes du bazar. Et Moufti Penjwini, le grand-père maternel, l'ancien religieux et commerçant prospère devenu poète et mécène, adoré par ses petits-enfants, n'a pas pris une ride. Kamal et Anwar, son frère, entonnent d'une même voix l'un des poèmes de l'aïeul : « *Penjwin babeto, nezikeh mergum, Lebnane chekêne bouite, dakhete begergum* », soit à peu près « *Penjwin sans toi ma mort est proche, de souffrance, tu étais plus belle que le Liban.* »

La plupart des réfugiés, sur les conseils des membres du Front du Kurdistan et du Commissariat aux réfugiés, ont été descendus en bus ou en camion vers Saïd Sadiq. L'hiver y est moins rigoureux, même si quatorze jours de pluie ininterrompue ont transformé cet autre champ de ruines en cloaque. Ceux qui, en ce mois de décembre où la température décline dangereusement chaque nuit, sont encore sous ces tentes vertes ou bleues, couleurs criardes, l'ont choisi. Ils ont trouvé ici un nid, un port et, en quelques semaines, s'y sont attachés. Cette femme qui manipule le ciment à mains nues pour monter un mur très symbolique, ce jeune père de famille de Germiyan, dans la province de Kirkuk, qui vend des brochettes de mouton sous un éboulis de béton, ou cet adolescent au sourire lumineux qui traficotte l'essence au marché noir à l'entrée de la ville sont les nouveaux Penjwini, habitants tombés du ciel, ou de l'enfer, naufragés de l'exode du printemps 1991, chassés par le feu des Irakiens vers cette ville du Kurdistan des hautes terres, aux confins de l'Iran.

Et Penjwin, dont le nom peut signifier au choix cinq images ou cinq juifs, hésite encore à ouvrir un œil, à s'extirper de ce sommeil qui, cette fois, paraissait éternel. En 1915, alors que les Alliés guerroyaient contre les Ottomans, les soldats russes franchissent le mont Kajane, déboulent dans ce qui n'est alors qu'un gros bourg de bergers, pillent, violent, tuent et laissent derrière eux un village de cendres. En 1946, un terrible tremblement de terre détruit totalement Penjwin, devenue petite ville prospère, lieu de tous les échanges avec l'Iran. Les survivants fuient, reviennent, reconstruisent. A partir de 1950, les quarante ou cinquante familles juives de la ville, Penjwini des origines, bijoutiers ou teinturiers réputés, s'expatrient peu à peu vers Israël, poussés par l'islamisation du royaume de Fayçal II sans que

personne n'ait gardé le souvenir d'un seul incident entre les deux communautés.

**a**

partir de 1960, sous le régime du général Kassem, la première République irakienne, les Kurdes sont des ennemis : ils doivent se soumettre, ou disparaître. Penjwin est bombardée en 1962, on signale déjà l'utilisation d'une sorte de gaz qui tue les poulets, les oiseaux et provoque des saignements de nez. En 1963, le couvre-feu est décrété, et sous la conduite de Zaim Sadeq, officier irakien que les anciens n'oublieront plus, la ville est dynamitée. Dès 1964, la ville est reconstruite, s'habitue au fil des ans aux bombardements sporadiques, à la répression. Les jeunes du village s'enrôlent dans les rangs des maquisards de l'UPK de Jalal Talabani, dont cette région est le fief, et le cimetière ne cesse de s'étendre. En 1973, en 1977, nouveaux bombardements, nouvelles destructions partielles de Penjwin. Mais tout s'accélère en 1980 avec la guerre Iran-Irak. Penjwin est en première ligne, elle est l'un des verrous du front du nord du pays, et ses habitants ont eu la mauvaise idée, quelques mois plus tôt, de manifester contre le régime et de brûler publiquement des portraits de Saddam Hussein. A partir de 1982, l'armée irakienne évacue des quartiers entiers puis expulse brutalement ceux qui s'accrochent à leur terre. Au printemps 1983, officiellement pour ne rien laisser aux Iraniens qui ont déjà pris pied à Nezareh, les Irakiens détruisent Penjwin maison par maison, mosquée par mosquée, et laissent derrière eux un champ de ruines, truffé de mines.

Kamal, à l'image de cette ville blessée, oscille entre ses souvenirs et ce présent méconnaissable, irréel. Il déambule parmi les ruines, cherche d'improbables signes de reconnaissance, des visages familiers. A quelques mètres de la ruine familiale, l'homme qui coupait du bois l'a dévisagé puis a souri. C'est Kamal qui l'a reconnu le premier. Jamal Jalal, le copain d'enfance, un peu plus âgé que lui, le voisin de toujours. Ils se sont serrés dans les bras, ont dissimulé leur émotion en parlant vite du brouillard, de la neige, d'anciens amis disparus,

morts, exilés. Jamal a fait visiter sa maison qu'il vient juste de reconstruire et Kamal jure que rien n'a changé. C'est la cinquième fois depuis le début du siècle que cette maison simple, chaleureuse, renaît. La cinquième fois, de génération en génération, que les Jalal se réchauffent autour du poêle à bois qui trône au cœur de l'unique pièce de vie. Jamal montre quelques-unes des dix-huit mines qu'il a déterrées dans les ruines, désigne d'un geste la photo enguirlandée d'Ibrahim, son frère peshmerga tué il y a trois ans par les Irakiens lors d'un accrochage dans la montagne. Le riz et les légumes marinés au vinaigre ont un goût un peu âcre, le thé est plus brûlant que d'habitude. Jamal était un commerçant prospère quand il a été expulsé par les Irakiens en 1983. Il a traîné avec les siens à Sulaymania, il a essayé sans succès de s'installer en Iran et refusait encore d'entendre parler d'armes, de guérilla. Jamal était non violent. Après la mort d'Ibrahim, il a craqué et a découvert sa première Kalachnikov à l'âge de 39 ans. En mars dernier, il était à Kirkuk et a participé aux violents combats menés face aux Irakiens. Son dernier fils est né le jour même où Kirkuk est tombé, le 22 mars 1991. Ils l'ont appelé Rapérine, Soulèvement. « *Quand je suis revenu en avril dernier près de ma maison, huit ans après notre départ, j'ai creusé la neige, j'ai pris une poignée de terre et je l'ai embrassée. Ici c'est toute ma vie et je n'accepterai plus d'être chassé.* » Le thé a encore circulé plusieurs fois et Kamal a longuement bavardé avec Jamal. Les femmes et les enfants ne quittaient pas leurs lèvres des yeux.

Cette fois, Penjwin vit au présent, dans les décombres, le froid, la boue, la détresse, mais au présent quand même. Jamal qui a reçu douze chevrons, une pelle et douze plaques de métal du Haut Commissariat aux réfugiés pour achever sa maison ne tarit pas d'éloges sur les « *Occidentaux du cœur* ». « *En mangeant ici, au chaud, nous avons souvent pleuré pour ceux qui vivent dans le froid, sous les tentes, mais sans l'aide de l'Occident, Penjwin serait toujours une ville en ruines, déserte.* » dit-il de sa voix mélodieuse, chaude. Kamal qui bosse avec l'équipe de France Libertés, la fondation de Danielle Mitterrand, signale l'arrivée imminente dans la région de quatre-vingts camions chargés de matériaux de construction, d'anoraks, de bottes de neige pour les enfants. Exit la nostalgie, le deuil, les lamentations. Kamal avec d'autres, comme d'autres, est là pour secourir des gens aux abois, des Kurdes sans abri et sans avenir qui craignent comme la peste cet hiver à peine amorcé. Kamal ne cherche plus à décrypter les ruines, il fait taire sa mémoire écorchée. Il visite une autre ville, celle du petit hôpital de la Croix-Rouge, celle de Jim Reynolds, le chef de mission du Commis-

sariat aux réfugiés, chargé entre autres de nourrir les réfugiés, celle de Brigitte et Salem, les très jeunes volontaires de l'association lyonnaise Equilibre qui se sont jetés dans la bagarre avec une vitalité communicative, celle des animateurs de Medair, ONG Suisse, qui voudraient profiter de la distribution de France Libertés pour affiner leur mission de prévention. Kamal revenait sur les traces de son passé, il est maintenant acteur, aujourd'hui, et Penjwin en est transfigurée.

**d**ans la rue principale qui s'étire vers la route de Saïd Sadiq, les bricoleurs de l'éphémère ont reconstitué à la hâte un bazar picaresque : des bouchers, des marchands de légumes, de chaussettes ou de foulards, des marchands de trois fois rien campent sur le trottoir ou s'abritent sous des éboulis menaçants. Dans un réduit de planches qui jouxte le café où claquent les dominos, on a même dégoté Dieu sait où un billard japonais qui est ici aussi prévisible qu'une piscine olympique. Au siège du comité local du Front du Kurdistan, qui représente dans la bonne humeur le gouvernement provisoire, des Peshmergas, parfois très jeunes, reçoivent les doléances des habitants avec des sourires désarmants. Vers la rivière, dans le quartier Ahmed Beg, on jurerait que ces familles qui déambulent près des maisons pimpantes n'ont jamais quitté les lieux. Des gamins jouent à une sorte de marelle, d'autres courent parmi des oies qui cacardent avec virulence, un groupe de vieillards prend le soleil adossé à un mur flamboyant neuf. Vie ordinaire. A l'école, décor inversé. Brutalement. Dans un édifice en partie éboulé, les gamins serrés sur des madriers qu'on a posé sur des caïrons ne quittent ni leurs gants, ni leurs écharpes. Il n'y a ni portes, ni fenêtres et les sept cents élèves qui viennent ici chaque jour se partagent livres, cahiers et crayons. Ahmed Hiwa Salih, étudiant en chimie qui s'est porté volontaire pour jouer les instituteurs, a un petit sourire en coin en saluant ses élèves frigorifiés. Le plus dur, pour lui, est de trouver un coin de mur libre pour calligraphier en kurde le titre de la leçon du jour. Dans quelques jours, tout ira mieux. Il y aura des portes et des fenêtres fournies par France Libertés, quelques tableaux noirs aussi, et Equilibre fournira chaque jour un repas chaud aux écoliers. Le rêve.

En remontant cette rue principale vers Hazarekanian, le quartier de Kamal, halte au tribunal-prison, lieu désolatoire et poignant, symbole chancelant d'une démocratie et d'un Etat qui, demain, peut-être... Fouad Hama Rachid et Nimet Taha Kakiy, juges d'instruction radiés par Bagdad dans

CETTE FAMILLE COMMENCE A REVIVRE DANS SA MAISON, QUI AVAIT ETE ENTIEREMENT DETRuite PAR L'ARMEE IRAKIENNE EN MARS DERNIER.



les années soixante-dix pour cause d'appartenance au peuple kurde, bivouaquent depuis quelques semaines dans cette mesure au sol recouvert d'un tapis bleu roi. Dans une malle en bois, leurs dossiers et un code pénal d'avant 1960, mélange de lois ottomanes et britanniques qui leur sert à rendre la justice. Dans une pièce murée, sans la moindre ouverture, onze prisonniers alignés en rang d'oignon attendent leur jugement. La plupart sont là pour des babioles, chapardage ou détention d'armes prohibées, Kamar et Anwar, eux, se sont livrés après avoir enlevé leurs femmes pour éviter les sanctions expéditives du clan de leurs amoureuses. Un seul est soupçonné de trois crimes et si l'accusation est maintenue, il sera déferé devant le tribunal de Chaklawa, sorte de cour d'assises mise en place par le Front du Kurdistan. « *La justice doit s'exprimer, coûte que coûte* », dit Fouad Hama Rachid. « *La justice indépendante est l'un des piliers de la démocratie* », ajoute Nimet Taha Kakiy, dont la barbe épaisse et son nom même rappellent l'appartenance à une secte zoroastrienne qui, tels les Yezidis qui peuvent enfin s'exprimer au grand jour, voue un culte au soleil, et au roi Taos, le diable, qui, face à dieu, cohabite en chacun de nous. Le dieu, le diable, le soleil, la justice. Les juges antédiluviens de Penjwin, kurdes des aspirations démocratiques et cousins lointains de Zarathoustra, sont des icônes, des gardiens emblématiques de la loi. Kamal les couvre du regard, les couvre de mots doux, empreints de respect, d'admiration.

Penjwin la Kurde n'a plus de passé, pas encore un futur. A cent kilomètres au sud, autour de Kirkuk, la capitale pétrolière, l'armée irakienne veille.

**R**

abiah, la mère de Kamal, ne veut pas y penser, ne veut plus y penser. Ce soir, après le repas somptueux, elle se couchera tard, très tard, et parlera longuement, doucement, avec tous ses fils, dans sa maison familiale de Sulaymania. Ce soir, elle est amoureuse de ses enfants, heureuse de sa vie, de ces heures miraculeuses. Ce soir, elle est une femme libre, une femme kurde, et cette nuit-là ne devrait jamais s'éteindre.

Jacques MAIGNE

## Le printemps Kurde

**2 mars** : tandis que les chiites se soulèvent au sud de l'Irak, les rebelles kurdes ouvrent un front au nord.

**16 mars** : Saddam Hussein annonce l'écrasement de la rébellion chiite et affirme que les Kurdes subiront le même sort.

**19 mars** : les Kurdes s'emparent de Kirkouk, grande ville pétrolière.

**28 mars** : Bagdad annonce que Kirkouk est repris. Les insurgés dénoncent le massacre de milliers de civils, alors que l'armée irakienne utilise des bombes au napalm et au phosphore. Des centaines de milliers de personnes se réfugient en Turquie et en Iran.

**2 avril** : la France saisit le Conseil de sécurité au nom du « *devoir d'ingérence humanitaire* ».

**4 avril** : George Bush refuse de risquer « *des précieuses vies américaines* » pour les « *affaires intérieures irakiennes* ». Bernard Kouchner se rend dans la région.

**5 avril** : le Conseil de sécurité, par la résolution 688 adoptée par dix voix contre trois (Cuba, Yémen, Zimbabwe) et deux abstentions (Chine, Inde), réclame « *un accès immédiat des organisations humanitaires* ».

**7 avril** : début de l'opération « *Provide Comfort* ». Des avions américains, britanniques et français larguent des vivres et du matériel d'urgence (couvertures, tentes) au-dessus du Kurdistan irakien.

**15 avril** : l'opération « *Provide Comfort* » prend de l'ampleur, mais les Etats-Unis refusent le principe de « *zones de protection* » en Irak pour les réfugiés. Selon les ONG, plus de 2 millions de Kurdes irakiens ont abandonné leurs domiciles. Selon les mêmes sources, plusieurs milliers d'entre eux meurent de froid et de faim dans les montagnes.

**16 avril** : George Bush accepte la création de camps sous contrôle militaire américain, français et britannique, avant que les Nations unies ne viennent prendre le relais.

**20 avril** : l'armée américaine s'installe à Zakho, ville kurde que l'armée irakienne vient d'évacuer. Une « *zone de sécurité* » de 120km sur 60 est établie par les alliés au nord de l'Irak.

Fredag 3. januar 1992

U T E N I R I K S

Arbeiderbladet

# Blodig jul i tyrkisk Kurdistan

**DIYARBAKIR:** Den tyrkisk-kurdiske konflikten ble trappet opp i juleheigen. Sammenstøtene har krevd minst 45 menneskeliv. Julen aften skjøt tyrkiske spesialstyrker mot sivile demonstranter, minst åtte ble drept og sju hardt såret.

✶Av ASTRID KJETSÅ

**TYRKISKE MYNDIGHETER** har forsøkt å fortie massakren på kurdiske sivile julaften. Myndighetene ønsker at senere kurdiske motaksjoner skal framstå løst fra sin sammenheng, som blind vold. Tilfeldigvis fikk jeg julaften anledning til å oppleve på nært hold en slik tyrkisk «ikke-hendelse».

Tre store demonstrasjoner med tilsammen mellom 10 og 15 tusen deltakere var samlet i

Diyarbakir og i småbyene Kulp og Lice, fem og sju mil nordøst for Diyarbakir. Tyrkiske spesialstyrker angrep demonstrantene og skjøt vedvarende mot folkemengden en lang stund.

## Åtte drept

På en pressekonferanse morgenen 1. juledag kunne det uredde parlamentsmedlemmet Leyla Zana (30), som selv er kurdisk, oppgi tallet på sivile døde til åtte. Sju var svært hardt såret og flere hundre skadet med større eller mindre skuddsår.

Øyenvitner forteller at spesialstyrkene begynte å skyte uten forutgående aggresjoner fra folkemengdene.

Bakgrunn for de store demonstrasjonene var et tyrkisk flyangrep mot en kurdiske geriljaer i Kulp-Lice-området 21. desember. I dette angrepet ble 15 unge geriljasoldater drept. De tilhørte PKK-geriljaen — det illegale kurdiske

arbeiderpartiet som kjemper for løsrivelse av Kurdistan fra Tyrkia.

Åtte av likene ble brakt til Kulp. Lokalbefolkningen som var venner og slektninger av de døde, ønsket likene utlevert så de kunne begraves deint. Det ble avslått av de militære, ingen fikk nærme seg de døde. Det spekuleres nå på om dette skyldtes av de døde bar spor etter kjemiske våpen.

## Demonstrasjoner

Rundt 4000 mennesker samlet seg ved stedet der likene ble holdt i Kulp. Formiddagen julaften kom det også demonstranter fra alle kanter til Lice, tallet 10.000 ble nevnt av flere jeg snakket med. Etter skytingen ble Kulp-Lice-området hermetisk lukket. Alle sivile biler ble ødelagt.

Klokken 17 julaften ble det meldt at at soldatene hadde kommandert sårede fra Kulp, tilsammen kanskje 200, inn i

helikoptre og fraktet dem til en militærleir. På mitt spørsmål om de der ville få medisinsk behandling, fikk jeg først bare overbærende smil til svar. «Nei, det blir nok forhør med tortur», ble det omsider sagt.

En nyankomet meldte at sykehusene i Diyarbakir var fulle og at blodgivere ble etterlyst. Da jeg skulle avsted for å gi mitt bidrag, ble det meldt at spesialstyrkene hadde omringet et sykehusene og ikke slapp noen inn. Tidligere på dagen hadde det vrimlet av hemmelig politi og soldater i gatene. Ved sju-tuden rådde spesialstyrkene grunnen alene. Lokalbefolkningen var som blåst bort. Bare utenfor hotellet mitt var det minst hundre soldater.

En protestaksjon ved universitetet i Diyarbakir ble også brutalt slått ned. Etter et innledende kuleregn, gikk soldatene løs på studentene med batonger i en aksjon som varte hele formiddagen julaften. To

ble så hardt skadet at de dagen etter lå i koma. Hundre andre ble skadet og 150 brakt inn til forhør.

## Motaksjoner

Spesialstyrkenes framferd har siden utløst kurdiske motaksjoner. Om kvelden julaften angrep PKK-geriljaen en tyrkisk militærforlegning ved byen Sirmak. 11 soldater ble drept, åtte såret og et ukjent antall tatt til fange, ifølge PKK-kilder.

Første juledag arrangerte unge kurdere et protesttog i Istanbul. Da de passerte et varehus, som eies av bror til den tyrkiske guvernøren i de kurdiske provinsene, ble det kastet Molotovcocktails inn gjennom dørene og vinduene. Det oppsto en sterk brann, som førte til at 11 sivile ble drept av rykkforgiftning.



Loire - Matin 5 janvier 1992

## SOLIDARITÉ

# Kurdistan : appel à la CEE

## Le SOS de neuf ONG qui travaillent auprès des réfugiés du Kurdistan irakien

LYON. — Neuf associations non gouvernementales dont les ONG Lyonnaise, Action Nord Sud, Équilibre et Handicap International (1), viennent d'adresser une lettre ouverte commune aux députés européens pour leur demander d'accorder une nouvelle aide aux réfugiés du Kurdistan irakien.

« Les laisserons-nous agoniser dans le silence et l'indifférence ? » écrivent-elles aux par-

lementaires en rappelant qu'aux portes de l'hiver, 700 000 réfugiés vivent la plus précaire des situations; dans des camps de toile, dans des abris de fortune.

« A 20 degrés en dessous de zéro, sous le gel et sous la neige, comment survit-on sans vêtements chauds et sans couvertures ? »

En outre, les entrepôts de l'aide alimentaire seront bientôt vides et la menace militaire est toujours présente.

« Aujourd'hui, les Kurdes ne font plus la « une » des journaux. Ils sont pourtant dans la même situation d'urgence absolue. C'est maintenant qu'il faut agir. C'est avant les neiges qu'il faut regarnir les entrepôts, organiser la noria de camions pour livrer à temps le minimum vital ».

En mars dernier, la CEE avait débloqué 200 millions d'écu pour les secours immédiats.

C'est le même effort que les ONG signataires demandent par le biais de cette lettre.

« Nous organisations humanitaires et vous responsable de l'Europe, nous pouvons ensemble contribuer à enrayer la logique infernale qui coûtera la vie à de nouvelles victimes innocentes ».

► (1) Les autres ONG sont AICF, aide médicale internationale, architectes sans frontière, France Liberté, Institut kurde de Paris, Médecins du monde.

A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-

EGF0013 4 F 0236 /AFP-GC16

Energie-Eco.-Int.

Washington appelle Bagdad à accepter les conditions de l'ONU

WASHINGTON, 4 jan (AFP) — Washington a appelé, vendredi, les autorités de Bagdad à accepter les conditions fixées par l'ONU pour l'octroi d'une aide humanitaire internationale, tout en rappelant son attachement au maintien des sanctions économiques contre l'Irak.

Cet appel a été rendu public vendredi par le porte-parole du Département d'Etat Richard Boucher, alors qu'une réunion d'experts pétroliers de l'ONU et de l'Irak doit se tenir les 8 et 9 janvier à Vienne (Autriche) pour définir les conditions dans lesquelles Bagdad pourrait être autorisé à vendre pendant six mois pour 1,6 milliard de dollars afin d'acheter des médicaments, et des produits alimentaires et de première nécessité.

"Nous appelons le gouvernement irakien à accepter immédiatement et sans condition les résolutions du Conseil de Sécurité" numéro 706 et 712 autorisant ces ventes de pétrole, malgré l'embargo imposé à l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe, a déclaré M. Boucher au cours d'un point de presse.

Depuis le mois de mars, les Nations-Unies ont fourni à l'Irak une aide alimentaire de 300 millions de dollars, et la Croix-Rouge 100 millions de dollars, a rappelé M. Boucher, soulignant qu'avec l'opération Provide Comfort, menée auprès des Kurdes, l'aide américaine s'élevait pour sa part à quelque 600 millions de dollars.

sl/gd/mpf

AFP 040746 JAN 92

Asile-immigration - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. -  
Protestations contre la police après l'évacuation de Kurdes à Marseille

MARSEILLE, 1er jan (AFP) - La section régionale PACA de la Ligue des droits de l'homme et le comité marseillais du MRAP condamnent les "violences" de la police lors de l'évacuation, lundi soir, de Kurdes observant une grève de la faim à l'église des Réformés, dans le centre de Marseille, ont annoncé ces organisations dans des communiqués parvenus mercredi à l'AFP.

La soixantaine de Kurdes, des déboutés du droit d'asile, "a été expulsée à coups de matraques, de façon sauvage", avec comme "bilan : trois Kurdes arrêtés et une douzaine hospitalisée", indique la Ligue des droits de l'homme de Marseille. "Des représentants d'associations humanitaires ont été molestés, ainsi qu'une journaliste de M6", a-t-elle ajouté.

La Ligue, "s'associant à de nombreuses autres organisations, dénonce avec la plus grande fermeté cette nouvelle bavure policière et exige qu'une enquête soit immédiatement prescrite".

De son côté, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), "élève une énergique protestation contre le recours à de telles violences à l'égard d'hommes déjà affaiblis par leur abstinence alimentaire, dont la revendication essentielle vise à voir reconnue leur qualité de réfugié politique" et pour qui "il serait d'une extrême gravité d'être renvoyés en Turquie".

Selon la police, intervenue "d'urgence" pour faire hospitaliser deux des grévistes, en mauvais état de santé, les Kurdes ont projeté de l'essence sur la trentaine d'hommes des Brigades spéciales de sécurité (BSS), menaçant de les enflammer, et leur ont résisté physiquement. Neuf policiers ont été légèrement blessés, ainsi qu'un manifestant, avait-on indiqué lundi à l'AFP de source autorisée.



Libération 1<sup>er</sup> janvier 1992

## VIOLENTS HEURTS ENTRE POLICE ET KURDES.

Les forces de l'ordre sont intervenues brutalement lundi soir pour faire hospitaliser deux Kurdes, déboutés du droit d'asile, observant depuis deux jours une grève de la faim avec une quarantaine de compatriotes, sur le parvis de l'église des Réformés à Marseille. Une trentaine de policiers des Brigades spéciales de sécurité ont chargé, alors que les Kurdes avaient arrosé certains d'essence et menaçaient de mettre le feu. Les marins-pompiers ont stoppé cette tentative à la lance à incendie. Puis les policiers sont intervenus, frappant plusieurs personnes couchées au sol. Après l'évacuation des deux malades la police a poursuivi et matraqué les manifestants, faisant un hospitalisé de plus.

Dans l'attente d'une solution  
« globale et humanitaire »

## Les Kurdes déboutés du droit d'asile poursuivent leur grève de la faim

Ils se sont murés dans une attitude maximaliste qui tient du cri de désespoir, du geste suicidaire et, peut-être, du coup de poker. Les trente-trois Kurdes qui observent une grève de la faim, depuis la veille de Noël, dans la chapelle de l'Hôtel-Dieu, à Lyon, ne veulent pas entendre parler raison, souplesse ou demi-mesures. Tous originaires de Turquie, tous en quête d'un statut de réfugiés politiques, ils exigent une régularisation globale de leurs situations individuelles pour interrompre le jeûne entamé voici bientôt quinze jours.

Dans un discours las et obstiné, traduit par un intermédiaire dans la pénombre de l'église lyonnaise, ils se disent menacés dans leur pays, prêts à mourir sur place plutôt que de risquer la torture et l'emprisonnement. « L'OFPPRA (1) ne regarde même pas les dossiers, donc nous ne voulons pas d'examen au cas par cas. » Ce qu'explique leur avocat, M<sup>re</sup> Ugo Iannucci, en observant : « Il y a quelques mois, plusieurs mouvements du même

type n'ont débouché que sur un nombre infime de repêchages, après que les grévistes ont transigé. »

La plupart des personnes concernées ne peuvent prétendre bénéficier de la régularisation exceptionnelle, autorisée par la circulaire interministérielle du 23 juillet 1991. De fait, cette disposition concerne les déboutés du droit d'asile arrivés en France avant le 1<sup>er</sup> janvier 1989 et ayant erré trois ans durant dans les dédales de l'OFPPRA et de la commission des recours. C'est donc une solution collective et de type « humanitaire » que ces hommes et ces quelques femmes réclament à l'administration française.

### Une mosaïque de situations

Celle-ci ne l'entend pas tout à fait de cette oreille. Ni l'OFPPRA, qui a déjà débouté plusieurs d'entre eux du droit d'asile. Ni la commission des recours, à laquelle beaucoup ont déjà eu affaire, où l'on refuse l'idée d'une solution globale. « Nous ne plierons pas à exécution les arrêtés de reconduction à la frontière et nous restons ouverts à l'examen individuel de chaque dossier. » Car ce groupe de 33 personnes, si désireux de faire bloc soit-il, présente une mosaïque de situations très différentes. Deux des grévistes n'ont

pas encore reçu de réponse de l'OFPPRA ; deux autres se trouvent sous le coup d'une interdiction de séjour sur le territoire français, tandis que les dossiers de certains ont déjà été examinés quatre fois par l'OFPPRA.

L'administration pourrait régulariser la situation de plusieurs membres du groupe, dont les frères ou les sœurs ont été admis à rester en France en présentant des arguments identiques aux leurs. D'où une impression de frustration, de « loterie », chez ces clandestins, dont beaucoup ne parlent pas le français et ne bénéficient d'aucun appui extérieur autre que celui des militants de la cause nationale kurde. Des associations, comme la CIMADE ou le Comité rhodanien d'accueil des réfugiés et de défense du droit d'asile (CRARDDA), ont bien émis des propositions de médiation, mais elles sont restées sans écho de la part des grévistes. « De toute façon, nous ne sommes pas des soutiens actifs de leur combat, qui nous paraît ambigu », explique M. Jean Costil à la CIMADE. Pas question, donc, de constituer un comité de soutien en faveur de ce groupe hétérogène, dont les membres refusent la transparence. Et dont l'histoire reflète, entre autres méandres du droit d'asile, la difficulté à distinguer les réfugiés politiques des « économiques ».

RAPHAËLLE RÉROLLE

(1) Office français pour la protection des réfugiés et apatrides.

LE PROGRES 7 janvier 1992

## Les Verts au secours des Kurdes

### La préfecture entend régler l'affaire dans 48 h

Mme Marguerite-Marie Dinguirard, députée « Verts » au parlement européen est venue hier en compagnie de Marc Jedliczka, porte-parole des Verts Rhône-Alpes apporter son soutien aux trente-trois kurdes qui sont en grève de la faim depuis le 22 décembre dans la chapelle de l'Hôtel-Dieu : « Il s'agit d'un soutien à la fois humanitaire et politique. Il faut que le problème du Kurdistan soit examiné dans sa globalité. C'est pourquoi nous souhaitons que les dossiers de ces trente-trois personnes soient examinés en bloc, sinon le problème du Kurdistan sera évincé ». Les Verts entendent interpeller les politiques et notamment les signataires de « l'appel des 150 pour les Kurdes » qui demandaient en juin dernier la fin de la répression et la libération de ce peuple reparti dans quatre Etats.

Mme Dinguirard précise qu'il s'agit là « d'une question de cohérence. Il y a un an, on envoyait une armée dans le Golfe pour protéger la souveraineté du Koweït alors pourquoi ne rien faire pour la souveraineté du Kurdistan ? ».

Le porte-parole des Verts Rhône-Alpes estime qu'une révision de la notion de réfu-

giés s'impose à l'heure où il n'y a plus que des réfugiés politiques mais également des économiques et des écologiques : « L'Europe se referme sur elle-même alors que se pose le réel problème du transfert de populations entières. L'ONU doit donner une nouvelle définition du statut de réfugiés ».

Les grévistes de la faim demandent toujours un traitement égal et collectif de leur dossier, quitte à envisager pour tous, un statut d'apatrides délivré par l'ONU ou tout autre permis de séjour qui leur permettrait de vivre et travailler en France.

Du côté de la préfecture, où la direction de la réglementation a commencé d'étudier les trente-trois dossiers de façon individuelle, les choses semblent vouloir se précipiter : « Il n'est pas question, disait hier M. Matéacci de laisser se poursuivre une grève de la faim qui dure depuis le 22 décembre, dans 48 heures tout sera réglé à l'exception des 6 cas qui relèvent des départements de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, de l'Isère et de l'Ain... ».

A. G.

# Cold hand of winter comes down on aid to Kurds

John Vidal in Zakho

**T**HE heaviest snowfalls and coldest weather in years have paralysed international relief efforts for the Kurds in northern Iraq, and there were warnings yesterday that the situation could get worse, with deaths in isolated regions and large quantities of additional aid needed.

Up to four feet of snow have fallen in the last week and several hundred villages and towns in the Zakho region are cut off, a few receiving minimal emergency provisions by air, according to an aide to the American military commander in the area.

"Helicopter food drops are really only morale boosters for a few places," the aide said. "There's little else we can do until the weather eases." In the Zakho governorate bordering Turkey, more than 80,000 people are being fed emergency rations. There are food stocks for only 18,000 people for a month.

"We must hope the snow goes soon," said a representative of the United Nations High Commissioner for Refugees. "We are satisfied that enough has been done for everyone in time,

but if the trucks can't get through there will be very serious problems."

The Zakho area is one of the best supplied regions of Kurdistan. Reports from the Sulaymaniyah area over by the Iranian border, where there are large refugee camps with people wintering under canvas, suggest that there will be many deaths in the next few weeks.

"I hate to think what the situation is like further east," the UNHCR official in Zakho said.

Hinr Salem, of the Kurdish amnesty office in Paris, who has just spent three weeks in Kurdistan, said: "The snow is very bad further into the mountains. There is little food to eat and many children seem ill. They have no gas, electricity or food... Many people are trying to leave the villages through the snow."

The heavy snow has temporarily halted trade across the Turkish border. Thousands of trucks which bring food and goods — including relief aid — into Kurdistan and on to Baghdad from Turkey are now backed up over 12 miles on the mountain passes.

The Kurdish Democratic Front is allowing imports and exports through the border posts they control, preferring to

tax the goods rather than block trade through their area and using the income — \$1 million a month (£530,000) — to pay teachers and other professionals whose salaries were suspended under Saddam Hussein's economic blockade on the Kurds.

"We are still significantly short of funds, though we are living on a knife-edge," said Fadhil Merani, a local KDF leader. "We may have to raise the taxes soon."

Meanwhile, a row is developing between UN agencies over future responsibility for the Kurdistan relief effort. The UNHCR, which deals with emergency relief, yesterday attacked the Food and Agriculture Organisation and the UN Development Programme for not providing seeds and fertilisers in time for planting the spring harvest. "Eight thousand to 12,000 tons of seeds are needed now in the Zakho region. We have expressed serious concern to UNDP and FAO, whose responsibility this is," said the UNHCR representative in Zakho. "The fields are ploughed, but there is little to put in them."

About 30 per cent of the agricultural land in the Zakho region has been planted but it

will cost up to \$3.5 million a month to provide food for the 500,000 people in the area through the spring. Transport will more than double the cost.

"If the seeds had been planted before, as they should have been, it would have saved millions of pounds later and helped to make the region self-sufficient again," said Alex von Sternberg, head of a German humanitarian agency, Association for Threatened Peoples.

"The UN has known about this for months; they had the money, but they have chosen not to do anything."

Mr Von Sternberg and representatives of other relief agencies have been bringing hundreds of thousands of aid dollars for Kurdistan over the border in suitcases rather than pass it through Red Cross or UN channels, which exchange it through Baghdad where it is converted at the official rate and taxed.

● Jeffrey Archer's humanitarian trip to Kurdistan was delayed yesterday by the snow in Zakho. He carries a letter from the Prime Minister, John Major, to Kurdish leaders. It is believed to say that Britain will maintain its military presence in the region for another few months.

## Kuwait's unwanted Kurdish population finds no safe haven from Saddam

Jennifer Parmelee  
in Kuwait City

**I**T happens frequently these days to Ali Hussein Ali Abib when driving down the street: his mind goes blank and he cannot remember where he is heading. Once proud of his punctuality, this articulate mechanical engineer now misses appointments.

"I am lost," says Mr Abib, aged 35. "I feel I have lost my way."

He is not alone in experiencing these symptoms. Although born in Kuwait, Mr Abib is of Iraqi-Kurdish descent, one of hundreds of thousands of Arabs who abruptly found they were no longer welcome here in the bitter aftermath of the invasion and seven-month occupation by Iraq.

Tens of thousands — mostly Palestinians but including Yemenis, Sudanese, Iraqis and stateless Arabs — have been forced from their

jobs in the backlash against suspected collaborators and against Arabs from nations whose leaders supported President Saddam Hussein of Iraq.

Their children can no longer attend public schools free of cost, and private schools are beyond the means of most. Bank accounts are running dry. New employers are reluctant to hire them because the government's labour policy toward non-Kuwaitis remains undefined.

Many have nowhere to go. Of those, the Iraqi Kurds are experiencing the most painful of ironies: while the United States dealt President Saddam a crushing military defeat in Kuwait and then came to the aid of the Kurds in Iraq, Kurds in Kuwait now face economic and psychological pressure to leave.

Kurdish representatives say that about 75 per cent of their small community has gone, leaving behind about 100 families in limbo. Thou-

sands of others are believed to have married into Kuwaiti families.

The plight of Kuwait's Kurdish population has gone largely unnoticed by the outside world. "It seems we cannot escape Saddam," Mr Abib remarks. "But we have been forgotten. Again."

Many Kuwaitis sympathise with the Kurds, who — unlike the Palestinians — are not collectively smeared by the actions of their leaders or the suspicion of collaboration with Iraq. But their Iraqi passports work against them.

"These Kurds are running away from the devil himself [Saddam Hussein] only to find that they are expected to go back," laments Abdul Aziz Sultan, chairman of the Gulf Bank. "We are talking about people, many of whom left Iraq 30 or 40 years ago and hate Saddam Hussein. Now they can't work or go to school... We should be ashamed."

The Kurds were swept up

in the general maelstrom of Kuwaiti anger against those who actively or passively endorsed Iraq's August 1990 invasion.

Emad Saif, a lawyer defending several foreigners accused of collaborating with Iraq, says "even nice people who believe in human rights, deep inside, they don't want Palestinians or Iraqis here".

Mr Abib, who has been searching for temporary work as a driver or a translator, says he understands how the Kuwaitis feel after the blow from Iraq. "It is a natural human response: when someone wounds you, you want to inflict a wound in return. This is why, when I am stopped at roadblocks because of my Iraqi passport, I don't say anything.

"Still I feel very sad and confused. It seems a strange way to repay us for all of our hard work. I will go anywhere, even Siberia, to find a new job... But after all, Kuwait is my home." — Washington Post.

THE GUARDIAN January 6 & 7, 1992

# Gen Archer leads his convoy ever on

**John Vidal travels with the peshmergas to Salahudin, in northern Iraq**

**“T**HAT'S a good start, men. Can we have another concerted push, please.”

Twenty-five Kurdish peshmerga fighters drop their rifles, machine guns, and small arms in the snow. They wait for General Sir Jeffrey Archer's orders to be translated. The former vice-chairman of the Tory Party has metamorphosed in the last 48 hours to a senior serving officer.

“Right, men. You've got to keep going when you're pushing.” The general lends his shoulder to a Japanese van which has dared to impede his crack troops' progress through Kurdistan. “Wait for it. One ... two ... three ... push!”

Four thousand five hundred feet up in the snow-bound mountain pass nothing happens. The wheels of the van spin in one direction, the peshmergas shove hopelessly in the other.

The general is three feet deep in snow. The creases in combat trousers are suffering terribly. “Men, I want no slackers. Come on, Guardian. You, too.”

Gen Archer's troops heave mightily once more. The innocent Kurd carrying cooking oil north over the pass spins the steering wheel the wrong way and his van slithers even deeper into the snow, hanging precariously over a 100-foot drop.

“This is getting worse,” says the general, who is on a recce to devastated Kurdistan to find out what has happened to the cash from the regimental summer ball, and to relieve Massoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic Front, with a letter from the Prime Minister in Blighty, giving assurances that British forces will remain in southern Turkey “for at least another six months”.

His convoy of 10 lightly-armed personnel carriers dodges the Iraqis and weaves its way through wrecked lines of broken-down trucks, bemused passers-by, and goat herds. “These people are remarkable,” he says. “Look at their initiative, their drive. It's a lesson for

us all.” The Kurds continue to build their houses without noticing his seven-hour passage. One salutes, meekly, from the roadside.

The convoy stops for a mess-out. Gen Archer hands the troops their compositions — corned-hash-for-the-use-of, sweet tea, and morale-boosting biscuits. “Forward Kurds,” he cries. “Ever on.”

Finally, in the late afternoon, down by the River Zab, he halts the troops. On the other side of the river is Massoud Barzani in his white Oldsmobile. The general dons full regimental kit of suit and tie. “Right men, over.”

Two enormous oil drums strapped together and nosed through the swift river by rudimentary speed boats, carry the men the last 100 yards. “Gen Archer reporting, sir. Thank you for coming to meet us, sir.”

“At ease, men,” suggests the leader of the Kurds.

“Greetings from the PM, sir.”

“We have been expecting you for some time, Mr Archer.”

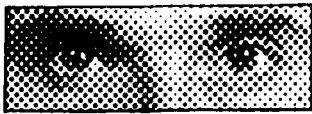
● Iraq's hardline defence minister, Ali Hassan al-Majeed, has warned autonomy-seeking Kurds not to rely on foreign forces. “I told one official of the Kurdish parties if you were promised with an international dish, this dish, God willing, will not be edible,” Mr Majeed, who crushed a Kurdish rebellion after Iraq's defeat in the Gulf war, was quoted as saying yesterday.

He told the army newspaper al-Qadissiyah the message was conveyed to the Kurds several days ago. A Kurdish delegation was in Baghdad last week for talks with the Iraqi government.

The team from the Kurdistan Front, an umbrella group of eight Kurdish parties, said they made no progress in easing Iraq's economic blockade of the Kurdish north, which has badly hit the Kurds and cut off food and fuel supplies.

About 3.5 million Iraqi Kurds were taken under international protection after the failed Kurdish uprising and are still depending on humanitarian aid.

Baghdad has been trying to pressure them into accepting an autonomy agreement reached with Mr Barzani last year but rejected by his rival, Jalal Talabani, as inadequate.



## Eyewitness

**John Vidal in Zakho**

**I**N 1908 Major E.B. Soame travelled precariously through Kurdistan. After many narrow squeaks and rotten capers he was appointed governor of Sulaymaniyah province, converted to Islam and wrote his memoirs.

Yesterday Mr Jeffrey Archer, an English fiction writer with a penchant for wearing blue and barking military-style orders, was halted in his efforts to follow in Major Soame's steps and deliver a letter from John Major to Massoud Barzani, the Kurdistan Democratic Party leader and joint head of the Kurdistan Liberation Front in the mountain town of Salahuddin.

After a 20-mile dash through the mountains by pick-ups armed with machine-guns, accompanied by a dozen Peshmerga guards wielding Iraqi-captured small arms, the former Conservative Party chairman who helped to raise £57 million to ease the plight of Kurdish refugees with the Simple Truth concert last year, met the Kurds' new enemy — 3ft of snow. He turned back for Dahuk. “Only the snow defeated us,” said Mr Archer. “The letter will get through.”

Mr Major's letter is believed to say that Britain will continue its military presence in the region for a few more months. Mr Archer is also visiting refugee camps and finding out what happened to the £57 million raised after the Kurds fled to the mountains to escape Saddam Hussein's forces. Disguised as a postman, in blue jacket and tie, “Jeff Free's” cover had been blown earlier by a party of Japanese tourists who thought he was a great writer. In Diyarbakir, Turkey, home of the Allied Military Co-ordination Centre, he was momentarily mistaken by a large crowd at the airport for a Turkish cabinet minister arriving on the same plane.

The centre, a liaison office that handles allied affairs with the Iraqi government in Kurdistan, is all that

remains of the allied force sent to northern Iraq last year to protect the Kurds after the collapse of their revolt against Baghdad.

By the time Mr Archer crossed the border on Friday, he was being hailed as the only man to enter Kurdistan with creases in his trousers. A few hours later his status was further raised when he became the first to enter Zakho without an anorak in winter.

By Saturday, following speeches to armed Peshmerga fighters, Kurdish politicians and the Union of Kurdish Women, Mr Archer — by that time the only man without a Kalashnikov — was rumoured to be a reincarnation of The Man With The Golden Hand, a perfect being of Kurdish folklore who brought great goodness.

“On Kurds, on!” cried the postman from London to the Peshmerga, who were unsure of the road ahead. “Away with all ice! What we need here is a few Guards' officers. They'll sort this lot out.”

This lot — the Kurds — are very much to the liking of Mr Archer — even if they wear large moustaches, disobey traffic lights, don't pay taxes and stand around with stolen guns drinking sweet tea.

“They are a decent, middle-class, work-ethically motivated, self-sufficient people who, given a chance of autonomy, would make a real go of it,” he declared.

Faced with mountains of snow, Jeff Free's helpers proved of little use. They included his two English public school-educated Kurdish fashion designer personal assistants — whom he has dubbed Lemon Kurd and Bean Kurd — a Georgian archaeologist specialising in ancient funerary inscriptions, and a PhD student investigating Kurdish oral tradition.

Mr Archer looked at the snow furiously. The snow did not move. Mr Archer looked benignly at Colonel Nab, the US Army Commander in the region, who politely said he'd prefer to deliver some rations to the Kurds.

“Jeff Free duf nabee?” muttered a Peshmerga driver, which translates politely as “Why cannot Mr Archer be persuaded to go home?” Jeff Free says he has no intention of staying on. “There's an election to sort out.”

Weather permitting, he should fly to Salahuddin today in a US helicopter.

**Snow makes rotten caper of Archer trip**

# IMMIGRÉS Droit d'asile : Marchand-la-rigueur

*Sans trop l'afficher,  
le ministre de l'Intérieur  
serre la vis. Voici pourquoi.*



Manif de réfugiés kurdes, à Marseille, le 30 décembre.

La lettre, datée du 20 décembre dernier, est adressée à Edith Cresson. Elle est signée du conseiller d'Etat Paul Bouchet, président de la Commission consultative des droits de l'homme. Motif : la manière, fort cavalière, dont, la veille, le ministre de l'Intérieur, Philippe Marchand, a parachuté à l'Assemblée un amendement permettant la rétention, pendant un mois, des demandeurs d'asile aux frontières portuaires et aéroportuaires du territoire. Sans prévenir ni la commission Bouchet, ni le Conseil d'Etat, ni les associations concernées. Pas même Jean-Louis Bianco, à qui rien de ce qui concerne l'immigration ne doit, théoriquement, échapper. L'intéressé a appris la nouvelle... dans les journaux. Epinglé, surtout, le fond de la décision, qui risque, à terme, d'aboutir à ce que les organisations humanitaires présentent déjà comme autant de « camps » pour étrangers.

Pourquoi ce coup de force de Marchand pour verrouiller, d'urgence, le recours au droit d'asile dès la descente de l'avion ? Le nombre de personnes concernées est infinitésimal, ainsi que l'a lui-même admis le ministre : 690 demandes dans les aéroports en 1990, sur 54 000 ; 720 pour les dix premiers mois de 1991. Explication : le gouvernement craint que les accusations de rétention arbitraire portées devant la justice par trois Haïtiens et une Zaïroise, respectivement maintenus pendant trois

semaines et un mois à Roissy au titre d'une simple mesure administrative non écrite, ne soient prises en compte par le tribunal de Paris, le 26 février. Le ministère de l'Intérieur pourrait alors être condamné pour voies de fait. Au risque de voir ensuite débouler par avions toute la « misère du monde » naguère évoquée par François Mitterrand et Michel Rocard, déjà aux prises avec l'inextricable dossier.

Il fallait donc légiférer très vite, même si la loi, qui doit être examinée par le Sénat dans les jours prochains, risque de ne pas être applicable aux quatre plaignants. Et il fallait peaufiner le dispositif avant que la Cour européenne des droits de l'homme, à Strasbourg, saisie de plaintes de plus en plus nombreuses (400 contre notre pays pour des problèmes de droit d'asile), statue, le 25 février, sur le cas d'un Sri Lankais débouté. Un

risque pour la France : être condamnée pour « traitements inhumains et dégradants ». Il fallait aussi, face au grand chambardement de l'Est, donner à l'opinion une sorte de gage sur l'avenir : la manifestation concrète du renforcement des contrôles aux frontières par temps de grandes migrations. Il fallait, enfin, contrebalancer l'opération de régularisation des déboutés du droit d'asile, mise en œuvre en juillet 1991. Ses premiers résultats sont connus : sur 48 237 demandes déposées dans les préfectures, dont toutes n'ont pas encore été examinées, 6 263 personnes ont été autorisées, au 30 novembre 1991, à rester en France. Il pourrait y en avoir le double au terme du processus. En attendant, 13 057 refus ont déjà été signifiés.

Reste à connaître le sort de ces recalés de la dernière chance : 30 000, au bas mot. Et beaucoup plus, selon leurs porte-

parole, pour qui 50 000 déboutés supplémentaires n'ont pas présenté de demandes aux préfectures parce qu'ils ne répondaient pas aux critères requis. « Il en restera 40 000 dans la nature », admet un haut fonctionnaire. Après le tollé provoqué par les « charters » d'Edith Cresson, le gouvernement se montre désormais prudent. « Aucune mesure de rapatriement collectif n'est envisagée », affirme-t-on au ministère de l'Intérieur. Dans une autre administration, on insiste sur le succès relatif du dispositif de retour-réinsertion vers le pays d'origine : alors que les initiateurs de l'opération tablaient sur un millier de départs dans l'année, il y en a eu 529 d'acceptés en quatre mois (dont 354 déjà effectifs). Plus du tiers sont des Turcs. Mais l'Office des migrations internationales ne distingue pas, parmi eux, les Kurdes. Ceux-là mêmes qui, déboutés définitifs, font la grève de la faim. Le 25 janvier, ils seront en tête de la manifestation contre le racisme et pour l'égalité des droits, qui, du PS aux organisations humanitaires, en passant par la CGT, tentera de remobiliser la gauche sur un sujet pouvant très vite rebondir : le vendredi 10 janvier, les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de la Justice seront réunis autour d'Edith Cresson pour mettre au point un plan de bataille face à l'éventualité d'une émigration algérienne massive. Après le second tour des élections.

Sylviane Stein ■

Thursday, January 9, 1992, Carrollton Chronicle

**OPINION**

**U.S. should have finished dictator**

By BAKHTIAR DARGALI

As we near the first anniversary of the Gulf War, American people need to take a closer look at the outcome of the conflict. While the world united and defeated a psychopath wanting to swallow a small country — Kuwait — the result was America did not finish the job and left behind a brutal dictator it should have finished. One tragic side of America's unfinished business is the terrible condition of the 5-6 million Kurdish people in the so-called "northern Iraq." Having responded to America's calls to revolt and overthrow the sadistic regime of Saddam, the Kurdish people were left alone to face Saddam's Army and his butcher generals. The world witnessed the slaughter of the Kurdish people last spring and finally took some action. President Bush, a good poll observer, intervened only when large sections of the American public expressed outrage at inaction and

**In My Opinion**

double standard. If the fate of a half-million Kuwaitis deserved the spilling of American blood, should not the fate of 5-6 million Kurds have deserved some air protection and some stinger missiles at the hand of Kurdish freedom fighters.

The current situation of Kurdish people (a non-Arabic nationality who have lived in their present habitat for more than 4,000 years) is as deplorable as last spring. Saddam has imposed a strict economic blockade on the Kurdish region as part of an evil plan to force the leaders of the Kurdish people (as represented by the Kurdistan Front) to sign an appeasing agreement with which will make Kurds an instrument of his repressive regime. America has a historic chance to get rid of the Iraqi regime by supporting the aspirations of the

Kurdish people for self-rule in Kurdistan and democracy for the people of Iraq. The fate of the 25 million Kurdish people in the Middle East cannot be ignored indefinitely. By being the leader of the free and democratic world, America has a responsibility to press for a just solution to the Kurdish people. The existence of vicious butcher of Baghdad and the attainment of the Kurdish freedom in Iraqi-held part of Kurdistan are mutually exclusive. By supporting the overthrow of Saddam's Baath regime, the U.S. would be supporting a genuine democratic movement (the Kurdish revolution) as well as enhancing its strategic objectives as one dangerous menace and enemy of freedom named Saddam would be eliminated.

**Bakhtiar Dargali was born in the Iraqi part of Kurdistan and is a resident of Carrollton. He has a degree in civil engineering and is employed as an environmental engineer in Dallas.**

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P.

FRFR  
 FRA0336 4 01 0109 FRA /AFP-CY59  
 Immigration-asile  
 Fin de la grève de la faim de 33 Kurdes à Lyon

LYON, 11 jan (AFP) — Les 33 Kurdes de nationalité turque en grève de la faim depuis vingt jours dans une église de Lyon ont cessé leur mouvement samedi et quitté l'édifice religieux, a-t-on constaté sur place.

Les grévistes de la faim, qui veulent obtenir le statut de réfugiés afin de pouvoir de rester en France et y travailler, ont pris cette décision après avoir reçu individuellement une lettre du préfet dans laquelle celui-ci leur propose d'être reçus par les services préfectoraux afin d'examiner leur cas et d'étudier la possibilité d'une mesure de régularisation exceptionnelle, indique-t-on à la préfecture.

Cette lettre du préfet vaut également sauf-conduit et autorisation de rester sur le territoire français dans l'attente d'une décision des autorités, précise-t-on de même source. Les intéressés seront convoqués individuellement dans les prochains jours.

po/chb  
 AFP 112028 JAN 92

# Silent Holocaust of the Kurds

THE INDEPENDENT



Saturday 11 January 1992

A 13-YEAR-OLD boy living in a refugee camp near Sulaymaniyah holds the key to one of the greatest unresolved mysteries in Iraqi Kurdistan: what happened to at least 100,000 men, women and children who the Kurds say have disappeared without trace?

Teimour says he was only 10 years old when, in 1988, he was trucked down to Iraq's border with Saudi Arabia with his mother, sisters and other villagers. There, west of al-Samawah, they were put into pits dug by bulldozers and Iraqi soldiers opened fire on them. He is believed to be the only survivor. This slender, quiet boy still appears traumatised by the experience.

The Kurds estimate around 180,000 people disappeared in the the Iraqi army's drive against them in 1988, known as the Anfal campaign. Statistics are being haphazardly compiled throughout Kurdistan but in Zakho alone, we were told 5,000 were missing. Near Chamchamal, we were handed lists involving 14,000 disappearances. There are many other areas where no assessments have been made, but the final figure could well involve more than 100,000 — possibly 250,000.

UN investigators are assessing the scale of the tragedy. Max van der Stoep, the UN's rapporteur on Iraq, has requested an interview with Teimour to pinpoint the mass burial sites.

I interviewed Teimour for a television documentary at a Kurdish military base near Sulaymaniyah, where he said he had already survived one attempt to capture him by Iraqi agents. He is now protected by Kurdish guards. There are serious fears that his unique eyewitness account of what happened may make him the object of assassination attempts.

Teimour said he was taken to a transfer camp in Kirkuk with his family. There, he saw his father being driven off on a lorry after being stripped and manacled to other male Kurds. He never saw him again. Later he, his mother and sisters were transported on covered lorries across the desert without food or water. Three died during the journey.

On arrival, he said he saw numerous pits had been dug and the

Thousands are said to have been massacred by the Iraqis in 1988.  
Gwynne Roberts met one of the few survivors in Kurdistan

villagers were herded into them. Each hole contained the occupants of one truck. Everyone knew they were going to be shot. They remained silent, Teimour said, because they were so exhausted that they just wanted to die and get it over with. It was already dark and the shooting started almost immediately.

"When the first bullet hit me, I ran towards one soldier. I held his hand and begged him not to kill me. Then, the other soldier shouted at him to throw us back into the pit. He was crying when he did it," said Teimour.

The same soldier opened fire on the young boy, wounding him again. He said there were no screams, no shouts from the others. His mother and sisters lay dead around him. Teimour feigned death.

"As there were no bulldozers, the soldiers went to get some. Then, I got out of the pit. I looked back and saw something moving. It was a little girl. I told her: 'Get up, and let's go.' She said: 'I'm afraid of the soldiers, I can't.' So I left her behind," said the boy.

When the soldiers returned, Teimour hid in an empty pit nearby and then escaped. Although wounded, he said he walked for two and a half hours and found refuge in a Bedouin camp. He was hidden there for three days before being smuggled into al-Samawah where he stayed with relatives of the Bedouin family. He spent three years there before returning to Kurdistan.

There were three phases to the the final drive against the Kurds known as the Anfal campaign, beginning in February 1988 and increasing in ferocity until September that same year. The tactics used followed a set pattern. The Army would encircle villages supportive of the guerrillas with

Kurdish militia loyal to the government. This would be followed by artillery bombardment and aerial attacks, often with poison gas. The survivors were sent to transfer points such as Dihok. There the men were separated from the women and children.

The men were then trucked southwards towards Kirkuk or Mosul, where they vanished. Some of the women and children were sent to a bleak desert strip outside Arbil where many died because of shortages of food and water.

One of the purposes of our journey to Iraq was to search through the secret police archives looted by the Kurds during the uprising in March, last year — and now hidden at secret locations across Kurdistan. There, we found extraordinary confirmation of the sinister aspects of the campaign.

The most ominous piece of evidence we found in a plastic bag containing 13 tapes all marked with the name Ali Hassan Majid, now Iraq's Defence Minister and a cousin of President Saddam, who in 1988 was responsible for Iraq's northern regions. They were seized from his headquarters in Kirkuk during the uprising in March last year.

One of the tapes was dated 22 January, 1989 and marked as a recording of a meeting with Majid's Internal Security Committee. On it, he mentions a telegram received from a high-ranking army commander, Tali Al Duri, asking him to look after Kurdish prisoners and families of *peşmerga* guerrillas.

"Yes, I'll certainly look after them. I'll do it by burying them with bulldozers. That's how I'll do it," his voice said.

□ Gwynne Roberts's "The Road to Hell" is on 'Everyman' BBC 1, tomorrow at 10.20pm.



# Holocauste silencieux des Kurdes

UN GARÇON DE 13 ANS, réfugié dans un camp près de Sulaymaniyah, possède la clef d'un des plus grands mystères non résolus au Kurdistan d'Irak: que sont devenus les 100.000 hommes, femmes et enfants dont les Kurdes disent qu'ils ont disparu sans laisser de traces?

Teimour raconte qu'il avait à peine 10 ans lorsque, en 1988, il fut emmené en camion jusqu'à la frontière avec l'Arabie Séoudite, en même temps que sa mère, ses soeurs et d'autres villageois. Là, à l'ouest de al-Samawah, ils furent jetés dans des fosses creusées par des bulldozers et les soldats irakiens firent feu sur eux. Il pense qu'il est le seul survivant. Ce garçon mince et silencieux reste profondément traumatisé par l'expérience qu'il a vécue.

Les Kurdes estiment à 180.000 environ le nombre des disparus lors de l'attaque lancée contre eux en 1988 par l'armée irakienne, connue sous le nom de campagne Anfal. Des statistiques sont rassemblées au petit bonheur la chance à travers tout le Kurdistan, mais nous savons que, rien qu'à Zakho, le nombre de disparus est évalué à 5.000. Près de Chamchamal, on nous remit des listes portant les noms de 14.000 disparus. Il reste de nombreuses régions où aucune estimation n'a encore été faite, mais le chiffre définitif pourrait largement dépasser les 100.000 - peut-être 250.000.

Les Nations Unies ont envoyé des enquêteurs pour évaluer l'étendue de la tragédie. Max van der Stoel, rapporteur des Nations Unies sur l'Irak, a demandé une entrevue avec Teimour afin que celui-ci lui montre les sites de ces charniers.

J'ai interviewé Teimour pour un documentaire télévisé dans une base militaire kurde près de Sulaymaniyah où il me dit qu'il avait déjà survécu à une tentative par des agents irakiens de le capturer. Aujourd'hui, il est sous la protection de gardes kurdes. On craint sérieusement que ce témoin unique ne devienne l'objet de tentatives d'assassinat.

Teimour raconte qu'il a été emmené dans un camp de transfert à Kirkuk avec sa famille. Là il vit comment son père fut emmené dans un camion, après qu'on lui eut enlevé tous ses vêtements, enchaîné par des menottes à d'autres Kurdes mâles. Il ne l'a plus jamais revu. Plus tard, lui, sa mère et ses soeurs furent trans-

Des milliers de personnes auraient été  
massacrées par les Irakiens en 1988.

Gwynne Roberts a rencontré un des  
rares survivants au Kurdistan.

portés dans des camions bâchés à travers le désert, sans nourriture ni eau. Trois d'entre eux moururent durant le transport.

Il dit qu'à leur arrivée, il vit que de nombreuses fosses avaient été creusées et que les villageois y avaient été rassemblés. Chaque fosse contenait les occupants d'un camion. Tout le monde savait qu'ils allaient être fusillés. Ils sont restés silencieux, dit Teimour, parce qu'ils étaient à ce point exténués que leur seul désir était d'en finir et de mourir. Il faisait déjà noir et la fusillade a commencé presque immédiatement.

«Quand la première balle me frappa, je courus vers un soldat. Je lui pris la main et le suppliai de ne pas me tuer. Alors un autre soldat lui cria de me rejeter dans la fosse. Il le fit en pleurant».

Le même soldat ouvrit le feu sur le jeune garçon, le blessant une seconde fois. Teimour dit que personne ne cria ni ne hurla. Sa mère et ses soeurs gisaient mortes à ses côtés. Lui-même fit semblant d'être mort.

Comme il n'y avait pas de bulldozers, les soldats sont partis en chercher. Alors je suis sorti de la fosse, je me suis retourné et j'ai vu bouger quelque chose. C'était une petite fille. Je lui ai dit: «Viens, sors de là, et allons-nous en». Elle répondit: «Je ne peux pas, j'ai peur des soldats». «Alors je l'ai laissée là», dit le garçon.

Au retour des soldats, Teimour se cacha dans un fosse vide toute proche, d'où il s'échappa peu après. Il raconte comment, bien qu'étant blessé, il a marché pendant plus de deux heures avant de trouver refuge dans un camp de Bédouins. Il y resta caché pendant trois jours avant d'être emmené en cachette à al-Samawah où il fut hébergé chez des parents de la famille bédouine. Il y passa trois ans avant de retourner au Kurdistan.

L'assaut final contre les Kurdes, connu sous le nom de campagne Anfal,

comportait trois phases, débutant en février 1988 et devenant progressivement plus féroces jusqu'en septembre de la même année. La tactique était toujours la même: l'armée encerclait des villages soutenant la guérilla au moyen de milices kurdes fidèles au gouvernement. Suivaient des bombardements d'artillerie et des attaques aériennes, souvent séparés des femmes et des enfants.

Les hommes étaient alors acheminés par camion vers le sud, en direction de Kirkouk ou de Mossoul, où ils disparaissaient. Parmi les femmes et les enfants, il y en eut qui furent emmenés dans un endroit aride et désertique non loin d'Arbil, où beaucoup d'entre eux moururent de faim et de soif.

Un des objectifs de notre voyage en Irak était d'examiner les archives de la police secrète pillées par les Kurdes lors de leur soulèvement en mars l'an dernier et à présent cachées dans des endroits secrets à travers tout le Kurdistan. Là, nous avons trouvé des preuves formelles des aspects les plus sinistres de cette campagne.

La preuve la plus accablante, nous l'avons découverte dans un sac en plastique contenant 13 bandes, portant toutes le nom de Ali Hassan Majid, à présent ministre irakien de la Défense et cousin du Président Saddam, qui, en 1988, avait les territoires du nord de l'Irak sous sa responsabilité.

Une de ces bandes était datée du 22 janvier 1989 et, d'après l'inscription qu'elle portait, contenait l'enregistrement d'une réunion du Comité de Sécurité Interne de Majid. Ce dernier mentionne à un certain moment un télégramme qu'il avait reçu d'un commandant d'armée de haut rang, Tali Al Duri, lui demandant de veiller sur les prisonniers kurdes et les familles des peshmergas.

«Oui, sûrement, je veillerai sur eux en les enterrant avec des bulldozers. C'est ainsi que je prendrai soin d'eux».

Kurdish leader appeals to the world through *The Observer* as

Archer says 'Don't fear the enemy because the British are here'

## 'Sir Jeffrey Arthur' and his

# Camelot vision feed Kurdish hopes



**Julie Flint** in Kurdistan watches as the novelist tries to organise a cricket match and reassure a confused nation of refugees.

HE came, he saw, but failed to conquer. In his wake, as he withdrew from Iraqi Kurdistan this weekend, Jeffrey Archer left more confusion than ever. Who was this man who arrived as 'Sir Jeffrey Arthur', according to local radio, but departed as plain 'Jimmy Arthur'? Was he the representative of the Work Folk Party? Envoy of United Nations? Or, as he claimed, emissary of Prime Minister John Major?

All was made clear when an aide was spotted wearing a fur hat. 'Gorbachov', cried the crowd.

This identity crisis confounded Sir Archer, who asked a group of women in Dohuk why they stopped at autonomy — 'Why not independence?' — and wondered at his first dinner with Kurdish leader Massoud Barzani, an expert on sticky wickets, whether it would be possible to muster a cricket side. And as his shouts of 'Long Live Kurdistan' became more fervent, in two languages, passion distorted pronunciation and an astonished audience heard the ringing cry of 'Bastard Kurdistan!'

The Simple Truth — the campaign for the refugees led by Archer — was played down. Instead, Mr Major's envoy told the Kurds 'not to be fearful of any enemy, because the British are here to support you', and proved it by urging the allies to extend their 'security zone' 60 miles south to the oil city of Kirkuk — a proposal that would require rolling back hundreds of thousands of Iraqi troops. Mr Archer also said he would tell the new Secretary-General of the United Nations, Boutros Boutros-

Ghali, at a meeting with Foreign Secretary Douglas Hurd tomorrow, that 'just to walk away' when the UN's refugee mandate ends in June 'might undermine all the good work that has been done'.

Despite the self-promotion, and courting of the press at the expense of his hosts, the Kurds have been encouraged by Archer's visit — by the publicity, an offer of talks with Major and a written commitment from No 10 to deter 'renewed repression' of the Kurds.

'This is the first time such a formal letter reassuring the Kurds has been issued by the Prime Minister's office,' Barzani said yesterday. 'I read this very positively.'

He was more circumspect about the week's whistle-stop. 'Archer's statements are very strong and have precipitated the impression that he is coming, with the support of the British Government, to provide protection.' He hoped this would mark 'the beginning of a real policy towards the Kurds'. If not, 'again we will feel we have been abandoned; again made victims'.

As an Iraqi blockade of 'liberated' Kurdistan enters its twelfth week, threatening economic and financial collapse when all eyes are on the Middle East peace talks, Barzani is under increasing pressure to take his case to the West — to shout from the rooftops that Saddam's blockade is starving and freezing the Kurds. 'I believe the Iraqi government is using us to maintain no-peace-no-war, to turn the people against the Kurdish leadership,' says Fadel Motni, of Barzani's

politburo. 'It is a big mistake to make Saddam bigger than he is. And it is a big mistake to think he is not dangerous because the coalition forces are here.'

The Kurds' case is nowhere illustrated more dramatically than in Qosh Tupa, dumping ground of 1,000 displaced Barzani families whose menfolk were rounded up in 1983.

Archer whistled through. Sarwa Ali, a farmer's wife who was 40 when it all began, told the full story the following day.

'Saddam's soldiers came to our villages after our rebellion collapsed in 1975 and told us there was an amnesty for the Barzanis. They gave us wheat seeds to get our trust. Then they loaded us into trucks and took us to Diwaniyeh [in southern Iraq]. We found mud huts, with writing on them saying: "House of Annihilation". Hundreds died, from exposure and negligence.

'After five years, they brought us to Qosh Tupa,' a mud flat in a sea of destroyed villages 12 miles from the nearest town. 'We only had tents, but we had our men. And then, in 1983, one night they broke into the houses and took the men naked from their beds. Three years later, they came back for the woman and children. They took us to the mountains and threw us out of the buses, in the minefields. They told us: "Go to Iran."'

When Massoud Barzani raised the issue of 200,000 missing Kurds during talks in Baghdad, Saddam responded: 'If we reach an agreement, those who are still alive will be released. Other families will get compensation.' But Barzani is becoming 'sceptical' about the chances of reaching an agreement.

At the same time he lacks the international commitment that he believes he needs to justify ending dialogue, saying 'we are getting mixed signals'.

If Sir Jeffrey can whip up that support, he will be doing what no government, on the first anniversary of the new world order, has done.

## *Massoud Barzani*

# The West risks losing all it has achieved so far

THE tragedy of the Kurds is not over, despite improvement in the condition of refugees thanks to the international relief effort and our talks in Baghdad. Lack of a political solution to the Kurdish question means the potential for continuing instability in Iraqi Kurdistan and the wider region is still considerable. The root of the Kurds' plight lies in Baghdad — not in the squalid camps along the Iranian border.

Last April, television images of the Kurds' ordeal on the mountains stirred the conscience of the world. Governments of the US-led coalition drove the Iraqi army from Kuwait, but were not prepared for the uprising inside Iraq and reluctantly implemented a plan to create a 'safe haven' in one of four Kurdish provinces.

But coalition forces were more anxious to return home than ensure the safety of the Kurds or facilitate a political settlement. The residual air cover operating from southern Turkey has had its mandate extended — but only until June.

The United Nations Security Council passed Resolution 688 calling for an end to Iraqi oppression. A memorandum of understanding was signed to provide humanitarian assistance to all Iraqi groups. UN agencies extended relief aid and temporary shelter to thousands, but were prevented from operating in Kirkuk.

Now the UN High Commissioner for Refugees is phasing out most field work by April and intends to end all operations before its mandate expires in June. The UN is concerned only with short-term issues.



*Massoud Barzani is president of the Kurdistan Democratic Party*

Last April the Kurdish leadership began negotiations with Baghdad to secure a peaceful and democratic solution to the Kurdish question. Our aim has always been Kurdish autonomy within a democratic Iraq. Any deal has to be negotiated directly with the central government. This is not to underestimate the role of the international community, but autonomy is a Kurdish concern and must be solved by Kurds. In the face of the West's indifference to our uprising, the Kurdistan Front had to respond to the demands of its people.

Progress has been made in our talks on a new autonomy law and on normalisation in the Kurdish region, with the government renouncing all past repressive practices. However, we still face major obstacles, including delineation of the autonomous region. We are committed to reaching a just agreement, but not at any price. Lack of a clear policy and com-

mitment by the West to the Kurdish issue, our military vulnerability and economic ruin, all argue for an agreement.

The magnitude of the destruction inflicted on our areas and on our people requires substantial development aid. Our future looks unstable and uncertain. Since 23 October, the Iraqi government has been imposing an economic and administrative blockade on four million Kurds, obstructing the resumption of autonomy talks. The result has been severe petrol shortages, rocketing food prices, suspension of payments to all pensioners and government employees, and disruption of travel among Kurdish cities.

Despite our best efforts to get Baghdad to lift the blockade, the prospects are still not promising. If the blockade is designed to push us to set up our own administration, to encourage independent tendencies, the Kurds, upholding the sovereignty of Iraq, refuse to fall into the trap. But the blockade is threatening starvation and damaging everything — agriculture, education, health services. It is a clear violation of the spirit of Resolution 688.

It is high time the world community looked more critically at the situation and worked for a political solution. We are painfully aware that long-term international protection gives us our only chance of dignified survival. Surely the world community has the means to safeguard the Kurds as well as assist in rehabilitation and development? If it remains inactive, the accomplishments of the UN, and of Western allies, including Britain, may have been in vain.

THE OBSERVER  
12 janvier 1992

## Massoud Barzani

# Tout ce que l'occident a accompli jusqu'ici risque d'être perdu



Massoud Barzani  
Président du Parti Démocratique  
du Kurdistan d'Irak

LA tragédie des Kurdes n'est pas terminée, en dépit du fait que les efforts consentis par l'aide internationale et nos pourparlers à Bagdad ont pu quelque peu améliorer le sort des réfugiés. L'absence d'une solution politique à la question kurde signifierait que l'éventualité d'une instabilité permanente au Kurdistan d'Irak et dans une zone plus étendue reste très forte. La racine du sort des Kurdes se trouve à Bagdad - et non pas dans les misérables camps le long de la frontière avec l'Iran.

En avril dernier, les images télévisées des terribles épreuves subies par les Kurdes dans les montagnes ont bouleversé la conscience du monde. Les gouvernements de la coalition sous la conduite des Etats-Unis ont chassé l'armée irakienne du Koweït, mais ils n'étaient pas préparés au soulèvement à l'intérieur de l'Irak et n'ont mis en oeuvre qu'à regret un projet de création d'un «hâvre sûr» dans une des quatre provinces kurdes.

Les forces de la coalition étaient plus pressées de rentrer chez elles que de garantir la sécurité des Kurdes ou de faciliter un règlement politique. Ce qui reste de la couverture aérienne, dont la base d'opération se trouve dans le Sud de la Turquie, a vu son mandat prolongé - mais seulement jusqu'en juin.

Le Conseil de Sécurité des Nations unies a adopté la Résolution 688 exigeant l'arrêt de la répression irakienne. Un protocole d'accord a été signé portant sur l'assistance humanitaire à fournir à tous les groupes irakiens. Les institutions des Nations Unies ont fourni de l'aide et des abris temporaires à des milliers de personnes mais furent empêchées de pénétrer dans Kirkouk.

A l'heure actuelle, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés a l'intention de réduire

progressivement d'ici avril les opérations sur le terrain et d'arrêter toutes les opérations avant l'expiration de son mandat en juin. Les Nations Unies ne se préoccupent que de questions à court terme.

En avril dernier, les leaders kurdes entamèrent des négociations avec Bagdad en vue de trouver une solution démocratique et de paix à la question kurde. Notre objectif a toujours été l'autonomie pour les Kurdes dans le cadre d'un Irak démocratique. Notre propos n'est pas de sous-estimer le rôle de la communauté internationale, mais la question de l'autonomie regarde les Kurdes avant tout et doit être réglée par les Kurdes. Face à l'indifférence de l'Occident devant notre soulèvement, le Front du Kurdistan se devait de répondre aux demandes de son peuple.

Des progrès ont été accomplis durant nos entretiens portant sur une nouvelle loi sur l'autonomie et sur une normalisation dans la région kurde, le gouvernement renonçant à toutes les pratiques de répression du passé. Cependant, nous devons encore faire face à des obstacles majeurs, dont le tracé de la région autonome. Nous avons pris l'engagement d'arriver à un accord juste, mais pas à n'importe quel prix. L'absence d'une politique et d'un engagement clairs de l'Occident vis à vis de la question kurde, notre

vulnérabilité militaire et notre effondrement économique, tout cela plaide en faveur d'un accord.

L'étendue des destructions infligées à nos régions et à notre peuple nécessite une aide au développement considérable. Notre avenir semble instable et incertain. Depuis le 23 octobre, le gouvernement irakien impose un blocus économique et administratif à 4 millions de Kurdes, empêchant la reprise des négociations. Il en résulte des pénuries d'essence, des augmentations de prix vertigineuses pour les produits d'alimentation, l'arrêt des paiements aux retraités et aux fonctionnaires et une interruption du trafic entre les villes kurdes.

En dépit de tous nos efforts pour faire lever le blocus, les perspectives ne sont pas prometteuses. Si l'intention cachée du blocus est de nous pousser à créer notre propre administration, à encourager des tendances indépendantistes, les Kurdes refuseront de tomber dans le piège, car ils soutiennent la souveraineté de l'Irak. Mais le blocus risque d'entraîner la famine et de tout détruire - l'agriculture, l'éducation, les services de santé. C'est une violation évidente de l'esprit de la Résolution 688.

Il est grand temps que la communauté internationale examine la situation d'un oeil plus critique et se mette à oeuvrer en vue d'une solution politique. Nous ne sommes que trop conscients, hélas, que seule une protection internationale à long terme peut nous offrir une chance de survie dans la dignité. Sûrement la communauté internationale possède les moyens de veiller à la sauvegarde des Kurdes ainsi que de leur fournir une aide au développement et à la réhabilitation? Si elle reste passive, tout ce que les Nations Unies et les Alliés occidentaux, y compris la Grande Bretagne, ont accompli jusqu'à présent, l'aura été en vain.

# We didn't finish job in Iraq

## Kurdish people deserve help to oust Saddam

As we near the first anniversary of the Gulf war, the American people need to take a close look at the outcome of the conflict. While the world united and defeated a psychopath wanting to swallow a small country, Kuwait, we did not finish the job and left behind a brutal dictator we should have finished. One tragic side of America's unfinished business is the terrible condition of the 5 million to 6 million Kurdish people in the so-called "northern Iraq." Having responded to America's call to revolt and overthrow the sadistic regime of Saddam Hussein, the Kurdish people were left alone to face Saddam's army and his butcher generals. The world witnessed the slaughter of the Kurdish people last spring and finally took some action. President Bush, a good poll observer, intervened only when large sections of the American public expressed outrage at the inaction and double standard. If the fate of a half million Kuwaitis deserved the spilling of American blood, should not the fate of 5 million to 6 million Kurds have deserved some air protection and some stinger missiles?

The current situation of Kurdish people is as deplorable as last spring. Saddam has imposed a strict economic blockade on the Kurdish region as part of an evil plan to force the leaders of the Kurdish people to sign an agreement that will make Kurds an instrument of his repressive regime. America has a historic chance to get rid of the Iraqi regime by supporting the aspirations of the Kurdish people for self-rule in Kurdistan and democracy for the people of Iraq. The fate of the 25 million Kurdish people in the Middle East cannot be ignored indefinitely. By being the leader of the free and democratic world, America has a responsibility to press for a just solution. The existence of the vicious butcher of Baghdad and the attainment of Kurdish freedom in the Iraqi-held part of Kurdistan are mutually exclusive. By supporting the overthrow of Saddam's regime, the United States would be supporting a genuine democratic movement (the Kurdish revolution) as well as enhancing its strategic objectives. A dangerous menace and enemy of freedom named Saddam finally would be eliminated.

**BAKHTIAR DARGALI,**  
Carrollton



Randy Mack Bishop/*The Dallas Morning News*

10-1-1992

Le Courrier Picard

# Les Kurdes ont besoin de la générosité picarde

Toujours menacés par l'armée de Saddam Hussein, les Kurdes d'Irak survivent difficilement dans les montagnes glaciales du Kurdistan. Ils ont besoin d'aide.

Le Kurdistan d'Irak a froid (la température peut descendre jusqu'à -20). L'assistance en farine, huile, lait en poudre, tentes, couvertures, etc. L'organisation Solidarités, dans le cadre de son opération nationale « Kurdistan d'urgence », lance donc une « Initiative Picardie - Kurdistan ».

L'association qui a notamment derrière elle onze ans d'aide humanitaire d'urgence en Afghanistan et en Roumanie, a organisé l'an dernier quatre missions au Kurdistan. Mais au pays de Saddam Hussein la situation des Kurdes reste très préoccupante, et Solidarités entend poursuivre son action pendant l'hiver 92 en s'adressant aux entreprises picardes afin de collecter des produits alimentaires et de protection contre le

kienne et ont afflué vers les villes détruites ou s'installent sous des bâches ou dans des tentes, le long des routes»,

**Picardie-Kurdistan** : B.P. 0509, 80005 Amiens Cedex 1. Tel : 22.43.14.72. C.G.P. Solidarités « Initiative » 23 117 71 A Paris.

citadins qui vivent dans les décombres de leur maison, ou des paysans chassés de leur village par les bombardements continus de l'armée irakienne.

Ils n'ont plus rien : pas de ressources, pas de vivres, pas de couverture. La famine et l'hiver ont commencé à décimer les familles. Les bébés, les enfants, les personnes âgées - épuisées par la rigueur du climat et le manque de nourriture, atteints par les diarrhées et la jaunisse - sont les premières victimes.

Après quinze années de destructions, de répressions, de massacres à l'arme chimique, l'armée irakienne poursuit désormais l'élimination du peuple kurde, par la faim et par le froid, en maintenant le blocus du Kurdistan et en faisant fuir les paysans de leurs villages. Car ici, l'hiver qui débute et la famine qui s'annonce vont provoquer une nouvelle tragédie...

C. L.

Si les Kurdes d'Irak ne sont plus « vendeurs » au journal télévisé, ils souffrent et meurent autant que l'hiver dernier.



## « Ils n'ont plus rien... »

Membre d'une équipe humanitaire de solidarité, il était au Kurdistan en décembre dernier...

Qala-Diza, Penjwiri, Sayid-Sadiq : ces villages kurdes, qui comptaient, il y a quelques années, des dizaines de milliers d'habitants, sont devenus d'immenses charges de ruines et de boue. Chaque maison a été systématiquement dynamitée et les débris dispersés au bulldozer par l'armée ira-

kienne. Aujourd'hui, il ne reste plus, sur des kilomètres, que des décombres - pierres éparpillées, morceaux de ferrailles, toits effondrés - que recouvre peu à peu la neige.

Dans ces cadavres de villes et de villages qui jonchent le Kurdistan irakien, des milliers de Kurdes s'entassent dans des tentes de fortune ou sous des toiles en plastique. Ce sont des familles de

# Les Kurdes suspendent leur grève de la faim

*En attendant le résultat d'une rencontre avec le sous préfet chargé du dossier, les quatre grévistes de la faim de Notre Dame de la Garde ont fait un geste, ils ont évacué les abords de la basilique marseillaise.*

**L**ES pèlerins et les touristes que le "petit train de la bonne mère" dépose sur le parking n'ont plus sous les yeux le spectacle des quatre réfugiés Kurdes, menacés d'expulsion. Leur mouvement, entamé dans la crypte de la basilique Notre Dame le 27 décembre, est provisoirement stoppé depuis mardi soir.

Les multiples appels écrits au silence qui jalonnent l'entrée du bâtiment religieux prennent un sens étrange, maintenant que l'on sait que les grévistes, qui étaient alors neuf, ont été le premier jour expulsés par la police, et obligés de se retrancher sur un parking, loin de ce christ blanc sous lequel il est écrit : "notre unique espérance".

Tan Seyefettin, Kara Mufus, Jimaz Yusuf et Tethal Mehik n'ont pas renoncé à leur mouvement, ils l'ont suspendu. D'abord parce

qu'ils ont enfin obtenu une entrevue avec M. Malherbes, le sous préfet chargé de ce dossier depuis quelques jours, en remplacement de son collègue, M. Sudry qui suivait l'affaire.

Le rendez-vous doit avoir lieu cet après-midi même. Mais tous les représentants d'associations qui soutiennent ce mouvement, et que nous avons pu joindre, se disent déjà pessimistes quand aux propositions de l'Etat. Si celui-ci reconnaît aux Kurdes la qualité de réfugiés politiques, la Turquie réagira.

Cependant en signe d'apaisement, les quatre grévistes ont décidé de s'alimenter à nouveau et de quitter les abords de la basilique. On imagine le déchirement de ces hommes, épuisés par un jeûne de douze jours, tenaillés par la peur d'une expulsion aux conséquences terribles, et qui ont discuté toute la nuit de lundi à mardi de l'attitude à adop-

ter. La veille, l'un d'eux avait donné des signes manifestes d'épuisement, et il avait été, en secret, évacué pour qu'un médecin l'examine. Après cela, il avait rejoint, toujours discrètement, le "camp de réfugiés" de Notre Dame de la Garde.

Pendant ce temps l'administration pouvait, avec beaucoup plus de décontraction, décider de sa propre attitude. Finalement, le rendez-vous était accordé et les associations de soutien (CFDT, MRAP, CIMADE, FASTI, AIDDE, LDH, Pas-torale migrants) en ont été averties mardi vers 15 heures.

De son côté, le Mouvement de la Jeunesse Communiste a assuré de son soutien les réfugiés Kurdes. Les responsables fédéraux Alain Gouirand et Hélène Buchaca ont insisté sur "le traitement différent qui est appliqué à des tyrans tels que Duvalier et Aoun, que la police protège en France, et



■ La peur au ventre pour toute nourriture pendant douze jours, en attendant que l'Etat pèse les risques diplomatiques d'une reconnaissance des Kurdes comme réfugiés politiques. (photo François MOURA).

à d'authentiques réfugiés politiques comme ces Kurdes que la police chasse".

Pour les jeunes communistes, il faut tenir compte des droits et des libertés de tout être humain. Or, "vu la situation qui leur serait faite en Turquie, il est impensable d'y renvoyer ces Kurdes".

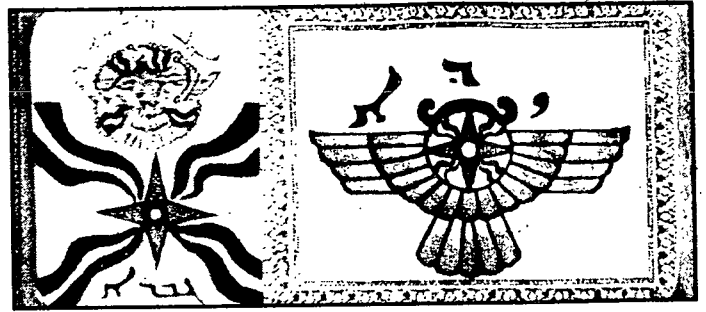
Il est vrai que l'affaire est délicate, que la Turquie est

- officiellement - un pays démocratique, et de plus candidate à l'entrée dans la CEE. Quelques malheureux, qui cessent de s'alimenter, altèrent leur santé, pour gagner le droit à la sécurité, font évidemment mentir ces vérités officielles. S'ils étaient expulsés, ce serait au nom de la raison d'Etat.

Michel NEUMULLER

LE REPUBLICAIN LORRAIN  
12 janvier 1992

# UNE SEMAINE CHEZ LES ASSYRIENS



De notre  
envoyé spécial  
Gérard Fénéon  
en Irak

## Ces chrétiens du Kurdistan qui veulent chasser Saddam !

*L'emblème assyrien que porte Gabara (en haut à droite) se compose d'une étoile avec quatre branches pour symboliser l'empire terrestre et ses quatre points cardinaux. Le cœur en or pour évoquer la richesse de Ninive. Les flammèches rouges pour signifier la puissance, et les autres, blanches, pour la paix. Les ailes d'aigle, bleues, pour le ciel d'éternité.*

*Cet homme qui recharge sa kalachnikov, face aux montagnes d'Iran, est un chrétien du Kurdistan : l'un des 1.500 Assyriens méconnus qui combattent pour renverser Saddam Hussein. Pendant huit jours, il m'a protégé, guidé, logé, en Irak, dans les villages les plus reculés de son étrange communauté. Il descend du royaume de Ninive et, symboliquement, de la reine Sémiramis. Son peuple était déjà installé dans la région, trois mille ans avant Jésus-Christ. Avant l'arrivée des Arabes et des Mèdes.*



Rencontre entre le combattant kurde et le combattant assyrien.

« En tant qu'Irakien, j'ai d'abord servi dans l'armée de Saddam Hussein. J'ai fait la guerre pour lui, en Iran, au début des années 80. Je suis rentré à Koramchar avec l'armée de Bagdad et j'ai dormi, caché au milieu des cadavres, durant plusieurs nuits, quand les soldats de Khomeiny ont voulu reprendre leur ville... et puis j'ai déserté. J'ai rejoint les Kurdes musulmans dans les montagnes pour lutter contre le tyran irakien. Autrefois, je travaillais pour la société française Thomson CSF à Tikrit. J'ai un fils de huit ans que je n'ai pas vu depuis trois ans. Ma famille est réfugiée en Iran. 2.000 Assyriens ont été tués par Saddam. Mais ce n'est pas nouveau. 5.000 Assyriens ont été anéantis, en août 1933, par le gouvernement du roi Fayçal. Les populations de 63 villages avaient alors dû émigrer en Syrie. Ça recommence aujourd'hui », dit Gabara qui remplit amplement ses grands pantalons bouffants de « peshmerga ».

Chaque jour il s'arrête une heure, au hasard des pistes, pour s'entraîner au tir dans les hauts déserts de rocaïlle ou sur les pentes enneigées de ce pays fascinant. On dit une prière au passage de chaque étoile filante qui est un signe de deuil. Car tout homme a son étoile, et celle-ci tombe du ciel quand meurt le combattant. « Gabara ça veut dire, « le grand », le « héros » dans notre langue qui est une sorte d'araméen semblable à l'hébreu. C'est la langue de Jésus. Nous ne parlons ni l'arabe ni le kurde. entre nous », ajoute-t-il en riant.





*La croix est visible dans le village d'Haodian. La modeste église a été financée par le général Barzani, rebelle, kurde et musulman.*

Avec lui, nous passerons tous les barrages, tous les postes de contrôle, en nous enfonçant jusqu'à 200 kilomètres de Bagdad, au-delà des villes de Kirkouk et de Mossoul, l'ancienne Ninive, ex-capitale du royaume assyrien. L'armée de Bagdad boucle toute cette région kurde jusqu'aux contreforts de la frontière iranienne. Les chars de Saddam Hussein, qui sont 140 dans le secteur, tirent une fois par semaine, sans grande conviction, sur les villages isolés de Goran, Sati, Haïba, Taktak, autour de Cham Chamal.

En contournant leurs lignes, et en traversant le fleuve Zab avec des bacs, nous gagnons Haodian le petit village du grand chef assyrien. Il est minuit quand on débarque chez lui. Il nous reçoit, assis en tailleur, sur le sol de sa masure, avec cinq de ses compagnons d'armes. Le poêle à mazout surchauffe l'atmosphère de la pièce nue. Sur le mur, il y a le dessin symbolique d'un grand aigle bleu aux ailes déployées. Mais l'aigle est sans tête pour signifier que l'esprit de cet emblème mystique n'a pas de limite. « Je m'appelle Ninos comme le roi d'Assyrie qui était le fils de la reine Sémiramis. J'ai fait des études de physique à l'université. Mais j'ai tout abandonné. Je vis dans la montagne et je suis le leader de notre communauté depuis 1975. Nous avons créé le Mouvement démocratique assyrien en 1978. Nous appartenons à l'ensemble

du Front du Kurdistan qui est uni depuis 88. Je ne suis pas marié. J'aurai une femme et des enfants quand Saddam Hussein aura disparu. Nous sommes entrés en guerre contre lui en 1982. Il a rasé tous les villages qui s'étirent d'ici jusqu'au nord du pays ».

Le déluge, autour de nous, fait sortir des odeurs d'épices dans la nuit. Drôle de royaume ! Son seul luxe est la vigne. Le reste est des plus sommaires, entre échelles de bois, voitures délabrées, brumes pénétrantes et thés bouillants, hyper sucrés. On dort par terre, à six dans le même carré. On fait ses besoins dans le fond du jardin en se lavant le derrière avec un tuyau d'eau glacée.

Pour arriver jusqu'ici, il a fallu éviter Bardarash qui avait été dévasté, trois semaines avant notre passage, par des bombardements. La zone n'est pas sécurisante. On a filé le long des gorges d'Ali Bek où des grottes servent de refuge aux Assyriens quand la menace est trop grande sur les cités. « Il y aurait à peu près un million et demi de chrétiens en Irak » ajoute Ninos. « Certains d'entre nous sont des Nestoriens orthodoxes qui refusent de voir en Marie la mère de Dieu et qui étaient, déjà, sous l'autorité du patriarche de Constantinople, au Ve siècle. D'autres, comme moi, sont des Chaldéens, et nous sommes sous l'autorité du pape depuis le XVI<sup>e</sup> siècle ». Les Chaldéens sont issus des tribus kaldous qui ont donné des rois à Babylone et qui ont toujours été les grands maîtres des sciences occultes. Comme les Arméniens, ils ont été persécutés, par les Arabes de l'Empire ottoman et, au début du siècle, par les Kurdes musulmans qui étaient à la solde du gouvernement turc. Mais aujourd'hui, dans la montagne, l'harmonie est revenue.

Quand on reprend la route, en direction de la frontière turque, des gitans sortent de leurs tentes et dansent pieds nus dans la boue, sous la pluie. « Ils honorent votre visite. C'est la conscience humaine universelle qui vous a fait venir jusqu'ici » murmure gravement Gabara. Halte au village chrétien de Sar Sak. Le commandant Ramn, ingénieur en mécanique, et responsable assyrien du centre d'entraînement militaire, laisse filtrer quelques réflexions sous sa moustache drue : « Nous sommes trois cents familles chrétiennes à cohabiter sans problème avec les Kurdes musulmans dans cette cité. Mais ma propre famille est partie en Amérique, comme beaucoup d'autres, qui se réfugient aussi en Syrie et en Turquie. Je ne partage pas leur choix. Je suis contre cette émigration. C'est ici que nous devons lutter si nous voulons garder notre identité. Le chrétien, comme le peuple irakien, doit faire quelque chose pour lui-même. C'est à nous de renverser Saddam Hussein. Nous ne pourrions pas toujours compter sur les autres ».

G. F.

# Kurdistan : il y a urgence !

NICE-MATIN  
12 janvier 1992

L'hiver s'annonce redoutable pour les familles kurdes d'Irak, dont les ressources, déjà maigres, s'amenuisent. L'O.N.U., relayée par des associations humanitaires a lancé un programme de reconstruction de petits abris. Mais tout le monde n'est pas touché par ces programmes. Les besoins vitaux ne sont que partiellement couverts. Une part non négligeable de la population vit encore sous des tentes, parfois de simples bâches de plastique.



Alertés par une situation qui se dramatise chaque jour un peu plus, les bénévoles de l'organisme Mission Enfance, dont le siège est à Monaco, ont mis en place une chaîne logistique permettant l'acheminement des produits de première urgence, comme la nourriture de base, ou des couvertures. A titre d'exemple, avec l'équivalent de 350 F, une famille de six en-

fants « survit » pendant un mois. Une mission de convoi est prévue pour le courant du mois de février. Chaque camion qui partira au Kurdistan irakien, dans la région nord d'Amadiyah, sera accompagné d'une équipe de l'association qui contrôlera la distribution. Un appel en faveur des familles kurdes démunies a

déjà été lancé par S.A.S. le prince Rainier III.

Pour rejoindre l'association et aider les Kurdes : libellez et adressez vos dons à Mission Enfance, 19, avenue des Papi-lins 98.000 Monaco. C.C.P. 233.52.30.Z. Paris. Un reçu est adressé, qui ouvre droit à une réduction d'impôt.

**CIBLE**

## Kurdes

**B**onne année, les Kurdes ! Victimes d'une impitoyable répression en Irak et en Turquie, des Kurdes se sont réfugiés en France. Certains d'entre eux, qui se sont vus refuser le droit d'asile, avaient entamé une grève de la faim à Notre-Dame-de-la-Garde. Chassés par la police, ils s'étaient installés sur le parvis.

Une telle conduite, manifestement pacifique, a paru intolérable aux pouvoirs publics. Aussi, en guise d'apéritif pour le réveillon de Nouvel an, les téléspectateurs ont pu assister à l'assaut donné par les C.R.S. et à la très violente chasse à l'homme qui a suivi.

Telles sont les méthodes couvertes par le ministre de l'Intérieur qui provoquent honte et dégoût, mais aussi inquiétude devant le dispositif de répression et d'expulsion qui se met en place. Raison de plus pour manifester le samedi 25 janvier pour les droits de l'homme, pour le droit d'asile, pour l'intégration.



700 000 réfugiés kurdes tentent de survivre par - 20 °C.

## UN COLLECTIF AU PROFIT DES KURDES

Plusieurs associations françaises ont décidé de coordonner leur action pour aider les réfugiés kurdes. Neuf associations, présidées par Alain Michel (Equilibre), tentent ainsi d'intensifier une aide si nécessaire pour des populations durement éprouvées.

Dans une lettre ouverte aux députés européens, ce collectif d'associations rappelle ainsi que 2 millions de Kurdes ont fui les armées de Saddam Hussein et que plus de 700 000 réfugiés sont en train de vivre « la plus précaire des situations ». En plein hiver, par 20° en dessous de zéro, souvent sans couvertures ou vêtements chauds. Le collectif conclut par un appel à la solidarité du Parlement européen qui, l'an dernier, avait déjà débloqué 200 millions d'écus.

ROBERT/SYGMA

ROYALISTE N.A.F. 13 janvier 1992

LE PELERIN 10 janvier 1992

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE January 14, 1992

# The Iraqi Isn't Out Of Trouble

By William Safire

**W**ASHINGTON — Last week, approaching the first anniversary of Desert Storm, George Bush again called on the Iraqi people to "take matters into their own hands and get [Saddam Hussein] out of there ..." That caused much wincing among the Kurds and Shiites who rose up in the aftermath of the coalition's stop-short victory last winter.

They trusted President Bush to suppress the Iraqi helicopter gunships, but General Norman Schwarzkopf, in his own word, was "suckered." Mr. Bush, persuaded by Brent Scowcroft and James Baker on March 26, 1991 — the turning point of his presidency — that a Kurdish victory would lead to "dismemberment" of Iraq, allowed the rebels who answered his oust-Saddam invitation to be slaughtered.

We will hear much this week about the wisdom of the war. Democrats who opposed it were at first embarrassed by its success, and will now disparage its results. Thanks to the moral cowardice of March 26, Mr. Bush snatched defeat from the jaws of victory: Saddam remains in power, persecuting his people, and restored Kuwait remains a feudal fiefdom.

Through all the posterior-covering denigration, let us remember what would surely have happened had America not struck decisively to drive Iraq from Kuwait. Bad enough that Saddam would have dominated the world's supply of oil, driving up the price, adding inflation to recession; much more important, he would now be a nuclear power.

That, lest we forget, was what the war was about. Not for the noble spirit of collective security, although that was a part; not for "jobs," as James Baker insisted, a political bleat echoed thrice in Mr. Bush's recent Japanese rejection; not to allow Kuwait's royal family to force an exodus of its Palestinians; not to exorcise the Vietnam syndrome, making America feel good by flexing its muscular technology.

When the debate was going on before the coalition struck, the single argument that got through to the American people was this: Saddam, a ruthless murderer and aggressor, was within a year of developing a nuclear device. American security would be at stake, and ultimately American cities at risk of atomic destruction.

Although that was pooh-poohed at the time as deliberate disinformation to stimulate war hysteria (the CIA, misleading most of the media, was still in its dream world of "five to 10 years away"), we now have on-site proof that Iraqi scientists were well on their way to bomb production. Riyadh, Tel Aviv and Cairo would be under nuclear blackmail today, with Paris and New York vulnerable to Baghdad's nuclear-tipped missiles next year.

Thanks to George Bush's courageous initial decision, overriding Sam Nunn's wrongheaded talk of delays for unworkable sanctions, the world dodged that bullet. Iraqi nuclear production was set back.

But not destroyed. The threat — not as immediate, but now more widely understood to be real — has once more begun to grow. Both Iraq and Iran are obtaining technology and materials from China and from KGB renegades, easily hiding it from United Nations inspection teams.

Mr. Bush knows that he will have to return to Saddam Hussein. As Manuel Noriega can testify, this American president is better the second time around. He has asked the Joint Chiefs for a plan to strike again. The Pentagon replies: For the coup, try the co-

vert boys across the river next time — test ye everlasting Gates.

Perhaps we will see a UN relief column to the starving, freezing Kurds through Iraqi territory, with an aerial counterattack if it is stopped; or a similar reaction to a refusal to allow inspectors into areas where mass-destruction weapons are being made.

The military punishment would be accompanied this time by a coordinated internal Arab-Kurdish uprising (with a free-lance Mossad backup if all else fails; the Scud attacks have not yet been answered).

A majority of Americans may not support a war to save the Kurds from genocide. But most Americans would cheer overt-covert aid to a Kurdish-Shiite uprising to drive Saddam from Baghdad — if convinced that the overthrow would stop a terrorist threat to American cities. Even America-Firsters can handle that. And Iranians planning a similar nuclear buildup would get the message.

When? An October surprise would be too obviously political. Much depends on Saddam's cooperative recalcitrance, but some American spooks expect a balloon up in April or May.

*The New York Times.*

Lyon Libération 13 janvier 1992

## Les Kurdes cessent leur grève de la faim

**Munis de la promesse d'un réexamen de leur dossier, les 33 grévistes ont mis fin samedi à leur mouvement.**

**C'**est par un potage lentement consommé au restaurant Le Marmaris, aux Terreaux, que les 33 Kurdes en grève de la faim dans la chapelle de l'Hôtel-Dieu depuis le 22 décembre ont arrêté samedi leur mouvement. Cinq d'entre eux, les plus mal en point, devaient cependant passer la nuit à l'hôpital. Plutôt optimistes, les autres paraissaient surtout extrêmement soulagés, tant leur combat semblait, samedi matin encore, mal engagé.

Qu'ont ils obtenu ? D'abord un titre de séjour provisoire remis en main propre sous forme d'une lettre/sauf-conduit leur permettant de circuler librement. Mais surtout le droit de comparaître à la préfecture pour une audition suivie d'un nouvel examen complet de leur dossier, « dans un esprit d'humanité et de compréhension ». D'ores et déjà, plusieurs d'entre-eux seraient régularisés. Officiellement, seuls les dossiers comportant des « éléments nouveaux » seront ensuite transmis à l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Officieusement, l'avocat des grévistes, Ugo Ianucci, rapportait hier que l'Ofpra aurait accepté de revoir tous les dossiers. Procédure exceptionnelle à tous points de vue, car les recours légaux sont épuisés.

Reste que l'incertitude demeure et que ce « résultat heureux », selon le bâtonnier Ianucci, ne l'est encore qu'à titre provisoire, même si, samedi, les grévistes avaient déjà considérablement réduit, sous la pression des divers médiateurs, leurs revendications.

Tous déboutés du droit d'asile par l'Ofpra, ils réclamaient, au début de leur grève de la faim, la régularisation globale de leurs situations. Une demande difficile à satisfaire : deux d'entre eux n'avaient toujours pas obtenu l'ultime réponse de l'Ofpra, deux autres étaient sous le coup d'une interdiction de séjour. Les associations humanitaires (Cimade, Crardra) ne se sont d'ailleurs jamais solidarisées avec le groupe.

Jour après jour, les 27 hommes et les 6 femmes grévistes, accompagnés par 8 enfants, ont durci leurs positions, aucun véritable dialogue n'étant engagé avec l'administration préfectorale. Le 4 janvier, la préfecture décidait de réexaminer de son propre chef les dossiers des grévistes, envisageant des régularisations mais aussi des expulsions immédiates. C'est ce dernier point qui a été abandonné par la suite, la section Turquie de l'Ofpra s'engageant auprès de la préfecture à revoir les dossiers qui lui seraient soumis.

Un revirement de l'Ofpra qui soulage toutes les parties en présence, mais suscite quelques interrogations. Les dossiers ayant été revus, pour la plupart, à quatre reprises, et le statut de réfugié politique refusé, une révision ne semble possible que si les intéressés prouvent qu'ils encourrent en Turquie des dangers réels et nouveaux. C'est la principale difficulté, soulignée par Jean Costil, de la Cimade : « Comment juger de la sécurité d'un Kurde en Turquie ».

**Luc BOSSI**

LIBERTÉ DU MORBIHAN 15 janvier 1992

# Kurdes de Kerentrech : « Pas de décision favorable sous la pression ! »

*La préfecture exige la fin de l'occupation de l'église et de la grève de la faim avant « de faire un geste ». Encore faut-il que les personnes concernées introduisent un recours gracieux*

LORIENT (F.L.B.). - « Aucune décision favorable ne sera prise concernant d'éventuels recours gracieux de la part de ces Turcs sous la pression, autrement dit tant que dureront la grève de la faim et l'occupation de l'église ! » déclare le secrétaire général de la préfecture du Morbihan à l'issue de la rencontre avec trois membres du comité de soutien des Kurdes réfugiés dans l'église de Kerentrech qui avait lieu hier en fin d'après-midi. Un secrétaire général qui, en l'absence de préfet, a tenu à préciser que « l'administration n'a rien à se reprocher dans cette situation. »

## Surprise

« J'ai écouté les représentants du comité de soutien et leur ai fait part de ma surprise. Nous avons en effet été averti par voie de presse de cette grève de la faim alors que nous n'avons été saisi d'aucun recours gracieux, alors que je ne savais pas qu'elles étaient les personnes grévistes de la faim ni ce qu'elles voulaient obtenir. J'ai donc été surpris qu'on entame une telle action avant de faire une quelconque demande à la préfecture. » Malgré sa surprise, le secrétaire général a reçu le paquet de fiches

que lui a remis le comité de soutien. « A partir de cette liste de noms, nous allons pouvoir examiner les cas de ces personnes. Savoir dans un premier temps si certaines d'entre-elles font l'objet d'une reconduite à la frontière. »

Puis, vérifier si certaines d'entre elles ont été ou non déboutées du droit d'asile par l'OFPPA et enfin examiner si certains cas rentrent dans le cadre de la circulaire du 23 juillet 91 qui offre la possibilité de régulariser la situation d'un certain nombre de personnes déboutées du droit d'asile. Il est bien évident que ces situations feront l'objet de déci-

sions individuelles. Il ne saurait être question d'une décision collective pour tous ceux qui se trouvent dans l'église. »

## Continuer à regarder Dorothée !

Dans l'église, hier on attendait le résultat de cette rencontre avec une certaine anxiété. Le calme du à la fatigue régnait dans l'église où l'on entendait que les pleurs d'un bébé. Lui aussi a passé la nuit à St Christophe, ses deux parents ayant décidé une grève de la faim. D'autres enfants passent la journée dans l'église mais dorment au chaud dans un appartement la nuit. Tous ceux qui sont en âge de comprendre se

sentent concernés. « Je ne veux pas partir parce que sinon je ne pourrais plus voir le club Dorothée », explique une fillette dans un français parfait. Elle poursuit « moi je mange bien mais ma mère elle ne mange plus. »

K. a presque 17 ans. Il est arrivé en France à 14 ans et demi avec sa famille. « En Turquie j'étais dans un lycée industriel et je faisais de l'électronique. Quand je suis arrivé ici, j'ai commencé l'école en CM2 et maintenant je suis en 4<sup>ème</sup>. Je voudrais continuer ici et reprendre de l'électronique. Je préfère aller jusqu'au bout de ma grève de la faim plutôt que de retourner en Turquie ! »

Les enfants de ces hommes et de ces femmes n'ont pas la nationalité française. « Même pour les enfants qui sont nés en France, ils n'ont pas la nationalité française si les parents n'ont pas de titre de séjour ou tant que l'OFPPA n'a pas décidé de leur accorder ou non l'asile. » explique un homme venu soutenir ses amis. « D'autre part, ces enfants n'ont pas été enregistrés auprès du consulat turc, ils sont donc inconnus de l'administration turque. »

## Déclarations

LORIENT - Le bureau de l'union départementale CGT du Morbihan, ému par les problèmes des 13 Kurdes de Kerentrech, a tenu à faire « une déclaration contre le racisme et l'extrême droite pour l'égalité des droits » et « appelle, avec de nombreuses autres organisations et associations, à participer aux manifestations du 24 janvier à 17 h à Lorient et le 25 janvier à Paris. »

Quand aux amis de « peuple Breton, peuple d'Europe », ils affirment : « personne ne peut ignorer que certains pays comme la Turquie et l'Irak se sont donné le droit de vie ou de mort sur les Kurdes. Il faut donc, sans accueillir tout émigrant, évidemment, porter une attention extraordinaire à chaque cas personnel et adapter la réglementation de l'expulsion au caractère monstrueux des dictatures qui règnent dans ces pays. »

## Un an après

# Les Etats-Unis déterminés à obtenir la chute de Saddam Hussein

Un an après le déclenchement de la campagne aérienne allié contre l'Irak, le 17 janvier 1991, les Etats-Unis restent déterminés à maintenir la pression sur Bagdad pour obtenir la chute de Saddam Hussein qu'ils considèrent comme un obstacle majeur au rétablissement de la sécurité dans la région.

"Nous aimerions que Saddam Hussein ne soit plus au pouvoir, et nous avons l'intention de maintenir, dans la mesure où nous le pouvons, l'isolement de l'Irak jusqu'à ce qu'il s'en aille", a déclaré dimanche le conseiller de la Maison-Blanche pour les Affaires de sécurité, le général Brent Scowcroft. Il a cependant souligné que l'opération "Tempête du Désert" n'avait jamais eu comme objectif spécifique le renversement du président irakien.

En dépit de l'écrasante victoire militaire ayant permis la libération du Koweït, une grande majorité d'Américains jugent cependant qu'en arrêtant brutalement leur offensive sans se porter sur la capitale irakienne, les forces alliées "n'ont pas terminé leur travail".

D'après un sondage effectué début janvier par une agence de presse américaine, 67% des Américains estiment que les Etats-Unis auraient dû poursuivre les combats jusqu'au renversement du "tyran de Bagdad". En outre, 66% se sont déclarés favorables à une nouvelle action militaire s'il est avéré que l'Irak poursuit secrètement un programme d'arme nucléaire.

### Pas de révolution à Bagdad

Tout en imposant à l'Irak un sévère blocus économique depuis plus d'un an, les dirigeants américains ont à plusieurs reprises laissé percer leur frustration de voir l'envahisseur du Koweït demeurer au pouvoir en dépit des rébellions (kurde au Nord de l'Irak, sunnite au Sud) qu'ils ont encouragées dès la fin de la guerre.

Après avoir indiqué en juillet que les Etats-Unis ne "permettront pas une levée des sanctions internationales" contre l'Irak "tant que Saddam Hussein sera au pouvoir", le président George Bush avait déclaré en septembre qu'il en avait "vraiment assez" des entraves mises par le président irakien aux missions d'inspection des experts de l'ONU en Irak, et avait laissé brièvement planer la menace d'une reprise des opérations militaires.

Le sénateur du Nebraska Bob Kerrey, candidat à l'investiture démocrate aux élections présidentielles, qui avait voté contre l'intervention américaine dans le Golfe,

a pour sa part affirmé récemment que les alliés "avaient oublié de se débarrasser de Saddam".

Encore plus radical, le gouverneur démocrate de Virginie Douglas Wilder, qui vient de se retirer de la course à la Maison-Blanche, avait déclaré en août que l'assassinat du chef de l'Etat irakien "pourrait apporter la stabilité dans le Golfe".

Le message de l'administration américaine à la population et aux militaires irakiens est clair : "Pour mettre un terme à vos problèmes et aux souffrances nées de l'embargo, mettez fin au régime de Saddam Hussein". Rien n'indique cependant qu'il ait trouvé un écho chez ceux à qui il s'adresse.

2 Vendredi 17 janvier 1992

Journal de Genève  
et Gazette de Lausanne

TÉMOIGNAGES Des détenus irakiens parlent

## La colère des soldats irakiens contre Saddam

*Au seuil de l'hiver, Gilberte Favre était au Kurdistan.  
Elle a rencontré des officiers irakiens très remontés  
contre le dictateur.*

A X., petite localité des environs de Suleimaniah, une centaine de soldats et officiers irakiens sont prisonniers des peshmegas. Je les ai vus se déplacer librement dans les bâtiments

### Envoyée spéciale

qui les abritent. Je les ai croisés qui flânaient, sans escorte, dans les rues de X., s'attardant au café du coin pour y jouer au tric-trac et boire un verre de thé. Ils ne se sont jamais sentis exposés à la vengeance de la population kurde. « Nous ne leur en voulons pas de ce qu'ils ont fait au peuple kurde, m'ont dit ces villageois. Nous savons qu'ils étaient contraints. » Notre entretien aura lieu sans témoin.

« Nous avons été pris par les peshmegas il y a une dizaine de jours, alors que nous étions venus bombarder Suleimaniah. C'est la première fois que nous sommes dans le Nord », nous dit ce père de famille quadragénaire. « Pour ne rien vous cacher, nous commençons à être fatigués de la guerre. Nous avons déjà été détenus durant plusieurs mois en Arabie Saoudite et nous en avons assez d'être séparés de nos familles. »

« Et les exactions des forces irakiennes ? » « Vous ne savez pas tout, reprend un des officiers : le pire n'a cependant

pas été commis par l'armée régulière, dont nous faisons partie, mais par les services spéciaux. » « Un jour, ajoute celui qui semble être l'ainé de ce groupe d'officiers, le monde entier saura tous les crimes que Saddam Hussein a fait subir, non seulement aux Kurdes et aux Koweïtiens, mais à son peuple. Jusqu'à ses amis personnels et à son propre beau-frère, l'ancien ministre de la Défense. Un jour, vous saurez non seulement que les gaz chimiques, les tortures les plus barbares (du choc électrique au supplice du serpent), la corruption, le népotisme, mais des cruautés inimaginables, il les réservait aux siens. »

Me regardant comme si je tombais de la lune : « Mais comment, vous ne savez pas, en Europe, que la répression de Saddam est impitoyable ? Que cet homme n'a aucun respect pour la vie humaine ? Qu'il n'y a pas de démocratie, dans notre pays, que les Droits de l'homme n'y existent pas et que nous sommes traités comme des bêtes ? La vérité, c'est que nous n'aimons pas Saddam. C'est que personne n'aime Saddam, en Irak, à l'exception de ceux qui en profitent et qui sont payés pour le soutenir. Chaque Irakien sait que Saddam est un monstre. Tout le monde le sait et se tait. »

Gilberte Favre

# The Kurdish question in the wider context of nationalism

■ Nationality is primarily an emotional phenomenon, perhaps politically the pre-eminent emotion in the world today

**Lale Sarıbrahimoğlu** / TURKISH DAILY NEWS

**ANKARA** Deputy Prime Minister Erdal İnönü, the leader of the Social Democrat Populist Party (SHP), has, on a number of occasions, spoken about the Kurdish problem; he sees attitudes displayed by the rebel Kurdish deputies in his party as a result of emotions that have been building up over a long period of time. He has also stressed the need for tolerance from everybody.

In the same way, İnönü has often said that difficulties arising from ethnic differences will be solved in the course of time. On the most recent occasion, he said that any ethnic group which believed that it was unjustly treated in the past, tended now to be very sensitive to the way other groups related to it. An ethnic minority, which believed itself to have been oppressed in the past, tended to interpret all behaviour in the light of the emotions that had been building up in the past. He stressed the need to maintain the integrity of the country while finding a democratic solution to the problem. Referring to remarks made during a recent parliamentary debate on terrorism by Mahmut Alınak, a SHP deputy of Kurdish origin, İnönü had this to say: "My parliamentary friend, who is engulfed in regional feelings, may speak differently from the way I do." As a number of scholars on nationalism have said, nationalistic movements which can become racist and lead to ethnic strife, may take various forms such as communism and fascism. They seem to crop up everywhere and may at times threaten to undermine international peace and order, as in the cases we are now witnessing in Yugoslavia and in the former Soviet Union.

As Carlton Hayes, in his essays on nationalism in the 1930s, says, "If nationalism proceeds unchecked, proud and intolerant, it is bound to produce ever uglier domestic strife." Again in the words of Hayes "There are few national states

in the nationalist world of today which comprise one and only one homogeneous nationality." In most of the states in the world today which are described as nation-states, we see diversity of ethnic groups speaking different languages and practising different religions; India, Britain and Switzerland are all good examples of this. So neither language nor religion are the basis of nationality and cannot give one the right to set up an independent state on these basis.

Moreover, nations were created through migration over 300 years. In a study published in 1972, Walker Connor claimed that of 132 states studied, only 12 were essentially homogeneous from an ethnic standpoint.

Nationalism is a comparatively modern ideology which arose in the 18th century with the industrial revolution. In his book, "What is Nationalism and Why Should We Study it?" Ernst Haas says agrarian societies are innocent of nationalism; the push and pull comes only when the trend towards industrialism manifests itself.

Nationalistic movements do not have boundaries and the national ideal has remained strong and persistent both in the developing countries and in the industrialized nations. Existence of groups like the outlawed Irish Republican Army (IRA) in a developed country like Britain and the outlawed Kurdish Worker's Party (PKK) in a developing country like Turkey rule out an early demise of nationalism and do not find much justification with the idea that nationalistic feelings will end purely with the industrialization and economic welfare provision.

It is true that an upsurge in separatist movements in Turkey's troubled southeast can also be linked to the poor economic conditions in the area. However, as Prime Minister Süleyman Demirel stressed during the recent parliamentary debate on terrorism, the separatism being experienced in southeastern Turkey is not a result of socioeconomic factors.

The question thus arises as to why nationalism is such a vigorous force in the contemporary world? The answer is difficult, there are many factors at work. The fact that it is so widespread seems to point to it being an inherent weakness in human society. There are also outside pressures, such as in the case of Cyprus and Lebanon, or a power vacuum, as in Yugoslavia and the former Soviet Union.

Social scientist Indar Rikhye argues, that the rising demand for self-determination after World War Two could no longer be resisted by the European colonial powers, weakened as they had been through strife. "The sudden withdrawal of colonial authority left power vacuums, exposing ethnic, geographic, ideological, historic and religious rivalries of which Cyprus, India, Pakistan, Indonesia, and Palestine are examples," he adds.

In his essays on nationalism, Hayes draws another important aspect of nationalism, when he says, "Reluctance to deal adequately with nationalism is not only due to the complexity of source-materials and the paucity of scientific treatments, but also to the deep and powerful emotions with which the whole subject is charged... It is true of nationality as of love; sentiment comes first... The most significant emotional factor in public life today is nationalism."

The whole process through which nationalists pursue their goals makes the doctrine volatile and underlines the necessity to emphasize the emotional aspect of it during a search of a solution to troubles stemming from ethnic reasons.

## Armenian terrorism and re-invention of the past

As the British Professor Fred Halliday argues, one of the important aspects of nationalism is the selection and re-invention of the past. Nationalists will invoke history to legitimize their past, as Israel did in the creation of the state.

It is also true that nationalists will invoke history to make a specific claim. The Kurds, Basques and Armenians are all good examples of this.

Armenian terrorism against Turkish diplomats, the last example of which was the recent abortive assassination attempt on the Turkish ambassador to Budapest, is also done under the guise of nationalism.

The social scientist, Ellie Kedourie, points to another phenomenon of recent history: nationalist parties sometimes kill members of their own nationality whom they suspect of an inclination to compromise. In some cases they kill more compatriots they suspect than the foreigners they are resisting. Kedourie goes on to say that "In 1893 the Armenian nationalists who were trying to gain Armenian independence by violence posted this notice in Sivas:

"Ottoman Turks! The examples are before your eyes. How many hundreds of rascals in Constantinople, Van, Erzurum, Alashkert, Harpout, Caesarea, Marsovan, Amaşia and other towns have been killed by the Armenian revolutionists? What were these rascals? Armenians! Armenians! and again Armenians! If our aim was against the Mohammedans or Mohammedanism, as the government tries to make you think, why should we kill Armenians?"

# 1991 : A year of terror for Turkey

## TURKISH DAILY NEWS

**ANKARA-** More than 450 people, half of them civilians, were killed in acts of terrorism in 1991 as government troops failed once again to contain separatist violence in southeast Turkey. The outlawed Kurdish Workers' Party (PKK) upgraded its attacks in the troubled Southeast, with more local logistic support than ever springing from ongoing human rights abuses, while the Marxist Dev-Sol (Revolutionary Left) organization continued its violent campaign in major Turkish cities.

In summary, Turkey's counter-terrorist policies failed once again under the management of the Motherland Party and only after the Oct. 20 general elections did the country take a breath. One which lasted for only about a month before terror hit Istanbul once again, claiming the lives of 11 civilians. At the same time in the Southeast, at least 10 soldiers were killed.

In the last week of December alone, the death toll of urban and rural terrorism exceeded 50 -- proof, if any were needed, of how serious the picture really is.

As far as urban terrorism was concerned, the violent Dev-Sol organization appeared to have taken the honors in 1991 with mass demonstrations, robberies and assassinations being its major fields of activities.

As less and less was heard of the TKP-ML TIKKO (Turkish Workers' Peasants Liberation Army), Dev-Sol captured major headlines with activities against Turkish military and judicial targets, as well as American military personnel.

Having closed 1990 with "successful activities" such as the Jan. 30 assassination of police officer Kazım Çakmakçı, the June 12 killing of retired Col. Durmuş Akşen, the July 27 murder of police officer İsmail Kılıç and further attacks on the lives of retired superintendent İbrahim Çağlar (Sept. 5), National Intelligence Agency (MIT) former Deputy Director Hiram Abas (Sept. 26), Bayrampaşa prison prosecutor Niyazi Fikret Aygen (Nov. 12) and retired "political police" officer Aydın Barış (Dec. 12), Dev-Sol activists gave the message that similar attacks would continue in 1991.

Last year, the organization claimed the lives of various officials and former security personnel, but the assassinations of Lt. Col. Ata Burcu (Jan. 9), retired Gen. Hulusi Sayın (Jan. 30), Lt. Col. Alin Macke (Feb. 28), Lt. Col. John Gandy (March 21), retired Gen. Memduh Ünlütürk (March 28), gendarmerie regional commander Temel Cingöz (May 23) and retired Gen. Is-

mail Selen (May 23) topped the list.

Instead of the traditional right-left clashes between student groups or a struggle for control over urban districts, Dev-Sol entered the terror stage with selective armed and mass activities.

These activities noticeably took the form of student demonstrations, poster hanging and boycotts in the schools. Marches and demonstrations on the streets of the poorer districts of major cities and assassinations in Istanbul, Ankara and Adana, were also numerous.

In almost all Dev-Sol murders of the past two years, the Turkish victims were somehow linked to anti-terror state policies, interrogations, trials and security operations. In other words, the victims were security-related officials. Gen. Ünlütürk's name was associated with the torture cases which followed the March 12, 1971 coup and he was known to be accused by the radical left of supervising tortures which then took place at the infamous Ziverbey villa, a name which continues to shame Turkish democracy.

Gen. Sayın was in charge of Southeast security measures when plenty of human rights violations were reported. So was Gen. Selen:



**TERRORISTS-** Bodies of nine terrorists killed by security forces in a Sept. 17 clash at Silopi.

Other retired officers and political police officers as well as intelligence personnel on the Dev-Sol hit list have all been involved in anti-terror security operations.

Although Dev-Sol also selected "foreign targets," such as John H. Gandy of the Vinnelli, Brown & Root company based in Istanbul, it was evident that it gave priority to Turkish victims for the purpose of its "armed propaganda" strategy.

The first similarity between the Dev-Sol killings was that a majority of the victims were selected out of official security circles and were mostly people accused of involvement in human rights violations and/or anti-terror practices.

The second similarity between the murders was that the organization's SDB (Armed Revolutionary Units) functioned in three to four people cells and either hit their victims on the street or after entering their homes -- using, apparently, false IDs.

The third similarity in the assassinations was that in almost every case, the gunmen managed to escape.

A majority of Dev-Sol terrorists, including its leader Dursun Karataş, are still at large.

In 1991, one major blow struck against Dev-Sol in Istanbul was a July operation during which many of the organization's safe-houses were raided. About a dozen terrorists were killed in the operation, while some 30 others were detained and subsequently arrested.

Local sources said later that the information with regard to the safe-houses was provided to Turkey by American intelligence organizations in a bid to curb any attack on U.S. President George Bush during his visit to Turkey.

Whatever its roots, the operation was successful to a degree and caught Dev-Sol off guard. Still, the cadres which remained continued low-key activities and even in the last days of the year claimed more lives, including that of a police officer in the Bursa province.

While Dev-Sol activities in the cities continued throughout 1991, the PKK also shifted some of its top ranking militants to major urban areas and joined in the violence.

In Istanbul, PKK activities were limited to mass demonstrations, a few assassinations of "repentents" and bombing activities.

Last month, however, the fire-bomb attack on a shopping center in the city resulted in the death of 11 civilians and showed the potential threat of IRA-type activities -- a threat which PKK leader Abdullah

Öcalan had mentioned in the past as retaliation against oppressive military measures in the Southeast.

The PKK concentrated more on military and economic targets in southeast Turkey last year, conducting four attacks on military stations killing almost 250 security personnel in the process. In retaliation, Turkey launched three major offensives on alleged PKK targets in northern Iraq, but only the third and operation in October was reported by all parties as "relatively successful."

The first and second operations were not only criticised internationally for harming civilians in the region, but also led to a furor in Europe where the first reaction of Germany, for instance, was to symbolically block a \$25 million military aid package to this country.

As PKK terrorism climbed in the first three quarters of the year, so did local public support for the terrorists and the organization found itself overcoming the problem of logistic aid as well as new recruits in 1991.

One major change in the picture of separatist terrorism came with signals from Öcalan that he was willing to launch a period of dialogue with Ankara and reports from within the ranks of the Iraqi Kurdish movement that a cease-fire might be possible. Having claimed the lives of nearly 3,500 people since 1984, the separatist war in the Southeast remains a priority issue for Turkey and any indications of a peaceful solution were observed with care.

In fact, with the establishment of the DYP-SHP coalition government, a sudden decline in all separatist violence throughout the country indicated that such a solution could be found.

However, when in December military troops opened fire on demonstrating civilians in the towns of Kulp and Lice in Diyarbakir, the incident became a spark for further PKK activities, not only in the East but also in western Turkey. The new government is aware that the greatest challenge to be faced in 1992 is the threat of terrorism, and reforms in this field are being initiated rapidly.

Hard-liners within the system may be creating artificial chaos and problems, but government awareness of the problem, Prime Minister Süleyman Demirel's personal belief in democracy, and the SHP's control factor in the process may still change the picture.

Last year, the Motherland Party (ANAP) offered a general amnesty to over 20,000 inmates and prisoners. When the coalition

took power, one of the first things it did was to close down the Eskişehir prison, a symbol of torture in Turkey.

The abolishments of articles 141, 142 and 163 of the Turkish Penal Code under ANAP were also positive developments with regard to terrorism.

In 1992 though, even if humane and just measures initiated by the coalition help curb violence in some parts of Turkey, there may be a massive increase in public protests in the Southeast accompanied by guerrilla activities.

The PKK is determined to hit the so-called "village guard system," at all opportunities beginning this month. The government, however, refuses to abolish this semi-feudal, paramilitary structure which has given only distress to the local people of the region.

Meanwhile, attacks are expected to continue on Turkish military and economic targets until the "secret war" in the region is halted, and until there are no more acts of violence against the local people.

Clearly, 1991 has been a year of dramatic changes for the world as well as the PKK.

The latter has changed its position on various issues and claims to be adapting to the new world order. Öcalan has personally announced that his organization no longer wants to break off a Kurdish region from Turkey and will seek, instead, a federation-like structure.

He has also indicated that ceasing all military operations is possible with Ankara's cooperation.

The picture is not the same with regard to urban Marxist terrorism. Even the PKK accepts that the Dev-Sol phenomenon is very different and that this organization "is 10 years behind history." In other words, a similar approach cannot be expected from the Revolutionary Left.

Whatever the case, Turkey's experience with terrorism in 1991 (and the previous year) indicates that 1992 will also be full of terrorism -- be it the acts of violence of a political origin or not. Also, many "unexplained attacks" can be expected in the new year, similar to the explosions and assassinations which successfully paved the way for the Sept. 12, 1980, military coup which installed Gen. Kenan Evren and his committee of four commanders into power.

In the new year, Turkey will be subject to various games and with no lacks of pawns, is sure to be in a very sensitive and dangerous position.



ROUGE 16 janvier 1992

## TURQUIE

● *Kurdes  
mitraillés*

**D**écidément, le peuple kurde dérange. Le gouvernement turc, malgré ses efforts pour faire semblant de respecter les droits du peuple kurde, ne manque pas de faire tomber la répression ou bien ferme les yeux sur les exactions des escadrons de la mort qui sèment la terreur dans la population et visent particulièrement les militants connus. De récents événements viennent encore de confirmer ce triste état de fait et augurent mal de l'année nouvelle en ce domaine.

Deux enlèvements viennent de se produire coup sur coup : Mehmet Demir, président du Parti du travail du peuple, était capturé le 10 janvier en sortant du local de son parti. Les démarches faites auprès des autorités pour connaître son sort sont res-

tées sans effet. Ses amis sont particulièrement inquiets, et avec raison, car, en juillet 1991, un autre militant enlevé avait été retrouvé mort après avoir été torturé. Deux jours plus tard, un autre militant, de Kelbasan, était enlevé à son tour.

Le Kurdistan de Turquie voit se dérouler de violents affrontements. L'armée, en force (cinq mille hommes seraient stationnés dans la région de Kulp par exemple), a pris position dans tous les points stratégiques. L'aviation (F-104 et F-16), des hélicoptères sont employés. L'aviation utilise les bombes au napalm. Les accrochages sont très sérieux avec l'Armée populaire de libération du Kurdistan. L'armée turque ne se contente pas de mener l'offensive contre la guérilla. Une foule désarmée fait aussi bien l'affaire, avec moins de risques. A Dicle, dans la province de Diyarbakir, un étudiant avait été tué par les forces de l'ordre. Lors de son enterrement, le 13 janvier, les militaires n'hésitèrent pas à disperser la foule à coups de rafales de mitrailleuses, tandis que deux cents personnes étaient interpellées.

Les grands élans démocratiques

et humanitaires des « démocraties » occidentales ne concernent pas cette région du monde quand il s'agit de leur grand ami turc. La Communauté européenne est tellement pressée de reconnaître les vertus du régime d'Ankara qu'elle ne va pas se fâcher pour quelques incidents malheureux. Quand il s'agissait des Kurdes d'Irak, on pouvait faire montre d'un peu d'aide humanitaire, sans plus. Il fallait alors montrer que la razzia contre l'Irak n'était pas une équipée pour le pétrole, comme de mauvais esprits avaient bien voulu le dire. Mais, une fois la mauvaise conscience étouffée, adieu les droits du peuple kurde.

La *pax americana*, c'est aussi cette faculté de laisser ses sbires locaux assassiner l'espoir des peuples, pourvu que rien ne bouge. La tranquillité des riches contre la turbulence de ceux qui ont faim et qui réclament justice. Le combat pour la paix dans cette région du monde ne peut passer que par la reconnaissance des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Au jour le jour, cela réclame aussi de se mobiliser contre les exactions des gouvernements en place.

A. N.

LE QUOTIDIEN DE PARIS 27 janvier 1992

## IRAK

**Ouverture du congrès de  
l'Union patriotique du Kurdistan**

Le premier congrès de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani doit s'ouvrir aujourd'hui dans les montagnes kurdes du nord de l'Irak, deux mois avant les élections générales prévues dans « les territoires libérés du Kurdistan ».

Les préparatifs allaient bon train hier, dans un froid vif, à Kala-Choualan, ancienne capitale il y a deux siècles du petit royaume montagnard du Babani, à 25 kilomètres au nord de Souleymanieh. M. Talabani y tenait une réunion avec les principaux « command mufti » (chefs militaires) des peshmergas kurdes.

Il s'agit du premier congrès de l'UPK depuis sa création il y a dix-sept ans par M. Talabani, immédiatement après l'accord d'Alger entre l'Iran et l'Irak, en 1975, dans lequel Téhéran s'est engagé à arrêter son aide à la rébellion kurde. Le congrès s'ouvre alors que le Front du Kurdistan, qui réunit huit forma-

tions, dont l'UPK, a décidé de tenir le 3 avril des élections législatives pour désigner un Parlement kurde dans le nord irakien échappant à l'autorité du pouvoir central.

Plus de 600 personnes sont attendues à ce congrès, dont 550 délégués venus des principales villes du Kurdistan irakien et des représentants de la diaspora kurde d'Irak, chaque délégué représentant 200 militants. Venus principalement de la Turquie, ces délégués ont dû faire 24 heures de routes de montagnes, de lits de torrents et de pistes pour arriver dans ce nid d'aigle kurde.

A l'issue du congrès, qui doit durer près d'une semaine, le programme de l'UPK de tendance social-démocrate doit être adopté. Le secrétaire général actuellement Jalal Talabani, candidat à sa propre succession, et un comité central de 21 membres, doivent être élus.

# La nouvelle armée de Saddam

*Surveillé de près par l'aviation alliée, le dictateur irakien n'a pas renoncé à se venger. Son instrument : le terrorisme. Sa première cible : la Turquie.*

**L**e 20 décembre, l'ambassadeur de Turquie en Hongrie n'a échappé à la mort — six balles de gros calibre tirées de près — que grâce à sa voiture blindée. Un acte revendiqué — de Paris — par l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie, l'Asala. Ultime sursaut d'un groupe dont le dernier attentat remontait à avril 1984? Non : signe que la nouvelle coalition terroriste forgée depuis un an, dans le plus grand secret, par un Saddam Hussein désireux de se venger est désormais opérationnelle.

Car, à la fin du mois de janvier 1992, les forces alliées encore présentes à Zakho, au Kurdistan irakien, non loin de la frontière turque, quitteront l'Irak. Puis, ce sera au tour du Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés de plier bagage, laissant ainsi le pays libre de tout « occupant ». Alors, comme il l'a toujours fait dans le passé, Saddam Hussein entreprendra de se venger. Moyen choisi : le terrorisme, tant il est vrai que l'écrasement de son armée et le maintien, à proximité, de l'aviation alliée ne lui laissent guère d'autres possibilités. L'Express peut ainsi révéler que, depuis l'été dernier, les services spéciaux irakiens ont recruté

et encadré au moins deux organisations fort dangereuses, l'Asala et le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK.

L'Asala, tout d'abord. Constituée dans la communauté arménienne du Liban, elle s'est rendue tristement célèbre en commettant, entre 1975 et 1983, 21 meurtres et 130 attentats, dont 35 en France. C'est d'ailleurs l'un d'entre eux, le massacre de l'aéroport d'Orly (9 morts, 56 blessés, en juillet 1983), qui devait perdre l'Armée secrète, totalement démantelée en moins de six mois par la DST. Depuis, elle ne se manifestait plus que par un ou deux communiqués annuels. Or, peu après l'attentat de Budapest, la direction de la sécurité d'une Asala apparemment requinquée expédie à ses sympathisants une circulaire attaquant violemment son ex-protecteur syrien. Une façon, si l'on en croit les services occidentaux, de rendre publique son alliance nouvelle avec Saddam Hussein.

Seconde recrue de Bagdad : le PKK, une organisation armée marxiste-léniniste menant, depuis 1984, une guérilla sporadique au Kurdistan turc. Selon les observateurs militaires alliés implantés dans la région, le PKK, en contact avec les services

irakiens depuis deux ans déjà, a reçu d'eux, au cours des mois d'août et septembre 1991, d'énormes stocks d'armes chinoises : mortiers de 120 millimètres, mitrailleuses lourdes, artillerie antiaérienne. Du coup, ses raids en territoire turc prennent l'allure d'opérations militaires. En décembre 1991, 500 de ses combattants dotés d'armement lourd attaquent une caserne proche de la frontière irakienne : 17 militaires turcs tués. Fait nouveau, le PKK se lance également dans le terrorisme urbain : en décembre, toujours, 50 de ses militants détruisent un supermarché d'Istanbul à la grenade incendiaire : 11 morts, 17 blessés.

Saddam Hussein a une raison particulière de s'en prendre d'abord à son voisin : le dissuader d'entrer dans cette étrange coalition constituée depuis quelques mois, dans la plus grande discrétion, par l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis... et la République islamique d'Iran! Intérêts contradictoires, mais objectif commun : renverser enfin le dictateur de Bagdad. En tentant, cette fois, de le prendre en tenaille entre le Conseil supérieur de la révolution islamique d'Irak de l'ayatollah Mohamed-Bakr al-Hakim, au sud, et, l'Union patriotique du

GUNAYDIN/SIPA PRESS



Kurdistan de Jalal Talabani, au nord.

Reste que, selon les services occidentaux, Saddam a bien l'intention d'étendre sa vengeance au-delà de la Turquie. Problème pour lui : trouver de nouveaux points d'appui extérieurs. Il s'y emploie, donc. Deux pays ont à ce jour répondu favorablement à son appel à l'aide : la Libye et le Soudan. Kadhafi, naguère bien disposé à l'égard de l'opposition irakienne, vient de rompre brutalement avec elle. Dans le



J PAVLOVSKY SYGMA



M ATTAR SYGMA



**En offrant son soutien aux terroristes du PKK (ci-contre) et de l'Asala (ci-dessous), Saddam entend venger l'affront du Golfe. A gauche : l'attentat contre un supermarché à Istanbul.**

M ATTAR SYGMA



même temps, il assurait Abdallah Öcalan, le chef du PKK, de son soutien. Quant aux observateurs basés au Soudan, ils constatent une intensification des visites officielles irakiennes à Khartoum. Exemple : celle, toute récente, du chef d'état-major, le général Iyad Futayyih al-Rawi, accompagné d'un aréopage d'experts ès opérations spéciales et stratégies indirectes.

Côté organisations, Saddam a aussi mis le paquet. Dès le mois d'oc-

tobre 1991, une délégation irakienne, conduite par un dignitaire du Parlement, Abdelwahhab Abdallah al-Hiti, participait à une conférence organisée à Téhéran, « pour soutenir l'Intifada islamique en Palestine ». En réalité, une réunion de ce que le monde compte de plus dangereux parmi les groupes terroristes : Fatah-Commandement révolutionnaire d'Abou Nidal, FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril, Fatah-Intifada d'Abou Moussa, pour les

laïcs ; Hezbollah du Liban, Hamas, Jihad islamique de Palestine, Hezbollah-Palestine, pour les islamistes.

Une coalition qui s'était réunie pour la première fois en décembre 1988 à Beyrouth, à l'hôtel Carlton. Et qui devait d'ailleurs s'y retrouver, à la fin de décembre 1991. Avec, en prime, un nouveau participant de marque : le Front de libération de la Palestine d'Abou al-Abbas, notoirement inféodé aux Irakiens. D'où l'inquiétude

des experts occidentaux. Une inquiétude d'autant plus grande que Saddam semble conduire son OPA sur les mouvements terroristes avec la complicité, au moins passive, de Damas. La Syrie a en effet refusé de se joindre au coup américano-saoudo-iranien visant à déboulonner Saddam. Et il est clair, aujourd'hui, qu'elle facilite le glissement vers Bagdad de groupes terroristes qui, apparemment, lui sont moins utiles qu'autrefois... **Xavier Raufer ■**

FINANCIAL TIMES THURSDAY JANUARY 16 1992

EUROPEAN NEWS

# Turkey struggles to control Kurdish genie

"WHO are these Kurds? Why are they rebellious? What do they want?" These were the questions asked by US historian William Westermann, in the periodical Foreign Affairs, in July 1946. In today's Turkey the debate has moved on, but Mr Suleyman Demirel, now in his seventh spell as prime minister, still must seek a solution to bring peace to the country's Kurdish region.

It will require a steady nerve to keep Kurdish reform at the centre of his political programme. It will be particularly difficult to convince some hard-line colleagues in Ankara of the need for magnanimity. But no one doubts the urgency of the situation.

The habits of violence are deeply rooted in Turkey's impoverished south-east provinces. More than 3,000 people have died in the seven-year conflict between the security forces and the Kurdish Workers Party (PKK), which is fighting for a separate state. The military is conducting air and ground operations against rebel positions in the Cudi mountains near the Iraq border. No casualties have been given.

In separate clashes yesterday eight people died - six of them guerrillas, the others a policeman and a soldier.

Turkey is committed, at least legally, to some form of democratic reform as a signatory to the 1990 Paris Charter,

which emerged from follow-up talks within the context of the Helsinki accord on human rights. A key part of the charter relates to the treatment of national minorities.

The problem has also acquired an added international dimension following the Gulf war and the allied relief effort to help the Iraqi Kurds. Attention has inevitably focused on the shortcomings of Turkey's treatment of its own 10m Kurds. As one Turkish

Indeed, the government - a coalition between Mr Demirel's True Path Party and the Social Democrats (SHP) - may come to find human-rights reform the easiest policy to implement, given mounting difficulties with the economy.

Perhaps more significant, for the first time, the Turkish parliament can provide a forum for extreme Kurdish opinion, after the election of 22 radical deputies on the SHP ticket.

Mr Demirel is aware of the

## New premier Suleyman Demirel will need steady nerves in dealing with Ankara's rebellious minority, says John Murray Brown

danger of pressing ahead without broad party support: his argument is that it is in the interests of all Turks to support civil reforms, rolling back the authoritarian constitution inherited following the military coup of 1980. He says that Kurdish reform is inseparable from broad democratic reform. Nevertheless, there will be fireworks in parliament. An unholy alliance opposed to reform has already emerged between conservative and left-wing nationalists.

On the other hand, Mr Demirel's programme will almost certainly fall short of the demands of Kurdish intellectuals. Even official support for the study of the language -

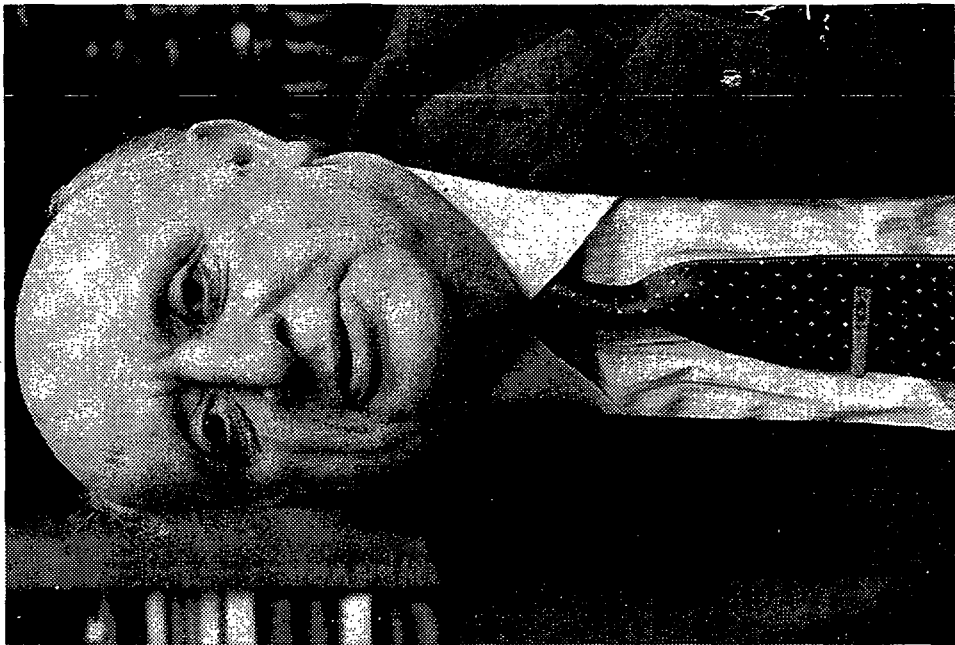
one of the proposals of the Paris accord - remains controversial. As for devolving administrative powers to the Kurds, which some diplomats now believe is the only way to save the situation, this is not even being discussed.

What Mr Demirel does offer is legal and institutional change, to stamp out torture, cut detention periods where most police abuse occurs, and discipline the security forces, particularly the hated special forces whose job it is to take the fight to the PKK, but who have too often used this mandate to terrorise local people.

The prime minister must have been greatly heartened at the warm reception when he visited the provincial capital Diyarbakir last month, where he publicly acknowledged what he called the "Kurdish reality."

His immediate task is to keep the coalition together. His SHP partner already faces an awkward party congress this month, and the party's leader, Mr Erdal Inonu, will have to contend with outright rebellion from radical Kurdish deputies.

Short-term, the crisis can only deepen if the security situation deteriorates when guerrillas, as is probable, greet any reforms with further violence in a bid to provoke reprisals. But one thing is certain. The longer Mr Demirel waits to implement real change, the more intractable Turkey's Kurdish problem will become.



Terry Kirk

Suleyman Demirel: Path strewn with hazards

ACPD28 PR:03 PEX W GOLFE 459  
 ANNIVERSAIRE-GUERRE-KURDES-ITV PAPIER PREVU  
 LES KURDES UN AN APRES LA GUERRE DU GOLFE  
 ENCORE PLUS DE 500 000 SANS ABRI

ACP/TEI PRESSE

Paris, 16 janvier - Histoire d'un rendez-vous manqué. Les Kurdes avaient été nombreux à miser sur l'écrasement promis du régime de Saddam Hussein par les forces de la coalition pour enfin "décrocher" leur autonomie. Un an après le déclenchement de l'opération "Tempête du désert", ils attendent toujours; pour beaucoup les pieds dans la neige et le ventre vide. Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, témoigne pour l'ACP-Telapresse du calvaire encore enduré par son peuple et de ses espoirs en une solution internationale.

- Question: Un an après la guerre du Golfe, qu'est-ce qui a changé pour les Kurdes d'Irak?

- Kendal Nezan: La guerre du Golfe a été une sorte de révélateur du problème kurde. Lors de l'exode kurde, l'opinion publique internationale a pu découvrir le sort subi par cette population en Irak. Au cours des derniers mois, on a découvert qu'il y avait eu 180 000 personnes disparues ou anéanties par le régime. Les médias se sont rendus sur place et ont vu des villes, des villages entièrement détruits, le cheptel abattu, tout un territoire miné. Mais, depuis, les Kurdes ont gagné un certain nombre de libertés. Ils contrôlent actuellement la plus grande partie de leur territoire où ils bénéficient des libertés fondamentales d'opinion, d'expression et d'association. Il n'y a plus de présence de soldats irakiens au Kurdistan, à l'exception de la ville de Kirkouk et de quatre ou cinq autres localités.

- Question: Dans quelles conditions matérielles vivent les Kurdes?

- Kendal Nezan: La situation générale reste très préoccupante. La vie économique a été complètement désorganisée et les Kurdes, aujourd'hui, dépendent largement de l'aide extérieure apportée par les Organisations non gouvernementales (ONG) et le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Il y a, à l'heure actuelle, de 5 à 600 000 sans abri, sur un total de 4,5 millions de Kurdes irakiens. Ils vivent dans les ruines de leur maison, dans les tentes, ou parfois sans rien. Sur le plan médical, il y a de gros problèmes à cause de l'eau et du manque de médicaments. Les épidémies se développent. Il faudrait une opération humanitaire sur une vaste échelle. Mais, actuellement, les Etats occidentaux semblent plus préoccupés par les problèmes de l'ex-URSS.

- Quelles solutions peut-on envisager pour les Kurdes?

- Kendal Nezan: Actuellement, ils vivent une situation de ni guerre ni paix. Sur le plan politique, c'est l'impasse totale. Il n'y a aucun espoir de compromis avec le régime de Saddam Hussein. A moins d'un changement de gouvernement à Bagdad, on ne voit pas quelle solution pourrait être trouvée. L'espoir pourrait venir d'une conférence internationale sous l'égide des Nations unies.

(Propos recueillis par Anne Carrère)

AC/JBA/JLG  
 16-01-92 12:25  
 NNNN

## KURDES

# Éternelles victimes

**Un an après la fin de la guerre du Golfe, le problème kurde reste sans solution. Et dans les camps de réfugiés au nord de l'Irak, des enfants meurent toujours.**



**L**a Guerre du Golfe n'a malheureusement pas apporté de solution pour les Kurdes réfugiés au Nord de l'Irak, ou amassés le long de la frontière iranienne. « Huit cent mille personnes sont toujours sans abri et prêtes, à la moindre alerte, à se réfugier dans les montagnes. Un nouveau camp de toile a dû être implanté à Saïd Sadeq pour accueillir cinquante mille Kurdes et leurs familles. L'hiver est là. L'épreuve sera, dans les mois à venir, très difficile à supporter. Beaucoup d'entre eux vont encore mourir de froid, d'épuisement et de faim... » C'est un nouveau SOS que lance l'Institut kurde de Paris, tout en faisant appel à la solidarité nationale pour récolter des fonds.

Même si des organisations non gouvernementales (ONG) comme Médecins sans Frontières, Médecins du Monde, France Liberté et d'autres, sont toujours sur le terrain, la situation des réfugiés reste très précaire. Deux cent mille d'entre eux ont récemment encore fait mouvement vers la frontière iranienne.

L'association lyonnaise Equilibre maintient en permanence une douzaine de personnes, principalement le long de la frontière irako-iranienne.

« Des enfants meurent toujours de déshydratation, consécutive à des diarrhées épidémiques. A Pengwin, où nous avons reconstruit un abri de fortune, la neige tombe en abondance. Il fait très froid. La situation est identique à Saïd Sadeq. Nous nous efforçons, dans la mesure du possible, d'assurer un repas chaud par jour aux jeunes enfants. Cette année, nous avons acheminé pas moins de mille deux cents tonnes de nourriture et de vêtements chauds. Mais la situation reste très préoccupante... » Yen, un responsable d'Equilibre, à nouveau sur le départ après avoir passé de longs mois en Irak, reste très pessimiste.

Sur le terrain, les missions des ONG ne sont

pas faciles et soumises aux tracasseries administratives irakiennes. « C'est selon l'humeur des autorités. Les visas sont délivrés au compte-goutte et les check-point s'ouvrent ou se ferment au goût du jour, sans raison particulière... », explique-t-il. « Nous nous faisons un point d'honneur à faire nos distributions alimentaires nous-mêmes. Pas question de confier les marchandises aux autorités locales. Nous avons eu la chance, par on ne sait quel miracle, de faire une incursion au Sud, où les Chiïtes sont coincés dans les marais. Les enfants sont faméliques, comme ceux d'Ethiopie. Le secteur est très contrôlé. Il y a des check-point tous les kilomètres. Nous avons voulu renouveler l'expérience, mais nous n'y avons pas été autorisés... »

### LES ENJEUX PÉTROLIERS

Aucun accord entre les responsables kurdes et les autorités irakiennes n'ayant abouti, malgré les négociations de l'été et de l'automne, les réfugiés restent sur le qui-vive, prêts à la moindre alerte à prendre la fuite. La principale pierre d'achoppement dans les discussions reste bien évidemment les ressources pétrolières. Sont-elles kurdes ou irakiennes ?

Dans la région de Kirkouk, les raffineries font l'objet d'opérations militaires nombreuses et répétées. Les quartiers kurdes ont été rasés. Les pressions psychologiques, économiques, voire physiques, confortent les réfugiés dans les montagnes, sur leurs positions...

**MARCEL LEGENDRE**

Des dons peuvent être adressés à :  
Equilibre Réfugiés, 14 bis, boulevard de l'Artillerie, 69 007 Lyon, CCP 677 J Lyon, ou à l'Institut kurde de Paris, 106, rue Lafayette, 75 010 Paris, CCP 573 895 E Paris

L'Humanité 17 janvier 1992



**LES KURDES OUBLIES.** Mars 1991, l'armée de Saddam Hussein est en déroute totale. Les soldats refluent des frontières du sud (avec l'Arabie Saoudite) et du Koweït, fuyant l'avancée de l'armée réunie par les Etats-Unis. Des hordes épuisées, affamées et hagardes remontrant vers le nord. Parmi eux, beaucoup de Kurdes engagés de force dans l'armée irakienne. Ils sont nombreux à avoir dans le fond de leur poche un bout de papier plié et replié : un de ces tracts qui lançaient les avions américains et où Bush et Schwarzkopf tentaient d'inciter les soldats à la désertion et le peuple au soulèvement contre Saddam. Les chiïtes au sud, les Kurdes au nord et beaucoup d'autres dont on n'a pas parlé ne demandent pas mieux. Ils pensent que le moment est venu de se libérer de la dictature d'un Saddam affaibli, que l'Occident les aidera. Et c'est le printemps kurde, la revanche sur Halabja. Le peuple entier se soulève, les partis kurdes, enfin réunis dans l'action, lancent l'assaut contre les casernes, reprennent une à une toutes les villes du Kurdistan. Le 19 mars ils ont pris Kirkouk. La contre-offensive de Saddam Hussein est terrible. Ses hélicoptères bombardent aux gaz les populations civiles qui fuient en masse vers les montagnes, se réfugient de l'autre côté des frontières, en Iran et en Turquie. Les alliés laissent faire. Bush exclut, le 2 avril, de « risquer de précieuses vies américaines » dans cette affaire. Il faudra l'émotion soulevée dans l'opinion publique du monde entier par les images de la détresse kurde (notre photo) pour que le Conseil de sécurité décide de venir en aide aux réfugiés. Près d'une année après, les négociations alors engagées par les partis kurdes avec Saddam Hussein n'ont toujours pas abouti. Le Kurdistan, détruit, est soumis au blocus de Bagdad. Un demi-million de Kurdes passent l'hiver dans des abris de fortune. Le peuple kurde, une nouvelle fois floué par l'Occident, continue ses longues marches. (Photo DR.)

Yonne Républicain 15 janvier 1992

## L'appel aux entreprises agro-alimentaires d'une mission humanitaire partant au Kurdistan

L'association « Solidarités » lance un appel aux entreprises agro-alimentaires de l'Yonne, pour qu'elles lui viennent en aide dans la mission qu'elle met actuellement sur pied pour le Kurdistan.

« Solidarités » basée à Paris, a monté une opération sur la Bourgogne. C'est à partir de Dijon que l'association a commencé à réunir les différentes denrées et les dons en espèces, qu'elle se chargera de conduire au sud-est de l'Irak, dans une zone proche de la frontière iranienne. Là-bas, 800 000 sans-abri sont dans une situation de grande précarité et l'objectif de « Solidarités » est d'apporter, à bord de trois camions, environ 60 tonnes de nourriture. De quoi permettre à 20 000 familles de tenir les deux prochains mois d'hiver. Les dons effectués seront utilisés sur place pour acheter des poêles à bois.

Les membres de « Solidarités » ont essentiellement besoin de produits de base : farine, huile, riz, sucre, lait en poudre et c'est pour cela qu'ils s'adressent plus particulièrement aux entreprises agro-alimentaires. Mais rien n'empêche les particuliers de leur venir en aide.

Le convoi formé de trois camions et de six personnes compte partir rapidement pour le Kurdistan (dans une dizaine de jours) afin de répondre à cette situation d'urgence. Pour tout renseignement il est possible de contacter à Dijon, Patrice Franceschi au 80.41.36.54. A Paris : Solange Callies, cellule d'urgence, « Solidarités », 19, rue Daviel, 75 013 Paris. Tél 16.1.45.88.33.22.

Le Courrier de l'Ouest 18 janvier 1992

CROIX-ROUGE

# La solidarité pour une famille kurde

Ahmed et Janina ont dix enfants de 15 ans à trois mois. La petite dernière est née à Niort en novembre dernier. Grâce à la solidarité de la Croix-rouge, cette famille kurde, à laquelle s'ajoute le frère d'Ahmed, est installée dans une maison rue du Maréchal-Leclerc.

## Niortais depuis juin

M. Wilhelm, responsable national du service des réfugiés migrants de la Croix-rouge et M. Di Kikan de l'institut kurde à Paris ont rendu visite, hier, à la famille.

Leur histoire n'est pas originale. C'est celle de tous les réfugiés du monde. Ils ont quitté leur maison lors des bombardements chimiques de 1989 avant de passer deux années dans un camp.

La France les accueille en février 1991 dans un centre à Piriac, en Loire-Atlantique. Puis, c'est l'arrivée à Niort en juin. Quelques mois dans un appartement rue André-Gide

avec des difficultés d'intégration avant de prendre possession d'une maison rue du Maréchal-Leclerc.

## L'aide de la ville

« La Ville de Niort a fait un très gros effort, souligne Mme Auguin, la présidente du comité niortais de la Croix-rouge, en remettant en état cette maison. Le chauffage, les sanitaires, tout a été refait à neuf. Puis les bénévoles de la Croix-rouge ont établi une sorte de chaîne de solidarité autour de cette famille en collaboration avec des médecins mais également les enseignants. Les plus jeunes des enfants suivent les cours de l'école Pierre-de-Coubertin. Un programme spécifique a été mis sur pied pour faciliter l'apprentissage de la langue. Les plus grands sont inscrits au CES Pierre-et-Marie-Curie. Tous ces enfants sont parvenus par des familles de la région qui les prennent régulièrement pendant les vacances et leur font découvrir la vie française ».



Une partie de la famille kurde en compagnie de Mme Auguin, présidente du comité de Niort de la Croix-rouge, MM. Wilhelm responsable national du service des réfugiés migrants et Kamuran Di Kikan de l'institut kurde de Paris.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JANUARY 18-19, 1992

## Saddam Now Admits Iraq Was Defeated in War

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Saddam Hussein finally conceded defeat in the Gulf War on Friday, but he served notice that he intended to rebuild his military force and again make Iraq a leading Arab power.

He made his avowal on the first anniversary of one of the most intensive air attacks in history, one that opened the war between Iraq and the U.S.-led multinational alliance that mustered more than 750,000 troops.

The Iraqi president told his nation that Iraqi forces had been outgunned and outnumbered by forces representing "Satan and treachery."

For the first time, Mr. Saddam said that his armed forces, once numbering almost a million and the fourth-largest in the world, had been beaten by the 33-nation alliance that it faced in the war.

"If we see the confrontation within traditional material and technological considerations," he said, "then the camp of the faithful was defeated."

But Iraqis, he said, had achieved a moral victory because they had kept their faith.

"Today is the day of pride and glory and their day is worthy of God's wrath," he said, referring to the enemy. "A miracle was attained in this showdown. Faith triumphed over atheism and right triumphed over wrong."

Mr. Saddam left no doubt that he had not abandoned his dream of building Iraq into a regional superpower, an aim he has pursued for the two decades he has effectively held power.

"The wounds in the economy will be healed, God willing, and its prosperity will be everlasting," he said. "Baghdad will continue furnishing the Arabs with skills, science, technology and economic prosperity, as it did in the past."

"But this needs an arm to protect it," he said, meaning an armed force.

He stressed that science and technology must be "coupled with an influential military capability."

Mr. Saddam said that coalition forces carried out 114,000 air raids during the war. The allies said they flew 109,876 sorties, 60 percent by the U.S. Air Force.

"In this insolent aggression, they dropped on Iraq, its armed forces, its children, women and elderly, the equivalent of 108,000 tons of explosives," he said.

"The destructive power of these explosives was equal to six nuclear bombs like those which the Americans dropped on Hiroshima or Nagasaki in Japan" at the end of World War II.

The U.S. Air Force chief of staff, General Merrill McPeak, said after the war that about 88,500 tons of bombs were dropped on Iraq during the fighting.

Mr. Saddam did not provide Iraqi casualty figures. U.S. officials have given widely varying estimates, ranging from 10,000 killed or wounded to 300,000.

Under the terms of the cease-fire that ended the war, Iraq agreed to destroy its nuclear, biological and chemical weapons programs. Iraqi imports of conventional weapons are banned under United Nations sanctions.

But Iraqi officials have reported progress in rebuilding or repairing military installations destroyed or damaged in more than a month of daily bombing raids and missile strikes.

At the opening of a museum devoted to Iraqi progress in rebuilding the shattered infrastructure, one display table said that 187 "military industry buildings" had been repaired and 260 damaged military installations were under construction.

President George Bush reiterated Thursday that his administration would maintain sanctions and "keep Saddam's regime isolated, a pariah among nations."

In contrast, Mr. Saddam sounded confident that the end of sanctions was in sight. "We are halfway through the embargo if we compare it with the siege imposed on the prophet Mohammed in Mecca 1,400 years ago," he said.

That blockade lasted three years. The embar-

go on Iraq was imposed 17 months ago, after Mr. Saddam's forces seized Kuwait and declared the wealthy oil-producing country Iraq's 19th province.

Mr. Saddam made no mention of Kuwait, which has virtually disappeared from the official vocabulary and is rarely mentioned as a reason for the Gulf War.

In Kuwait, about 50 women marched through quiet city streets to commemorate the start of the war that ended Iraqi occupation.

No official events were scheduled to mark the start of the six-week war, which ended Feb. 28. But city mosques were packed, with people praying in the streets outside to give thanks for the success of the conflict.

The Kuwaiti Interior Ministry accused Iraq on Friday of continuing to violate UN cease-fire resolutions. "The Iraqi regime is still procrastinating in implementing international resolutions, including those dealing with border demarcation and the release of more than 2,000 detainees, the Kuwaiti News Agency quoted a senior official as saying.

Mr. Saddam's television appearance was his fifth in a week as part of celebrations to mark what he has termed "the mother of battles" against "tyrannical aggression."

The response to officially sponsored events to mark the occasion, however, has been relatively subdued.

A public demonstration scheduled for 2:30 A.M., the time the first missiles and bombs hit Baghdad, drew only around 2,000 people, a modest figure in a capital where prewar demonstrations used to draw half a million or more.

The crowds denounced Mr. Bush and his allies as "bestial aggressors" and chanted: "Bush, Bush, listen well, we all love Saddam Hussein."

Iraq has permitted some Western news organizations into Baghdad for the anniversary, but many, including The Associated Press, have been denied entry. CNN has also been permitted to send a reporter.

(Reuters, AP)

Den Kurden geht es schlecht. Den Kurden ist es eigentlich immer schlechtgegangen. 2500 Jahre ihrer Geschichte lesen sich wie eine Aufzählung von verlorenen Schlachten, von misslungenen Aufständen, von Verrat und Misere. Trotzdem ist es auch den brutalsten Herrschern nicht gelungen, das geheimnisvolle Volk wirklich zu besiegen. Eine Reportage von *Werner van Gent*, fotografiert von *Thomas Kern*, über die bemerkenswerte Fähigkeit der Kurden zum Überleben und über die ebenso bemerkenswerte Tatsache, dass es ihnen bisher noch nie gelungen ist, auf Dauer einen

# DIE KURDEN

oder Die Kunst zu überleben

eigenen Staat zu schaffen. Ein Bericht aber auch über ihre erstaunliche Begabung, ihre tragische Geschichte in Sagen und Erzählungen zu verarbeiten und ihre eigene Kultur bis heute zu bewahren.



**E**igentlich ist es ein Wunder, dass es überhaupt noch Kurden gibt, hatte ich laut vor mich hin gedacht, als die Scheinwerfer des Wagens neben der Schotterpiste die soundsovielte Anhäufung von bizarren, gespenstischen Steinhaufen beleuchtet hatten, aus denen vereinzelt krumme Eisenstangen und Armierungseisen herausragten. Wer vom Westen her zu den

DIE KURDEN



Städten Diana, Rawanduz, Halabja oder Qala Diza im Osten gelangen will, muss, um keine Berührung mit den Irakern zu riskieren, über einen Feldweg durch die von Saddam Hussein geschaffene «Todeszone» fahren, ein rund 120 Kilometer langes und bis zu 40 Kilometer tiefes Gebiet entlang der türkischen Grenze. Bereits im Sommer 1988 hatten Exilkurden in London die Weltöf-

fentlichkeit verzweifelt darauf aufmerksam zu machen versucht, dass die irakischen Truppen dabei seien, ganze Landstriche im Norden zu entvölkern. Spärliche Berichte zeugten von grösster Brutalität. Ohne Wenn und Aber hätten die Soldaten die Bewohner mit Gewalt deportiert, die Wasserbrunnen zubetoniert, das Land vermint und die Häuser in die Luft gesprengt. ➡

**Mit Armierungseisen, die er in den Trümmern zerstörter Häuser findet, baut sich dieser kurdische Bauer sein Haus wieder auf.**

ZUR 1982

## DIE KURDEN

Kadir, ein etwa 36jähriger Kurde aus Sinjar, hatte zu jedem der grauen Steinhäufen mit monotoner Stimme Dorfnamen genannt: Sanjan, Shirwani, Barsan oder Marga Sur. Plötzlich antwortete er höhnisch lachend auf meine laut gedachte Frage: «Was, uns soll es nicht mehr geben? Wir kommen doch immer wieder zurück! Uns kriegt keiner kaputt!»

Und die traumatischen Bilder von den Kindern, die vor unseren Augen in den Bergen des türkisch-irakischen Grenzgebietes an Erschöpfung und Kälte gestorben waren? Der Massensexodus von Hunderttausenden über die schmalen Pfade in den Iran und in die Türkei? Die türkischen Soldaten, welche die Flüchtlinge mit brutaler Waffengewalt daran gehindert hatten, Schutz in den Tälern zu suchen? Trotzdem spricht einer davon, dass man sie nie «kaputt kriegen» werde . . .

Bei genauer Überlegung hatte Kadir recht. Länger hat noch keiner der über die Jahrtausende hinweg in Kurdistan herrschenden fremden Fürsten, Potentaten, Schah-in-schahs, Emirs oder Sultane die Kurden vertreiben oder auch nur für längere Zeit unterjochen können. Darum, lieber Kadir, wenn die Kurden doch immer wieder zu ihren Trümmerhaufen zurückkehren, um sie wieder aufzubauen, wieso haben sie es nie geschafft, einen eigenen Staat zu haben?

Sicherlich eine schwere Frage. Eine peinliche Frage auch. Allzuleicht könnte der Fremde zum Schluss gelangen, die Kurden seien an ihrem Schicksal selber schuld. Um das zu verstehen, muss er eine Geschichte erzählen. Die Geschichte von Kawa und vom erfolgreichen Aufstand.

«Du hast doch das Schloss gesehen?» fragte Kadir. Er meinte den Sommerpalast von Saddam Hussein, nahe Amadia, also wenige Kilometer vor Beginn der Todeszone. Wie eine Zwingburg beherrscht der auf einen Felsen gebaute Palast das fruchtbare Tal des grossen Zap-Flusses. Hierhin war Saddam Hussein in früheren Tagen vor der mörderischen Hitze Bagdads geflüchtet.

Kadir war ganz in seine Geschichte vertieft. «Wann immer Saddam hier weilte, mussten die umliegenden Dörfer die schönsten Mädchen und Knaben zu ihm schicken, die er sexuell missbrauchte und die dann oft nicht mehr zurückkamen. Jahr für Jahr ist den Familien des Tales grosse Trauer zugefügt worden, bis sich die Dorfbewohner entschlossen, wenigstens einige ihrer Kinder in die Berge zu schicken, wo sie sich in tiefen Höhlen vor dem blutrünstigen Herrscher versteckten. So entstand allmählich eine beachtliche Armee.

Der gelernte Schmied Kawa hatte gleich unterhalb der Zwingburg seine Werkstatt, in welcher er vor allem gebrochene Achsen der japanischen vieradgetriebenen Wagen der Kurden reparierte. Der wortkarge Mann galt weit über das Tal des grossen Zap-Flusses hinaus als versierter Mechaniker, nicht selten kamen auch Angehörige der präsidentiellen Garde zu ihm, etwa, wenn es darum ging, besonders starke Eisengitter zu schmieden. Sieben Söhne und Töchter hatte Kawa, sechs davon hatte er dem Schlossherrn während dessen spärlichen Besuchen abtreten müssen. Bis er eines Tages den Beschluss fasste, den Tyrannen zu töten.

So ehrfürchtig, wie er nur konnte, hatte Kawa sich bei den Wächtern an

der unteren Pforte gemeldet, die ihn kannten und seiner Geschichte Gläubigen schenken, wonach er, der berühmte Schmied Kawa, dem Herrscher aller Zeiten als Zeichen seiner Untergebenheit einen besonders reich verzierten Hammer schenken wollte.

Der Herrscher war an jenem Tage gnädig gestimmt. Ein Jahr zuvor hatte er mit deutscher, englischer und holländischer Hilfe hergestelltes Giftgas gegen die verräterischen Kurden einsetzen lassen, die es gewagt hatten, in seinem heiligen Krieg gegen die iranischen Mullahs die Seite des Gegners zu wählen.

Mit dem Sultan von Ankara hatte er vereinbart, dass die Flüchtlinge – rund 60 000 an der Zahl – keinen Flüchtlingsstatus erhalten würden und statt dessen in drei Konzentrationslagerähnlichen Lagern untergebracht wurden. Dort hatten seine Agenten begonnen, mit gezielten Vergiftungen erfolgreich Angst und Terror zu verbreiten. Dass ein britischer Fernsehjournalist, Gwynne Roberts, im Januar 1989 mit Hilfe einiger führender britischer Laboren nachgewiesen hatte, dass im Lager von Mardin ein sonderbares Nervengift dafür verantwortlich war, dass rund tausendeinhundert Lagerinsassen mit akuten Atembeschwerden und Lähmungen in die Spitäler eingeliefert wurden, hatte den Herrscher schon fast bestürzt.

Schweigend war Kawa neben den schwerbewaffneten Gardisten den steilen Weg zur Burg hinaufgelaufen, hatte sich zur Sicherheitskontrolle sogar ganz ausgekleidet, während die Sicherheitsmänner seinen in goldfarbenes Papier gewickelten Hammer besonders streng

**Aus Angst vor Giftgas  
und brutalster Folter flüchtete  
die halbe nord-  
irakische Bevölkerung in die  
unwirtlichsten Berge.**

## DIE KURDEN

daraufhin begutachtet hatten, ob doch ja keine Bombe darin eingebaut worden war. Der Hammer bestand aus massivem Stahl.

Die Sonne war hinter den Bergen verschwunden, als die Kontrollen endlich beendet waren. Es lag ein magisches Licht über der Landschaft, kein Laut war zu hören gewesen ausser dem Knirschen der Stiefel und den kurzen Befehlen, welche die immer wieder neuen Kontrollposten anwiesen, die kleine Gruppe mit dem grossgewachsenen Schmied durchzulassen.

Dann betrat Kawa endlich das Arbeitszimmer des Potentaten. Im grünen Kampfanzug stand dieser inmitten des Raumes und bewegte sich mit leicht schleppendem Gang auf den Schmied zu, um ihn für das obligate Bild zu umarmen.

Doch dann war etwas geschehen, was sich sonst nur in Sagen und Legenden ereignet. Kawa sagte mit seiner tiefen Stimme: «Mein Herrscher, hier stehe ich, Kawa, der Schmied, und schreie nach Gerechtigkeit!» Kawa hatte den Hammer aus dem goldenen Papier gewickelt und mit einem einzigen, gewaltigen Schlag Gehirn und Leben aus dem Tyrannen geschlagen.

Der Sender des kurdischen Widerstandes strahlte die Nachricht des Anschlages noch in derselben Nacht mit erheblichem Pomp aus, Kawa war der Held der Nacht . . .»

«Eine schöne Geschichte, Kadir. Und wie war es nun wirklich? Saddam lebt ja noch . . .» – «So etwas kann auch nur ein Fremder fragen», hatte er geantwortet. «Was ist schon wirklich, was Legende in Kurdistan. Wenn von allen Seiten auf uns Kurden eingedroschen

wird, braucht man Geschichten . . . Meinst du, der echte Kawa habe tatsächlich genau am 21. März im Jahr 612 vor Christus dem Tyrannen Sohak bei Ninive den Kopf zerschmettert? Es könnte ja auch an einem anderen Tag gewesen sein. Was wollt ihr vieles wissen.»

Das genaue Datum spielt für die Kurden eine genauso geringe Rolle wie der genaue Hergang. Hauptsache, die Geschichte von Kawa, wie sie der persische Dichter Ferdowsi erstmals in seinem «Shah-Name» beschrieben hat und wie sie danach hunderttausendfach nacherzählt wurde, lebt auch heute noch weiter.

Kaum hatte Kadir seine Version der Kawa-Legende erzählt, holte uns die Wirklichkeit wieder ein. In der Dunkelheit hatten wir uns in der Todeszone verfahren. Die von Schweizer Spenderrinnen und Spendern ermöglichte Hilfsexpedition drohte kläglich zu scheitern. Da nützte auch die Superpistole von Kadir wenig, die er zu Beginn der Reise stolz vorgezeigt hatte. Kadir beschloss, im Auto zu übernachten, und beauftragte die vier jungen Peschmergas («die dem Tod entgetreten»), draussen Wache zu halten. Todmüde waren auch sie. Sie hatten aber nicht einmal mit der Wimper gezuckt, als sie den Auftrag erhielten, jegliche Gefahren von den Hilfsgütern und den Schlafenden fernzuhalten. Bei den Peschmergas funktioniere die Disziplin noch, hatte Kadir befriedigt festgestellt, bevor er auf dem Beifahrersitz zusammensank.

Etwas weniger gut als die Disziplin seiner Leute funktionierte aber offenbar Kadirs eigenes Rechtsgefühl. Als

der Konvoi am folgenden Tag doch noch Rawanduz erreichte, sagte er mit sichtlichem Behagen, dass er nun die Peschmergas bestrafen werde. Sie hätten nämlich nicht verhindert, dass der Konvoi mehrfach falsch gefahren sei. Führer sind in Kurdistan so lange unfehlbar, bis ihre Führer das Gegenteil behaupten. Dann aber kann es schon einmal rasant bergabwärts gehen mit dem Gemassregelten. In diesem Falle kam es nicht soweit.

«Wir brauchen strenge Gesetze, und diese müssen strikt eingehalten werden», sollte der Führer der Kurdistanfront, Masud Barsani, später in seinem Hauptquartier Sal'ahdeen in den Bergen nördlich von Erbil im Gespräch festhalten. Am Tag zuvor hatten Opponenten der Demokratischen Partei Kurdistan (KDP) von Barsani, Anhänger der Patriotischen Union Kurdistan (PUK) von Jelal Talabani also, gesagt, dass die KDP zwei Leute hingerichtet hätte, angeblich, weil sie Diebe seien.

Auch Masud Barsani wollte nicht verheimlichen, dass die Frage der Rechtsprechung genausowenig wie die einer einheitlichen militärischen Kommandostruktur gelöst sei. Die Kurdistanfront, welche 1988 von den acht kurdischen Parteien im Norden des Iraks stolz als gemeinsame Widerstandsorganisation ins Leben gerufen worden war, funktioniert bislang nur als gemeinsame Verhandlungsplattform, wo mehr oder weniger verbindliche Entscheide getroffen werden. Kein Führer will aber seine militärische Macht mit den anderen teilen. So führen die Kurden ihren Krieg auch heute noch mit mindestens vier Armeen anstatt mit einer einzigen. Oftmals bedeu-

**Nun weiss auch  
die Weltöffentlichkeit, dass es um  
die Kurden und ihren Traum  
um ein eigenes Stück Land nicht  
zum besten steht.**

## DIE KURDEN

tet dies, dass sie ihren Krieg ohne Armee führen. Jeder will für sich allein der Kawa des modernen Kurdistan werden.

Was soll geschehen, wenn es nicht gelingt, ein Autonomieabkommen mit Bagdad abzuschliessen, hatten wir Masud Barsani in seinem Hauptquartier Sal'ahdeen in den Bergen oberhalb Arbils gefragt, als er gerade wieder von einem erfolglosen Verhandlungsversuch aus Bagdad zurückgekehrt war. «Dann werden wir wieder kämpfen», hatte er geantwortet, mit leiser Stimme und böser Miene. Irritiert hatte er uns eine Weile angeschaut, der kleinwüchsige Sohn des Mullah Mustafa Barsani, jenes Mannes also, der sich gerne als «Löwe von Barsan» bezeichnen liess und schon jetzt, zu seinen Lebzeiten, von seinen Anhängern weit über die Barsan-Sippe hinaus zur Legende gemacht wurde, der den kurdischen Unabhängigkeitskampf aber letztendlich doch nicht viel weiter hatte bringen können als die Kurdenführer während der 2500 Jahre zuvor.

Die wochenlangen Verhandlungsrunden mit dem Erzfeind Saddam Hussein standen Masud Barsani ins Gesicht geschrieben. Es war Masud anzusehen, dass er lieber einen Hammer genommen hätte, um mit einem Schlag dem Herrscher Gehirn und Leben aus dem Leib zu schlagen. Doch dafür waren die Rahmenbedingungen in Bagdad denkbar ungünstig. Unter Druck setzten Masud Barsani auch seine eigenen Leute. Zum Teil mit dem Hintergedanken, seinen Einfluss innerhalb der Kurdistanfront zu vergrössern, hatte Barsani sämtliche Flüchtlinge, die seit Mitte der siebziger Jahre im Iran wohnten, aufgerufen, zurückzukehren – auf die Gefahr

hin, dass ihnen im «freien Kurdistan» nicht einmal ein Zuhause geboten werden konnte.

Dem Aufruf war massiv Folge geleistet worden. Noch im November kamen täglich Hunderte von Flüchtlingen, die ihre Heimat teilweise seit 17 Jahren nicht mehr gesehen hatten, bei Haj Umran über die Grenze.

Es schien uns eine gute Idee, diese Rückkehrer beim Grenzübergang zu interviewen. In seinem schlottrigen Chevrolet hatte Qasem uns zur Passhöhe hinaufgefahren, wo die Grenzlinie verläuft. Acht Jahre lang hatten Iraker und Iraner hier Meter um Meter gekämpft: Die Landschaft hat sich vom menschen- und materialfressenden Krieg bis heute nicht erholt. Überall erinnerten Schützengräben an den Stellungskrieg. In den tiefen Granatkratern wuchs nur etwas trockenes Gras. Dafür hatten die Rückkehrer in einigen Kratern Hütten und Zelte eingerichtet. Ein wildes Kornfeld diente als Massenlatrine.

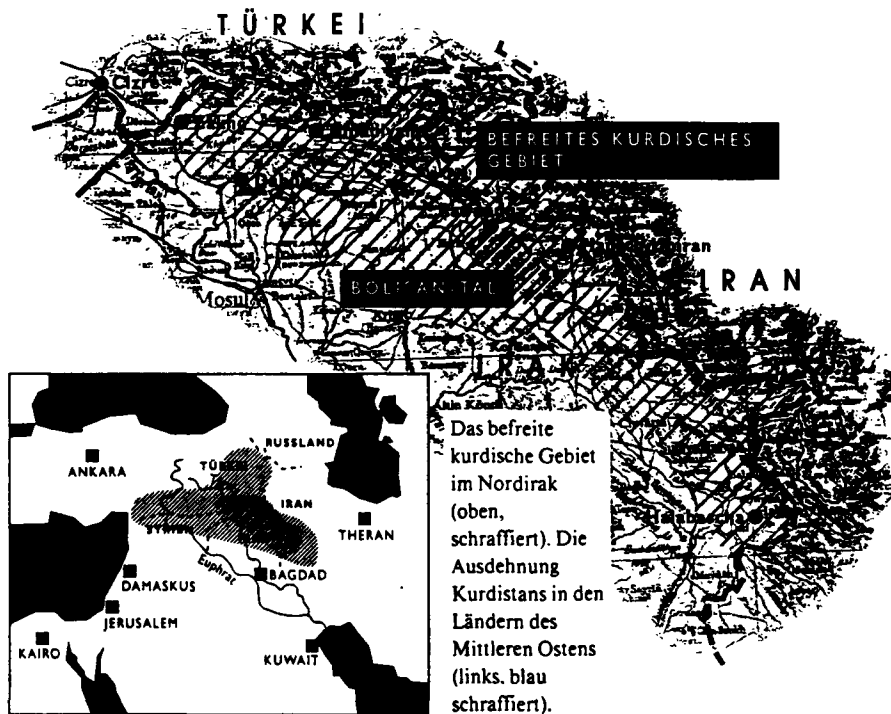
Der 46jährige Ahmed Haji war mit seiner zehnköpfigen Familie gerade aus dem Iran eingetroffen. Er war 30, als er aus dem Irak flüchtete. Kadir hatte recht. Irgendwann kommen sie alle wieder zurück.

Mitten im Gespräch wurden wir von lautem Geschrei aufgeschreckt. Iranische Revolutionswächter hatten den Fotografen bei der Arbeit erblickt und versuchten, ihn auf iranisches Territorium zu zerren. Die mittlerweile in Rage geratenen Pasdaran hatten bald auch uns entdeckt. Unvermittelt stand einer von ihnen neben uns. Dem Argument, dass er sich hier ausserhalb iranischen Territoriums befinde, begegnete er mit gezielten Schüssen zwischen un-

sere Füsse. Mit dem Taxi wurden wir in den Iran befördert, wo eine detaillierte Überprüfung unseres Gepäcks begann. Zwei Wochen dauert es in der Regel, bis man wieder aus iranischer Haft entlassen ist, hatte uns ein britischer Journalist versichert, der von den Iranern ebenfalls noch auf irakischem Territorium festgenommen worden war. Doch irgendwann, ohne ersichtlichen Grund, waren die Herren plötzlich freundlich geworden. Wir durften alles zusammenpacken und mit dem Chevrolet wieder zurück nach dem Nordirak fahren, wo wir von den Peschmergas empfangen wurden, als seien wir gerade der Hölle entflohen.

Am Abend hatte uns einer der Peschmergas in einem der wenigen Restaurants nahe Rawanduz angesprochen. Er heisse Lukman, habe uns vor den Iranern gerettet und sei zudem Hellseher und Mitglied der Sozialistischen Partei Dr. Osmans – in dieser Reihenfolge. «Wir haben den Iranern gesagt: «Wenn ihr unsere Gäste nicht sofort laufen lässt, werden wir euch heute nacht alle umbringen. Das haben sogar unsere Kinder geschworen.» Das Argument hat gewirkt.» Breit lachend führte er uns sodann in seine hellseherischen Fähigkeiten ein. Er würde aus uns eines Tages berühmte Journalisten machen, wir müssten nur seine Prophezeiungen glauben. Das tönte verlockend. Was dürfen wir also für Kurdistan erwarten? Auf diese Frage hin verdunkelte sich Lukmans Gesicht. Nein, ein so guter Hellseher sei er nun auch wieder nicht... Auch so waren wir unserem Retter grösste Dankbarkeit schuldig, hatte er doch sein Leben aufs Spiel gesetzt, um die Pasdaran einzuschüch-

**Nie hatten sie  
ihren eigenen Staat, jeder  
Herrscher hat sie verjagt, doch  
keinem gelang es je, sie  
dauerhaft zu unterjochen.**



Nach 1945 bricht für die iranischen und irakischen Kurden die Zeit der ersten freien Republik Kurdistan an: Unter Moskaus Gnaden wird sie am 23. Januar 1946 im heute iranischen Mahabad ausgerufen. Doch nach weniger als einem Jahr werden die Kurden die ersten Opfer des kalten Krieges, als die sowjetischen Truppen einen Teil Aserbeidschans räumen und die kleine Kurdenrepublik, auf sich selbst gestellt, zusammenbricht. Von den Truppen des iranischen Schahs werden deren Führer am 17. Dezember 1946 gehängt.

1948 muss Kurdenführer Mullah Mustafa Barsani, der sich in den Irak geflüchtet hatte, vor den Truppen Bagdads flüchten. Erst nach dem Sturz des irakischen Königshauses (durch General Abdulkarim Kassem) kann er 1958 zurückkehren, aber nicht für sehr lange Zeit: Im Gefolge immer blutigerer Kriege stürzt Kassem 1963. Die nachfolgenden Regime schlagen hart auf die Kurden los, als sie erkennen, dass Barsani, der sich 1964

tern! Eine schöne Geschichte. Dass sie sich in Wirklichkeit wohl etwas anders zugetragen haben mag, spielt hier kaum mehr eine Rolle. Was ist schon wirklich in Kurdistan und was Legende...

Der Vollständigkeit halber sei nur erwähnt, dass der Fotograf am nächsten Tag den fetten Pasdaran unten im Tal in einem Restaurant getroffen hatte, wo er in Verhandlungen mit unseren Rettern verwickelt war. Nicht nur Flüchtlinge kommen nämlich bei Haj Umran über die Grenze. In umgekehrter Richtung gibt es seit dem Sommer einen nicht abreisenden Fluss von Baumaschinen, Lastwagen, Jeeps und sogar Fahrrädern, die von den Iranern für wenig Geld aufgekauft werden. Dick drin in diesem Geschäft sind Angehörige des Barsani-Clans. Als Masud Barsani, angesichts des drohenden Ausverkaufs, dieses Geschäft einstellen wollte, hatte er nicht nur die einflussreichen Scheichs seines Clans gegen sich. Am Tag darauf machten die Iraner die Grenze schlicht zu. Tausende von Flüchtlingen mussten in die iranischen Lager zurückkehren. Noch einen Tag später war der Güterstrom in den Iran wieder in Bewegung gekommen.

Verständlich, dass Journalisten da keine gerne gesehenen Gäste sind. Kein

Wunder auch, dass der Mitarbeiter des Hilfswerks Caritas in Rawanduz, der für den Wiederaufbau des Dorfes Arana dringend einen Bagger brauchte, tagelang suchen musste, bis er eine funktionierende Maschine gegen horrendes Geld auftreiben konnte.

Arana gehört zu jenen Dörfern, wo vor allem Flüchtlinge aus dem Iran angesiedelt werden sollten, die schon vor Jahren aus dieser Gegend geflüchtet waren. 1988 hatten die Soldaten das fruchtbare Bolisan-Tal entvölkert, die Häuser der rund 50 Dörfer gesprengt und die Brunnen zubetoniert. Es hatte

viel Überredungskraft gebraucht, bis die Leute wieder hierher zurückkehrten. Tagelang hatten die Männer in einem schwarzen Zelt darüber debattiert, ob und wie gebaut werden sollte. Vor dem Zelt buk die Frau des Dorfältesten während dieser stundenlangen Debatten jeweils Fladenbrot. Und immer, wenn die Männer sich schwertaten, eine wichtige Entscheidung zu fällen, sagte sie laut und vernehmlich ihre Meinung. Daraufhin blieb es im Zelt jeweils für einige Momente ruhig. In den meisten Fällen, so war in Arana zu erfahren, habe man sich der Meinung der Frau angeschlossen.

Beim Anhören dieser Geschichte hatte ich einen Augenblick lang, aber wirklich nur einen Augenblick lang, mit der für Kurdistan noch ungeheuerlich provokativen Frage gespielt, was wohl aus dem so kläglich gespaltenen Widerstand der Kurden geworden wäre, wenn diese teigknetende Frau ihre Worte nicht in die Männerrunde Aranas, sondern in die nicht weniger langatmige Führungsriege der Kurdistanfront hätte werfen können. Kurdistan, so ist zu vermuten, würde ganz anders aussehen. Vielleicht wäre eines Tages sogar eine Legende aus jener Frau geworden...

WERNER VAN GENT



WERNER VAN GENT, 1953 im holländischen Utrecht geboren, hat in Zürich Soziologie studiert. Seither ist er für verschiedene schweizerische Medien in Athen und Istanbul als Korrespondent für die Türkei, Griechenland, Zypern und für den Iran tätig.



THOMAS KERN, 1965, arbeitet als freier Fotograf und ist Mitglied der Zürcher Agentur Lookat Photos. Er publiziert regelmäßig Fotoreportagen für verschiedene in- und ausländische Magazine, vor allem aus Nordirland und aus Kurdistan.

## Sie waren die ersten Opfer des kalten Krieges, doch ihre Leidensgeschichte ist auch danach noch nicht zu Ende.

noch mit den Anhängern des Kurdenführers Ibrahim Ehmed und dessen Schwiegersohn Jelal Talabani zerstritten hatte, mehr wünscht als nur eine Scheinautonomie. Die verbittert geführte Fehde wird erst am 11. März 1970 für beendet erklärt, lebt aber im Hintergrund bis heute weiter.

1970 nehmen fünf kurdische Minister ihren Sitz in der Regierung in Bagdad ein. Eine Landreform wird durchgesetzt, eine kurdische Sprachakademie wird eingerichtet. Unter dem zunehmenden Einfluss der Amerikaner im Mittleren Osten glaubt aber Barsani Signale empfangen zu haben, wonach die USA seine Forderung auf die damals mehrheitlich von Kurden bewohnten Ölprovinzen unterstützen würden. Er provoziert mit iranischer Unterstützung einen erneuten Krieg mit Bagdad – bis zum Friedensabkommen des Schahs, das er am 6. März 1975 in Algier mit Bagdad schließt. Die Folge für die Kurden: Hunderttausende müssen flüchten.

1977 beginnt die erste Entvölkerungskampagne durch Truppen Saddams Husseins. Gleichzeitig bekämpfen sich kurdische Gruppen wechselseitig bis zum Ende des irakisch-iranischen Krieges 1988. Im März 1988 bombardiert Saddam Hussein Halabja mit Giftgas: Mindestens 5500 Zivilisten sterben einen qualvollen Tod.

Mit neuen Giftgasangriffen sucht Saddam nach 1988 den kurdischen Widerstand endgültig zu brechen. Zehntausende flüchten in die Berge. Währenddessen werden die Führer von mit Bagdad kollaborierenden Kurden schwer reich. Erst nach dem Golfkrieg zeichnet sich eine radikale Wende ab, als Saddam Hussein zur Aufgabe gezwungen wird und Hunderttausende von bisher iraktreuen (sprich: sich mit dem Bagdader Regime arrangierenden) Kurden zu den in den Bergen kämpfenden Peschmerga-Truppen übertaufen, die noch einmal zum Aufstand gegen Saddam aufrufen. Zu früh, denn in der Zwischenzeit haben die USA mit Bagdad einen Waffenstill-

stand ausgehandelt. Saddam nimmt fürchterliche Rache an den Kurden. Und wieder geschieht es im März . . . Nicht Zehntausende, sondern vielleicht sogar mehr als eine Million Menschen flüchten diesmal in die Berge. Jetzt endlich wird auch das Gewissen der Weltöffentlichkeit wacherüttelt, die täglich mehr über die unvorstellbare Flüchtlingsnot erfährt, währenddem nun ausnahmslos alle Kurden vom «Tier aus Bagdad» (einer von Saddams Übernamen im Mittleren Osten) das Schlimmste befürchten müssen. Eine bislang nicht dagewesene Hilfsaktion wälzt sich jetzt über Kurdistan. Und die Alliierten? Sie fordern die Kurdenführer zunächst sachte, dann immer härter werdend, dazu auf, mit ihrem Erzfeind in Bagdad Autonomiegespräche aufzunehmen, die fast zwangsläufig an der Frage zu scheitern drohen, ob die Ölfelder nun kurdisch seien oder nicht. Die Kurdenführer beschimpfen sich gegenseitig, und ihr Volk sinkt immer tiefer in einen unrettbaren Schlamassel hinein.

# Wir brauchen politische Hilfe

Dr. Sami Abdurahman, 49, ist Gründer und Vorsitzender der Demokratischen Partei Kurdistans. Der gelernte Elektroingenieur wurde 1970 Minister für kurdische Angelegenheiten. Er spaltete sich von M. Barsani ab und war 1978 in blutige Kämpfe mit Talabanis Patriotischer Union verwickelt.

INTERVIEW WERNER VAN GENT

*Dr. Abdurahman, glauben Sie noch, dass die Welt den Kurden helfen wird?*

Wir hoffen immer noch. Wichtiger aber als die humanitäre Hilfe ist eine politische Hilfe. Es gab hier eine politische Katastrophe. Was wir wünschen, ist eine klare politische Stellungnahme vom Westen.

*Die Alliierten haben ihre Truppen aber bis auf die Luftwaffe im türkischen Incirlik abgezogen. Fühlen Sie sich im Stich gelassen?*

Die Präsenz der alliierten Truppen in Silopi bedeutete schon etwas für uns. Man hat uns versichert, dass es keine Änderung der Politik geben werde. Auf das Ende des Jahres lief aber das Mandat für die Alliierten aus. Wir werden sehen, was dann geschehen wird.



Dr. Sami Abdurahman, der Vorsitzende der Demokratischen Partei Kurdistans

*Weshalb glauben Sie, dass der Westen sich zurückhält, wenn über eine politische Lösung der Kurdenfrage gesprochen wird?*

Eine politische Lösung setzt die Bildung einer Demokratie voraus. Die USA sprechen in dieser Gegend nicht allzu gerne über Demokratie, aus Rücksicht auf Saudi-Arabien.

*Sie haben an den Autonomieverhandlungen in Bag-*

*dad teilgenommen, ein Autonomieabkommen scheint aber nach wie vor in weiter Ferne zu liegen.*

Zuletzt hatten wir noch einmal verdammte (bloody) vierzig Tage gebraucht, für nichts und nochmals nichts. Die irakischen Verhandler und wir haben einfach grundverschiedene Psychologien. Sie sind immer wieder mit neuen Bedingungen gekommen, schienen gar nicht am



# Das internationale Kurdeninstitut in Paris

Erfolg der Gespräche interessiert. Wir hätten ihre Bedingungen gleich am Anfang ablehnen sollen. Man hat uns aber gesagt, ihr habt keine bessere Alternative, als auf die Bedingungen einzugehen.

*Können Sie ein Beispiel nennen?*

Gerne. Plötzlich hiess es während der Verhandlungen über die Grenzziehung der autonomen Region, dass die Yeziden Araber seien. Das ist völliger Unsinn. Die Yeziden sind Kurden, auch wenn sie nicht unsere Religion haben. Das kurdische Volk ist schliesslich älter als die Religionen im Nahen Osten. In Suleymania hatte kürzlich während einer Veranstaltung ein Yezidenscheich gerufen, er sei lieber moslemischer Kurde als arabischer Yezide. Das spricht doch für sich.

*Andere Kurdenführer begründeten ihre Gesprächsbereitschaft damit, dass Saddam Hussein jetzt schwach sei. Das müsse man ausnützen.*

In Bagdad haben wir gesehen, dass er immer noch die volle Kontrolle über seinen Apparat hat. Kann er erst wieder Öl exportieren, wird er bald wieder so stark sein wie zuvor.

*Wenn es doch noch zu einem Abkommen kommt, wollen Sie dann ein Referendum darüber abhalten?*

Nein, ein Referendum ist nicht durchführbar. Wir sind für einen nationalen Kongress, an dem 400 der wichtigsten Männer teilnehmen werden; Stammesführer, Scheichs etc.

*Und wer soll denn bestimmen, wer teilnehmen darf und wer nicht?*

Die Parteien. *Unter den Stammesführern sind viele, die bis zuletzt mit Bagdad zusammengearbeitet haben. Sollen die auch teilnehmen?*

Ja, zum Teil haben die Führer der Zebaris, Zhirkis und Shardis riesige Vermögen zusammengesammelt. Ein Stammesführer aus Dohuk hatte nur durch den Verkauf von Freistellungen für die Armee monatlich eine Million Dollar eingenommen. Jetzt haben sie aber ihre Machtbasis verloren, wir wollen sie nicht angreifen. Sie sind immer noch respektierte Männer. Vergessen Sie nicht, dass die Regierung alles versucht, sie wieder zurückzugewinnen.

*Die feudale Struktur ist also nach wie vor ausschlaggebend im irakischen Teil Kurdistans?*

Zum Teil ja, die Leute haben aber genug davon, sie haben genug von der Korruption, die damit zusammenhängt. Deshalb kommen so viele junge Leute in unsere Partei, obwohl wir ihnen nicht annähernd die Mittel bieten können wie die zwei Grossen, Barsani und Talabani. Die Leute haben genug von der Rechtlosigkeit, die in unserer Gegend herrscht, sie haben genug von den internen Kämpfen. Es tut mir leid, das sagen zu müssen, aber die Folter ist immanent hier. Ich weiss, dass auch in Kurdistan gefoltert wird. Wir müssen die Folter bekämpfen. Die Leute haben einfach die Nase voll...

In Paris ist das weltweit einzige Kurdeninstitut. Als Insel der Toleranz für einen minderheitenfeindlichen Mittleren Osten pflegt es eine stark bedrohte Kultur.



Das weltweit einzige Kurdeninstitut im Hinterhof an der Rue La Fayette 106 in Paris.

Paris, ein verhangener Novembertag, Rue La Fayette. Die Nummer 106 der nach dem einstigen Bürgermeister benannten Strasse zeigt ein grosses Haustor, das sich auf Knopfdruck öffnet. Im Hinterhof eine eigenwillige, gelblich getönte Hausfassade mit Nebenbau, einige Stufen führen zum Eingang hinauf, über dem in kapitalen Lettern Institut Kurde de Paris geschrieben steht. Der Hinterhauskomplex habe bis 1982 als Pariser Niederlassung einer schweizerischen Bank gedient, wird später zu erfahren sein. Und auch, dass man sich im einzigen Kurdeninstitut befindet, das es gibt – nicht nur hier in Paris, in Frankreich, sondern weltweit.

Annäherung durch das Nebenhaus: Es birgt einen Klassenraum. Französischkurs. Um einen grossen Tisch herum sieben Personen; sechs Männer, eine Frau. Alles Kurden, alle noch nicht lange in dem Land, das 1789 «liberté» für Menschen aller Religionen und aller Rassen verkündete.

«Die Kurden sind keine Rasse», wird mich der stellvertretende Leiter des Instituts in seinem engen, mit Papieren, Landkarten, Plakaten und Büchern sowie einer Computeranlage vollgestopften Büro belehren. «Kurden sind Angehörige eines Volkes aus dem Vorderen

Orient, mit ungewisser Herkunft, jedoch mit eigener Kultur und eigener Identität, die es von allen seinen persischen, türkischen und arabischen Nachbarn unterscheidet.»

Soziale und rechtliche Hilfe will das Kurdeninstitut als unentgeltliche Dienstleistung Kurden im Ausland anbieten, damit sie sich bei den sie erwartenden Problemen besser zurechtfinden. «Dort, wo Sitten und Bräuche, Sprache und Gesetz anders sind.»

«L'argent, l'argent de poche. Vous savez, qu'est-ce que c'est l'argent de poche?» fragt die – französische – Lehrerin ihre sieben Schüler. Einführung in elementares Alltagsfranzösisch, in den elementaren Alltag einer neuen, fremden Welt. Gibt es den Begriff des «argent de poche», des Taschengeldes, auch in der kurdischen Sprache? Es ist nicht nur eine Frage der wortgetreuen Übersetzung zwischen zwei grundverschiedenen Sprachen. Es ist die Frage der Vermittlung zwischen zwei grundverschiedenen Kulturen.

Kurdische Kultur? Annäherung durch den Haupteingang, durch eine ebenerdige Halle, in der noch vor zehn Jahren die Schweizer Bänkler hier in Paris tätig waren und die jetzt eine Sitzgruppe in einem sonst karg und nüchtern ausgestatteten Ambiente birgt.

Aber noch ein Vorurteil gibt es zu korrigieren, mitgebracht aus der Erinnerung an Kurdendemonstrationen, die sich für Palästina mit der PLO und gegen den «zionistischen Erzfeind Israel» solidarisierten. «Israil» ist deutlich sichtbar das Land zwischen Mittelmeer und Jordan auf der nah- und mittelöstlichen Landkarte, die an der Wand hängt, in kurdischer Aussprache bezeichnet. Ich spreche Shewki Sheikbizini, den Leiter dieses Instituts, darauf an: «Ich kann gegen eine gewisse Politik sein oder auch gegen eine Regierung. Nie jedoch darf ich gegen ein Land, gegen ein anderes Volk, gegen eine andere Religion oder gegen eine andere Kultur sein, denn das wäre purer Faschismus.» In diesem Haus hier im ethnischen Paris wird keine Politik gemacht, wird kein Hass, wird keine Ideologie verbreitet,

und hier haben nationalistische Fanatiker nichts zu bestellen. Dieses von der Präsidentengattin Madame Danielle Mitterrand persönlich unterstützte Institut will nur eines: eine Kultur nicht in Vergessenheit geraten lassen, die heute «systematisch in jenen Ländern erwürgt wird, die unter sich das kurdische Territorium aufgeteilt haben».

Vorbei an der Bibliothek im ersten Stock mit ihrem grossen Studien- und Lesesaal, vorbei an 3000 Werken kurdischer Literatur, die in drei verschiedenen Alphabeten verfasst sind (türkisch-lateinisch, arabisch und kyrillisch), die sämtliche in den fünf Staaten, die sich Kurdistan teilen, verboten sind. Vorbei an der japanischen Studentin auch, die in einer arabischen Hauptstadt Orientalistik studiert und, um auch etwas über die kurdische Kultur zu erfahren, nach Paris reisen musste, weil sie, würde man sie in der betreffenden arabischen Hauptstadt mit dem Buch erwischen, das sie hier liest, sofort das Land verlassen müsste, von anderen Repressalien nicht zu reden.

Hin also zur Frage: Was ist kurdische Kultur? Und weshalb ist sie in den Herkunftsländern verboten?

Die dunklen Augen über dem von einem gepflegten Bart umrandeten Gesicht von Shewki blicken traurig. «Kurdische Kultur ist in erster Linie eine Kultur der Sprache», doziert er. Also nicht eine Kultur der Religion, auch wenn 90 bis 95 Prozent aller Kurden schiitische oder sunnitische Moslems sind. Doch gehören auch (zumeist armenische) Christen, aber auch Juden, sofern sie aus Kurdistan sind und die kurdische Sprache sprechen, sowie die geheimnisvollen Yeziden, Nachfahren des altpersischen Zoroaster-Kultes, dem kurdischen Volk an. Auf Persien («ein Cousinvolk») weist als Ursprung auch die Sprache, und manches deutet darauf hin, dass die Kurden, über deren Herkunft verschiedenste und zum Teil extrem sich widersprechende Theorien



Kurdenflüchtlinge lernen im Pariser Institut Französisch.

existieren, ein arisch-indogermanisches Volk sind. Verblüffend auch die Parallelen zwischen der kurdischen Sprache (die nicht die geringste Ähnlichkeit mit Arabisch oder Türkisch kennt) und deutschen oder englischen Begriffen: «hebun» heisst haben, «stun» (englisch stone) Säule, «no» oder «na» heisst nein. Aus Ylmaz Güneys Film ist das Wort «Erd» bekannt – es bedeutet Erde. «Nu» oder «noy» ist neu, das dem Russischen (brat), aber auch dem Englischen ähnliche «bra» heisst Bruder, «ster» ist Stern, «tarek», in dem das englische dark nachklingt, heisst Schatten, «tu» oder «te» bedeutet du. Die Kurden ein den Europäern kulturell benachbartes Volk?

Kurdische Geschichte ist die Geschichte einer kulturellen Intoleranz und Unterdrückung durch die Hegemonialmächte in der Türkei, im Iran und im Irak, in Syrien und auch in den jetzt postsowjetischen islamischen zentralasiatischen Republiken. Mehr als das physische Verschwinden des immerhin 30 Millionen weltweit zählenden kurdischen Volkes befürchtet Shewki darum den Verlust der kulturellen Identität, «und das wäre in einer gerade im 20. Jahrhundert immer uniformer werdenden Welt, die die individuelle Entfaltung der interkulturellen Unterschiede einebnet und nivelliert, ein schrecklicher Verlust». Ein Naher Osten, in dem fanatische Nationalismen herrschen, ist für jede Minderheitenkultur eine Bedrohung, und diese Kulturen werden von den diktatorischen «pan»-arabischen, -islamischen oder sonstwie pan-nationalistischen Gewaltherrschern ihrerseits als Bedrohung empfunden und unterdrückt. Shewki sagt es einfach, und Trauer klingt auch in seiner Stimme mit: «Die Staaten, in denen die Kurden leben, lassen die Kurden nicht Kurden sein, sondern wollen sie gewaltsam zu Türken,

Persern oder Arabern formen.» Das betrübliche Fazit: Nirgendwo können heute Kurden wirklich in freier kultureller Entfaltung leben – es sei denn als Flüchtlinge.

Warum denn solidarisieren sich so viele Kurden im Ausland mit den Palästinensern und anderen extremistischen Bewegungen, greifen ihre Parolen auf, die doch nicht die ihren sind? Hier wird, so Shewki, eine weitere Tragik in der an tragischen Vorkommnissen so reichen Geschichte der Kurden deutlich: «Nur ganz wenige von ihnen kennen wirklich die Geschichte des Vorderen Orients», eine Geschichte also der kulturellen Toleranz – bis fremde Mächte kamen. Die meisten aber krö-

chen allen fanatischen und oft genug auch gewalttätigen Ideologien auf den Leim, die dieser Raum im 20. Jahrhundert in so unheilvoller Vielzahl immer neu gebiert. «Nur in einer Demokratie mit ihrer Meinungsvielfalt kann sich das Humane entwickeln und bewahren. Jede Ideologie aber widerspricht dem humanen Geist.» Und Ideologien sind gerade die Pest des Nahen Ostens, die Pest aber auch von gewalttätig-ideologischen kurdischen Fraktionen selbst, die sich gegenseitig bekämpfen. «Leute, die nicht über ihre Nasenspitze hinaussehen, neigen zum Extremismus, zur Gewalt und zum Terror. Das ist das Problem des Mittleren Ostens», schliesst Shewki Sheikhbizini. Resigniert und

doch vertrauensvoll, wie er versichert.

Vertrauen auf wen und auf was? Auf die Vernunft, die seit der «Liberté»-Deklaration vor jetzt 203 Jahren hier in Frankreich regiert? Zu wünschen wäre es dem leidgeplagten Volk wie dem ganzen Nahen und Mittleren Osten generell, und auch, dass ihm die Erfahrung der Blutströme, die die Französische Revolution der Vernunft begleitet hat, fortan erspart bleiben möge. Doch das sind, angesichts der nah- und mittelöstlichen Realitäten, wohl die Träume eines toleranten, menschenliebenden Phantasten. Aber vielleicht muss man das sein, um als Minderheitsvolk im Mittleren Osten seelisch und kulturell zu überleben. MARCEL KLETZHÄNDLER

---

 EDITORIAL
 

---

# KAMPF DER KURDEN

Am frühen Morgen des 17. Januar 1991 begann der Krieg der Alliierten gegen den Irak. Am Abend des 27. Februar 1991 akzeptierte der Irak alle zwölf Resolutionen des Uno-Sicherheitsrates zur Golfkrise, worauf die Alliierten die Kämpfe einstellten. Sechs Wochen dauerte der Spuk, an dem die Welt dank dem amerikanischen Fernsehen CNN fast live teilhaben konnte. Zurück blieben brennende Ölfelder in Kuwait, ein bombardiertes Bagdad und ein amerikanischer General, der als Held gefeiert wurde.

Ein Ziel haben die von den USA geführten Streitmächte erreicht: den Abzug der irakischen Truppen aus Kuwait. Ein weiteres Ziel, die Entmachtung des Diktators Saddam Hussein, wurde verfehlt. Der Golfkrieg hat auf alliierter Seite rund 160 Tote gefordert, auf irakischer Seite zwischen 85 000 und 150 000 Tote (genaue Zahlen wird man wohl nie erfahren). Weite Teile Kuwaits und des Iraks wurden zerstört.

Opfer wurden in der Golfregion – einmal mehr in ihrer wechselvollen Geschichte – auch die Kurden. Ein Jahr nach Ausbruch des Golfkrieges hat sich ihre Situation kaum ver-

bessert. Noch immer werden sie von Hussein erbarmungslos gejagt, noch immer leben Hunderttausende von ihnen in Zelten, fernab ihrer Häuser und Dörfer, die in Schutt und Asche liegen. Sie sind – gerade jetzt wieder, in den kalten Wintermonaten – von Hunger und Krankheiten bedroht. Ihre Versorgungslage ist katastrophal. Von einem autonomen Staat sind sie, da auch untereinander uneins, weiter entfernt denn je. Und was sie besonders trifft: Die meisten internationalen Hilfsorganisationen haben sich aus den Flüchtlingslagern zurückgezogen. Die Welt hat die Kurden vergessen.

Das «Magazin» erinnert in dieser Ausgabe an ihr Schicksal. In den letzten Monaten haben der Autor Werner van Gent, «Tages-Anzeigen»-Korrespondent in der Türkei, und der Fotograf Thomas Kern die Kurden im Norden des Iraks und an der iranischen Grenze mehrere Wochen lang besucht. Sie haben stolze Menschen mit ausgeprägtem Kulturbewusstsein und starker Identität angetroffen, die sich trotz ihrer prekären Lage nicht unterkriegen lassen. Ihre Reportage ist nicht nur eine Bestandesaufnahme der seit 2500 Jahren andauernden Verfolgung dieses Volkes, sondern auch ein Bericht über die Kunst des Überlebens.

«Die Kurden», fasst der 26jährige Thomas Kern seine Eindrücke zusammen, «haben gerade Rücken. Sie lassen sich nicht brechen.» Fragt sich nur, wie lange noch.

RENÉ BORTOLANI

# This War of Nerves Might Turn Into the Real Thing

By William Safire

WASHINGTON — Based on a tip from an intelligence source, a passing reference in a Jim Hoagland column and a quick run of the traps, I wrote here last week (*"The Iraqi Isn't Out of Trouble," Jan. 14*) about the coming "April Surprise" — covert stimulation of an uprising against Saddam Hussein, with backing this time from U.S. airpower.

Now comes some solid reporting by Patrick Tyler, a free-agent star enticed from The Washington Post by The New York Times in a move comparable to football's Giants snatching the redoubtable Gary Clark from the Redskins.

Mr. Tyler informs us that (a) two months ago the Bush "Deputies Committee" asked the Pentagon for a mili-

***This time Bush can't allow the Butcher of Baghdad to crush the opposition.***

tary plan to assist Iraqis plotting to rise against Saddam Hussein, and (b) simultaneously President George Bush wrote to King Fahd of Saudi Arabia, pledging to accede to his request to do just that if he would provide free long-term parking for American equipment.

When Colin Powell, chairman of the Joint Chiefs of Staff, responded with "the wrong answer" (which I am told was equivalent to "Not my table — your waiter is Bob Gates"), the task of preparing air support to the Iraqi rebels was given to the national security adviser, Brent Scowcroft, who used to wear a blue uniform with stars.

The world now knows that the Saudis want Saddam removed before he can regroup and wreak vengeance on the kingdom; that the Pentagon is letting the cup pass by demanding elephant guns to shoot rabbits; and that the United States and its allies are gearing up to back an internal revolt.

This time, America will not let Kurdish rebels be slaughtered from above, as the "suckered" Norman Schwarzkopf did in February. As extra assurance to the often-betrayed Iraqi Kurds, the Saudis have agreed to pay the covert charge — to provide tribesmen with Stinger missiles to shoot down Saddam's helicopter gunships while some well-connected Sunni Ba'athists coolly take over in Baghdad.

The astute reader will wonder: If America is engaged in some vast undercover plot, how come we can read all about it first in the press?

Obviously some "allied official" with intimate knowledge of U.S.-Saudi communications is willing to share secrets with an inquiring newsmen; and some friendly local spook has the franchise to alert a hawkish columnist or two. Does this not smack of manipulation? Are we not being used?

Of course it does and of course we are. Talk of an "April Surprise," all denied with straight faces by administration officials, is part of a war of nerves. President Bush (to erase the stain on his foreign affairs escutcheon) and King Fahd (to save his monarchy by installing his own man in Baghdad) are trying to rattle Saddam as well as to encourage the clique around him to dump its leader and grab the swag for themselves.

The paradox is that this war of nerves, this psyching-out of a dictator the allies mistakenly refrained from taking out, may lead to a real uprising. And this time Mr. Bush cannot allow the Butcher of Baghdad to crush the opposition.

But what of the Kurds, the pawns whose lives will be expended in this geopolitical chess game?

Massoud Barzani has joined with Jalal Talabani to break off negotiations with Saddam. They are prepared to do business with Mohammed Baqir Hakim, the Iraqi Shiite leader whose family was murdered by Saddam, but are not about

to accept the Saudi-Syrian choice of Hassan Naqid, an ousted Saddam henchman, to be the Sunni boss of Iraq.

Before the Kurds risk their lives again at America's behest, they expect the United Nations to send observers to an election for the administration of age-old Kurdish territory down to the 35th parallel, which includes the oil center of Kirkuk. Allied air cover for that area would make them an economic factor in Iraq.

They seek autonomy, not the independence that the Turks dread. Kirkuk would provide a site for a Sunni-Shiite-Kurdish provisional government to draw Sunni defectors from Baghdad until Saddam's regime collapses.

This degree of freedom is probably not what the manipulators in Riyadh and Damascus have in mind.

But Kurds will not die for a reshuffling of gangsters in Baghdad. Only by accepting a modicum of self-determination can America turn this war of nerves into a war of self-liberation.

*The New York Times.*

IRAK

Le Quotidien de Paris 21 janvier 1992

## L'opposition se mobilise

**Selon un ancien dignitaire du régime de Saddam Hussein, un mouvement d'opposition au dictateur irakien se serait créé au sein même du parti Baas au pouvoir. Ce groupe tenterait de renverser Saddam Hussein.**

L'opposition irakienne semble de plus en plus active pour mobiliser ses forces, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Irak, et obtenir l'appui effectif de pays étrangers, principalement des Etats-Unis, pour renverser au plus vite le régime du président Saddam Hussein.

Réfugié en Arabie Saoudite après avoir fait défection au lendemain de la guerre du Golfe, l'ancien ambassadeur de l'Irak à Madrid, Archad Tawfik Ismaïl, a récemment affirmé qu'un mouvement d'opposition clandestine s'était formé au sein du parti Baas, au pouvoir en Irak.

Son objectif, a-t-il précisé, est de provoquer le départ, dans les plus brefs délais, du numéro un irakien et de constituer un gouvernement transitoire qui sera chargé, ultérieurement, de superviser des élections libres.

Ce mouvement mènerait dans le plus grand secret des négociations avec des représentants des communautés kurdes et chiites irakiennes dans le but de coordonner leurs futures actions contre Bagdad, a poursuivi l'ancien diplomate.

Selon le « New York Times », l'Arabie Saoudite, qui abrite de nombreux opposants irakiens depuis la défaite infligée à l'armée irakienne par les forces alliées, aurait insisté ces dernières semaines auprès des Etats-Unis pour que ce pays soutienne activement les éléments les plus capables d'organiser le renversement du pouvoir en Irak.

### Une possible intervention militaire ?

Des contacts entre responsables américains et saoudiens auraient porté sur la livraison d'armes à certaines forces d'opposition, notamment les Kurdes dans le nord de l'Irak, ainsi que sur la collaboration de services de renseignements avec les opposants et la possibilité d'une nouvelle intervention militaire sur le sol irakien.

Interrogé sur les révélations du « New York Times », le secrétaire américain à la Défense, Dick Cheney, s'est toutefois refusé à confirmer l'existence d'un plan visant à déposer le régime de Saddam Hussein. L'appui des Etats-Unis est réclamé par les principaux chefs de l'opposition islamique irakienne.

Mais Washington se borne à répéter que Saddam Hussein et son entourage se trouvent désormais dans une position de plus en plus « affaiblie », qui devrait entraîner leur chute, tôt ou tard.

D'autre part, des élections auront lieu le 3 avril pour constituer le Parlement kurde dans le Kurdistan irakien, a annoncé hier à Diyarbakir, un responsable du Front du Kurdistan (FK, coalition des huit partis d'opposition à Bagdad).

Ahmed Bamarni, membre dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani) et du FK a précisé que le Front avait invité « des représentants de l'ONU, du Parlement européen et des personnalités politiques à venir observer le scrutin ». Le FK « sortira plus puissant des élections », a estimé M. Bamarni.

TEMOIGNAGE :

## Le Dr. Pascale Druet a soigné les Kurdes

*A l'heure où la guerre du Golfe revient dans toutes les mémoires, le Dr Pascale Druet se souvient, elle, des conséquences immédiates du conflit. Celles du martyr du peuple kurde. Un drame qui continue de pourrir les événements.*

**L**e Dr Pascale Druet débarque au Kurdistan irakien à la fin du printemps dernier, avec une mission de Médecins sans frontières. Cette généraliste du Sud, installée à Cagnes-sur-Mer, possède la fibre humanitaire et l'esprit d'aventure. Après des études à Dijon, dans la sérénité bourguignonne, elle connaît son baptême du feu en 1978, lors de la guerre d'Ogaden, dans la corne de l'Afrique. Elle découvre alors, à soigner des réfugiés, « *la pratique de la vraie médecine* ». Depuis, elle ne cesse de courir le monde.

Partie pour le Kurdistan avec sa trousse médicale et quelques maigres bagages, Pascale Druet va tout d'abord patienter à Amman, en Syrie, pour obtenir son visa d'entrée en Irak. Elle rejoint

ensuite Bagdad par la route, en taxi, la nuit. Là encore, la toubib doit attendre plusieurs jours les autorisations nécessaires pour se rendre au Kurdistan. Elle découvre une population irakienne, certes meurtrie par la guerre, mais « *accueillante et chaleureuse* ». Elle rencontre aussi, dans les hôpitaux de Bagdad, des médecins irakiens, « *bien formés mais, à ce moment-là, démunis de tout en raison de l'embargo qui a suivi le conflit* ». Pour rejoindre la région de Kaladizia, théâtre de sa mission au nord-est de l'Irak, Pascale prend de nouveau la route. Treize heures de voiture à travers un pays en ruine, avec sans arrêts des contrôles irakiens d'abord, puis des rebelles kurdes, Pechmerga.

Une fois sur place, elle décou-

vre l'importance de sa tâche. Des réfugiés kurdes reviennent d'Iran pour réhabiter leur village détruit en 1988 par les troupes de Saddam Hussein. Plus une habitation ne tient debout, « *et ce qu'il en reste est truffé de mines* ». Petits cadeaux laissés par Saddam... On en retrouve aussi partout dans les champs. « *Il ne faut jamais quitter les routes, et avec les démineurs, la population envoie des troupeaux de chèvres sur les terrains en friche, avant de se réinstaller.* » La végétation aussi est quasiment inexistante, détruite par les bombardements chimiques de Saddam Hussein.

**Au départ de son action**, l'équipe de MSF sur place comprend douze personnes, dont trois médecins. Elle est ensuite réduite à six, dont deux toubibs. S'y joignent des praticiens kurdes et rebelles Pechmerga. Pour sa part, le Dr Pascale Druet partage son temps entre des consultations données sous la tente, dans la montagne et des soins prodigués au petit hôpital de Ranyak, un bourg de 1 000 habitants. L'établissement n'a d'hôpital que le nom. « *C'est un bâtiment en dur, mais il ne compte que vingt lits en pédiatrie, connaît des problèmes d'hygiène avec une seule arrivée d'eau, et subit sans cesse des coupures d'électricité.* »

Pascale fait surtout beaucoup d'actes pédiatriques. Plus de 200



**Petit à petit, les Kurdes reviennent et reconstruisent leur village.**

consultations par jour. « Ça donne lieu à d'énormes bousculades de femmes avec des bébés dans les bras. »

Heureusement, les gardes Pechmerga font un peu la police. « Les Kurdes forment un peuple habitué à être bien soigné, constate rapidement le Dr Druet. Les enfants sont vaccinés. Du moins, ils

### Manque d'eau à l'hôpital

l'étaient avant la guerre, et les parents connaissent bien les maladies. » Dans ce cadre de mission médicale et humanitaire, le plus difficile est sans doute de parvenir à communiquer correctement. Ici les discussions se font par l'intermédiaire d'un interprète

kurde-anglais. Autre problème : le ravitaillement en médicaments. La mission est bien approvisionnée par MSF. Les produits arrivent par avion jusqu'à Bagdad et sont ensuite acheminés en camion. Reste à effectuer, sur place, un gros travail de classement et d'organisation d'un circuit de distribution. « Nous utilisons les structures locales, se souvient le Dr Druet, mais nous avons à faire face ensuite à un marché noir. »

La journée du médecin commence entre cinq et six heures du matin, bien avant le lever du soleil. Il faut se rendre dans les dispensaires installés sous tente dans la montagne. Après une matinée de consultation, le praticien s'octroie un temps de repos avec un repas composé de galettes, de tomates, de riz, de yaourt et de thé, suivi d'une petite sieste. A quinze heures, les malades se présentent de nouveau pour les soins. Cela, jusqu'au début de la soirée. Pascale Druet note surtout des cas de typhoïde, de diarrhée, de malnutrition, de méningite, de paludisme et un début de choléra.

Au fil des jours, le Dr Druet découvre ce peuple « guerrier animé d'une vitalité énorme ». Ici tous les hommes ou presque portent une arme, mais le médecin constate vite combien ils sont accueillants. Il faut dire que la présence d'une mission humanitaire occidentale leur offre une protection passive. Ils oublient alors, petit à petit, la guerre et entreprennent de reconstruire leur village, d'ensemencer leurs champs et de remettre sur pied leur artisanat et le petit commerce. Autre constat du médecin occidental : « Les Kurdes adorent la politique, et ils veulent qu'on en parle. Enfin, surtout que l'on parle d'eux. » Il faut comprendre là un appel. Le témoignage, le droit, voire le devoir d'ingérence, font désormais partie de la tâche de ces missionnaires sanitaires qui, partout, dans le monde portent secours et assistance à des populations martyres.

DOMINIQUE FICHEUX



Le Dr Pascale Druet : « Les Kurdes étaient habitués à être bien soignés : enfants vaccinés, parents bien au fait des pathologies. »

L'INDEPENDANT 10 janvier 1992

### La Guerre du Golfe aurait fait 70.000 victimes civiles irakiennes

WASHINGTON. — Environ 70.000 civils irakiens sont morts des conséquences de la guerre du Golfe telles que le manque de soins médicaux ou les pénuries alimentaires, ont affirmé des experts américains, qui n'ont pas comptabilisé dans ces chiffres les victimes des rébellions kurde et chiite. Le nombre estimé de soldats irakiens tués lors des bombardements aériens des forces alliées s'élève à peu près au même chiffre de 70.000.

William Arkin, un ancien officier des services de renseignements travaillant maintenant pour Greenpeace, a indiqué mercredi à la presse que son estimation avait été faite après une visite en Irak en août et septembre.

Beth Osborne Daponte, du centre de recherche international du Bureau de recensement, a fait une estimation analogue. Il a précisé que, suite à la guerre du Golfe, l'espérance de vie était tombée de 66 ans à 46 ans pour les hommes et de 68 ans à 57 ans pour les femmes en Irak.

Est Républicain 22 janvier 1992

# L'ambassadeur de Turquie à Nancy : « Le Kurdistan n'existe pas »

## Selon Son Excellence Tansug Bleda, le problème kurde se règle « démocratiquement » en Turquie.

Après la grève de la faim et l'occupation de l'église Saint-Sébastien à Nancy par une quarantaine de Kurdes de na-

tionnalité turque déboutés du droit d'asile, la venue en Lorraine de son excellence Tansug Bleda tombait à pic.

A l'issue d'une réception à la mairie de Nancy, l'ambassadeur de Turquie en France a donné une conférence de presse dans les locaux de l'association culturelle « A Ta Turquie », pour expliquer les positions officielles d'Ankara. Interrogé sur le problème posé par le « Kurdistan turc », Tansug Bleda a été on ne peut plus clair. « Cette question me rend perplexe », a-t-il dit. « Car il n'y a pas de Kurdistan turc. Il y a autant de Kurdes à Istanbul ou Ankara qu'ailleurs en Turquie. Où est le Kurdistan ? Il n'y en a pas... Nous reconnaissons trois minorités religieuses, les Grecs, les Juifs et les Arméniens. Pour le reste, le peuple turc est issu d'un mélange entre Slaves, Albanais, Turcs, Kurdes, et autres encore... Par exemple, notre président de la République a du sang kurde par sa mère. Nous ne faisons pas de distinction. En Turquie, les Kurdes sont des citoyens à part entière. Notre système démocratique leur offre la possibilité de s'exprimer. Il y a deux journaux kurdes en Turquie et une vingtaine de députés. » Par contre,

l'ambassadeur a reconnu : « Nous avons des problèmes avec une organisation terroriste. L'Etat se défend, comme les Anglais, les Français ou les Allemands. Par des moyens démocratiques. Nous faisons la distinction entre l'ethnie kurde et les terroristes qui ne sont d'ailleurs pas tous kurdes. »

A propos de ces « terroristes », Tansug Bleda a clairement accusé l'Irak, la Syrie et le Liban de jouer le rôle de bases arrière. Il a seulement tempéré ses propos en lançant : « Ces terroristes agissent peut-être à l'insu des autorités de ces pays que nous avons déjà alerté. »

### Un « modèle » pour les autres pays musulmans

Cette parenthèse kurde refermée, l'ambassadeur de Turquie a pu servir le discours officiel de son pays sur son intégration à la CEE. « Nous sommes un modèle pour les autres pays musulmans. Notre intégration à la CEE serait l'événement qui pourrait contrebalancer la mon-

tée de l'intégrisme. Nous sommes le seul pays laïc à économie de marché dans le monde musulman. Le Sud de l'ex-Union Soviétique devra choisir entre le modèle iranien et le modèle turque. La clef de la région se trouve dans la main de la communauté européenne ».

En préambule, Tansug Bleda avait rappelé les efforts effectués par son pays pour sortir des années de crise (1980-1983) durant lesquels les extrémistes de droite et de gauche s'affrontaient en Turquie. Il avait réaffirmé la volonté de son gouvernement d'aller vers encore plus de démocratie en rénovant le système législatif turc.

En Meurthe-et-Moselle, les ressortissants turcs sont 5.000. En Moselle 15.000. Et en Allemagne deux millions. Une immigration puissante qui reste très proche de ses origines et qui est à l'écoute de son pays. Une raison de plus pour l'ambassadeur d'affirmer que ce qui se passe en Turquie concerne de près la communauté européenne.

Ludovic BASSAND



« Nous ne faisons pas de distinctions ».

Photo Serge LALISSE

GUARDIAN WEEKLY, January 26, 1992

# Cold comfort on the mountainside

The emergency may be over but, reports **John Vidal** in Sulimaniyah, Kurdistan's dependency on the West has been intensified by short term UN policies.

THE LONE Iraqi Air Force plane flew low over the twin hills of Piebo and Rashan and the small terraced Kurdish village of Lower Garawan one afternoon in the spring of 1988. By the time the people had looked up, the bombs had fallen.

The nerve gas drifted over the mountain village, killing 14 people and blinding others. Then the helicopter gunships came. By this time those who could were fleeing towards Iran. What they never saw were the Iraqi sappers who came later to finish the job: blocking the wells, felling the trees and dynamiting and then firing the houses. All they left of Garawan were piles of scorched rubble on the mountainside.

"A man can die 100 times," says Bakhtiar, "so why should I be afraid of the Iraqis?" But he and his brother upped and fled with their families and most of the village, deep into the Iranian mountains, only returning this year when the western coalition and the UN persuaded them to return to the "safe haven".

"We came back, we spent the summer building with materials the West supplied us. We knew what we were doing and we were happy to be home", says Bayan, another villager from Garawan: "We are grateful for the help, but now we have almost built our village, what do we do?"

The same questions are being asked throughout Kurdistan as hundreds of thousands of people eke out bitter winter rations in half-restored towns and villages which had been systematically destroyed over 20 years by Saddam Hussein. "The intention was to deracinate the Kurds" says a Kurdish Democratic Party (KDP) aide. "When they were in the villages they were

independent, a threat. Saddam wanted everyone to be part of the cities, where they would lose their Kurdishness and be totally dependent on Baghdad."

"4,200 communities were officially erased" says Tom Hardie Forsyth, a former British Royal Signals reservist who resigned in June when the Allies pulled out and is now working as a technical officer with the Kurdish Reconstruction Organisation to quantify the scale of Saddam Hussein's "Anfal".

"Twenty towns were flattened, 70 villages we now know were gassed and more than 180,000 people 'disappeared'. The orchards have been destroyed, the woods felled, the whole agricultural and social infrastructure wiped out. We have done about 1 per cent of the work needed. It will take many years to repair the damage."

The KRO, the leading Kurdish reconstruction group, has formed committees of professionals to help, advise and work with the army of helpers on bridge-building, hospitals, and village planning.



Taking refuge ... at the Said Sadiq refugee camp outside Sulimaniyah, where 'all the children receive a hot meal every day'



Garawan is lucky, being one of the first villages to receive support. A few cattle, chickens and goats move around in the deep snow, but the once prosperous upland farming community is mostly idle. Bakhtiar and his brother plan to become builders, but there is no work except the village health clinic which will be started after the snows have melted.

The village needs tools, seeds, fertilisers, and agricultural equipment to prepare for the coming year. If they don't get them — and it looks increasingly unlikely that they will — they will be no better off than they were before, dependent on others for food and work

buying supplies in Turkey and shipping them to Kurdistan but we cannot spend money to help the Kurds get their own economy going. The word 'humanitarian' needs to be redefined. It's crazy."

"More than £100 million has been spent by the world community on rehabilitating the Kurds, but it is largely money wasted" says Alexander Von Sternberg, who has been working in Kurdistan over more than two decades. The immediate emergency may be over, he argues — few people are left on the mountainside — "but what has really been achieved?"

The UN's vast "winterisation" programme of providing shelters

**CONFIRMATION** from United Nations inspectors that Iraq has acquired the facilities to make nuclear bombs has confronted President Bush with a new political challenge.

Iraq itself has acknowledged for the first time, the UN said, that it had been able to build a large uranium enrichment plant with help of components supplied by German firms. "They would probably already be producing them if the allied coalition had not gone to war against Saddam Hussein," said a senior UN source.

Confirmation that Iraq had a large uranium enrichment programme, suitable for production of nuclear bombs, was given by Robert Galucci, head of a UN inspection team, after visiting an Iraqi site suspected of containing a centrifuge "cascade" essential for the provision of enriched uranium. A centrifuge is a rotating machine that separates elements of substances.

They had failed to find anything suspect on the site but, armed with documentary evidence supplied by the German government, the UN inspectors extracted an admission from the Iraqis that they "had been pursuing a production-scale enrichment programme rather than simply a research programme," he said.

and vulnerable to any new Baghdad offensive.

Strictly speaking, Garawan and the hundreds of villages that the UN, non-governmental organisations (NGOs) and groups like the KRO have started to rebuild since the summer have not even been "reconstructed".

The Security Council diktat implies that no UN long-term development work is allowed, only emergency humanitarian relief. Applied literally, this should mean that only those villages destroyed since August last year can be rebuilt.

But UNHCR and the International Red Cross staff working with the Kurds have bent the rules which demand that agencies work with host countries, and vastly extended their mandates. "Shall we say we have been generous? If we interpreted the UN ruling literally," says one UN relief worker, "little would have been done. Normally we would have to work through Baghdad on everything. As it is we go through to Turkey.

"In theory we can provide shelter for the refugees but we cannot help them with water or drainage because that would be development aid. We can provide them with food but not the means to feed themselves. We can spend money on

and food stocks for the bitter Kurdistan winter (average temperatures this week are -12 C) was started in September. It has been a successful race against time in most areas, yet people, say Sternberg, were warning the UN since May about the hard winter: "Why was it not started earlier when the weather was better? Why has no agricultural development work been done, only 30 per cent of the seeds been planted? They've now missed the winter wheat harvest and will be dependent on Western aid most of next year.

"Much of the money should have been spent on making Kurdistan self-sufficient as soon as possible", says Sternberg, who praises the British ODA (Overseas Development Agency) as the most far-thinking of all the agencies in the field. "What is the point of spending vast amounts on bringing food in from Turkey when, with a little foresight, 10 times as much could have been grown by the Kurds themselves? If the UN money had been spent more wisely we could have restored hundreds more villages."

UNHCR officials and most of the many other NGOs working in Kurdistan condemn the UN Development Programme (UNDP) and the FAO (Food and Agricul-

ture Organisation) for not moving smartly in behind the emergency aid workers with longer term assistance.

By rigidly interpreting the Security Council's resolution to mean that nothing should be done to change the status quo that existed before August 1990, other world bodies have ensured that no money has been available — as it was in Vietnam and Cambodia — even for clearing the millions of mines laid during the Iran-Iraq war and later by Saddam specifically against the Kurds. Maps have been lost and the new plastic mines are totally undetectable with the Kurdish resources.

"UNDP were asked by NGOs to help with mine clearing months ago but they said, no, that's development", says Sternberg. Meanwhile 100 children a month lose a limb by stepping on them and some NGOs have resorted to the "kebab method" of mine-clearing — importing flocks of sheep and herding them over suspected minefields.

"Where are the UNDP and the FAO indeed?" asks Asadullah, the Bangladeshi head of the UNHCR's sub-office at Dahuk who says that none of the 500,000 Kurds in his area who fled into the mountains are living under canvas unless they choose to do so. "In their absence we have been trying to get the leading NGOs to provide seeds. More than 12,000 tonnes are urgently needed just in Dahuk," he says.

The province needs 4,000 tonnes of flour a month: "If the seeds had been planted, there would be no need for aid next year." To continue to feed more than half a million people through the spring, he agrees, could cost hundreds of millions of pounds if everything is imported.

As it is UNHCR is planning to withdraw completely from the area in four months' time. With them will go one of the Kurds' greatest psychological supports. "We may not have achieved everything but our presence has been important as confidence builders. At least the Kurds feel that someone has been helping them. When we go, they will be very alone. I would say there is less than a 50 per cent chance that other world bodies will involve themselves in Iraq, says one UNHCR official.

"A lot of people in Geneva and New York are frightened to offend Arab sensibilities in any way." There is also much resentment in the UN that so much has apparently been done for the Kurds in the north but so little for Basra and the Shias in the south of Iraq.

Meanwhile the refugee camps are ghosts of what they were even a few months ago. Mainly made up of 150,000 people from the disputed oil-rich Kirkuk region who are un-

able to return but do not want to be settled out of their areas, they are a ragtag mixture of prefab houses, tents and rough shelters.

"We think there are less than 2,000 people out of an original 236,000 now in tents in this region" says a UNHCR official at Said Sadiq refugee camp outside Sulimaniyah.

"55,000 homes have been built as part of the winterisation programme. There's no malnutrition but the typhoid in the summer has given way to some pulmonary and respiratory illnesses. All the children receive a hot meal every day. We are working closely with the Kurdish political parties at all points."

Here the UNHCR is preparing contingency plans, aware that even a minor attack on a major town like Sulimaniyah would set off a mass exodus again. "We are preparing for 150,000 new refugees at any time but it's quite possible if there was another attack we'd have 500,000 people fleeing.

"Look at our conditions. What do you think" asks Hamser Abdul Hahmid, a Kirkuki grocer who lives with his family of seven, including a four month old baby, in a tent. "The day before yesterday two children froze to death in the snow. We'd go back if we thought it was safe but we need guarantees. We don't want to be refugees. We just want our dignity to be preserved."

La Croix 29 janvier 1992 **Turquie**

## Kurdes : terreur contre terreur

### Affrontements et attentats se multiplient

**ANKARA**  
DE NOTRE CORRESPONDANT

Le regain de la terreur kurde était au menu des deux heures d'entretien qu'ont eues lundi le chef de l'État turc, Turgut Özal, et le premier ministre Süleyman Demirel, moins de quarante-huit heures après le double attentat qui a fait un mort et seize blessés samedi à Istanbul. Revendiqués par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), les attentats pourraient avoir été commis pour le compte de la guérilla par des mouvements d'extrême gauche.

Un mois tout juste après la mort, toujours à Istanbul, de onze personnes dans l'incendie criminel d'un magasin appartenant au frère du préfet de Diyarbakir, la capitale du Sud-Est à majorité kurde, ce nouveau coup ressemble fort à la mise à exécution de la menace lancée en décembre depuis la plaine de la Bekaa par le chef du PKK, Abdullah Öcalan, d'étendre la terreur aux grandes villes de l'ouest du pays, Ankara, Izmir et Istanbul où le tiers de la population est kurde.

#### Quelle ligne politique pour le gouvernement?

Face à l'extension de la violence, le gouvernement de coali-

tion, alliant les conservateurs du DYP et les sociaux-démocrates du SHP, semble avoir quelque difficulté à concevoir une ligne politique. Témoin, la façon dont une poignée de députés du DYP ont expulsé *manu militari* de la tribune le député kurde Sırnak Mahmut Alınak, vice-président du groupe SHP, lors du débat sur le terrorisme.

Celui-ci avait mis en exergue la complexité du problème en évoquant la mort au combat de deux frères kurdes, l'un militaire, l'autre maquisard. En parallèle, le procureur de la Cour de sûreté de l'État d'Ankara a requis la levée de l'immunité parlementaire de 22 députés kurdes du SHP accusés d'avoir fait entrer le PKK au Parlement. La semaine dernière, pourtant, le ministre de l'intérieur, İsmet Sezgin, avait semblé faire un pas en direction de la population kurde, en affirmant que l'État avait fait une erreur de diagnostic sur la question du Sud-Est et, partant, une erreur de thérapie.

Quelques jours plus tôt, le magazine *Aktüel* avait publié les résultats d'une étude menée par Mehrdad Izady, chercheuse iranienne de l'université de Harvard, montrant qu'en 2050 la Turquie comptera 49,3 millions de Kurdes pour 56,3 millions de Turcs alors que les premiers ne représentent que 10 à 12 % de la population aujourd'hui. Dès l'an 2010, il y aura plus de conscrits kurdes que turcs dans l'armée!

Quoi qu'il en soit, sur le terrain, les militaires sont plus que jamais maîtres du jeu. L'offensive lancée le 8 janvier dans les monts Cudi, l'un des repères du PKK en Turquie, se poursuit jusque dans la province de Tunceli. « Frappe préventive », affirmait lundi le ministre de l'intérieur à l'issue d'une réunion du conseil national de sécurité.

Le gouvernement craint, en effet, une vaste offensive du PKK en avril, à l'occasion du Newroz, le nouvel an kurde. Dans un communiqué publié ce week-end à Bruxelles, le RNK, branche politique du PKK, annonçait la création pour le printemps d'une armée et d'un cabinet de guerre.

#### Une réconciliation compromise

Plus préoccupant pour Ankara : les opérations villes mortes et les manifestations se multiplient à Diyarbakir et dans toutes les villes du Sud-Est en protestation contre la multiplication des enlèvements et des assassinats attribués à la « contre-guérilla » soupçonnée d'être une émanation de l'extrême droite de la police.

Le quotidien *Cumhuriyet* recense 46 disparitions depuis juin 1991. Malgré des ordres formels venus d'Ankara, les forces de l'ordre ont, en plusieurs occasions, ouvert le feu sur des cortèges funèbres. La politique de réconciliation lancée en décembre par Süleyman Demirel semble donc sérieusement compromise.

Sylvain MONTECAYO

# By Stirring Up Iraqis, Bush Can Only Lose

By Leslie H. Gelb

**N**EW YORK — President George Bush could be trapping himself into a lose-lose strategy of overthrowing Saddam Hussein in much the same way he cornered himself with the "jobs, jobs, jobs" strategy on his trip to Japan.

By insisting on jobs Japanese leaders could not give him, Mr. Bush forced himself to bash and bow and ended up looking weak and failing.

By letting his aides talk of helping anti-Saddam groups with U.S. military power, Mr. Bush puts himself in a situation where he will either have to act rashly or be culpably indecisive.

If Iraqis rise against Saddam and U.S. forces intervene to back them, Mr. Bush will look as if he is sacrificing American lives to get re-elected. If Iraqis revolt and Saddam's troops hit back hard while American forces merely gaze on, Mr. Bush will be blamed for inciting rebellion and then allowing slaughter.

The various schemes to foment Iraqi uprisings, then send U.S. forces to the rescue — as revealed in *The New York Times* last Sunday — seem too unsmart to be serious. What is going on?

Does the Bush team think Saddam is again emerging as a threat and has to be overthrown quickly? Absolutely not. Deputy Secretary of State Lawrence Eagleburger said the other day that "so long as we maintain sanctions . . . I do not think he's a danger outside his country."

Defense Secretary Dick Cheney went further and asked: "How many American lives is toppling Saddam Hussein worth?"

His answer to that: "Not very damn many."

Given those statements, it is hard to imagine Mr. Bush justifying U.S. military intervention.

Might he be prepared to do so, nonetheless, because he thinks Saddam's survival damages his re-electability? There is no evidence that Saddam is now on the public's radar screen or that Democrats are tempted to make him an issue.

"In his present form, Saddam isn't a security or a political threat," explained a White House official. "But if we talk him up, we make him into a political problem." Mr. Bush has usually followed this cautionary advice.

And yet, Saddam is like a whale bone stuck in Mr. Bush's throat. For months he has pushed his inner corps of advisers to think about covert plans to pluck the bone.

Have the covert thinkers looked at a plan to arm the Kurds and Shiites to draw Saddam's faithful legions away from Baghdad and then use U.S. air power to crush them? Yes, but not seriously.

Key administration officials have consistently argued against this option. Without exception, they reckon that these groups cannot be made strong enough to pose a serious challenge to Saddam. They believe that even trying to bolster the Kurds would allow Saddam to marshal his Sunni power base against the common foes.

Might the Saudis be tempted to play such a

game on their own in hopes of forcing U.S. intervention? It is not clear that the Saudis — apart from their possibly free-lancing ambassador in Washington, Prince Bandar ibn Sultan — are even considering arms for Kurds and Shiites.

In any event, the Saudis would never take big risks without prior American commitments.

Does this mean that the administration has abandoned any idea of covert action to topple Saddam? No. Officials continue to study the one option they always took seriously — an Iraqi military rebellion. For almost a year now, they have encouraged this publicly and privately.

Having done so, they had to start asking themselves what they should do if it happened and Iraqi units pleaded for American help.

Having finally asked the right question, they apparently have not figured out an answer.

How would the United States tell who is shooting at whom in such a civil war? Would it send in ground troops if "good" Iraqi forces began losing? The covert thinkers study on . . . and on.

Meantime, Bush aides occasionally talk to journalists about anti-Saddam covert action and call this a war of nerves. But in trying to frighten the dread Saddam, the aides are inciting both the very rebellions of Kurds and Shiites they wish to discourage and the desired military uprisings they do not know how to handle.

To continue down this road is bad policy for the United States and bad politics for George Bush.

*The New York Times.*



THE INDEPENDENT

Saturday 25 January 1992

Saddam Hussein has built a fortified line cutting Kurdistan off from the rest of Iraq, writes Patrick Cockburn in Sulaymaniyah

# Noose tightens on Kurds

IRAQ is completing construction of a 350-mile military line cutting off Kurdistan from the rest of the country. The new fortifications, with dug-in tanks, artillery and infantry protected by newly laid minefields, stretches from Iraq's border with Turkey in the north to the Iranian border north-east of Baghdad.

"Instead of a jigsaw puzzle in which Kurdish and government forces were mixed up, there is now a single line and a buffer zone in front of it, the establishment of which led to 200,000 fresh refugees," said a senior United Nations official this week. Kurdish leaders say the line to which Iraqi forces withdrew at the end of October has been strengthened so it is now virtually impenetrable, except to trained guerrillas.

The withdrawal of Iraqi forces and their regroupment in the plain has occurred in stages over the past six months and has passed largely unnoticed by the outside world. But UN officials in Kurdistan say they are now seri-

ously worried about the impact of the blockade which the completion of the new line has enabled Saddam Hussein, the Iraqi leader, to impose on 3.5 million Kurds.

Even the smallest quantities of fuel and food are confiscated by soldiers at Iraqi checkpoints on the roads into Kurdistan. "They are like vacuum cleaners. They even took two kilos of oranges from a driver working for me," said one aid worker.

The strength of the new Iraqi positions can best be seen at the southern end of the line 10 miles west of the town of Kalar, where there was intense fighting last October. Driving up to the first of three Iraqi checkpoints visible from the road I could see that the hills on either side of the road had been fortified with sandbags and armed with mortars and heavy machine-guns. These areas were manned by Iraqi Republican Guards, distinguishable by their red triangle insignia, who had taken over a small village about 2 miles in front of the Kurdish *peshmerga* (guerrillas).

According to Adnan, the local Kurdish commander, the government has built 13 fortified areas on the hills in front of his position, with tanks, multiple-rocket launchers with 40 tubes each and artillery dug in further back. He also said the Republican Guards had finished laying minefields to protect weak points in their line about 15 days earlier. This was confirmed by a farmer bringing turnips to market in Kalar from fields close to the frontline, who said that one person from a nearby village had been killed by a mine.

The use of mines is significant as an indication that President Saddam plans the present fortifications to be permanent since, according to Kurds formerly in the Iraqi army, Iraq is now seriously short of mines because so many were laid in Kuwait.

West of Kalar at Kifri, government and *peshmerga* checkpoints are only 300 yards apart, much closer than anywhere else along the line. Kurds in the town said the army was shelling its outskirts

at night and firing bursts of machine-gun fire in the town's direction. They thought the aim was to drive people out of Kifri to create a buffer zone in front of Iraqi positions.

Further north there is a similar regroupment of Iraqi forces. One UN officer said: "If you flew from Baghdad to Sulaymaniyah by helicopter before October you could see hundreds of tanks protecting Kirkuk. Now you see them spread out in a line. On the hilltops there are tanks and armoured vehicles, and in the valleys, batteries of cannon."

Iraqi soldiers and security officers still let cars pass through checkpoints into Kurdistan — unless they have number plates indicating that they come from Baghdad or any of the non-Kurdish provinces. Only half a tank of petrol is allowed for each car and any excess is siphoned off and burned on the spot.

There is no doubt that the Iraqi tactics are having an effect. Driving on the main road between Kirkuk and Sulaymaniyah, we

picked up a man going home to his village. He was carrying an old fertiliser bag with something in the bottom and was in a buoyant mood. He said he had gone down to Kirkuk, behind government lines, to buy food for his family and had come back with 3kg of oranges and 4kg of date juice. The first time he had tried to get through, the soldiers had told him to go back to Kirkuk and sell the food in the market. But he had



waited for a few hours for the sentries to change and was finally able to slip through.

The trouble to which he had gone to obtain a minimal quantity of food shows that the blockade is biting. This is borne out by the figures. The United Nations supplies refugees forced to flee their homes in the Kurdish exodus that was caused by the Iraqi counter-offensive last March. The rest of the population was meant to receive the official Iraqi ration. But, on 23 October the government stopped almost all government salaries and since then has cut down on the rations provided to the Kurdish provinces.

At first the cuts were gradual. Indeed Baghdad, presumably wishing to avoid international censure, denied they were taking place. But by December the Sulaymaniyah governorate, with a population of 1.2m, was getting only 1,000 tons of flour, instead of the 9,600 tons allocated as government rations. This month it has received no food at all.

Iraqi government food rations was never meant to meet all needs. It was assumed people would buy some food in the market. But because pensioners, teachers, civil servants and others employed by the Iraqi government are now no longer being paid, they do not have the money to buy goods at the spiralling free-market price.

Worse still, although Kurdistan sits at the edge of one of the world's largest oil fields — in Kirkuk — there is now a chronic shortage of petrol and paraffin. The latter is particularly important because it is used for heating in the Kurdish winter; there are now numerous fights at petrol stations between desperate customers.

But there is more to the construction of President Saddam's new line and the blockade than a desire to squeeze the Kurds economically. The Iraqi leader's motives appear both to be defensive and aggressive. At the end of last March, his army had reconquered most of Kurdistan, including all the main cities. But in the following months, in a series of battles which received little news coverage, his forces did badly.

In fighting in July and again in October he lost the best part of two divisions, some 5,000 Iraqi soldiers surrendering on each occasion. Apart from the Republican Guards, the regular army divisions were demoralised. After the October battles at Kalar and Kifri, President Saddam decided to cut his losses, by withdrawing to the plains where Kurdish guer-

rillas would be less effective, and by building the fortified line which could be manned even by troops with low morale. Kurdish civilians living behind the new line were expelled.

The military withdrawal was accompanied by a tougher political stance.

Ali Hassan al-Majid, the man responsible for gas attacks on Kurds in 1988, was appointed Defence Minister. The economic blockade was introduced. The government became more inflexible in the autonomy talks with Kurdish leaders. Pro-government Kurdish leaders — considered quislings by most Kurds — who had fled to Baghdad, were publicly praised and decorated by President Saddam.

Hoshiyar Zebari, a senior aide to Masoud Barzani, the principal Kurdish leader and head of the Kurdistan Democratic Party, believes that President Saddam has set a trap for the Kurds. If they respond to the government abdicating its authority in Kurdistan by setting up their own administration, then they may frighten Iran, Turkey and the Western allies.

In 1975 and 1988, Kurdish rebellions were crushed by Presi-

dent Saddam after they lost the support of Iran. An over-precipitate move towards independence might lead either Turkey or the United States to stop allied military aircraft from overflying northern Kurdistan. Mr Zebari believes that it is only this air cover which prevents President Saddam launching a new military attack.

The paradox of the present situation is that President Saddam, who opposes Kurdish independence, has voluntarily withdrawn from Kurdistan in order better to return. The Kurds, who do want independence, have to act as if they do not.

But the immediate problem for the UN Security Council is whether or not to counter the Iraqi leader's siege of Kurdistan, which the new military line allows him to maintain indefinitely. This would mean making up for the shortages caused by the blockade and admitting that the UN's role in Kurdistan is not temporary.

"The problem is that the Gulf war allies are happy to see the Kurds remain a thorn in Saddam's flesh, but they do not want to pay for it," said a UN official.

## Turkey bombards guerrilla camps

THE cycle of violence in south-eastern Turkey continues to worsen after two weeks of heavy fighting that saw the first sustained aerial bombardment of Kurdish guerrilla camps in Turkey. Battles even closed roads close to the Iraqi frontier as Turkish aircraft targeted warrens of caves, hide-outs and trans-border routes in the snowbound Cudi mountains.

The Turkish army has issued no casualty figures, but guerrillas and local sources dismiss Turkish newspaper reports that up to 500 of their men have been killed. "They are just bombing to frighten people and pump up army morale. We don't fight in this season, we just train," said Hasan Akif, a Kurdish spokesman in Brussels.

This is the first time in the eight-year rebellion of the Kurdistan Workers' Party that clashes have continued all winter. "The operation was very big, very effective this time," said Turkey's Chief of General Staff, Dogan Gures.

There is also a continued pattern of mysterious killings in south-east Turkey, home to half the country's 12 million Kurds,

From Hugh Pope  
in Istanbul

about one in five of the population. A senior deputy in Turkey's new ruling coalition, Mahmut Alinak, told reporters that more than 40 murders since last June could not be explained. Many were Kurdish nationalist activists, sometimes tortured beforehand.

Mr Alinak, a Kurd from the Social Democrat half of the government, blamed "dark forces" and "counter-guerrillas" who were trying to drag Turkey into a civil war.

The apparent presence of death squads outside the reach of the government makes it far harder for the conservative Prime Minister, Suleyman Demirel, to regain control of what he says is the country's main problem.

They undermine Mr Demirel's attempt to outflank the guerrillas by offering liberalisation of Kurdish culture. A first Kurdish newspaper started this month, and in Diyarbakir a first Kurdish film has opened to a packed house as hundreds queue for tickets.

Le Monde 27 janvier 1992

TURQUIE : dans la crainte d'une offensive de printemps

## L'armée tente d'anéantir la guérilla kurde

Depuis deux semaines, les avions et hélicoptères de l'armée de l'air turque bombardent les montagnes enneigées du Sud-Est, dans l'espoir d'anéantir les camps des combattants kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'accès au terrain étant rendu impossible par la neige et le blizzard, l'efficacité de l'opération est difficile à prouver.

ISTANBUL

de notre correspondante

L'armée affirme avoir infligé de lourdes pertes au PKK, inspirant les spéculations des quotidiens turcs qui citent des chiffres variant entre cent et cinq cents victimes. De son côté, M. Hasan Akif, basé à Bruxelles et représentant le Front pour la libération du Kurdistan (ERNK), une branche du PKK, affirme qu'un seul combattant kurde a trouvé la mort au cours des quinze derniers jours.

Depuis le début de l'insurrection

kurde en 1984, les combattants du PKK, qui campent généralement en montagne, dans des grottes ou en plein air, marquaient traditionnellement une pause durant les mois d'hiver en raison des conditions climatiques. « En hiver, nous ne faisons pas grand-chose. Nous nous consacrons surtout à l'entraînement », a déclaré M. Akif. Mais cette année, la tension est particulièrement élevée dans la région et l'armée, craignant une rébellion populaire, semble déterminée à prendre l'initiative plutôt que d'attendre l'offensive de printemps du PKK.

Les affrontements avec les forces de sécurité sont devenus routiniers au Sud-Est. S'y ajoutent maintenant les meurtres et enlèvements mystérieux d'activistes kurdes – parmi lesquels plusieurs membres du Parti travailliste du peuple (pro-kurde, HEP) – dont les coupables ne sont jamais retrouvés. Selon M. Mahmut Alinak, député kurde de la coalition gouvernementale, plus de quarante militants ont ainsi trouvé la mort depuis mai 1991. Le dernier en

date, M. Harbi Arman, membre du HEP, a été retrouvé il y a peu mort, ligoté et bâillonné, sous un pont près de Diyarbakir. Ces crimes impunis ne font qu'enflammer les sentiments de la population kurde, de plus en plus nationaliste, qui affiche désormais son soutien pour le PKK en participant en masse aux funérailles des militants tués lors d'affrontements. « Nous sommes prêts à négocier inconditionnellement », a déclaré M. Akif.

« La meilleure solution serait pour nous [Kurdes et Turcs] de continuer à vivre ensemble, peut-être au sein d'une fédération. » Mais dans les deux camps, des éléments radicaux cherchent à envenimer la situation et les tentatives, timides, de libéralisation du gouvernement de M. Demirel – le premier film en langue kurde autorisé en Turquie est actuellement projeté à guichets fermés à Diyarbakir – ne suffiront pas pour résoudre pacifiquement le problème des douze millions de Kurdes de Turquie.

NICOLE POPE

Le Monde 28 janvier 1992

Au Kurdistan irakien

## Ouverture du premier congrès de l'UPK de M. Jalal Talabani

Le premier congrès de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani devait s'ouvrir, lundi 27 janvier, à Kala-Choualan, dans la montagne kurde du nord de l'Irak, deux mois avant les élections générales prévues dans « les territoires libérés du Kurdistan ». Il s'agit du premier congrès de l'UPK depuis sa création il y a dix-sept ans par M. Talabani, immédiatement après l'accord d'Alger entre l'Irak et l'Irak, en 1975, dans lequel Téhéran s'était engagé à arrêter son aide à la rébellion kurde. Il s'ouvre alors que le Front du Kurdistan, qui réunit huit formations dont l'UPK, a décidé de

tenir le 3 avril des élections pour désigner un Parlement kurde dans le nord de l'Irak échappant à l'autorité du pouvoir central.

Plus de 600 personnes sont attendues à cette réunion, dont 550 délégués venus des principales villes du Kurdistan irakien et des représentants de la diaspora kurde d'Irak. A l'issue du congrès, le programme de l'UPK – de tendance social-démocrate – doit être adopté. Le secrétaire général – actuellement M. Jalal Talabani, candidat à sa propre succession – et un comité central de 21 membres doivent aussi être élus. – (AFP.)

# INTERNATIONAL Herald Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

MONDAY, JANUARY 27, 1992

## U.S. Aided Saddam From Spring of '82

### Intelligence Links and Arms Sales Were Meant to Avert Iraqi Defeat

By Seymour M. Hersh  
*New York Times Service*

WASHINGTON — The Reagan administration secretly decided to provide highly classified intelligence to Iraq in the spring of 1982 — more than two years earlier than previously disclosed — while also permitting the sale of American-made arms to Baghdad in a successful effort to help President Saddam Hussein avert defeat in the war with Iran, former intelligence and State Department officials say.

The U.S. decision to lend crucial help to Baghdad so early in the 1980-88 Iran-Iraq War came after U.S. intelligence agencies warned that Iraq was on the verge of being overrun by Iran, whose army was bolstered the year before by covert shipments of American-made weapons.

The New York Times and others reported last year that the Reagan administration secretly decided shortly after taking office in January 1981 to allow Israel to ship American arms and spare parts, valued at several billion dollars, to Iran.

That intervention and the decision to aid Iraq directly in 1982 provide evidence that Washington played a much greater role than previously known in affecting the course of the Iran-Iraq War.

The interventions also raise questions about the White House's often-stated insistence in the early 1980s that it was remaining neutral in the Iran-Iraq conflict, since the United States was arming both sides in its desire to see neither side dominate the vital oil region.

In the end, officials acknowledged, American arms, technology and intelligence helped Iraq avert defeat and eventually grow, with much help from the Soviet Union later, into the regional power that invaded Kuwait in August 1990, sparking the Gulf War last year.

The covert Reagan administration decision to supply intelligence to Iraq was initially reported by

The Washington Post in December 1986; the newspaper said collaboration began in late 1984. There have been numerous other reports on elements of the program since then.

But interviews over the past two months with several dozen current and former State Department, White House and intelligence officials who were directly involved in the policy confirm that the decision came much earlier, while the administration also ignored the illegal transfer of American-made arms by Iraq's Arab allies and eventually replaced the weapons that had been shipped to Iraq.

In the interviews, it also emerged that:

- The administration did not inform the Senate and House intelligence committees that the Central Intelligence Agency was passing intelligence to Iraq. Administration officials asserted that the program was nothing more than routine liaison between two intelligence agencies — a generic and unsupervised category of CIA activity.

- Some committee aides, suspecting that the CIA was shielding covert operations, tried without success in 1983 to gain jurisdiction over all liaison agreements.

- The CIA also did not inform the committees that it had permitted American-made arms to be sold to Iraq. Starting in 1983, the agency also did not interfere as private American arms dealers began selling Iraq sophisticated Soviet arms purchased in Eastern Europe.

One of the major arms brokers was Sarkis Soghanalian, a Lebanese-born arms dealer based in Miami who has been repeatedly linked in the last two decades to gun-running for the CIA. Mr. Soghanalian was convicted in Miami last fall of illegal arms trafficking to Iraq and is awaiting sentencing.

- William J. Casey, then CIA director, is believed by many American Middle East specialists to have traveled to Baghdad in the early 1980s for secret meetings with his

Iraqi counterpart, Mr. Saddam's half-brother Barzan.

A former CIA official said that Robert M. Gates, now CIA director, who was then a senior aide to Mr. Casey, was in charge of preparing the intelligence data for the Iraqis. The CIA did not return a call asking for comment.

During hearings last October of the Senate Select Committee on Intelligence on Mr. Gates's nomination as CIA chief, neither Mr. Gates nor any of the other CIA witnesses let on that the U.S.-Iraq intelligence-sharing, thought to have begun in December 1984, had actually begun more than two years earlier.

Nor did any witness reveal that the Reagan administration had permitted Iraq's allies in the Middle East to ship American-made arms to Baghdad.

At one point during Mr. Gates's testimony, Senator Bill Bradley, Democrat of New Jersey, asked whether the intelligence-sharing with Iraq had amounted to a "covert action" that under law should have been made known to the intelligence committees.

"I believed at the time," Mr. Gates responded, "that the activities were fully consistent with the understanding" of the law then in effect.

One Reagan administration official who spent dozens of hours testifying before the intelligence committees said he believed that the Iraqi program should have been presented to the committees, but was not because of a concern that the members of the committees who supported Israel would object.

The decision to help Iraq was "not a CIA rogue initiative," a former senior State Department official explained. The policy was researched at the State Department and "approved at the highest levels," he said. The idea, he added, was not to "hitch our wagon to Hussein."

"We wanted to avoid victory by both sides," he said.

The officials say that satellite imagery, communications intercepts and CIA assessments were forwarded to Iraqi commanders to show them "where the Iranian weaknesses were," in the words of one U.S. official. The United States

continued to supply top-secret intelligence until the Iran-Iraq War ended in 1988.

Washington also "looked the other way," as a former U.S. ambassador in the region put it, as American-made arms began to flow into Baghdad from Iraq's allies in the Middle East, starting in 1982.

Jordan and Saudi Arabia sent Iraq small arms and mortars, among other weapons, and Kuwait sold the Iraqis thousands of anti-tank missiles.

A former CIA official who worked closely with Mr. Casey recalled that "the Kuwaitis sent lots of money and lots of arms to Iraq, and it was all done with our knowledge." He also acknowledged that by 1982 the Jordanian military was routinely diverting American-made Huey helicopters to Iraq.

U.S. officials made no effort to stop these sales, known to many in the administration, even though U.S. export law forbids the third-party transfer of American-made arms without Washington's permission.

The Reagan administration had secretly changed policy toward Iran shortly after taking office in 1981, allowing the Israelis, bitter foes of Mr. Saddam, to ship American arms valued at several billion dollars to Tehran.

Those arms, former administration officials now acknowledge, helped Iran defy initial predictions of a quick Iraqi victory and achieve important successes early in the war, which began with an Iraqi attack in September 1980.

Iraq's standing became precarious largely because the Soviet Union, Baghdad's longtime ally, had refused in the first two years of the war to provide it with military goods in the vain hope of gaining influence with Iran.

By late March 1982, U.S. intelligence was reporting that Iraq was on the verge of collapse, creating fears in Washington and the region that Iran's Islamic fundamentalist government would dominate the Gulf and its huge oil reserves.

A new policy was quickly agreed upon, one senior administration official recalled: "We don't want Iraq to lose the war." Iraq had to be aided, as Iran had been.

# American Truck Maker Is Linked to Iraqi Scud Launchers

*New York Times Service*

WASHINGTON — America's secret assistance to Iraq may have helped President Saddam Hussein carry out one of the biggest surprises of the Gulf War: Using an undetected fleet of mobile launchers to fire dozens of Scud missiles at Israel and Saudi Arabia.

Many of these launchers may have been made for Iraq by an American company.

During the Gulf War, Iraq fired more than 80 Scuds, killing 28 Americans and two Israelis. After the war, U.S. intelligence estimated that Iraq had converted as many as 225 trucks into mobile launchers.

Just after the first wave of Scud attacks on Israel, an American named Richard C. Fuicz began telling U.S. government investigators about a visit he made in September 1987 to a truck-making plant in Scotland owned by Terex Corp., a subsidiary of KCS of Westport, Connecticut.

In an affidavit taken for a congressional subcommittee investigating the matter, Mr. Fuicz said he had noticed two large armor-plated vehicles painted in desert camouflage with specially attached steel backs. He said he had asked the plant manager, Art Rowe, about them and was told they were "missile launchers for the Iraqi military."

The special steel plating, Mr. Fuicz was told later, was built to Iraqi specifications so Scud missiles could be installed.

According to the affidavit, Mr. Fuicz remarked to Mr. Rowe that the launchers were illegal.

"He, in a boastful manner, stated, 'You just have to know the trick — you modify portions of the serial number to make it appear as a civilian mining vehicle,'" Mr. Fuicz wrote in the affidavit.

Randolph W. Lenz, president of Terex, was present during the exchange, Mr. Fuicz wrote, and said nothing at the time. Later, however, Mr. Fuicz said Mr. Lenz told him "he was doing work for our government and was a hero but that he was not allowed to talk about it."

David J. Langevin, vice president of Terex, made a similar cryptic remark to Mr. Fuicz late last year, he said.

"You have it all wrong about Terex and the Iraqi military," Mr. Fuicz quoted Mr. Langevin as saying. "These shipments were all requested by the CIA with the cooperation of the British intelligence people."

Mr. Langevin denied having any such exchange with Mr. Fuicz.

John J. Clements, a former Terex

vice president, said one of the company's pressing needs when he joined it in 1987 was to borrow money to purchase the truck plant.

Mr. Clements said he had repeatedly heard Mr. Lenz tell potential investors: "We've got a purchase order from Iraq for 90 to 100 units. It's great business."

Mr. Lenz dismissed him in late 1988, Mr. Clements said, after he raised questions about the company's record-keeping practices.

— SEYMOUR M. HERSH

## Let Saddam Sink Alone

It smarts that Saddam Hussein survived his military defeat, continues his misrule in Iraq and boasts on. President George Bush is among the many who feel the sting. He has been on the prowl for ways to stiffen opposition to the Iraqi dictator and bring him down. Part of this arises from his own impulse and part perhaps from public taunts to finish the job he began when he peeled Iraq off Kuwait — the job, critics add, he abandoned half-done when he declined to drive on to Baghdad. A clutch of disagreeable foreign policy and political consequences are said to be in store for him if Saddam holds on too much longer.

Fortunately, President Bush, in looking for ways to do the Iraqi leader in, has not lost his balance. It appears that various proposals have been made to him to covertly stir and arm ethnic opposition to Saddam Hussein, to find an opening for a further application of American air power or — the option considered likeliest — to encourage a challenge from within the tight inner circle in Baghdad. To what extent any of these proposals has been put into effect, however, is not evident to outsiders. There are serious problems. Opposition elements are fragmented. The risks of rebellion are enormous. The participation of key allies is uncertain, notwithstanding the enthusiasm of some of them for an American initiative.

The American government rightly seems sobered by the perils of cranking up a resistance that might call for more armed help, or more public armed help, than it chose. It is enough that the United States promises the next Iraqi leader a welcome.

In fact, the United States is in pretty good shape in the Gulf, and Saddam Hussein is in very bad shape. He endures and his people suffer, but he must countenance political isolation, punishing economic sanctions and intrusive inspections all working to shrivel his capacity for military threat. Whether the international consensus that made possible the war against him would support a fresh American military intervention is unclear, but it holds firm in enforcing past UN resolutions. Meanwhile, Washington has used its war-won gains in regional standing to reclaim the hostages and open Middle East peace talks, and the region is by recent standards calm.

Postwar Iraq is, as the U.S. deputy secretary of state, Lawrence Eagleburger, puts it, both "less dangerous" and "less important" than before. Shrinking the stakes to these realistic dimensions supports a status quo that burdens Saddam Hussein. Insisting that he must be promptly overthrown shifts an unnecessary and imprudent burden onto George Bush.

— THE WASHINGTON POST.

ECHO REPUBLICAIN 28 janvier 1992

Est Républicain 28 janvier 1992

## Comité de soutien au peuple kurde

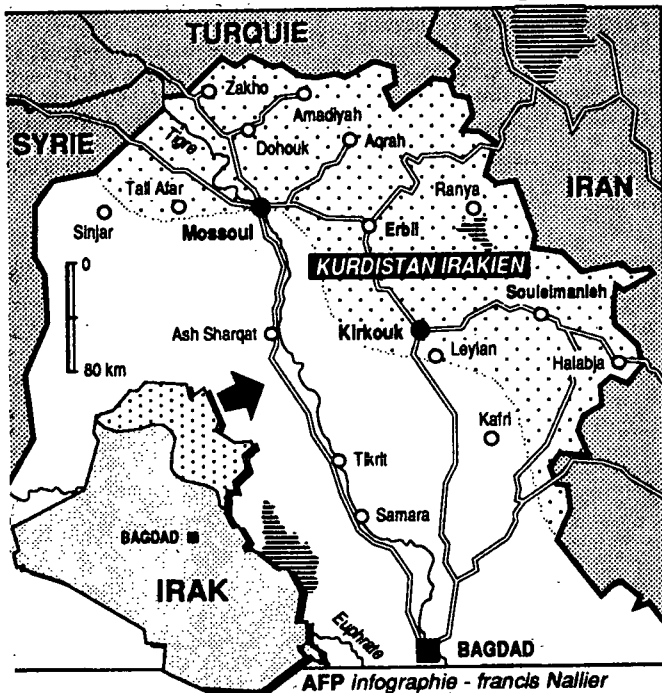
A l'insu de tous, au nord du Kurdistan — Kurdistan de Turquie — on est en train de vivre de véritables révoltes populaires avec le fameux « *Serhildan kurde* » qui a connu ses débuts en 1990 au moment du nouvel an kurde : le Nerwoz. Depuis donc deux ans environ, le peuple du Kurdistan — sous occupation de l'armée turque — descend dans les rues très fréquemment pour mettre fin aux atrocités et aux injustices dont il est victime et recouvrer sa liberté, son indépendance et son unité.

Longtemps privé de sa liberté et de son indépendance, jamais dans l'histoire une nation n'a connu un sort semblable à celui du peuple du Kurdistan. En effet, voilà depuis à peu près un siècle que le Kurdistan se trouve déchiré en quatre, que des familles ont été morcelées et qu'il n'existe plus de communication entre ces familles déchirées arbitrairement et à qui on a empêché de parler leur langue et de pratiquer leur culture.

Aujourd'hui, le peuple du Kurdistan, plus que jamais, est déterminé dans sa lutte. C'est ainsi que ces deux dernières semaines des centaines de milliers de personnes, de commerçants, de paysans, de fonctionnaires, de camionneurs sont descendus dans la rue à Nusaybin, Cizre, Mardin, Kulp, Kars, Agri et Diyarbakir.

Face à cela, l'armée turque multiplie les arrestations, les assassinats politiques et les massacres. C'est ainsi que plusieurs étudiants, humanistes et responsables politiques ont trouvé la mort. D'autre part, elle n'hésite pas à employer des armes chimiques contre la résistance. Douze combattants ont trouvé la mort par les armes chimiques le 23 décembre 1991 aux environs de Kulp, sous-préfecture de Diyarbakir.

Pour de plus amples renseignements, contacter le Comité de soutien au peuple kurde, tél. 83.96.11.38.



Premières élections le 3 avril

# Un parlement pour les Kurdes d'Irak

**L**ES Kurdes des régions d'Irak du nord tenues par leurs organisations seront appelés le 3 avril à des élections afin de désigner, pour la première fois, un dirigeant et un parlement.

Il s'agira de deux consultations séparées, dont le Front du Kurdistan, une coalition regroupant huit partis kurdes, déclare avoir informé les autorités irakiennes, apprend-on auprès de la direction du Front à Chaklaw, dans la montagne non loin de Souleimaniyeh.

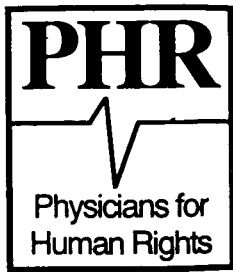
Les élections pour un parlement kurde, dont le nombre de députés reste à déterminer, se dérouleront dans les trois gouvernorats de Dohouk, Erbil et Souleimaniyeh, sous le contrôle des peshmerga (combattants kurdes).

Rien n'est encore définitivement arrêté pour la consultation dans le gouvernorat de Kirkouk, qui est sous le contrôle de l'armée irakienne, précise Saadi Pire, chargé des relations internationa-

les de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, l'une des principales composantes du Front.

La seconde consultation aura lieu le même jour pour élire un « leader » des quatre millions d'habitants du Kurdistan irakien, « représentant l'ensemble des Kurdes » d'Irak, précise-t-il. Ce dirigeant devra discuter notamment de l'autonomie des Kurdes avec Bagdad et les pays étrangers.





## PHR IN THE GULF

# Suffering in Iran widespread for Kurds

**T**hough far from the front, up to 1.2 million Kurdish refugees who massed on the border of Iran and Iraq earlier this year faced imminent danger from the weapons of war as well as the aftermath of conflict—hunger and disease. Trapped in the mountains of Iraq, at least 300,000 Kurds struggled to survive without water, sanitation, or basics for life.

A PHR border mission, part of a large-scale effort to assess human rights abuses and public health problems in the post-war Gulf, reported in May that at the height of the Kurdish exodus from Iraq as many as 1.7 million refugees fled to camps on the Iran-Iraq border. In doing so, PHR reported, the refugees exposed themselves to dangers from the elements, disease, and continued military hostilities.

By late July, 218,000 refugees were estimated still to be in the camps.

The PHR delegation traveled in Iran from May 2 through May 13, 1991, investigating and documenting patterns of illnesses and the medical needs in the refugee campsites.

The PHR team included Linda Rosenstock, M.D., M.P.H., an environmental medicine and public health specialist who is Director of Occupational Medicine, University of Washington, Seattle; Christopher Elias, M.D., M.P.H., an expert on refugee health and a Research Associate at the Population Council, New York, NY; and Gabriel Otterman, a fourth-year student at Harvard Medical School and the American Medical Student Association representative to PHR. Asfandiar Shukri, M.D., a trauma specialist and Director of Emergency Medical Services, Northwest Medical Center in Detroit, participated as a



In a field hospital on the Iran-Iraq border, a refugee mother tries to comfort her ailing child.

consultant and interpreter for the mission.

The team returned with a report that warned of the risk to thousands of children from contaminated and inadequate water supplies. Typhoid fever, gastroenteritis, and bacterial dysentery were commonplace among the refugees. A few cases of clinically diagnosed cholera were reported but unconfirmed.

The PHR mission team visited four campsites and areas in the western Iran province of Bakhtaran, located within 75 miles of the Iraqi city of Sulaimaniya. In May, the refugee presence in Bakhtaran was estimated at 540,000, distributed among 24 camps. The team also toured the Paveh-Nowsud border region of the Bakhtaran province, estimated to accommodate 130,000 refugees.

In addition to in-depth interviews with refugees, the PHR team system-

atically surveyed the status of 247 individuals from 30 families to compile their findings.

### Hidden Dangers

The delegation returned with troubling findings. They noted scores of Kurdish injuries attributed to land mines and unexploded munitions. With several of the camps located in areas heavily mined during the Iran-Iraq war, encounters with children maimed in mine explosions and other munitions accidents were frequent.

PHR physicians visited a two-year-old boy in the Jigaran camp who suffered severe burns to the face and hands after playing with unexploded munitions.

The team sought to investigate incidents of human rights abuses inflicted

Continued on next page

# Refugees flock to Iran

Continued from previous page

upon the Kurds prior to their flight from Iraq. No credible reports of the use of chemical weapons were found. The team was also unable to confirm the use of phosphorous bombs on the Kurds by Iraqi troops despite reports of such incidents. Border skirmishes, however, accounted for injuries to many fleeing Kurds.

The team called for "large-scale international material assistance and expert help to bring potable water, basic sanitation, food, and other essential services to this vulnerable popula-

tion," and "better coordination of relief supplies and services."

PHR's recommendations were reported widely throughout the international press, and upon its return to the United States, the mission team testified before the Senate Subcommittee on Immigration and Refugee Affairs. The team also briefed United Nations personnel in Geneva and officials of the U.S. Department of State and Department of Defense.

"Our assessment revealed a previously under-reported and under-recognized new phase of suffering in the Gulf War," Dr. Rosenstock said. ■



Though far from the front, Kurds fleeing Iraq to Iran were still injured by the weapons of war. This child was hurt when a mine he was playing with exploded.

# PHR visits war-torn Baghdad

Continued from Page 11

hood mortality at least double the pre-war level.

The first and second Harvard Study Group investigations have confirmed these findings, as has UNICEF. PHR is a co-sponsoring organization for the second Harvard study which has conducted a survey of over 6,000 Iraqi households and reports to the public in October. The mission team included a PHR epidemiologist, Dr. Tim Cote of Bethesda, Maryland.

## Civil Unrest

In addition to allied bombing damage, Iraq's civil war caused widespread suffering. In the south, the commercial and central residential districts of Karbala and Najaf were seriously damaged. The 400 bed hospital in Karbala, toured by the PHR team, was gutted by fighting between elements of the Iraqi military and Shi'ite rebels. Physicians at the hospital told the PHR team that over 50 bodies of patients were pulled from the wreckage. Looting added to the damage in the health facilities in the south.

In northern Iraq, Kurdish cities were significantly depopulated. PHR reported a desperate shortage of food, fuel, transport and medical supplies. These northern cities were looted as well. Sulaimaniya, a city normally of 500,000, looked like a ghost town. Most of its residents had fled to Iran and Turkey. The roads leading to the borders were littered with their belongings and with abandoned vehicles of every description which had evidently run out of gasoline. Corpses were scattered along the roadsides.

One functioning hospital in Sulaimaniya had wards full of war-wounded adults and children, injured from artillery fire, land mines and small arms fire. Antibiotics and other medicine were scarce, as was electricity and water. The care of these unfortunate people was proving very difficult despite conscientious efforts of the medical staff. At the pediatric hospital, ten of eleven house doctors had fled the city. Yet the courageous Kurdish pediatrician-in-chief planned to open the facility regardless and stay nights herself, if necessary, as the refugees were beginning to trickle back into the city.

Since PHR's first visit to Iraq in

January, its delegates have called for immediate easing of U.N. Sanctions to provide for needed humanitarian supplies of food and medicine. In July, PHR voiced support for the views of Prince Sadruddin Aga Khan—who headed a U.N. mission to Iraq—that Iraq must be allowed to sell sufficient quantities of oil to finance the purchase of foodstuffs and medical equipment. PHR's Geiger said any such sale and the unfreezing of foreign assets would have to be carefully monitored to ensure the distribution of goods to all civilians in need.

## U.N. Sanctions

"The continuation of sanctions is deepening the calamity affecting the children of Iraq," Dr. Fine said upon returning from the mission. "If full-scale disaster is to be averted, the United States, United Kingdom and other nations of the Security Council must immediately unfreeze Iraq's foreign-held assets and allow the exportation of oil." Tragically, as this issue of *The Record* goes to press, oil has not yet begun to flow. Thousands of Iraqi children are dying needlessly as a consequence. ■

## PHR IN THE GULF



Hundreds of thousands of Kurds—like this family—fled to the Iraqi-Turkish border seeking shelter from war, only to find hunger and disease.

# PHR team assesses Kurds in Turkey

**A** PHR mission to refugee camps on the Iraqi-Turkish border garnered extensive coverage in the international media, further fueling worldwide interest in and action on the plight of the Kurds fleeing war-torn Iraq.

The week-long mission last April to refugee camps in southeastern Turkey by Drs. Paul Epstein, Richard Sandler, Asfandiar Shukri, and Robert Cook-Deegan gave the

world a close look at the medical conditions of the camps and sought to document the human rights abuses that led to the Kurds' flight from their homes.

The PHR research team's findings on the daily death rate of refugees and the magnitude of disease and suffering there, assisted the U.S. Department of State, Defense, and relief agencies in setting priorities in the refugee camps.

At a Washington press conference on April 16, 1991, the PHR delegation said that the 750,000 Kurdish refugees gathered on the border of Turkey and Iraq were living under deplorable conditions.

Cold and wet, the border camps were a "sea of mud," Dr. Sandler said. Fewer than one-half of the children had shoes. Food was scarce, as was

**Continued on next page**

# PHR widely cited for reporting on Kurds

Continued from previous page

wood for fuel. With no latrines and an inadequate, contaminated water supply, diarrhea was rampant.

From interviews with 226 persons in 26 campsites or tents, the PHR team determined that 60 percent of the refugee population was under the age of 16.

Nearly three-quarters of the entire refugee population and 85 percent of children under 16 suffered from diarrhea on the day surveyed. Dysentery accounted for almost a quarter of these cases. A full 12 percent interviewed reported suffering from fever. Cough was reported in half those surveyed, with 90 percent reporting a productive cough.

While many of the refugees fled in fear from their cities and towns, none interviewed told of being directly abused. Several, however, reported cases of human rights abuses by the Iraqi regime before their flight.

The arduous journey to the Turkish border was fraught with danger as the Kurds fled over unforgiving terrain and nearly unpassable roads. The roads to the camps, the PHR team reported, were choked with abandoned vehicles and personal belongings.

Dr. Sandler, an expert on refugee health matters and a specialist in gastroenterology from St. Lukes Medical Center in Chicago, reported meeting a Kurdish physician who had fled along with 40 other medical workers.

"Here's this guy who's about my age, he's a doctor, his kids are the same age as mine. He's just like me in a lot of ways, but he's hungry, he's cold, he's ankle deep in mud with shoes that are falling apart...I couldn't help but feel, there but for the grace of God go I."

Dr. Epstein, an authority on public health from the Cambridge Hospital, Harvard Medical School, called the Turkish border camps "unlivable and

unsustainable."

On its return to Ankara, the PHR team notified the U.S. Embassy there that 400 to 1,000 people were dying each day in the border camps. Within hours, PHR's documentation was circulated to the U.S. State Department, the Pentagon, the White House, and the media. PHR's data and recommendations played an important role in subsequent massive relief efforts. Upon their return to the United States, PHR team members were interviewed on ABC's "Good Morning, America," National Public Radio, the MacNeil-Lehrer News Hour, and by major newspapers and wire services.

Dr. Sandler reported that a significant number of the dead and dying in the border camps of Cukurca and Uzumlu were children under the age of five suffering from diarrhea and dehydration.

The lack of clean water and the inability of many refugees to breast-feed worsened many children's chances for survival, prompting Dr. Sandler to call the camps "the most acute and severe refugee crisis that the world has ever seen."

Of the 42 women of childbearing age interviewed, 17 reported they were breast-feeding while only 6 were actually lactating.

The PHR team based its mortality rates on interviews with grave diggers and, using linear scaling techniques, arrived at the figure of 400 to 1,000 deaths per day.

Dr. Shukri, a Detroit physician, said the Turkish camps warranted "a

tremendous international effort...to handle the situation."

The PHR mission to Turkey, according to Dr. Cook-Deegan, differed from previous trips to the region. While earlier missions by PHR and other human rights organi-

zations had focused on human rights abuses and chemical attacks on Kurdish villagers, this trip shifted focus to assessing the disastrous medical situation in the camps.

"We were dead center in the middle of the world's biggest story," said Dr. Cook-Deegan, of the National Academy of Science's Institute of Medicine. "We didn't make the story, we filled in some of the gaps." He said that PHR's reporting of the medical conditions showed how organizations can rapidly respond to and assess a large-scale health problem.

"When we returned here," Dr. Sandler told the press corps in April, "we were gratified to see that the

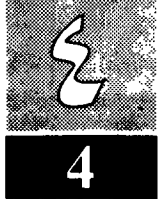
concerns raised by us and others are really getting attention. We hope that will be translated into adequate action."

PHR's report on their trip to Turkey was published in the August 7, 1991, edition of the *Journal of the American Medical Association*. The article discusses the assessment methods used by PHR and the policies that prolonged the suffering of the Kurds.

"Everyone thought it was everyone else's problem," Dr. Cook-Deegan said of the slow international response. ■

*The PHR team based its mortality rates on interviews with grave diggers and, using linear scaling techniques, arrived at the figure of 400 to 1,000 deaths per day.*

الاثنين ٢٠ كانون الثاني (يناير) ١٩٩٢ الموافق ١٦ رجب ١٤١٢هـ / العدد ١٠٥٧٤



## حز على توسيع المنطقة الآمنة للأكراد

# مجلس الشيوخ يطالب ادارة بوش بدعم المعارضة العراقية لاطاحة صدام

حملة لاطلاق اسرى كويتيين ما زالوا محتجزين في العراق وتقدر عددهم بنحو ألفي شخص: «اناشد الأمم المتحدة باعتبارها ممثلة للمجتمع الدولي ان تكثف مساعيها وتضاعف جهودها وتتخذ كل الاجراءات الممكنة لإجبار النظام العراقي على اطلاق الرهائن والأسرى الذين يحتجزهم، وأعلن ان الشعب الكويتي غير مستعد لنسيان العدوان العراقي وقال: «كيف ننسى ودماء شهدائنا لم تحف؟ كيف ننسى واخواننا ما زالوا يقبعون في سجون الطاغية».

### صدام والحصار

وفي بغداد دعا الرئيس صدام حسين العراقيين الى التقشف وتفاذي «التبذير» حتى يتمكنوا من «الانتصار على الحصار المفروض على بلادهم». وافادت وكالة الانباء العراقية ان صدام استقبل اول من امس اطفالاً عراقيين ودعاهم الى الامتناع عن شراء ما ليست لهم حاجة به، وحض المواطنين على «التقشف» واقتسام خبزهم وثيابهم مع المحتاجين. وأضاف: «كانوا يقولون عندما ينسحب العراق من الكويت نرفع الحصار (...) وانسحب العراق من الكويت لكن الحصار مستمر».

سينزحون من مناطقهم. واتهم القوات العراقية بشن «حملة ترهيب محدودة» ضد قرى كردية على تخوم كردستان العراقية التي أكد ان بغداد فرضت عليها حصاراً اقتصادياً. وامس دعا ولي العهد الكويتي رئيس الوزراء الشيخ سعد العبدالله الصباح المجتمع الدولي الى تكثيف ضغوطه على العراق لدفعه الى تطبيق قرارات مجلس الامن. وقال الشيخ سعد في افتتاح «المهرجان الاسلامي العالمي» الذي تنظمه الحكومة الكويتية في اطار

## ميجور: قوات التحالف ستدخل اذا هوجم الاكراد

■ لندن - رويتر - أكد رئيس الوزراء البريطاني جون ميجور امس ان قوات التحالف المتمركزة في جنوب شرقي تركيا ستدخل اذا امر الرئيس صدام حسين وقال ميجور في حديث الى التلفزيون البريطاني بمناسبة الذكرى الاولى لحرب الخليج ان «التزام الغرب ضمان سلامة الاكراد في المنطقة يجب ان يبقى لبعض الوقت. العديد منهم قلقون ازاء صدام، وهو الآن يقف بعيداً لأنه يعرف بوجود قوات تحالف في المنطقة وانها ستدخل اذا هوجم الاكراد». ووصف صدام بأنه «خطر على العالم وسيبقى منبوذاً»، مشدداً على ان خبراء الأمم المتحدة عازمون على التفتيش عن الأسلحة النووية العراقية وازالة ما يجنون منها. وأضاف انه لا يستطيع التكهّن متى سيفادر صدام بغداد لكنه قال: «أسف انه لا يزال هناك ويجب ان نراقبه بدقة».

المعارضة الشيعية. ودعا المجتمع الدولي الى زيادة جهوده في تطبيق العقوبات الدولية المفروضة على العراق منذ غزوه الكويت في آب (اغسطس) ١٩٩٠. وشدد على «توسيع المنطقة الآمنة لتشمل كل المناطق الخاضعة الآن لسيطرة الاكراد» في شمال العراق. وأورد ان ١,٨ ملايين عراقي هربوا من بيوتهم الربيع الماضي وما زال نحو ٥٠٠ الف منهم نازحين، مشيراً الى ان هجمات عراقية شنت اخيراً دفعت ٣٠٠ الف كردي الى الهرب، ومحتزراً من ان ١٠٠ - ٢٠٠ الف آخرين

■ بغداد، الكويت، واشنطن - اف دب، رويتر - حض مجلس الشيوخ الأميركي ادارة الرئيس جورج بوش على توسيع المنطقة الآمنة للأكراد في شمال العراق، ودعم المعارضة العراقية «بفاعلية اكبر» من اجل اقامة حكم ديمقراطي في العراق. وحذر من «أن العنف والحرمان الشديد يتهددان نحو ٩٠٠ الف كردي الى ان يأتي وقت لا يكون صدام حسين في السلطة». جاء ذلك في تقرير للمجلس وزعه قبل النسب السناتور ادوارد كنيدي، ووضعته اللجنة الفرعية القضائية التابعة للمجلس بعد زيارة عضوين فيها لشمال العراق في كانون الاول (ديسمبر) الماضي.

### امن الاكراد

واكد رئيس اللجنة السناتور كنيدي ان «المأساة الانسانية في العراق مستمرة ويجب ان تبقى الولايات المتحدة وحلفاؤها ملتزمين امن الاكراد وراحتهم». وشدد التقرير على ان «الأسرة الدولية يجب ان تلتزم البقاء في شمال العراق حتى يترك صدام السلطة ويحل الاستقرار في العراق». ونصح بتعاون نشط بين الولايات المتحدة وتنظيمات المعارضة العراقية بما فيها

AL-HAYAT MONDAY, 20 JANUARY, 1992 ISSUE NO 10574

## ستباشر ادارة مناطقتها وتشغيل العامل والمؤسسات العطللة الجبهة الكردستانية تتبنى الفيدرالية وتقرر توحيد قواتها المسلحة وأجهزتها

□ لندن -  
من كامران قره داغي:

■ قالت مصادر كردية رفيعة المستوى لـ «الحياة» أمس ان القيادة السياسية للجبهة الكردستانية قررت في إطار تحولات مهمة في سياساتها ومواقفها تبني شعار الفيدرالية بدلاً من الحكم الذاتي في إطار عسراق ديموقراطي موحد. ويتكرر ان ميلناق الجبهة ينص على حق تقرير المصير لاجراء العراق من دون تحديد مطلب معين.

وكذلك قررت الجبهة العمل على تشكيل ادارة موحدة لجميع القوات المسلحة التابعة لإطرافها وأجهزتها الاعلامية والادارية والجمركية

وغيرها مما هو ضروري لإدارة فاعلة للمناطق الواقعة تحت سيطرتها. وستبدأ بادارة موحدة لهذه المناطق بما في ذلك تشغيل العامل والمصانع والمؤسسات الحكومية المعطلة. اجتماعين عقدهما الاسبوع الماضي في كركستان العراق. وشارك فيهما رئيسها السيدان جلال طالباني وسعود بارزاني على انها ستدرس مسألة استئناف المفاوضات مع الحكومة العراقية ولكن ليس قبل ان ترفع بغداد الحصار الاقتصادي الذي تفرضه على المناطق الكردية منذ ٢١ اسبوعاً، وفي ضوء التطورات على كل الصعيد.

وتابعت المصادر ان وفد الجبهة

الذي يجري حالياً محادثات في دمشق مع اللجنة التحضيرية المؤتمر المعارضة العراقية سيبغها شرطين لعقد المؤتمر في كركستان العراقية هما: اولاً، تأييد ممثل الأكراد الفيدرالية، وثانياً، ان يتبنى المؤتمر الديموقراطية القائمة على اساس التعددية وحقوق الانسان بدلاً من الديكتاتورية.

وكان اعلن في وقت سابق ان الجبهة قررت في اجتماعها الاربعة الماضي اجراء انتخابات في موعد اقصاه الثالث من نيسان (ابريل) المقبل لمجلس وطني وقائد للحركة الكردية في كركستان العراقية. والى

### تمة الصفحة الاولى الجبهة الكردستانية تتبنى الفيدرالية

ان يتم ذلك تستنصر الجبهة في ادارة المناطق الكردية وتسيير شؤونها. وعلمت «الحياة» ان الجبهة واصلت اجتماعاتها أمس وناقشت الوسائل الاجرائية لتنفيذ هذه القرارات. وعلمت أيضاً ان اللجنة القانونية المكلفة وضع تفاصيل الانتخابات انجزت مسودة قانونها. وينظر ان ينص على ان يضم المجلس نحو ١٠٠ عضو يمثل كل منهم ٢٠ الفا من السكان الذين يقدر عددهم في المناطق الواقعة تحت سيطرة الجبهة بثلاثة ملايين. ويضمن القانون تمثيلاً غذائياً للأشوريين والتركمان.

وكان قادة الجبهة، خصوصاً طرفيها الرئيسيين الحزب الديموقراطي الكركستاني والاتحاد الوطني الكركستاني، مهوا لإخضاع هذه القرارات الحاسمة باتصالات ولقاءات ثنائية ومتعددة واسعة منها بين بارزاني وطالباني، ثم التوصل في نهايتها الى استنتاج ان الظروف الحالية تتطلب مواقف حاسمة. مشتركة جديدة في ضوء الأوضاع في المناطق الكردية والعراق كله، وفي إطار الاعتبارات المختلفة بما في ذلك الإقليمية والدولية.

تم خصص الى استنتاج مفاده ان  
المستقبل القريب في العراق اراه  
قاتماً... واقرب الاحتمالات هو بروز  
حزب اهلوية سواء مع المحاصر الحالي  
او من يونه. لكن النظام المحاصر يقوم  
بدوره بمحااصرة كبرستان العراق  
والموالين فيها. والعجب انه لا يكف  
عن المناورات في سبيل بقائه. وهو في  
تعامله مع الجبهة الكردانية يراهن  
على امرين: ١- شق الجبهة باي  
وسيلة واتارة الخلافات في صفوفها.  
٢- تخفيف الخصام الدولي

كاحتمال قد يقع يوماً ما حسب  
بيشر به النظام الذي لا يكف عن حض  
انتصاره على ان يصبروا لان الفرغ  
اتاه.  
هذه وجهة نظر جيدة. لكن هناك  
في الحقيقة مؤشرات كثيرة على ان  
الاصور لا تستدعي هذا الاطراف في  
التناؤم. ففي مسعاها تحقيق وحدة  
الارادة السياسية، تمنت القيادة  
السياسية للجبهة الكردانية  
بحماسة شديدة الاقتراح الذي كان  
قدّمه السيد مسعود بارزاني لانتخاب  
مجلس وطني يملأ الفراغ السلطوي  
التاصل نتيجة لغياب حكومة مركزية.

ولا حديث في كبرستان المحررة،  
اليوم سوى عن امرين: الانتخابات  
والديموقراطية. واللافت ان هناك  
اجماعاً على تأييد الانتخابات، لا  
يتخلف عنه الحزبان الكبيران  
(البارزاني) والديموقراطي الكردستاني،  
والاقتصاد الوطني الكردستاني،  
(طالباني) والحزب الاخرى الصغيرة  
والمتساقون والمقاتلون (بشمركة)  
وحزبي، الجحوش، الذين كانوا  
يقاثلون في جانب الحكومة حتى  
انفضوا عليها في آذار (مارس)  
الماضي ولعبوا دوراً اساسياً فيها،  
فصار الاكرد يطلقون عليهم منذ ذلك  
الحين صفة «المستشارين». ويكاد  
يكون لكلمة الانتخابات تأثير سحري  
في النفوس كان الكل مقتنع بانها  
ستكون البواء الشافي لجميع المشاكل،  
وعبرها يريد الاكرد ان لا يهوتوا  
فرصتهم التاريخية ويغدوا الزعم  
بانهم غير قادرين على تسيير امورهم  
بالفهم.

وتجدر الانتساره هنا الى ان  
الديموقراطية لا تبدو مجرد شعار  
فضفاض بل ان الاكرد يمارسونها الى  
حد يمكن معه اعتبار الديموقراطية  
الكردية حالة ارقى مستوى من غالبية  
دول الشرق الاوسط والواقع ان  
الحزب الكرستاني والاشركي والاشركي  
وقائديها ومسؤولي تنظيماتها  
معروفون وهي تعقد اجتماعاتها  
ومؤتمراتها في صورة علنية يدعي  
اليها الصحافيون الاكرد والاجانب.  
ولا حظ سياسي كردي في هذا الصند  
ان حزب البعث في العراق ما زال يقف  
مؤثراته سراً وفي اغلب الاحيان لا  
تعلن نتائجها وقراراته الا بعد انعقاد  
بفترة ويبقى بعضها سرياً.

كذلك يكاد يجمع الكل على ان  
الديموقراطية تعني قبول نتائج  
الانتخابات اياً كانت. ويعتبر متفقون  
اكرد ان الانتخابات ونتائجها ستكون  
في الواقع مسكناً لمستوى سكون  
الكردي وبرون انها تعكس نوعاً من  
الصراع بين المنطق التعددي السائد  
الى حد كبير في كبرستان المحررة،  
والمنطق التوتاليتاري لنظام الحزب  
الواحد الذي يعاني العراقيون منذ  
عقد مضاعفاته المأسوية.

والسؤال الذي يطرحه هؤلاء  
المثقفين هو هل سترقى الاحزاب  
الكرستانية الى المستوى المطلوب من  
المسؤولية لضمان انتقال سلمي الى  
الديموقراطية؟  
في حال الفكن الاكرد ان بنجخوا  
في ذلك، كما يامل المتفائلون، فان  
السؤال الذي يطرحونه منذ الآن هو  
هل ان حكماً ذاتياً خاضعاً لمرکز  
متخلف في الممارسة الديموقراطية  
كاف لحماية هذا التوق الكردي؟ وهل  
كشبر على كبرستان ان تطالب  
بالقيود البية على الاقل؟

ويمكن في هذا المجال سوق امثلة  
ملعوسة على ان المنطق السليم ما زال  
سائداً على رغم كل الجهود المفضوعة  
والسرية التي بذلتها النظام ويستمر  
في بذلها لشق صفوف الجبهة  
الكرستانية وتجزئها بعض اطرافها  
على بعضها الاخر. والامر المهم ان  
هذه الاطراف لم تفهم محاولات  
النظام بل تركها وتخصصها وهي  
نجحت حتى الآن في احباطها. وما  
له دالة بارزة ان مليوني قطعة سلاح  
على الاقل موجودة في حوزة السكان.  
لكن لم يحدث اي اقتتال بين الاحزاب  
وكان لضغط الرأي العام الكردي تأثير  
فاعل ان لعب دوراً بارزاً في حمل  
الجبهة على ازالة مظاهر التسليح في  
من المناطق المحررة، وبلداتها.



من مظاهر التعددية: صفح الاحزاب الكرستانية الى جانب صفح الحكومة معروضة للبيخ في السليمانية (الحياة)

الى ذلك لعلي احدثهم الممارسات  
التي يمكن الاكرد ان يعترضوها  
مشجعة انهم استطاعوا احباط  
محاولة النظام في اثاره فوضي  
ادارية بقراره ثلثة اشهر، نقل،  
جميع الموظفين من كبرستان الى  
بغداد والتوقف عن دفع الرواتب لهم.  
وعندما رفض اكثر من ٩٥ في المئة  
الامتنال الى اوامر بغداد وجدت  
الجبهة الكرستانية، التي كانت  
مهمتها قتالية في الدرجة الرئيسية،  
فجأة ان عليها ان تتصرف كحكومة  
لادامة المؤسسات الادارية للدولة.  
وهذا ما فعلته تحديداً، وهي لم تنجح  
في الاقواء على الجهاز الاتراي للدولة  
وتسقيله فحسب، بل استطاعت ايضا  
وعلى رغم كل السلبات والنواقص ان  
توفر حتى الاموال لصرف الرواتب  
للعاملين في هذه الاجهزة المسؤولين  
عن اعادة عوائل يقدر العدد الاجمالي  
لاكثرها بنحو ٤٠٠ الف شخص.  
والاكثر ان هذا انجاز يستاهل به.  
وتلفت ظاهرة صحية تتمثل في  
ان صحافة الاحزاب الكرستانية  
تلزم الى حد كبير جدا اصول

يمكن ان يؤثر ايجابيا في الوضع  
الذي يمكن ان يكون له نتائج ايجابية  
في ظل الظروف غير الاعتيادية  
تولجنا لا يامن لا لصحافة تمارس  
صريحها في اطار متحضر. وتباع  
صحف الاحزاب ومطبوعاتها في  
جانج الصحف العمالية للنظام، بينما  
تمنع السلطات العراقية دخول  
الصحافة الكردية التي بقية العراق.  
هناك طمعا مخاطر كثيرة مصدرها  
في الدرجة الاساسية النظام العراقي  
الذي سيفعل كل ما في وسعه لاجباط  
هذه التجربة. ويمكن الافتراض ايضا  
بان اعداء هذه التجربة الفريدة لا  
يقصرون على النظام العراقي بل  
يتجاوزونه الى اخرين كثيرين في  
المنطقة ومنهم جيران الاكرد والعراقي.  
وهناك ايضا اعداء لا يكون ضرراً في  
الصفوف الكردية نفسها ولا يقتصرون  
على الاكرد فقط بل يشملون تيارات  
واتجاهات وتقاليد.

بقي انه حتى اذا نجح الاكرد في  
احترواء هذه المناطق كلها فان العامل  
الاجرائي، سيبقى شرطا ضروريا  
لضمان نجاح تجربتهم، وهو نجاح  
يمكن ان يؤثر ايجابيا في الوضع  
الذي يمكن ان يكون له نتائج ايجابية  
في ظل الظروف غير الاعتيادية  
تولجنا لا يامن لا لصحافة تمارس  
صريحها في اطار متحضر. وتباع  
صحف الاحزاب ومطبوعاتها في  
جانج الصحف العمالية للنظام، بينما  
تمنع السلطات العراقية دخول  
الصحافة الكردية التي بقية العراق.  
هناك طمعا مخاطر كثيرة مصدرها  
في الدرجة الاساسية النظام العراقي  
الذي سيفعل كل ما في وسعه لاجباط  
هذه التجربة. ويمكن الافتراض ايضا  
بان اعداء هذه التجربة الفريدة لا  
يقصرون على النظام العراقي بل  
يتجاوزونه الى اخرين كثيرين في  
المنطقة ومنهم جيران الاكرد والعراقي.  
وهناك ايضا اعداء لا يكون ضرراً في  
الصفوف الكردية نفسها ولا يقتصرون  
على الاكرد فقط بل يشملون تيارات  
واتجاهات وتقاليد.





Info-Türk Décembre 1992

# D'AUTRES VICTIMES DE LA TERREUR EN DECEMBRE

Les groupes de droits de l'homme de Turquie ont annoncé le 13 décembre dernier qu'au cours des huit mois qui ont suivi l'adoption de la Loi Anti-Terreur, conférant aux autorités responsables de la sécurité des pouvoirs extraordinaires, 95 personnes ont été victimes du terrorisme d'Etat: huit furent torturées jusqu'à la mort, 20 furent tuées au cours de raids dans les résidences ou des embuscades, 32 le furent au cours des attaques menées par la Contre-Guérilla dans la région soumise à l'état d'urgence et 32 autres sont tombées sous les balles de la police tirant au hasard.

Voici les meurtres qui ont été perpétrés en décembre 1991:

Le 1.12, un détachement militaire aurait abattu un garçon de 15 ans, Ismet Mirazoglu, dans le village de Serinbayir, province de Bitlis.

Le 1.12, Ismail Hakkı Kocakaya, qui avait été kidnappé le 27 novembre à Diyarbakir fut retrouvé mort. Des témoins ont déclaré que deux voitures de police avaient été utilisées pour l'enlèvement.

Le 2.12, à Istanbul, un étudiant de 18 ans, Hüseyin Fidanoglu, perdit la vie en tombant du huitième étage du bâtiment où se trouve également le siège de l'Association des Femmes dans la Lutte Démocratique (DEMKAD). Les parents de la victime ont accusé la police de l'avoir tué.

Le 3.12, dans le district d'Idil, province de Simak, un citoyen chrétien, Mihail Bayir, fut abattu par deux hommes armés. Les tueurs appartiendraient au groupe fondamentaliste *Le Hizbullahci*. En signe de protestation pour ces assassinats, les commerçants du district de Gercüs (Batman) fermèrent leurs commerces pour deux jours. Le 15 décembre, un tribunal ordonna l'arrestation de six d'entre eux.

Le 4.12, on rapporte que le 18 novembre, l'armée fit un raid dans le village de Mutluca, district de Solhan (Bingöl), et battit et tortura de nombreux villageois dans le but d'obtenir de l'information concernant les militants kurdes. Parmi les gens torturés figuraient des personnes âgées: Selim Bükmez, 67 ans, Abdurrahman Kilinc, 65, Abdurrahman Küsmesz, 72 et Hüseyin Demir, 65.

Le 5.12, les parents d'Ibrahim Gündem, du village de Sarierik, district d'Hazro (Diyarbakir), déclarent qu'ils ignoraient où se trouve leur fils depuis sa détention, le 25 septembre.

Le 8.12, à Gaziantep, un étudiant universitaire, Murat Özsat, qui avait été arrêté par la police le 23 novembre fut trouvé mort et son corps présentait des traces de brûlures. Son oncle, Veysi Özsat, accuse la police d'avoir tué l'étudiant qui refusait de devenir un informateur de la police. Quelque quatre mille étudiants ont boycotté l'école pour s'insurger contre la répression policière.

Le 10.12, dans le village de Yolacti, province de Diyarbakir, un détachement spécial des forces de sécurité ouvrit le feu sur une voiture prétextant qu'elle ne s'était pas arrêtée en dépit de leurs injonc-

tions. Le chef du village d'Erikyazi, Sigbetullah Eker, sa femme et son fils, qui voyageaient dans la voiture furent sérieusement blessés.

Le 13.12, la famille d'un jeune de 25 ans, Hüseyin Toraman, qui disparut après avoir été arrêté par la police le 27 octobre, demanda à la Commission des Droits de l'Homme de l'Assemblée Nationale d'ouvrir une enquête.

Le 13.12, le député de Simak, Orhan Dogan, annonça que le chef d'un village, Agit Akibe et un autre Kurde, Ibrahim Demir, avaient été trouvés morts dans le district d'Idil un jour après leur arrestation par les forces de sécurité. Aux funérailles des victimes, qui eurent lieu le 15 décembre à Sirnak, ont assisté environ huit mille personnes qui chantèrent ce slogan "A bas le fascisme, à bas la Contre-Guérilla!"

Le 16.12, dans le district de Dargecit, province de Mardin, Mehmet Ata Vural, de 25 ans, fut abattu par des personnes non identifiées alors qu'il rentrait de son travail. En signe de protestation, les commerçants des districts de Sirnak, de Cizre, de Silopi et de Silvan ont fermé leurs commerces pour un jour.

Le 17.12, la famille de Cengiz Kumanli, arrêté par la police le 13 décembre à Istanbul, annonça qu'elle n'avait aucune nouvelle de celui-ci.

Le 18.12, dans le district de Nusaybin, province de Mardin, un travailleur, Hayretin Cetin, fut abattu par des personnes non identifiées alors qu'il rentrait de son travail. Le lendemain, quelque dix mille personnes ont assisté à ses funérailles et ont chanté de slogans dénonçant la Contre-Guérilla.

## TERREUR D'ETAT A NOUVEAU EN DECEMBRE

Le 1.12, le Gouverneur d'Istanbul interdit une réunion organisée par le Barreau d'Istanbul sur la "violation des droits de l'homme dans le cas de la Prison d'Eskisehir.

Le 1.12, au cours d'une opération policière dans le district de Siverek, province d'Urfa, 13 personnes âgées de 14 à 18 ans furent arrêtées pour avoir aidé une organisation séparatiste.

Le 2.12, à Izmir, neuf des 43 personnes détenues le 26 novembre pour avoir prit part à une célébration de l'anniversaire du PKK qui avait été interdite, furent placées en détention par un tribunal. Bien qu'elles aient été relâchées, les 34 autres personnes seront jugées en même temps que les détenues.

Le 2.12, à Izmir, 53 personnes furent arrêtées pour avoir tenu une conférence de presse de solidarité envers les prisonniers faisant la grève de la faim à la Prison de Buca.

Le 3.12, commença à la CSE d'Ankara, le procès de 14 personnes arrêtées au cours de l'ouverture d'une exposition commémorant le coup d'Etat de 1980. Ils sont accusés d'avoir organisé une manifestation illégale et d'outrage à la police.

Le 3.12, dans le district de Viranşehir, province d'Urfa, 15 personnes furent arrêtées pour avoir abrité des militants séparatistes.

Le 4.12, à Istanbul, une femme du nom d'Hakime Esmeray, mère de deux enfants, déclara qu'après avoir été arrêtée en octobre dernier, elle fut torturée et violée par plusieurs policiers le 4 novembre.

Le 5.12, les forces de sécurité arrêtèrent 3 sympathisants supposés du PKK au cours d'une opération de ratissement dans les districts de la province de Gaziantep.

Le 5.12, sept personnes furent arrêtées dans le district d'Elbistan, province de Maras. Cinq d'entre elles sont des étudiants d'une école supérieure.

Le 8.12, à Diyarbakir, un étudiant d'une école supérieure, Mahir Güneri, qui avait été arrêté cinq jours auparavant pour avoir porté un pull aux trois couleurs kurdes, rouge, vert et jaune, déclara avoir été torturé au cours de ses cinq jours de détention. Un rapport médical confirma les traces de torture.

Le 9.12, la police arrêta neuf personnes dans le district de Palu, province d'Elazığ. Parmi les détenus figuraient des hommes de plus de 60 ans. Le même jour, sept personnes furent arrêtées dans le district d'Elbistan, province de Maras.

Le 10.2, à Istanbul, six personnes furent blessées au cours d'une escarmouche entre étudiants de gauche et islamistes de l'Université de Yıldız.

Le 12.12, six membres présumés du *Dev-Sol* furent mis en détention par la CSE d'Istanbul.

Le 16.12, une action en justice était introduite contre Turgut Kazan, président du *Barreau d'Istanbul*, pour avoir critiqué les pratiques antidémocratiques de Nusret Demiral, procureur de la CSE d'Ankara.

Le 16.12, la police arrêta cinq personnes au cours d'une manifestation pour le respect des droits de l'homme organisée par la section d'Istanbul de l'*Association des Droits de l'Homme* (IHD) dans cette même ville.

Le 16.12, une vingtaine de personnes furent blessées au cours d'une nouvelle escarmouche entre des étudiants de gauche et islamistes de l'Université de Yıldız à Istanbul.

Le 16.12, trois députés du SHP, Uluc Gurkan, Salman Kaya et Selim Sadak, déclarèrent que le capitaine de gendarmerie Mehmet Göcmen, avait torturé des habitants du village d'Akbag, dans la province de Mardin, et les avait forcés à manger de la paille.

Le 17.12, dans le district de Lice (Diyarbakir), quelque trois mille personnes prirent part à une manifestation devant le bureau du gouverneur pour dénoncer l'arrestation de deux Kurdes dans le village de Gökce.

Le 17.12, quatre étudiants furent traduits devant la CSE d'Istanbul pour avoir collé des posters de l'*Union des Communistes Révolutionnaires de Turquie* (TIKB) à Istanbul. Les défenseurs, parmi eux se trouve Lale Colak, une fille de 17 ans, risquent chacun une peine de prison de 15 ans.

Le 18.12, la peine de mort prononcée contre deux membres du *Dev-Yol*, Mustafa Kantas et Omer Tunca, fut approuvée par une Cour de Cassation Militaire. En vertu de

la Loi Anti-Terror, cette peine fut commuée en une peine de prison à perpétuité.

Le 18.12, un groupe fondamentaliste fit un raid dans la cantine de l'Université de Mimar Sinan à Istanbul et blessa deux étudiants. La police arrêta sept personnes. Le même jour, à Bursa, les forces de sécurité firent une descente dans une réunion estudiantine à l'Université d'Uludağ et arrêtèrent 69 personnes. 16 d'entre elles furent par la suite placées en détention par un tribunal.

Le 20.12, s'ouvrit à la CSE d'Ankara le procès de 21 militants présumés du PKK.

Le 21.12, au village de Zirver, dans le district de Palu (Elazığ), 17 fermiers kurdes furent arrêtés pour avoir résisté à la gendarmerie au cours d'un raid.

Le 22.12, les forces de sécurité arrêtèrent sept Kurdes dans le district de Gercüş (Batman) et quatre autres dans celui de Mazıdağ (Mardin).

Le 23.12, le président du *Syndicat de Mineurs*, Semsi Denizler, fut condamné à 4 mois et 2 jours de prison pour avoir critiqué l'attitude d'un ministre durant la grève des mineurs en janvier 1991. La peine fut par la suite commuée en une amende de 3.032.000 LT.

Le 24.12, eurent lieu une série de manifestations dans les universités d'Adana, de Diyarbakir et de Bursa pour commémorer le massacre commis à Kahramanmaraş en 1978. La police arrêta 50 étudiants à Adana, 30 à Diyarbakir et 16 à Bursa.

Le 24.12, l'ancien président du HEP à Adana, Kemal Okutan, fut arrêté par la CSE d'Ankara en raison du discours qu'il prononça lors de la Grande Convention du *Parti Travailleuse du Peuple* (HEP) à Ankara. Le procureur demande la peine capitale en vertu de l'Article 125 du Code Pénal Turc. Six autres délégués sont également soumis à des poursuites pour les déclarations faites lors de la Convention.

Le 26.12, à Izmir, 20 militants présumés du PKK furent arrêtés par la police et 12 d'entre eux furent mis en détention par le tribunal.

Le 28.12, la section de Kastamonu du *Syndicat des Enseignants et des Travailleurs Scientifiques* (Egit-Sen) fut fermée par décision du gouverneur stipulant que les fonctionnaires publics n'ont pas le droit d'être syndiqués.

Le 28.12, la police arrêta 22 militants présumés du PKK à Sanliurfa. Le même jour, la CSE d'Izmir arrêta 12 personnes pour le même motif.

Le 29.12, la police arrêta 15 personnes au cours d'une cérémonie de mariage à Siirt parce qu'elles portaient les trois couleurs kurdes.

Le 30.12, La police annonça l'arrestation de 25 personnes au cours des opérations de sécurité menées dans la province d'Urfa.

Le 31.12, à Adana, 34 étudiants universitaires arrêtés le 24 décembre au cours de la manifestation pour l'anniversaire du massacre de Kahramanmaraş, annonçaient une fois remis en liberté qu'ils avaient été torturés pour les forcer à devenir des informateurs de la police et les filles avaient été victimes d'harcèlement sexuel.

Le 31.12, alors que les détenus ordinaires bénéficiaient d'une visite libre à leur famille pour la Nouvelle Année, les détenus politiques furent privés de ce droit en vertu de la Loi Anti-Terror.

Cumhuriyet 4 Ocak 1992

64 kişi İçişleri Bakanlığı'na dava açtı

# Kulp olayları için tazminat talebi

ERGÜN AKSOY

**DIYARBAKIR** – Kulp ilçesinde yaşanan olaylar sırasında araçlarının güvenlik görevlileri tarafından tahrip edildiğini öne süren 64 kişi, İçişleri Bakanlığı hakkında tazminat davası açtı. Lice ve Kulp'ta meydana gelen olaylarla ilgili bir rapor, Helsinki İzleme Komitesi'yle uluslararası demokratik kuruluşlara gönderildi. Kulp ve Lice'de bir asker ve 11 yurttaşın ölümüyle sonuçlanan önceki haftaki olaylarla ilgili soruşturma sürerken araçlarının tahrip edildiğini savlayan 64 kişi, Kulp Asliye Ceza Mahkemesi'ne başvurarak İçişleri Bakanlığı hakkında tazminat davası açtı. Diyarbakır Barosu tarafından oluşturulan bir komisyon aracılığıyla dava dilekçesini hazırlayan kişiler, araçlarının özel tim ve askerler tarafından tahrip edildiğini, üzerlerindeki para ve değerli eşyaların da bu görevliler tarafından alındığını öne sürdüler. Kulp'ta meydana gelen kanlı olaylar, SHP Diyarbakır

Hükümet yeni düzenlemelere gidiyor

## Güneydoğu'ya sivil otorite

**ANKARA (ANKA)** – Hükümet, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde sivil ve askeri yetkililer arasında sık sık yaşanan yetki tartışmalarına son verecek düzenlemelere gidiyor. İçişleri Bakanı İsmet Sezgin, bölgede görev yapan tüm güvenlik güçlerinin, vali ve kaymakamların emrinde olacağını belirtip şöyle devam etti: "Polis, askeri, özel timi, tümü sivil otoriteden emir alacak. Düzenlemelerimiz içinde en önemlisi budur." Olağanüstü hal uygulamasından

vazgeçilmesinin söz konusu olmadığını belirten Sezgin, uygulamadan bugüne kadar sonuç alınmamasına, bölge valiliğinin yetkilerini kullanamamasının yol açtığı söyledi. Bölgede yetkililer arasında bir "otorite boşluğu" meydana geldiğine işaret eden Sezgin, bunu gidermek için vali ve kaymakamların Olağanüstü Hal Bölge Valisi'nin yetkileri ile donatılacaklarını vurguladı. Sezgin, bölge valisinin bir "geçiş dönemi"nde görev yapmayı sürdüreceğini de kaydetti.

Milletvekili Mahmut Uyanık'la birlikte yaşayan HEP Diyarbakır İl Başkanı avukat Hüseyin Turhallı, konuyla ilgili olarak hazırladığı 10 sayfalık raporu Cumhurbaşkanı Turgut Özal, Başbakan Süleyman Demirel, Başbakan Yardımcısı İsmet İnönü, İçişleri Bakanı İsmet Sezgin, Uluslararası Af Örgütü, HİK ve Almanya Barış Derneği'ne gönderdi. Avukat Turhallı, raporunda

silah kullanma emrini Diyarbakır İl Jandarma Atay Komutanı Albay İsmet Yediyıldız'ın verdiği tanık olduğunu anlattı.

Öte yandan Diyarbakır'da önceki hafta içinde halkı kepenk kapatma eylemine zorladıkları gerekçesiyle 33 kişi hakkında DGM'ce hazırlık soruşturması sürüyor.

AA muhabirinin görüşüğü

DGM Başsavcısı Ali Şanver, halkı kepenk kapatma eylemine zorladıkları gerekçesiyle tutuksuz 33 kişiyle ilgili olarak hazırlık soruşturmasının sürdüğünü, soruşturmanın tamamlanmasından sonra dava açılacağını bildirdi. Diyarbakır'da, bölgedeki olayları protesto etmek amacıyla önceki hafta bir günlük esnaf kepenklerini açmamıştı.

Cumhuriyet 6 Ocak 1992

Cumhurbaşkanı, hükümetin Çekiç Güç'ü 'son kez' uzatma kararına 'uyarı şerhi' düştü

# Özal: Çekiç Güç'e 6 ay süre az

**İç Politika Servisi** – Çankaya ile hükümet arasındaki 'kararname krizi'nde bir ateşkes havası yaşanırken Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın iki bakanlar kurulu kararı 'şerh' koyarak onayladığı, 'erken emeklilik' hakkındaki kanun hükmündeki kararnamayı ise halen uzmanlarına incelettirmekte olduğu öğrenildi.

ANKA'nın haberine göre Cumhurbaşkanı Turgut Özal, koalisyon hükümetinin görevine geldiği günden bu yana sevk ettiği 320'ye yakın kanun hükmünde kararname, bakanlar kurulu kararı ve üçlü kararnameden ikisini şerh koyarak imzaladı.

Cumhurbaşkanlığı Sözcüsü Kaya Toperi'nin, Özal'ın 'devletin işlerini aksatmamak' üzere katılmadığı halde onayladığını bildirdiği bakanlar kurulu kararları, Türkiye topraklarında yabancı silahlı kuvvetlerin bulunması ile akaryakıt tüketim vergisi hasılatının Hazine fonları ve genel müdürlükler arasındaki dağılımını içeriyor.

Cumhurbaşkanı Özal, Piriçlik ve İncirlik'te konuşlandırılan Çekiç Güç'e "Geri çekilmesi için son kez altı aylık bir süre tanınması" yolundaki karara itiraz etti. Bu süre 28 Haziran 1992'de sona eriyor. Özal'ın şerh yazısında Kuzey Irak'taki

belirsizliğin altı aydan daha fazla sürebileceğini kaydederek Çekiç Güç'ün 'caydırıcılık' unsuru nedeniyle Türkiye'de kalmasının yararlarını anlattığı öğrenildi.

Özal'ın, akaryakıt tüketim vergisi hasılatının dağılımında Hazine'nin payını artırarak Toplu Konut Fonu'nun payının azaltılmasını içeren bakanlar kurulu kararına da bu şekilde bir düzenlemeye katılmadığı için şerh koyduğu bildirildi.

Öte yandan Cumhurbaşkanı Özal'ın, kamuoyunda 'erken emeklilik' diye bilinen ve emeklilikte yaş sınırını kaldıran ka-

nun hükmünde kararnamayı halen uzmanlarına incelettirmekte olduğu bildirildi.

Özal'ın kararnamayı imzaladığı yolunda dün bazı gazetelerde yer alan haberlerin gerçeği yansıtmadığını belirten yetkililer, cumhurbaşkanının kararını uzmanların raporundan sonra vereceğini söylediler.

Söz konusu kararname, çalışanların, hangi sosyal güvenlik kuruluşuna bağlı olduklarına bakılmaksızın, kadınlarda 20, erkeklerde ise 25 hizmet yılını bilfiil tamamladıktan sonra istersen emekli olabilmelerine imkân sağlıyor.

Cumhuriyet 10 Ocak 1992

Kürt liderin özel temsilcisi Dizai, Hikmet Çetin ile görüşti

# Barzani Ankara'ya sıcak



Muhlis Dizai

Irak Kürdistan Demokrat Partisi lideri Mesut Barzani, Türkiye'nin PKK kamplarına karşı düzenlediği sınır ötesi hareket nedeniyle "askıya aldığı" ilişkilerin "normalleştirilmesini" istiyor. Dizai, yeni hükümetin demokratikleşme süreci başlattığını kaydetti

## SEMHİDİZ

ANKARA - Türkiye'nin Kürdistan Demokrat Parti lideri Mesut Barzani bu ilişkilerin "normalleştirilmesini" istiyor. Dizai, yeni hükümetin demokratikleşme süreci başlattığını kaydetti

Dışişleri Bakanı Hikmet Çetin ile görüşen Dizai, daha sonra Cumhuriyet'in sorularına yanıtlayan Türkiye'de bir demokratikleşme sürecini başlatan yeni hükümet ile iyi ilişkilere girmek istediklerini bildirdi.

Dizai ile dün sabah yaptığı ve bir saat kadar süren görüşmeden sonra gazetecilerin sorularını yanıtlayan Dışişleri Bakanı Çetin, IKDP lideri Barzani'nin temsilcisinin görüşmede özel bir talepte bulunmadığını söyledi.

Dizai daha sonra Cumhuriyet'in sorularını yanıtlarken ekim ayındaki sınır ötesi operasyona dolaylı yoldan işaret ederek Türkiye ile daha önce "bazı sorunların yaşandığını" söyledi. Ancak Türkiye'de artık demokratikleşme sürecini başlatan yeni bir hükümetin iş başında bulunduğunu kaydeden Dizai, bu hükümet ile iyi ilişkiler kurmak istediklerini söyledi.

Dizai aynı zamanda Türkiye'nin sınır ötesi operasyonuna tepki olarak ekim ayında geri çektikleri Ankara temsilcilerinin yakında tekrar iş başına döneceğini de bildirdi.

Bilindiği gibi Türkiye, "İrtibat kurulmasında kolaylık sağlamak" amacıyla IKDP'nin Ankara'da böyle bir temsilci bırakmasına izin vermişti. Ancak dışişleri yetkilileri bu temsilcinin herhangi bir özel statüsü olmadığı gibi her ne amaçla olursa olsun geri çekilmesinin "Türkiye için özel bir anlamı olmadığını" belirtmişlerdi.

Bugün Başbakan Yardımcısı Erdal İnönü ile görüşmesi beklenen Dizai, bir diğer soru üzerine Irak rejiminin uyguladığı ambargo nedeniyle Kültür Bakanlığı'nın çok zor durumda olduklarını söyledi. "Her zaman olduğu gibi Türkiye ve diğer ülkelerden halkımıza yardım istiyoruz" dedi.

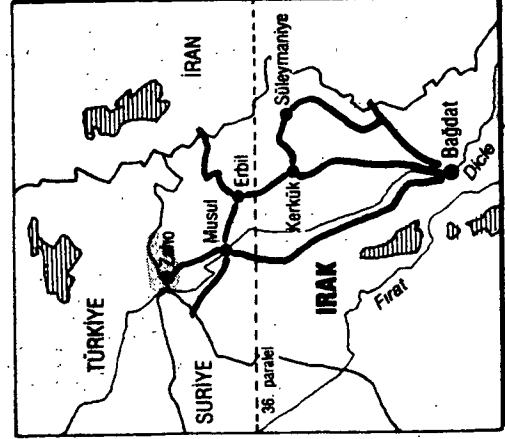
FOREIGN REPORT Zahoda büyük bir rezerv var

# Irak Kürdüne petrol

Dış Haberler Servisi - İngiltere'nin önde gelen dergilerinden The Economist'in yayını Foreign Report, Irak Kürdistanı'nda yoğun bir petrol rezervinin bulunduğunu haber verdi. Foreign Report, Kürtler için Zahodaki petrolü çıkarmanın, Saddam Hüseyin'in Cumhuriyet Muhafızları'nı Kerkük'teki petrol tesislerinden atmadan daha kolay olabileceğini belirtti. Foreign Report, söz konusu haberde şu görüşlere yer verdi:

Zahonun altında büyük bir petrol yatağı bulunduğu söyleniyor. Bu, insani ihtiyaçları karşılamak için Irak petrolünün BM gözetiminde satılmasını öngören iki Güvenlik Konseyi kararının bir an önce uygulanmasına çalışan Kürtler için bir çözüm olur mu? Kürtler için Zahodaki petro-

Foreign Report, Kürtler için Zahodaki petrolü çıkarmanın, Saddam'ın Cumhuriyet Muhafızları'nı Kerkük'teki petrol tesislerinden atmadan daha kolay olabileceğini belirtti.



Bir süre önce yapılan bazı jeolojik araştırmalar, Zahodan geçip Türkiye ile sınır boyunca akan Habur nehri- ni kuzyeydogusunda kalan kesimde daha fazla petrol re-

zervi bulunduğuna işaret ediyor.

Kürtler bu petrolü pompalamaya başlamak için Celal Talabani'nin önderliğindeki Kürdistan Yurtsever Birliği, ABD'ye bu bölgede gelecek yüzyıl için maden imtiyazı önermiş bulunuyor. Fransa ise petrolün uluslararası gözetim altında çıkarılarak elde edilecek gelirin yardım programlarının, özellikle de Kerkük'teki evlerine geri dönemeyenlerin finansmanı için kullanılmasını öneriyor.

Mesut Barzani önderliğindeki Kürdistan Demokrat Partisi ise Kürtlerin herhangi bir petrol anlaşmasına imza koymasının, bir tür Kürt bağımsızlığı anlamına geleceği için yalnızca Saddam Hüseyin'i değil, Kürt nüfusu bulunan Türkiye'yi de rahatsız etmesinden korkuyor.

# Güneydoğu'ya askeri sevkıyat

Cudi Dağı ve eteklerinde, PKK'ya karşı 3 gündür sürdürülen hava ağırlıklı operasyonlar dün durduruldu. Diyarbakır, Şırnak, Bingöl, Muş ve Mardin illerine ağır silahlarla donanmış komandolar sevk ediliyor. Konuyla ilgili henüz resmi açıklama yapılmadı.

## DIYARBAKIR (Cumhuriyet)

— Güneydoğu'da kanlı eylemler gerçekleştiren PKK'ya karşı üç gün önce Cudi Dağı eteklerinde havadan ve karadan başlatılan operasyona kötü hava koşulları yüzünden ara verildi. Ancak bölgeye geniş çapta askeri sevkıyat yapıldığı izleniyor.

Batman ve Diyarbakır'dan kalkan F-104 savaş uçaklarının PKK'lıların barındıkları noktaları bombalamasıyla başlayan askeri harekât, bölgede ağırlaşan kötü hava koşulları yüzünden dün ani bir kararla durduruldu. Apache helikopterlerin de katıldığı hava harekâtında PKK'nın kayıp verip vermediği konusunda sağlıklı bilgi edinilemedi. Bombalama sırasında kaç kişinin öldüğüne ilişkin bilginin, karadan yapılacak operasyon ve aramalarda ortaya çıkabileceği belirtiliyor.

Bombalama sırasında bir Apache helikopterinin düşürüldüğü ve 6 korucunun kaybolduğu yolundaki iddialar doğrulanmadı. Ancak Cudi'de operasyon sırasında 4 kadın PKK'lı'nın güvenlik güçlerince yakalandığı belirtiliyor.

Cudi'nin bombalanmasının ardından Diyarbakır, Mardin, Şırnak, Bingöl ve Muş illerine çok büyük bir askeri sevkıyatın yapılmakta olduğu izleniyor. Bölgeye sevk edilen birlikler daha çok ağır silahlarla donanmış komandalardan oluşuyor. Karadan operasyonların da yer yer başladığı haber veriliyor. Genelkurmay Başkanlığı'nın direktifleriyle yürüdüğü belirtilen sevkıyat ve operasyonların geniş bir bölgeye yayıldığı, birliklerin stratejik öneme sahip kesimlerde konuşlandırıldığı görülüyor.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği, bölgede süren askeri sevkıyat ile ilgili bilgi vermekten kaçınıyor.

## SADDAM'DAN ABLUKA

# Irak Kürdistan'ı iflasa gidiyor

Erbil Valisi, bölgede durumun "felakete doğru gittiğini" söyledi. Talabani, Iraklıların kasıtlı olarak tahrip ederek terk ettikleri fabrikalara el koyarak çalıştırmayı düşünüyor.

## EDİP EMİL ÖYMEN

LONDRA — Irak Kürdistan'ında Devlet Başkanı Saddam Hüseyin'in ekim sonu - kasım başından bu yana uyguladığı ekonomik abluka nedeniyle durumun hızla "felakete doğru gittiği" bizzat Erbil Valisi Raşid Barzanci tarafından açıklandı.

Kürdistan Yurtsever Birliği lideri Celal Talabani de İran makamları ile anlaşmaya varılarak çok gereksinim duyulan yakıt ve diğer tüketim maddelerini İran'dan temine çalıştıklarını, Iraklı görevlilerin işletmedikleri çimento fabrikalarına el koyarak bunları işletme yoluna gitmeyi düşündüklerini söyledi.

Iraklılar tarafından kasıtlı olarak tahrip edilerek bırakılan bir çimento fabrikasında ise bozuk bilgisayarların, Kürt teknisyenler tarafından tamir edilerek kullanıma hazır hale getirildiği iddia ediliyor.

Erbil Valisi Barzanci, Kürdistan Demokrat Partisi lideri Mesut Barzani'ye İngiltere Başbakanı John Major'dan mesaj götüren İngiliz yazar Jeffrey Archer ile birlikte seyahat eden basın mensuplarına verdiği de-

meçte, "Saddam Hüseyin, Kürdistan'ın ihtiyacı olan yiyecek miktarını yarıdan fazla azalttı, yakıtı da onda bire indirdi" dedi.

Yörede durumu yansıtan haberlerde, vurgunculuk, karaborsa ve tefeciliğin "başını alıp gittiği", makul bir kamu ve yasa düzeninden söz edilemez duruma hızla yaklaşıldığı belirtiliyor.

Irak hükümet memurlarının dahi ekonomik abluka nedeniyle maaş alamadıkları ve devlete ait bankalardaki kasalarının açılarak talan edildiği öne sürülüyor. Erbil Valisi Barzanci, "Bankalarda nakit para kalmadığı için Kürdistan ekonomik bir felakete yüz yüzedir" diyor.

Irak Savunma Bakanı Ali Hasan El Mecid'in, Irak Silahlı Kuvvetler gazetesi "El Hadisye" gazetesine verdiği demeçte, Irak Kürtlerinin özerklik isteklerine değinerek, "Özerklik size uluslararası bir tepside sunulacak olsa bile, bunu yiyemeyeceksiniz" dediği aktarıldı. Bağdat ile özerklik görüşmeleri yapmakta olan Kürt heyetinin bu demeç ardından geri dönerek görüşmeleri kestiği bildiriliyor.

Cumhuriyet 11 Ocak 1992

## HALKA ATEŞ EMRİ VERMİŞ

Lice'deki albaya  
SHP'den tepki

Kulp ve Lice olayları ile ilgili raporunda Diyarbakır Milletvekili Uyanık için, "Halka, askerlere karşı ateş açma emri verdi" diye yazdığı öne sürülen albaya SHP büyük tepki gösterdi. Grup Başkanvekili Gürkan, "Devlet raporları son derece güvensizdir" dedi.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Lice ve Kulp olayları ile ilgili olarak güvenlik kuvvetlerinin hazırlanan raporda, SHP Diyarbakır Milletvekili Mahmut Uyanık'ın "Halka, askerlere ateş açma emri verdiği" iddiası SHP'de tepkiye yol açtı. Başbakan Yardımcısı ve SHP Genel Başkanı olaya el koyarken SHP Grup Başkanvekili Aydın Güven Gürkan, "Devle-

tin raporları son derece güvensizdir" dedi. Gürkan, Meclis üzerinde bir baskı oluşturulmak istendiğini savunarak hükümetin Güneydoğu olayına yönelik doğru kararlar almasının yanlış raporlarla önlenmek istendiğini söyledi.

Lice ve Kulp olayları ile ilgili olarak dün TBMM'de SHP'liler ve RP'liler tarafından iki ayrı basın toplantısı düzen-

lendi. SHP'lilerin düzenlediği basın toplantısında Uyanık ile ilgili olarak düzenlenen rapor konu edildi. Uyanık, basın toplantısında 22 aralık pazar günü Kulp'ta meydana gelen olaylar sırasında orada bulunduğunu ve görevli albay İsmet Ayyıldız ile görüşerek olayların yatışmasına çalıştığını söyledi. Uyanık, bu çabasına karşın daha sonra "Bugün" gazetesinde yer alan bir haberde, "Güvenlik güçlerinin raporunda SHP Milletvekili Uyanık'ın halka ateş açma emri verdiği belirtildi" denilmesine üzüldüğünü kaydetti. Uyanık, güvenlik görevlilerinin böyle bir rapor verdiğine inanmak istemediğini belirtti. Uyanık, Diyarbakır Valisi'nin olaydan sonra çabaları için kendisine teşekkür ettiğini kaydederek "Dün Kulp'ta herkesin şahit olduğu bu güzel ve kutsal çabaların nasıl oluyor da bugün hükümete verildiği iddia edilen bir raporla çirkinleşiyor" diye sordu.

Gürkan ise böyle bir raporun olduğunu ve albayın verdiği bilgiye dayanarak hazırlandığını söyledi. "Devletin raporları son derece güvensizdir" diyen Gürkan, bu tür raporların bilinçli olarak yanlış hazırlandığından kuşku duyduğunu, bunun par-

lamento ve milletvekilleri üzerinde baskı oluşturulmak ve siyasi karar organlarının yanlış yönlendirilmek istendiğini söyledi.

Uyanık'a yöneltilen ithamın çok ağır ve kişilik haklarına bir saldırı olduğunu vurgulayan Gürkan, "Bunlar demokratikleşmenin önünde engel mi" sorusuna, "Öyle. Gerçekten açık bir toplum oluşması engellenmek isteniyor. İnsanlar üzerinde bir korku, baskı oluşturulmak isteniyor" yanıtını verdi.

Gürkan, Güneydoğu olayına ilişkin görüş bildiren, araştırmaya SHP milletvekillerine Meclis'in açılmasından bu yana karalamalar yapıldığını söyledi. Gürkan, "Bunu birlikte çözeceğiz. Bu uzun soluklu bir mücadele. Başbakan'ın açık toplum istemesi, açık toplum olmak için yetmiyor" dedi.

SHP, Ankara Milletvekili Mehmet Kerimoğlu da bölgedeki izlenimlerini anlatırken "Görülüyor ki açık rejim uzmanları Türkiye'de sandığımızdan daha çok" diye konuştu.

Ayrıca Uyanık'ın bir süreden beri İçişleri Bakanı İsmet Sezgin ile görüşmeye çalıştığı, ancak görüşemediği öğrenildi.

HEP ve SHP  
TRT'den  
şikâyetçi

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — SHP ve HEP yöneticileri TRT'den yakınıyor. HEP Genel Sekreter Yardımcısı Kemal Okutan, TRT'nin Çetinkaya mağazası olayıyla ilgili olarak partisini suçlayıcı haber vermesini eleştirdi.

Okutan dün yaptığı yazılı açıklamada, partisinin üye ve yöneticilerinin çeşitli saldırılarla karşı karşıya kaldıklarını belirterek "Her olayın arkasında HEP'i gösterme anlayışı partimizin mücadelesinin önünü tıkmak içindir" dedi. Okutan açıklamasında şu görüşlere yer verdi:

"8 Ocak 1992 tarihinde

TRT haber bülteni ve Star 1 haberlerinde Bakırköy Çetinkaya mağazası olayı ile ilgili haberlerde olayın sanıkları olduğu iddia edilen şahısların önüne partimiz programı konarak yasadığı yayın olduğu kamuoyuna açıklanmıştır.

Tercüman Gazetesi de 9 Ocak 1992 tarihli sayısında özellikle sanık olarak yakalananların yerine, sadece parti programımızın resmi basılmıştır. Ve resmin altına bilinçli biçimde, çarpıtılmış olarak PKK dokümanları diye lanse edilmiştir. Saç unsuru teşkil etmeye yasal bir parti programını yasadan doküman diye kamuoyuna duyurma partimize yönelik saldırıların bir parçasıdır.

Bütün bu çabalar partimizi demokratik çizgisinden ve mücadele azminden caydramayacaktır.

## Diyarbakır

DGM'de  
dava  
rekoru

## OSMAN YILDIZ

DIYARBAKIR — Güneydoğu'da PKK örgütünün faaliyetlerinin yoğunlaşmasıyla birlikte Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde açılan dava sayısında rekor düzeyde artış oldu. DGM Başsavcısı Ali Şanver, geçen yıla oranla dava sayısındaki artışın yüzde 60 düzeyinde olduğunu belirten Diyarbakır Barosu Başkanı Fethi Gümüş, Anti-Terör Yasası yüzünden savcılıkların "yalan yanlış birçok dava dosyasıyla ilgilenmek zorunda kaldığını" söyledi.

Diyarbakır DGM'ye çeşitli suç savları ile gönderilen dosya ve açılan dava sayısında ciddi artışlar oldu. Geçen yıl

mahkemede 2 bin 813 hazırlık dava dosyası açılırken bunlardan 2 bin 8'inin adli işlemleri tamamlandı, 804 hazırlık dosyası ise halen soruşturma konusu. Dava dosyalarının çoğunluğunu siyasi olaylar oluştururken 1 ve 2 nolu devlet güvenlik mahkemelerinde 1991'de idam cezasına çarptırılan tutuklu olmadı. İdamla yargılanan bazı sanıkların ise hafifletici nedenlerden ötürü müebbed hapis cezasına çarptırıldığı belirtildi.

DGM'ye açılan dava dosyasında hızlı bir artış olduğunu belirten Başsavcı Ali Şanver, 1990'da 2010 olan dosya sayısının geçen yıl 2813'e çıktığını bildirdi. DGM'den alınan bilgiye göre bu mahkemelerde açılan dava sayısı 1987'de 796, 1988'de 1278, 1989'da 1538'di. Yetkililer, mahkemelerde günde 2' davaya bakıldığını, 1991'de 2008 dosya hakkında karar verildiğini, 757'sinin taksipsizlikle sonuçlandığını belirttiler. Edinilen bilgiye göre DGM'ye intikal eden en fazla sanıklı dava 328 sanıklı Diyarbakır Olayları davası.

Cumhuriyet 12 Ocak 1992

Kürdistan Demokrat Partisi lideri Mesut Barzani'nin özel temsilcisi Dizai'nin Cumhuriyet'e demeci :

# PKK sorunu demokrasiyle çözülür

## SEMİH İDİZ

**ANKARA** — Irak Kürdistan Demokrat Partisi lideri Mesut Barzani, Türkiye'nin ekim ayında Kuzey Irak'taki PKK kamplarına karşı düzenlediği sınır ötesi operasyon nedeniyle Ankara ile "kopardığı" ilişkileri "normalleştirmek" amacıyla özel temsilcisi Mohsin Dizai'yi geçen hafta Ankara'ya gönderdi.

Barzani'nin temsilcisi Dizai, Cumhuriyet'in sorularını yanıtlarken PKK terörüne karşı olduklarını ve kendi topraklarının bu örgüt tarafından kullanılmasına izin vermediklerini söyledi. Ancak mevcut sınırın uzunluğuna da işaret eden Dizai, elindeki sofiistike olanaklara rağmen Türkiye'nin bile kendi topraklarındaki PKK faaliyetlerini kontrol edemediğini söyledi. Bu sorunun nihai çözümünün demokratikleşme sürecinde yattığını belirten Dizai'ye yönelttiğimiz sorular ve verdiği yanıtlar şöyle:

— Ankara'daki temaslarınız sırasında Başbakan Süleyman Demirel ve Başbakan Yardımcısı Erdal İnönü tarafından kabul edildiniz. Ayrıca Dışişleri Bakanı Hikmet Çetin ile görüştünüz. Bu görüşmelerde verdiğiniz temel mesaj neydi?

**DİZAI** — Getirdiğim mesajda KDP lideri Mesut Barzani, işbaşına gelmesinden dolayı yeni hükümeti kutluyordu. Bu arada Kuzey Iraklıların başına yeni felaketlerin gelmesine izin veremeyecekleri şeklindeki sözlerinden dolayı Sayın Demirel'e özellikle teşekkür ettim. Ayrıca Türkiye'de başlamış olan yeni demokratikleşme sürecini takdirle izlediğimizi söyledim. İlişkilerimizi yeniden kurmak ve geliştirmek istediğimizi, bunun her iki taraf için önemli olduğunu belirttim.

— Kuzey Irak'ta olanlara göz yummamak kararlılığınızı beyan eden hükümet, aynı zamanda Güneydoğu'ya yönetik ve sizin kontrolünüzdeki topraklardan da gelen bir terör olgusu ile karşı karşıya. Bu konuda Ankara'ya ne gibi güvenceler verdiğiniz?

**DİZAI** — Türk hükümetine terörizmi desteklemediğimizi vurguladım. Bu sadece Türkiye için değil, bizim genel politikamızdır. Yani hiçbir ülkeye karşı yönelen terörizmi desteklemiyoruz. İster İngiltere'ye karşı IRA terörizmi olsun, ister başkası olsun. Bu arada özellikle bizim topraklardan gelenleri hiç onaylamıyoruz. Ancak her şeyin bir günde kontrol altına alınmayacağını izah ettik.

— Peki çözüm nedir?

**DİZAI** — Bu sorunu çözenin en iyi yolunun demokratik süreç olduğunu anlattım. Yani, o yörelerin geliştirilmesi, insanların daha fazla hakların tanınması gibi şeyler. Biz her zaman barışçı çözümlerden yana olmuştuz. Güç kullanımı hangi taraftan gelirse gelirse sorunu çözmekte yararlı olmuyor. Aksine bu, çözümü daha güçleştiriyor.

— PKK'nın kontrolünüzdeki topraklarda faaliyet gösterebilmesi sizin için bir handikap değil mi?

**DİZAI** — Kendilerine hep söylüyoruz. PKK'nın bizim topraklardaki

faaliyetleri davamıza zarar veriyor. PKK'ya karşı askeri girişimlerimiz olacak demiyorum. Ancak bizim için sorun yarattıklarını bilmeleri gerekiyor.

— Kuzey Irak halkının çok zor bir kış geçirmekte olduğunu çeşitli yollardan öğreniyoruz. Bu çerçevede Başbakan Demirel'den özel bir yardım talebiniz oldu mu?

**DİZAI** — Türkiye'nin daha önceki yardımlarından dolayı kendilerine teşekkür ettim ve bu tür yardımlara halen gereksinmemiz olduğunu söyledim. Kendisi de göndermeyi vaat etti.

Cumhuriyet 13 Ocak 1992

## Siirt HEP İl Başkanvekili kayıp

**ŞİRT (Cumhuriyet)** — Halkın Emek Partisi İl Başkanvekili Mehmet Demir'in 4 gündür beri kayıp olduğu bildirildi. Ailesinin ve SHP Siirt Milletvekili Zübeyr Aydar'ın, Siirt Valiliği'yle Emniyet Müdürlüğü'ne yaptığı başvurulara "Böyle bir kişi gözaltına alınmamıştır" yanıtı verildi.

HEP Merkez İlçe Başkanı Tevfik Özer, İl Başkanvekili Mehmet Demir'in 10 Ocak günü

nü öğle saatlerinde polisler tarafından gözaltına alındığı yolunda bilgiler bulunduğunu belirtti. Demir'in yakınları ve SHP Siirt Milletvekili Zübeyr Aydar'ın Siirt Valiliği ve Emniyet Müdürlüğü'ne yaptığı başvurulara verilen yanıtta "Mehmet Demir adında herhangi bir kişi, polis ya da jandarma bölgesinde gözaltına alınmamıştır" denildiği bildirildi.

## Cizre'de cenaze yası

**CİZRE (Cumhuriyet)** — Diyarbakır'ın Silvan ilçesinde öldürülen "Fikret" kod adlı PKK'nın cenazesi dün Cizre'de binlerce kişinin katıldığı bir törenle toprağa verilirken Cizre, Şırnak ve Silopi'de yas ilan edilerek işyerleri açılmadı.

Geçen hafta çarşamba günü güvenlik güçleriyle girdiği çatışma sırasında vurularak öldürülen "Fikret" kod adlı 16 yaşındaki PKK'nın cenazesi önceki akşam Diyarbakır'dan Cizre'ye getirildi. İlçe girişinde yaklaşık 3 bin kişi tarafından karşılanan cenaze, Şeyh Sıraç Camii'ne geldi.

Cenaze dün sabah camiden alınarak PKK'nın askeri kanadı ARGK bayrağına sarılı bir şekilde yaklaşık 10 bin kişi ta-

rafından kent merkezinde eller üzerinde taşındı. Yeşil, kırmızı ve sarı renkten oluşan Kürt bayrakları ve PKK lideri Abdullah Öcalan'ın posterleri ile yürüyen kalabalık "Vur gerilla vur, Kürdistan'ı kur. Şehitler ölmez, Serok Apo, Biji PKK" diye sloganlar atarak Dağkapı semtindeki "Botan mezarlığına geldi. Cenaze burada, daha önce öldürülen bir başka PKK'nın yanında toprağa verildi.

Öte yandan Dicle Üniversitesi Eğitim Fakültesi öğrencisi Abdülsamet Çetin (20), dün saat 10.00 sıralarında Bağlar semtinde henüz kimliği belirlenmeyen kişi veya kişilerin silahlı saldırısına uğradı. Devlet hastanesine kaldırılan Abdülsamet Çetin hayatını kaybetti.

Cumhuriyet 14 Ocak 1992

# Güneydoğu'da gerilim

## Nusaybin: 4 yaralı

Diyarbakır'da öldürülen üniversite öğrencisinin Nusaybin'deki cenaze töreninde olay çıktı. Polis, törene katılanları dağıtmak

için açtığı ateş sonucu 4 kişi yaralandı. Silvan ve Nusaybin'de kepenkler kapandı. Dicle Üniversitesi öğrencileri iki günlük yas ilan etti.

**HEP il başkanı bulunamıyor** HEP Genel Başkanı Yazar, 10 ocak gününden beri kayıp olan, partisinin Siirt İl Başkanı Mehmet Demir'in yaşamından endişe ettiklerini söyledi. İşlettiği lokantadan '10 dakikalığına' ayrılan Demir için polis ve jandarma 'gözaltında değil' diyor.

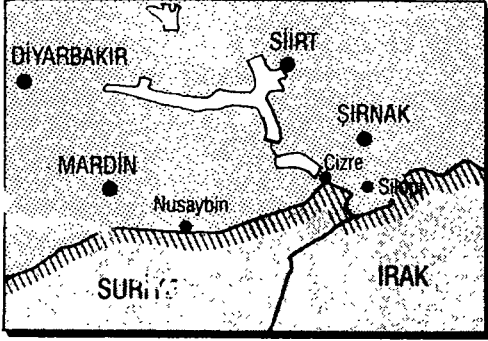
**DIYARBAKIR (Cumhuriyet Bürosu)** — Güneydoğu dün yine olaylı ve gergin bir gün yaşadı

Diyarbakır'da önceki gün öldürülen üniversite öğrencisi için Nusaybin'de düzenlenen cenaze törenine polis açtığı ateş sonucu dört kişi yaralandı.

Nusaybin ve Silvan'da kepenkler kapanırken Diyarbakır'daki Dicle Üniversitesi'nde öğrenciler "iki günlük yas" ilan ettiler.

Siirt'te de, 10 ocağın bu yana kayıp olan HEP İl Başkanı Mehmet Demir'den hâlâ haber alınmaması günün konusuydu. HEP Genel Başkanı Feridun Yazar, "Demir'in yaşamından endişe ettiklerini" söyledi. Çalıştığı lokantadan "10 dakikalığına" ayrılan Mehmet Demir için güvenlik yetkilileri, "Gözaltında değil" diyor.

Diyarbakır'ın Bağlar semtinde kimlikleri meçhul kişilerce öldürülen, Dicle Üniversitesi'ne bağlı Eğitim Fakültesi öğrenci-



lerinden Samet Çetin'in cenazesi, önceki akşam Nusaybin'e götürüldü.

İlçe girişinde binlerce kişi tarafından karşılanan Çetin'in cenazesi önce babasının evine götürüldü, dün de Veysike Camii'ne getirildi. Cenaze buradan alınarak PKK'nın siyasi kanadı ERNK'nin bayrağına sarılı tabutla Hacılar mezarlığına götürüldü. Cenaze törenine yaklaşık 7 bin kişi katıldı. Yeşil, kırmızı ve sarı renklerden oluşan bayraklarla yürüyen topluluk, "Kahrolsun kontrgerilla", "Biji PKK, biji serok Apo" sloganları attı.

İlçede son derece yoğun güvenlik önlemleri alan güvenlik güçleri, cenaze mezarlığına götürülürken müdahalede bulunmadı. Ancak Samet Çetin'in toprağa verilmesinden sonra topluluğun ilçe merkezine doğru yürüyüşü sırasında bu kez müdahale edildi.

Göstericilerin dağılmaması üzerine güvenlik güçleri ateş açtı. Görgü tanıklarının "hem havaya hem de topluluğun üzerine" diye belirttiği ateş sonucu 4 kişinin yaralandığı bildirildi.

Gösteriye katılan yaklaşık 50 kişinin de gözaltına alındığı öğrenildi. Nusaybin Cumhuriyet Savcılığı yetkilileri, olayı çok yönlü soruşturduklarını söylediler.

Çetin'in öldürülmesi ve cenaze töreninin ardından çıkan olayları protesto etmek amacıyla Nusaybin'de esnafın kepenk kapattığı belirtildi. Aynı amaçla Diyarbakır'ın Silvan ilçesinde de esnaf, dün sabahtan itibaren işyerlerini açmadı. Dicle Üniversitesi'nde de öğrenciler, Samet Çetin için iki günlük yas ilan etti. Bu arada, SHP Grup Başkanvekili Şırnak Milletvekili Mahmut Alınak, cenaze törenine katılacaklara engel olduğu yolunda haberler alması üzerine İçişleri Bakanı İsmet Sezgin'i aradığını bildirdi. Alınak, Cumhuriyet muhabirine, "Sayın Sezgin bunun üzerine bir yetkiliye, 'halka kötü davranılmasın' diye talimat verdi. Ama anlaşılacak tophumu terörize etmek isteyenler var. İçişleri Bakanının talimatına rağmen ateş açılabiliyor" dedi.

HEP'in Siirt İl Başkanı Mehmet Demir'in 10 ocak gününden bu yana kayıp olması da Siirt'te gerginliğe neden oldu. HEP Genel Başkanı Feridun Yazar, Demir'in yaşamından endişe ettiklerini belirterek "kayıp olaylarının tehlikeli boyutta" olduğunu söyledi.

Günde ortalama üç dört kişinin kaybolduğunu savunan Yazar, "Bu gelişmeler 'kim vurdu' korkusuna dönüşürse kötü olur. Bunun bir kıyım dönmeye kötü olur" diye konuştu. HEP Genel Başkanı, Demir'in "polisler tarafından götürüldüğünden

kuşkulandıklarını" söyledi.

Geçen haziran ayında kimliği belirsiz kişiler tarafından gözaltına alındıktan sonra cesedi bulunan Diyarbakır HEP İl Başkanı Vedat Aydın'ın durumunu çağrıştıran olay, 5 gündür Siirt'te gerginliğe yol açtı.

Gözaltına alındığı yolunda herhangi bir bilgi de olmayan HEP İl Başkanvekili Mehmet Demir'in babası Hüseyin Demir, oğlunun bulunması amacıyla yaptıkları başvuruların hiçbirinden sonuç çıkmadığını belirterek ilgililerin kendisine "jandarma ve poliste gözaltında değil" diye kesin bilgi verdiğini söyledi.

Mehmet Demir'in, kaybolma olayının hemen ardından Koçpınar köyüne taşınan eşi Edibe Demir, Cumhuriyet muhabiri Necati Mumay'a şunları söyledi:

"Soruyoruz 'Gözaltına alınmadı' diyorlar. Başka olaylarda da öyle denmiş, ama ortaya ceset çıkmış. Eve gelsin, yetki ölü gelmesin. Cuma günü kaybolmuş, sonrası meçhul. Bütün gece gelmeyince korkuya kapıldı. Ertesi sabah da köye geldik, çocuklar da burada."

Kayıbolan HEP İl Başkanvekili Mehmet Demir'in Özgür Caddesi'nde işlettiği Özgür Kebap Salonu çalışanları ise olayı şöyle anlattılar:

"Cuma günü 17.30 sıralarında 10 dakika sonra geri geleceğini söyleyerek ayrıldı. Aradan epey uzun bir süre geçti. Lokantayı hep kendisi açar kendisi kapatırdı. Bu yüzden geç saatlere kadar bekledik. Gelmeyince kapıyı çıktık. O gün aynı saatlerde bu caddede aramalar vardı, ama kimse tarafından götürüldüğünü görmedik."

Bu arada Siirt Valisi Atilla Koç, kayıp olayıyla ilgili olarak dün emniyet müdürlüğüne gitti ve yetkililerden bilgi aldı.



## DEMİRELDEN GÜNEYDOĞU'YA

# 'Ayrımcılara yüz vermeyin'

ANKARA (Cumhuriyet Bülteni) — Başbakan Süleyman Demirel, Hakkâri, Bingöl, Muş ve Van illerinin "pilot il" düzenlemesiyle kalkınmış iller düzeyine getirileceklerini belirterek "Etle turnak gibiyiz, birbirimizden ayrılmayız. Ayrımcılara yüz vermeyin. Perişan olacaktır, pişman olacaktır" dedi.

Başbakan Demirel, dün Van, Bitlis, Muş, Bingöl muhtarlarıyla Hakkâri, Malatya ve Van'dan gelen heyetleri kabul etti. Kabulde yaptığı konuşmada, hiçbir bölge ve parti ayrımı yapmadan hizmet vermeye çalıştıklarını vurgulayan Demirel, Hakkâri'nin Karabey köyüne düşen çığ ile ilgili olarak vâzîyi 6 kez aradığını, Yüksekova Kaymakamı ve Belediye Başkanı'ndan da bilgi aldığını belirterek bölge halkına başsağlığı diledi. Demirel, Bingöl heyeti temsilcisinin bazı köylerde 180 dolayında "koru-

cu" varken bazılarında hiç olmamasından yakınması üzerine sunları söyledi:

"Bin senedir bir arada yaşadığımız, aynı Allah'a inanan, aynı peygambere inanan, aynı siperde can vermiş insanlarız. Etle turnak gibiyiz, birbirimizden ayrılmayız. Ayrımcılara falan yüz vermeyin. Hepsi perişan olacaktır, pişman olacaktır. Gelin, memleketi yaşanır hale getirelim."

"Bin senedir beraberiz, 10 bin sene de beraber olacağız" diyen DYP Hakkâri Milletvekili Mustafa Zeydan'ın, bölge halkına şefkat gösterilmesi gerektiğini belirtmesi üzerine de Başbakan Demirel şöyle konuştu:

"Ben Artvinli, Muğlalı ayırt etmeksizin hepimizi kucaklıyorum, benim adama iş gören adamlar da sizi kucaklamaya mecburdur. Kucaklamayın kucaklatırız. Kucaklamayın alır,

kucaklayacak kişiyi getiririz."

Bakanlar Kurulu toplantısı başladığı sıralarda eski Başbakanlık binası önüne gelen kadınlı-erkekli yaklaşık 40 kişilik bir grup, üzerinde "Başbakan'ın verdiği sözler tutulmadı. Ölmeye geldik: Diyarbakır KÖYTEKS işçileri" yazılı bir pankart açtılar.

1 Eylül 1989 tarihinde işe alındıkları KÖYTEKS Hazır Giyim Fabrikası'ndan sendikalaşma girişimleri üzerine atıldıklarını belirten işçiler, milyarlık tesislerinin "muvazaalı" bir şekilde yıllık 80 milyon lira gibi "sembolik" bir miktar karşılığı kiraya verildiğini söylediler. Seçimlerden önce kendilerine "iş" sözü verildiğini kaydeden işçiler Başbakan Süleyman Demirel'le görüşmek için uzun süre Başbakanlık binası önünde beklediler.

## BBC: yüz bin Kürt öldü

■ LONDRA (AA) — Irak Devlet Başkanı Saddam Hüseyin'in 1988'de Kürtlere karşı yürüttüğü operasyonda en az yüz bin kişinin öldüğü öne sürüldü. İngiliz yayın kurumu BBC'nin televizyon 1. kanalında önceki akşam yayımlanan bir programda, gizlice Irak'a giden BBC ekibinin Kürtlerin yaşadığı bölgelerde yaptığı araştırmalar yayımlandı. Körfez savaşından sonraki ayaklanma sırasında Kürtlerin eline geçen belgelerde, Irak rejimine karşı olanlar ve ailelerinin teker teker fişlenmiş olduğu bildirildi. Belgelerde ayrıca çeşitli Kürt örgütlerine şayan Irak ajanlarına ilişkin bilgiler yer alıyor.

## GENELKURMAY AÇIKLAMASI

# 'Cudi'de eşkıya kampı imha oldu'

ANKARA (AA) — Güvenlik kuvvetlerinin Cudi Dağı eteklerindeki son operasyonu sırasında üç günde biri 25-30, diğeri ise 5-6 çadırılık iki eşkıya kampı ile eşkıya tarafından sığınak olarak kullanılan bir mağaranın savaş uçakları, silahlı helikopterler ve bölgeye indirilen komando birlikleri tarafından imha edildiği bildirildi.

Genelkurmay Başkanlığı Genel Sekreterliği yetkilileri, AA muhabirinin operasyonlara ilişkin sorularını cevaplandırırken Güneydoğu Anadolu'da halen mevcut olan terör olaylarının bastırılmasının bir 'devlet sorunu' olduğuna dikkat çektiler.

Yetkililer, Cudi Dağı eteklerindeki son operasyonun, Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nce bölgede sürdürülen 'asayışı temin etme harekâtı' çevresinde gerçekleştirilen bir operasyon olduğunu kaydettiler.

Bölgede, Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden görev alan Jan-

dafına Asayiş Komutanlığı'na bağlı birliklerin devamlı olarak operasyonlar planlayıp icra ettiklerini belirten yetkililer, bu birliklere İçişleri Bakanlığı'nın talep ettiği durumlarda Türk Silahlı Kuvvetleri olarak destek verildiğini bildirdiler.

Yetkililer, son olarak gerçekleştirilen operasyon sırasında da bölgede görev yapan güvenlik görevlilerine savaş uçakları ve silahlı helikopterlerle destek verildiğini söylediler.

### Üç günlük operasyon

Genelkurmay yetkililerinin verdiği bilgiye göre son operasyon, Şırnak'ın kuzey bölgesinde Cudi Dağı eteklerinde kar kalınlığının yer yer 5 metreye ulaştığı kesimde gerçekleştirildi.

8 ocak günü helikopterlerin bir keşfi sırasında, bölgede 25-30 çadırılık bir eşkıya kampına rastlanıldı. Bunun üzerine silahlı cobra ve sikorsky helikopterleri ile ateş altına alınan böl-

genin çevresi eşkıyanın kaçmasına fırsat verilmemesi amacıyla diğer helikopterlerle indirilen komando birlikleri tarafından sarıldı. Komandolar, ateş altına alınarak imha edilen bölgede temizlik harekâtı gerçekleştirdiler.

Yapılan keşifler sırasında imha edilen bu bölgenin kuzeyinde de 5-6 çadırılık bir eşkıya kampı ile eşkıyalar tarafından sığınak olarak kullanılan bir mağara belirlendi.

Bu defa hava kuvvetlerine bağlı savaş uçakları mağarayı bombardımana tutarken bu uçakların desteğindeki silahlı helikopterlerle kamp bölgesi ateş altına alındı. Mağaranın bombardımanı esnasında 15-20 kişilik eşkıya grubunun etrafa kaçtığı görüldü. Silahlı helikopterler desteğindeki komandoların bölgedeki operasyonları 11 ocakta da devam etti.

Genelkurmay yetkilileri, operasyonun gerçekleştirildiği bölgenin, hava kuvvetlerinin devamlı, ikaz edilmiş 'notamlı atış ve tatbikat bölgesi' olduğunu belirtirken, halen kontrol altındaki bölgede irili ufaklı operasyonların devam ettiğini bildirdiler.

Genelkurmay yetkilileri, bir soru üzerine, operasyon sırasında 'kesinlikle' kimyasal silah kullanılmadığını söylediler.

## Diyarbakır Milletvekili istifada kararsız

# Zana : Özyargılı bakıyorlar

SHP'den istifa etmemesi yönünde tabandan baskı yapıldığını belirten Diyarbakır Milletvekili Zana, Hatip Dicle'nin ihracının gündeme gelmesinden sonra "Arkadaşlarımla yeniden görüşüp tavır belirleyeceğiz" dedi.

**İç Politika Servisi —** SHP lideri Erdal İnönü'nün istifasını istediği HEP kökenli Diyarbakır Milletvekili Leyla Zana, "istifa konusunda henüz karar vermediğini" söyledi. Zana, SHP'deki diğer arkadaşları ile bir değerlendirme toplantısı yaptıktan sonra tavrını açıklayacağını bildirdi. Leyla Zana, "İstifa etmemesi yönünde tabandan baskı yapıldığını" da belirtti.

SHP'den istifaları istenen Leyla Zana bu konuda, "Sayın İnönü çok zor durumda denip, ona yardımcı olmak açısından istifamız öngörülüyordu. Ama bugün bakıyoruz, arkadaşımız Hatip Dicle disiplin kuruluna havale edilmiş. İhraç durumuyla karşı karşıya kaldık. Bu nedenle, Ankara'da gruptaki arkadaşlarla yeniden görüşüp bir karara varacağız. Ortak bir tavır belirleyeceğiz" dedi.

Zana, bu aşamada HEP tabanının, istifa etmemelerini istediğini de belirterek "İhraç etmek istiyorlarsa etsinler diye baskı yapıyorlar. Bu nedenle belirli bir sıkıntıdayız" diye konuştu.



Zana, istifa etmemesi yönünde tabandan büyük baskı yapıldığını söyledi.

SHP'deki genel başkanlık yarışına ilişkin bir soruya karşılık da Leyla Zana şunları söyledi: "Partinin iç işlerine karışmak istemiyoruz. Bu hükümetin düşmesi kimsenin işine yaramaz. Sonuçta Sayın İnönü kaybederse, hükümetten kopma gibi bir

durum söz konusudur. Bunun belli bir süreçte zarar getireceği kanısındayım. Sanıyorum bunu göz önüne alan arkadaşlar, kurtayda İnönü'yu destekleyecekler."

Kürt kökenli milletvekillerine karşı önyargılı davranıldığını

öne süren Leyla Zana, "Bize, demokratik bir mücadeleye değil de sanki bir savaş alanına gelmişler gibi bakıyorlar. Bu bakışın değişmesini istiyoruz" dedi. Zana, demokrasi mücadelesine devam edeceklerini de belirtti.

*Genel Sekreter Yardımcısı Kemal Okutan:*

## HEP'in kapısı Dicle'ye açık

HEP Genel Sekreter Yardımcısı Okutan, "Dicle bize gelirse şerefle partimize alırız" dedi. Okutan başta Dicle olmak üzere ANAP'tan, DYP'den ve SHP'den partilerine katılacaklara kapılarının açık olduğunu söyledi.

**ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) —** HEP Genel Sekreter Yardımcısı Kemal Okutan, SHP'den istifa etmesi beklenen Hatip Dicle için "Gelirse şerefle partimize alırız" dedi.

Okutan, HEP Parti Meclisi toplantısında Dicle'nin SHP'den ihraç istemiyle disiplin kuruluna sevk edilmesine ilişkin gelişmelerin görüşülmediğini belirtti. Okutan, Dicle'nin HEP'e geri dönmesi

konusunda Parti Meclisi'nde "endişelerin dile getirildiği" haberinin doğru olmadığını savundu. "Hatip Dicle ve ilkelerimize uyan herkesi şerefle kabul ederiz" diyen Okutan, açıklamasında "Dicle SHP milletvekilidir. SHP'nin iç sorunları bizim partimizin Parti Meclisi toplantısında gündeme alınamaz görüşülemez" ifadesine yer verdi. "Dicle basta olmak üzere ANAP'tan,

DYP'den, SHP'den bize katılacak olanlara kapımız açıktır" görüşünü savunan Okutan, Dicle'nin Viyana ve Brüksel'deki konuşmalarının bazı gazetelerde çarpıtılarak yayımlandığını öne sürdü. Okutan, Dicle'nin önceki gün İstanbul'a döndükten sonra havaalanında yaptığı açıklamanın tümünü benimsediğini ve a'dan z'ye katıldığını belirtti.

SHP Genel Sekreteri Cevdet Selvi, Diyarbakır Milletvekili Hatip Dicle için hazırladıkları dosyanın disiplin kuruluna gönderildiğini, kurulun iki gün içinde toplanacağını açıkladı.

Cumhuriyet 17 Ocak 1992

İki milletvekili, SHP'yi tartışma dışı tutmak için istifa ettiklerini açıkladı

# Zana ve Dicle artık bağımsız

TRT'deki yemin töreninin kahramanları basını görüşlerini çarpıtarak aktarmakla suçladılar.

**ANKARA** (Cumhuriyet Bülrosu) — TBMM'de yemin törenindeki davranışları ve daha sonraki demeçleri tartışmalara neden olan-HEP kökenli SHP Diyarbakır Milletvekilleri Leyla Zana ve Hatip Dicle, dün SHP'den istifa etti. Zana ve Dicle, görüşlerini çarpıtığı için basını suçladılar ve "Basına karşı susma hakkımızı kullanacağız" dediler.

Mecelis'teki yemin töreninden sonra SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün "SHP'den istifa etmiş saydığım" Zana ve Dicle, dün ke sorunlarının demokratik bir platformda tartışılmasının zorunlu olduğunu vurgulayarak "Demokratik çözüm üretme anlayışımızın ötesinde başka bir anlam ve ifade biçimi ile tartışma konusu edildik" dediler. İzzetli açıklık politikasının demokrasinin kökleşmesini istemeyen bazı zihniyetlerce politik malzeme olarak kullanıldığını savunan Zana ve Dicle, ortak açıklamada şunları söylediler:

"Biz özünü sorunların parçalamada ve demokratik bir anlayış içinde tartışılmasından yana olduk. Sorunları gizlemeye ne Türk, ne de Kürt halkına yarar getirmeyeceğine inanıyoruz. Çözümü her zaman Türk ve Kürt halkının kardeşliği, hoşgörü ortamı ve göntülü birlikte-

basına karşı susma hakkımızı kullanacağız.

Susan Türkiye'nin konuşan Türkiye haline gelmesi için düşüncelerimizi açıklama özgürlüğüne set çekmekte büyük bir rol oynayan ve âdeta birbiriyle yarışan basını, -basın emekçilerini bu tepkinin dışında tutarak kınıyoruz."

Dilekçelerini Meclis Başkanlığı'na da gönderen Zana ve Dicle'nin ayrılmasıyla SHP'nin TBMM'deki sandalye sayısı 86'ya düştü.

Dicle'nin istifasından sonra SHP Merkez Disiplin Kurulu'nun Avrupa'daki demeçleri nedeniyle SHP'den ihraç istemini görüşmesine gerek kalmadı.

İki milletvekilinin HEP kökenli diğer milletvekilleri ile yaptıkları toplantıda, bağımsız milletvekili iken de SHP'nin program ve ilkelerine uygun davranmaları ve SHP ile koalisyonla zarar verecek demeç vermemeleri kararı alınmıştı.

## İnönü teşekkür etti

SHP Genel Başkanı, Devlet Bakanı ve Başbakan Yardımcısı Erdal İnönü, HEP kökenli SHP Diyarbakır milletvekilleri Hatip Dicle ve Leyla Zana'nın partiden istifaları ile ilgili olarak kendilerine teşekkür etti.

Erdal İnönü, gazetecilerin konuyla ilgili sorularını, "bekliyor muyum, yapmışlar. Arkadaşlarımızın hareketleri ve sözleri dolayısıyla partimizden istifa etmeleri gerekiyor' demiştim. Şimdi ettiklerini öğrendik. Teşekkür ederim" diye yanıtladı.



Diyarbakır Milletvekili Hatip Dicle, 6 Kasım 1991 tarihinde TBMM'deki yemin töreninde "Ben ve arkadaşlarım, bu metni anayasamızın baskısı altında okuyoruz" deyince tartışmalar çıkmış, bazı DYP milletvekilleri kürsüye yürütmüştü.

Halkçı Parti, bizim tutum ve davranışımız dolayısıyla politik jektif yayın kurallarına aykırı bir şekilde, kamuoyuna çarpıtarak yansıtan basın da bu noktaya gelmemizde büyük rolü olmuştur.

Bu bağlamda, bundan sonra hassas dönemde, olayları ve düşüncelerimizi basın ahlakı ve objektif yayın kurallarına aykırı bir şekilde, kamuoyuna çarpıtarak yansıtan basın da bu noktaya gelmemizde büyük rolü olmuştur.

Cumhuriyet 18 Ocak 1992

'Mem û Zin'in ilk gösterimi İnsan Hakları Vakfı'na yapılıyor

# 300 yıllık Kürt trajedisi

Bazı sahneleri önce yasaklanan, daha sonra Kültür Bakanı Fikri Sağlar tarafından serbest bırakılan "Mem û Zin" bugün 18.30'da Ankara'da Karayolları Genel Müdürlüğü Karayolları Vakfı Sinema Salonu'nda gösterilecek. Önümüzdeki günlerde film için Diyarbakır'da bir gala düzenlenecek.

## AHU ANTMEN

"Mem ile Zin" hakkında ne çok yazıldı, söylendi. Geçen yılın ağustos ayında çekimlerine başlanan ve kısa bir süre önce de tamamlanan bu film ne çok irdelendi: "Kürt filmi" adı altında; biraz da magazin yönüne eğilerek. (Ne de olsa mankenlikten sinemaya "geçiş yapan" Meltem Doğanay başroldeydi.)

Bu "Kürt filmi", daha doğrusu Kürt edebiyatının günümüze dek gelmiş ölümsüz trajedisi, kimilerine göre "Romeo ve Juliet", "Leyla ile Mecnun" düzeyindeki özgün yapıtı "Mem û Zin", önümüzdeki günlerde gerçekleştirilecek galasıyla sinemaserverlerin karşısına çıkacak.

1651 yılında Hakkâri'nin Han köyünde dünyaya gelen, ancak ölümlü tarihi belirletemeyen Ahmede Hani'nin 1695 yılında tamamladığı (beşyıldık yazdığı söyleniyor) "Mem û



ASLINA OLABİLDİĞİNCE BAĞLI - Halil Ergün'le Meltem Doğanay'ın da oynadıkları "Mem û Zin" in yönetmeni Ümit Elçi, bu 17. yüzyıl Kürt trajedisinin aslına olabildiğince bağlı kalmaya çalıştığını belirtiyor.

"Zin", hep halktan yana olduğu anlatılan ve yaşamı boyunca feodal düzene, haksızlığa karşı gelen bu yazının düşünce tarzının bir yansıması aslında. Mem ve Zin, birer iyilik ve doğruluk simgesi. Hani, yaşama boyunca gözlemlediği kötülüğü de yaptırma yer alan Beko'nun kişiliği ile özdeşleşmiş olmalı. Tema, iyi ve kötü arasındaki savaşım.

Bu 17. yüzyıl Kürt trajedisi, şiirsel aşk öyküsü beyazperdeye aktarılamaz mıydı peki? Üstelik bu destanın geçtiği yerlerde, yani Mardin, Hasankeyf, Midyat, Nusaybin'den yeniden yaşanamaz mıydı? Güzel bir Zin ile Memo, bu

olarak, bir 17. yüzyıl destanı, bir aşk öyküsü olarak (yani gerçekte olduğu gibi) ele alın, o zaman hiçbir politik unsur yok. Yönetmen Elçi'yi etkileyen, biraz da yapının Doğu mistisizmine özgü unsurları olmuş. Derinden, acıdan bir tür zevk duymak, Ümit Elçi'nin üzerinde durduğu bir tema:

"Acılar olmadıkça sevginin anlamı da veterince anlaşıl-mıyor belki. Yapıtın teması, iyi ile kötü arasındaki yapı-hem psikolojik hem felsefi olarak. Kötü olmadan iyiyi anlamak mümkün değil. Beko, (filmde kötüyü simgeleyen kişilik) olmasa, aşkımız bu kadar yüce olmazdı belki diye düşünüyor-şşıklar. Film, kötülük ve iyilik duygularının çarpışması, bun-dan çıkan bir aşkın doruk nok-tasını anlatıyor. Bu aşk acı ve-riyor, erişilmesi güç."

40 kişilik bir ekip ile hazırlanan "Mem û Zin" filminin danışmanlığını yazar Musa Anter üstlenmiş. Danışmanlığının yanı sıra Anter'in filmde anlatıcısı olarak küçük bir rolü de var. Filmin başrollerinde ise Yalçın Dümer, Meltem Doğanay, Halil Ergün, Füsün Demirel, Erdal Güllüer, Levent Güner yer alıyor.

Ümit Elçi, bir Zin bulmakta oldukça güçlük çekmiş. Önce yaş sorunu. Zin, genç, uzun boylu, endamlı, güzel olmalıydı. Yani bu kişiyi canlandıracak kişinin estetik görünümü önemliydi. Elçi, sinema çevresinden böyle bir tipi bulamamış, sonra "Meltem'de karar kılmış". İstanbul Şehir Tiyatroları oyuncularından Yalçın Dümer ise "Tam Mem tipi"-ymiş yöne...aene göre.

daha çok şiirsel bir metne benzediğini anlatıyor.

Tabii "Mem û Zin"i sinemaya aktarmak, bir destanı izleyiciye anlatmak değil yalnızca. Bir bakıma, türünün ilk örneklerinden sayılabilecek bir yapıtı. Bir kültürün öyküsü aynı zamanda. Bir aşk anlatıyor evet, ama Kürt edebiyatının bir ürünü olmasıyla da bu kültürden soyulanması mümkün değil. Geleneklerden, gıysilere dek.

"Mem û Zin", içinde bulunduğu koşullar göz önünde bulundurulursa, politik bir yapıya sahip ister istemez. Ancak bunları bir kenara koyun, filmi salt bir "Mem û Zin"

Cumhuriyet 20 Ocak 1992

# Cindoruk sert : 'DGM Meclis'e hakaret etti'

Cumhuriyet 19 Ocak 1992

## Moskova'da Kürt eylemi

MOSKOVA (AA) — Bir grup Kürt, dün Türkiye'nin Moskova Büyükelçiliği önünde gösteri yaptı.

Moskova'da şimdiye kadar ilk kez, Kürtlerin Türkiye aleyhtar bir gösteri düzenlediklerine dikkat çekildi.

Öğle saatlerinde büyükelçilik binası önünde toplanan 20 kişi, Türkiye Cumhuriyeti devleti ve hükümeti aleyhine sloganlar attı. Rusça konuşan eylemciler, ellerindeki Kürt propagandası içeren bildirileri sokaktan geçenlere dağıttılar.

Büyükelçilik yetkilileri, eylemcilerin "saldırgan bir eğilim içinde" olduklarını belirterek büyükelçilik personelinin araçlarına zarar vermeye çalıştıklarını söylediler.

Eylemlerini bundan sonra da sürdüreceklerini söyleyen Kürtler, yaklaşık bir saat sonra polis müdahalesi olmadan dağıldılar. Büyükelçilik binasının bulunduğu sokaktaki tramvaylara binen eylemciler, bildirilerini tramvayın camlarına da yapıştırdılar.

Eski SSCB'nin topraklarında, birkaç yüz bin Kürt yaşıyor. Ermenistan, Azerbaycan ve Çaristan'da yaşayan Kürtler, yıllardır kültürlerini yaşatma için çeşitli dernekler kurdu.

Azerbaycan'da Stalin dönemi öncesinde yer alan Kürt özerk bölgesinin canlandırılmasını isteyen Kürtlerin, Moskova'da da bir dernekleri bulunuyor. Moskova'da kasım ayında eski SSCB'nin Tarih Araştırmaları Enstitüsü'nde yapılan bir toplantıda "Kürt Sorunları" tartışılmıştı.

Tartışmanın başını çeken Meclis Başkanı Cindoruk, DGM savcılığının fezlekesini geri göndererek, "milletvekillerinin görüşlerine karşı çıksa da konuşma özgürlüklerine sahip çıkacağını" belirtti. Bunun, demokrasinin bir gereği olduğunu savunan Cindoruk, Ankara DGM savcılığını "Meclis'e hakaret etmekle" de suçladı.

Cindoruk, "Meclis'in dokunulmazlığı" ilkesini ve görüşlerini, dün Zenger Paşa Konağı'nda TBMM muhabirleri için düzenlediği sabah kahvaltısı sırasında ayrıntılı biçimde açıkladı.

TBMM Başkanı Cindoruk, "Milletvekili eğer söz ve düşüncesini Meclis kürsüsünde söyleyemiyorsa, o Meclis demokratik değildir. Meclis çalışmalarında milletvekili dilediği düşünceyi söyleyebilir. Bunu söylediği için de hakkında soruşturma yapılmamaz. Komisyon çalışmaları, grup konuşmaları ve buradaki sözlerin dışarda söylenmesi de suç teşkil etmez" diye konuştu.

Kürsü dokunulmazlığına ilişkin Cumhuriyet döneminde tek istisnai uygulama olduğunu, Osman Bölükbaşı hakkında Meclis kürsüsünde söylediği sözler nedeniyle dava açıldığını ancak, Keskin Ağır Ceza Mahkemesi'nin davanın bu nedenle düşmesini kararlaştırdığını anlatan Cindoruk, "Rahmetli Adnan Menderes de Yassıada'da bu konu için "Hataydı" demişti şeklinde konuştu. Cindoruk, sözlerini özetle şöyle sürdürdü:

"Hiçbir savcının sıfatı ne olursa olsun, hiçbir milletvekili hakkında bu nedenle soruşturma açma hakkı yoktur. Açarsa da bu yoklukla malüldür. Ben yoklukla malül olan bir konuyu neden Anayasa Komisyonu'na havale edeyim? Çünkü bu yoktur. Örneğin, bir kısım milletvekili anayasanın değiştirilmesi teklif bile edilemeyecek bir konuda teklif getirip krallık kurulum derse bunu Anayasa Komisyonu'na neden havale edeyim? Meclis'te ilk karar organı olarak Meclis başkanı vardır. Önüme bir mesele geldiği zaman da anayasayı uyguladım. Yoksa Meclis Başkanının posta müvezzinden bir farkı kalmaz. Anayasa Komisyonu da posta kutusu değildir.

Savcıların anayasayı yorumlama hakkı yoktur. Anayasayı yorumlama hakkı sadece Anayasa Mahkemesi'nindir. Devletin birliği ve teklifi konusunda kim konuşursa, savcılar takip eder. Nitekim adı geçen arkadaşlar hakkında Meclis dışında yaptıkları konuşmalardan dolayı aç-

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — TBMM Başkanı Hüsamettin Cindoruk, DGM savcılığının, meclis kürsüsünde söylenen sözlerle ilgili soruşturma açamayacağını söyleyerek "kürsünün dokunulmazlığını" savundu.

Cindoruk, bu dokunulmazlığı korumak için, Ankara DGM savcılığının "22 HEP kökenli milletvekilinin dokunulmazlığını kaldırılmasını isteyen" fezlekesini geri gönderdiğini bildirdi. Başbakan Süleyman Demirel ile de bu konuda aralarında görüş ayrılığı olmadığını belirten Cindoruk, "Milletvekili eğer söz ve düşüncesini meclis kürsüsünde söyleyemiyorsa, o Meclis demokratik değildir" dedi.

Ankara DGM savcılığının, Leyla Zana ve Hatip Dicle ile HEP kökenli 20 SHP milletvekilinin "dokunulmazlıklarının kaldırılmasını" isteyen fezlekesi, bir "demokrasi tartışması"na yol açtı.

lan dosyaları komisyona havale ettim.

Kürsü masuniyeti parlamentonun imtiyazıdır. Parlamento bu imtiyazları kazanmak için uzun mücadeleler vermiştir. Bu Meclis'in kapısı kolay açılmazdır, bu kapı yarıya kapalıdır. Eğer açılırsa, o Meclis'te demokrasi olmaz. Yapılan iş budur. Kürsü masuniyeti kaldırılmaz."

Cindoruk, bir soru üzerine, milletvekillerinin Meclis dışında yaptıkları konuşmaları nedeniyle soruşturma açılabileceğini, dokunulmazlığın ayrı bir kurum olduğunu kaydetti ve "Ben yenilik yapmıyorum, ayrım yapıyorum. Savcının Lice Kulp'taki konuşmaları nedeniyle soruşturma açma hakkı vardır. Savcı, 'Bölücülük olduğu için dokunulmazlığa girmez' diyor. Buna hakkı yok" dedi. Cindoruk, devletin birliği aleyhine söylenen sözlerle kendisinin de karşı olduğunu vurgulayarak, "Ama duygularıyla hareket edemem. Milletvekilleri Meclis kürsüsünde düşündüklerini söyleyemeyeceklerse, neden bu Meclis'i açtık?" diye sordu.

Başbakan Süleyman Demirel'in kendisinin dosyayı geri göndermesini eleştirdiğinin anımsatılması üzerine, "Adalet Bakanlığı ve başbakanlığın yaptığını, normal buluyorum. Kimseyle görüş ayrılığımız yok. Bu siyasal bir sorun değil. Eğer DGM Savcılığı burada açıklayamayacağı kadar ağır ithamlarda bulunmasaydı, düşünürdüm. Belki Diyarbakır DGM'ye gönderilseydi, sorun çözüldü" dedi. Bu konuda Demirel'e yanlış soru yöneltildiğini kaydeden Meclis Başkanı, "Sayın Demirel'e dokunulmazlıkla ilgili soru sorulmuş ve o cevabı vermiş. Dokunulmazlık olarak sorulsa da, doğru cevap verecekti. Biz

Sayın Demirel ile birlikte hapis yaptık, aynı görüşleri savunduk. Bu konuda da farklı düşünmemiz mümkün değil" görüşünü savundu.

Cindoruk, DGM Savcısı'nın dosyada "Dağdaki eşkiya, Meclis'e indi" dediğini belirterek, "Bu Meclis'e yapılacak en büyük hakarettir. Bir savcının Meclis'e böyle bir şey söylemesi mümkün değildir. Aslında ben hadise çıkarmamak için böyle bir yazıyla gönderdim. Bir savcının kendi Meclis'ine böyle hakaret ettiği dünyada görülmemiştir" dedi. "Öyleyse bu savcı nasıl oluyor da görevde kalıyor?" sorusunu Cindoruk, "Onu Adalet Bakanlığı ve Yüksek Hakimler ve Savcılar Kurulu düşünün" diye yanıtladı. Savcılar aleyhine dava açmayacağını ve dosyayı iade ederek gereken yanıt verdiğini vurgulayan Cindoruk, milletvekilleri hakkında kürsüdeki konuşmaları nedeniyle tazminat davası açılabilmesinin de anayasanın bir eksikliği olduğunu söyledi. Cindoruk, milletvekillerinin kürsüde söyledikleri sözler nedeniyle Yassıada'da yargılandıklarını belirterek, "Yassıada mahkemelerinin yaptığı en büyük hata budur. Bu bir kara lekedir. 40 yıl sonra Yassıada bakınız, nasıl hortladı?" diye konuştu. Cindoruk, Meclis'in korunması açısından "görmeli bir iş yapıldığını" ve bunu herkesin savunması gerektiğini ve "DGM'nin gölgesinin Meclis üzerine düşmesinin önlenmesini" savundu.

Cindoruk, Cumhurbaşkanı'nın sorumsuzluğu konusundaki bir soruyu yanıtlarken, Cumhurbaşkanı'nın tarafsız davranması halinde sorumluluğu gerektirecek bir durum olmayacağını söyledi.

# Sezgin : HEP'liler böyledir

Cumhuriyet 15 Ocak 1992

Nusaybin

## 167 kişi gözaltında

**DIYARBAKIR** (Cumhuriyet) — Dicle Üniversitesi öğrencisi A. Samet Çetin'in Nusaybin'deki cenaze töreninden sonra çıkan olaylarda 167 kişinin gözaltına alındığı bildirildi. Olayları protesto eden esnaf bazı ilçelerde kepenkleri indirdi. Nusaybin lisesi öğrencileri de derslere girmediler. Şanlıurfa'nın Bozova ilçesi yakınlarında 6 Kalashnikov tüfek ele geçirildi, bir kişi gözaltına alındı.

Kimliği belirsiz kişiler tarafından dört gün önce Diyarbakır'da öldürülen Dicle Üniversitesi Eğitim Fakültesi öğrencisi A. Samet Çetin'in önceki gün Nusaybin'de toprağa verilmesinden sonra çıkan olayların yol açtığı gerginlik sürüyor.

Nusaybin Cumhuriyet Savcılığı yetkilileri, toplantı ve gösteri yürüyüşleri yasasına muhalefet eden 130 kişinin gözaltına alındığını ve sorgulamalarının tamamlanmasının ardından mahkemeye çıkarılacağını bildirdiler. Bu arada önceki akşam 37 kişi daha polis tarafından evlerinden alındı.

Olayları ve gözaltına alınmaları protesto eden Nusaybin Lisesi öğrencileri dün derslere girmediler. Kantinde oturma eylemine başlayan öğrenciler, okul müdürünün ikazlarına karşın derslere girmediler. Öğrenciler, gözaltına alınanlar serbest bırakılınca da eylemlerini sürdüreceklerini bildirdiler.

Nusaybin'e dün bölgedeki bazı merkezlerden takviye güç gönderildiği gözlemlendi. Mardin Valisi Bolat Bolatoğlu da dün bir ara ilçeye giderek incelemelerde bulundu, yetkililerden bilgi aldı. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği yetkilileri ise, cenaze töreniyle ilgili olarak "ilçede sadece kepenk kapatma eylemi var" bilgisini verdi.

Önceki gün meydana gelen olaylar sırasında yaralanan bazı kişilerin, gözaltına alınma korkusuyla sağlık kuruluşlarına başvurmadan kendi olanaklarıyla tedavi olmaya çalıştıkları belirtildi. Nusaybin'de meydana gelen olayları protesto eden Derik ve Midyat ilçelerindeki esnaf da dün dükkânlarını açmadı.

**İçişleri Bakanı** Bu HEP öyle bir şey ki, kaybolanların kimisinin sesi Bekaa vadisinden, kimisinin hapisten, kimisinin de İstanbul'da metresinin yanından geliyor.

**ANKARA** (Cumhuriyet Büro-rosu) — HEP Siirt İl Başkanvekili Mehmet Demir'in kaybolması konusundaki görüşü sorulan İçişleri Bakanı İsmet Sezgin, "Bu HEP öyle bir şey ki, kaybolanların kimisinin sesi Bekaa Vadisi'nden, kimisinin hapisten, kimisinin de İstanbul'da metresinin yanından geliyor" dedi.

Sezgin, dün TBMM'de gazetecilerle konuşurken Demir hakkında araştırmaları sürdürdüklerini ve güvenlik güçlerinin Demir'in gözaltında olmadığını bildirdiklerini söyledi. Sezgin, "Bize kimse yanlış bilgi vermez. Çünkü yanlış bilgi veren üç gün sonra orada olamayacağını bilir" dedi.

Öte yandan Siirt Cumhuriyet Başsavcısı Osman Acar geçen cuma gününden beri kaybolduğu bildirilen HEP İl Başkanı Mehmet Demir'in kesinlikle gözaltında olmadığını söyledi. Kayıp Demir'in babası Hüseyin Demir'in kendilerine resmen başvuruda bulunması üzerine araştırma yaptıklarını belirten Başsavcı Osman Acar şunları söyledi:

"Mehmet Demir'in 10 ocak tarihinde 17.45'te işyerinden ayrıldığını belirledik. Başvurular üzerine tüm güvenlik birimlerinden araştırdım. Ne emniyette ne jandarmada ne de başka bir güvenlik biriminde var. Cezaevinde bulunan kardeşi Hüsamettin Demir'le de bizzat görüştim. O da nerede olabileceğini tahmin

edemedi. Yalnız sık sık Çukurova'ya gittiğini duyduk, başka bir ile de gitmiş olabilir.

Cumhuriyet Başsavcısı Osman Acar, bir hafta önce Mehmet Demir'in babasının evinde bir PKK'lının ölü ele geçirildiğine de dikkat çekerek HEP İl Başkanı Demir'in bu olayla ilgili olarak kaçırılmış olabileceğini de söyledi. Siirt Valisi Atilla Koç da yaptıkları araştırmada Mehmet Demir'in Siirt'te olmadığını anlaşıldığını belirtti.

HEP Genel Başkanı Feridun Yazar ise Demir'in kaybolması konusunda Cumhurbaşkanı Turgut Özal, Başbakan Süleyman Demirel, Başbakan Yardımcısı Erdal İnönü ile İçişleri ve Adalet bakanlıklarına telgraf çekti. Yazar, telgrafında, "Türkiye'nin demokratikleşme sürecinin hızlandırılmak zorunda olduğu bir dönemde Doğu ve Güneydoğu'da uzun süreden bu yana insanların kaybolması, daha sonra ölü bulunması eylemleri tırmanarak devam etmektedir" dedi. Bu gelişmelerin hükümetin "bölge halkına şeffaktil yaklaşım" politikasının inandırıcılığını yitirmesine neden olduğunu savunan Yazar, "Özellikle koalisyon hükümetinin göreve başlaması ile söz konusu olayların çoğalması, anlamlı ve düşündürüktür. Bu olayların bölgede görev yapan Kontrgerilla ve özel tim tarafından yapıldığı inancı halkın iktidara olan güvenini yok etmektedir" görüşünü savundu.

*SHP Diyarbakır Milletvekili Hatip Dicle*

## PKK halkta taban buldu

**Dicle** Beni ve arkadaşlarımı TBMM'ye Kürt halkı gönderdi. Bu sorun TBMM içinde çözülmezse, doğuda çok kan akar.

**İSTANBUL** (AA) — HEP kökenli SHP Diyarbakır Milletvekili Hatip Dicle, bölücü örgütü destekler nitelikteki açıklamalarını sürdürüyor. Dicle, "PKK, halk içinde taban bulmuş bir harekettir. Beni ve arkadaşlarımı parlamentoya Kürt halkı gönderdi" dedi.

Leyla Zana ile İstanbul'dan An-

kara'ya hareketinden önce Atatürk Havalimanı'nda gazetecilerin sorularını yanıtladığı Hatip Dicle, SHP ile olan beraberliklerinin "Kürt realitesini savunmaya" yönelik olduğunu bildirdi. Türkiye'de Kürt sorununun cumhuriyetin kurulmasıyla başladığını öne süren Dicle şu iddialarda bulundu:

"Beni ve arkadaşlarımı parlamentoya Kürt halkı gönderdi. Bu sorun şayet TBMM içinde çözülmezse Doğu'da çok kan akar. SHP ile beraberliğimiz, ilke ve görüşlerimizden taviz vereceğimize anlamına gelmez. Biz sadece SHP'ye iyi bir yol arkadaşı olmak istiyoruz."

SHP'nin HEP kökenli milletvekilleri Hatip Dicle ve Leyla Zana, partiden istifa etmeleri konusunu bugün Ankara'da arkadaşlarıyla görüşeceklerini belirttiler.

16 Ocak 1992

## Cumhuriyet

## Mehdi Zana cezaevine girecek

■ **DIYARBAKIR (UBA)** — 1987 yılında, “PKK'nın ulusal kurtuluş hareketini destekliyorum” dediği için hakkında dava açılan ve Diyarbakır 2 numaralı Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde yargılanarak bir yıl hapis cezasına mahkûm edilen Diyarbakır eski belediye başkanı Mehdi Zana hakkındaki karar kesinleşti. Cezanın paraya çevrilmesi ya da tecil imkânı olmadığını belirten Zana'nın avukatı Sezgin Tanrıkulu bu nedenle ilgililerle görüşüldüğünü, sonuçta Zana'nın 25 şubat gününe kadar Diyarbakır Cumhuriyet Başsavcılığı'na başvurarak cezasının çekmesinin kararlaştırıldığı bildirildi. Zana'nın İnfaz Yasası uyarınca 2 ay 12 gün cezaevinde kalacağına belirten Tanrıkulu, bu cezanın haksız olduğunu, o yüzden Avrupa İnsan Hakları Komisyonu'na başvurduklarını söyledi.

## Zana ve Dicle bugün istifa ediyor

**ANKARA (Cumhuriyet Bürosu)** — HEP kökenli Diyarbakır milletvekilleri Hatip Dicle ve Leyla Zana'nın bugün SHP'den istifa etmeleri bekleniyor.

Dicle'nin SHP Merkez Disiplin Kurulu'na sevk edilmesiyle ilgili gelişmeleri değerlendirmek üzere, HEP kökenli milletvekilleri önceki akşam bir toplantı yaptılar. Toplantıya TBMM Başkanvekili Fehmi Işıklar, TBMM İdare Amiri Salih Sümer ve Muş Milletvekili Muzaffer Demir katıldılar.

Toplantıda Dicle ve Zana'ya kurultay öncesinde SHP'ye ve koalisyon hükümetine zarar vermemek için istifa etmeleri gerektiği belirtildi. Milletvekilleri, Dicle'ye ihraç kararını beklememesi gerektiğini belirterek istifadan sonra da birlik-teliklerinin süreceğini, SHP'ni ters bir davranış karşısında birlikte tavır alacaklarını söylediler. Daha son-

ra basının verilen demeçleri çarpıttığı ve yanlış gelişmelere yol açtığı, bu nedenle bir süre basına konuşulmaması üzerinde duruldu. SHP'nin program ve ilkelerine uygun davranma kararı alınırken Dicle ve Zana'nın daha sonra SHP'ye geri dönme yolunu açık tutmaları benimsendi. Ardından istifaların bugün gerçekleşmesi kararlaştırıldı.

Dicle, Cumhuriyet muhabe-rine, bugün yazılı açıklama yapacaklarını, bugün toplanacak SHP Merkez Disiplin Kurulu'na savunma vermesine de gerek kalmayacağını söyledi. Kendisini suçlu olarak görmediğini vurgulayan Dicle, “Bir süre basına konuşmayacağız.” dedi.

Dicle ve Zana'nın istifasıyla Başbakan Yardımcısı ve SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün, TBMM'deki yemin töreninden sonra yaptığı, “Kendilerini SHP'den istifa etmiş sayıyorum” sözü yerine gelmiş oluyor. Sorunun çözümü için bir süre önce SHP Genel Sekreteri Cevdet Selvi, HEP kökenli milletvekilleri ile bir toplantı yaparak Dicle ve Zana'nın istifaları için yardımcı olmalarını istemişti.

## İçişleri Bakanı'na HEP'ten tepki

**ANKARA (AA)** — HEP Genel Sekreteri Ahmet Karataş, 10 ocaktan bu yana kayıp olan Siirt İl Başkanı Mehmet Demir hakkında, İçişleri Bakanı İsmet Sezgin'in basında yer alan sözlerini üzüntüyle karşıladıklarını bildirdi.

Karataş, dün yaptığı yazılı açıklamada, “Şayet il başkanımızın başına herhangi bir şey gelirse, bunun sorumluluğu da İçişleri Bakanlığı'nın olacaktır” dedi.

Kayıp il başkanı için Cumhurbaşkanlığı, Başbakanlık ve İçişleri Bakanlığı'na telgraf çekilerek bilgi istendiğini, ancak herhangi bir bilgi alınmadığını kaydeden Karataş, açıklamalarında özetle şu görüşlere yer verdi:

“Sayın Sezgin'in, bu tür ölüm olaylarını bildiği halde böyle bir açıklamayı yapmasını üzüntüyle karşılıyoruz. Bu tür açıklamalar ve kaçırılarak öldürülen Diyarbakır il başkanımız Vedat Aydın'ın katillerinin bulunamaması olması da bu tür olaylara cesaret vermektedir.

Umuyoruz ki il başkanımızın başına herhangi bir şey gelmez.”

21 Ocak 1992

## Diyarbakır

## Gözleri bağlı ceset bulundu

**DIYARBAKIR (Cumhuriyet)** — Diyarbakır-Ergani karayolu üzerinde kimliği saptanamayan, gözleri bağlı bir erkek cesedi bulundu. Cesedin kimliğini saptamak amacıyla İHD Diyarbakır şube yöneticilerinden oluşan bir heyet olay yerinde incelemelerde bulunurken savcılık olaya el koydu.

Diyarbakır-Ergani arasında Örnek köyü yakınlarındaki birinci köprüde gözleri bağlı bir gencin cesedi bulundu. Avcılar tarafından bulunan ceset önce İHD Diyarbakır şube yöneticilerine bildirildi. Dün sabah olay yerine giden İHD heyeti, cesedin yerini saptadıktan sonra durumu Örnek köyü yakınlarındaki Devegeçidi Jandarma Karakolu'na iletiler. Olayla ilgili ihbarın alınmasından sonra cesedin bulunduğu yere giden güvenlik güçleri kimlik saptamaya çalıştılar. İHD yöneticileri, cesedin bir gence ait olması ve gözlerinin kara bir bezle bağlı olması nedeniyle, işkencede öldürüldükten sonra cesedin buraya atılmasından endişe duyduklarını belirttiler.

Bu arada cesedin, bir süredir kayıp olan HEP Siirt İl Başkanı Mehmet Demir'e ait olup olmadığının araştırıldığı kaydedildi.

Öte yandan üç gün önce Nusaybin'de kimlikleri meçhul kişilerce öldürülen HEP ilçe yönetim kurulu üyesi A. Rahman Söğüt olayını protesto amacıyla esnaf dün de işyerlerini açmadı.

22 Ocak 1992

## Irak Kürtleri seçime gidiyor

■ **DIYARBAKIR (AA)** — Kuzey Irak'ta bir Kürt Parlamentosu'nun kurulması için, 3 nisan'da parlamento seçimlerinin düzenleneceği bildirildi. Kürdistan Cephesi ve Kürdistan Yurtsever Birliği yönetici üyesi Ahmet Bamarni'nin AFP Ajansı'na verdiği bilgiye göre Kürdistan Cephesi, oylamanın izlenmesi için

BM ve Avrupa Parlamentosu temsilcileri ile çeşitli siyaset adamlarını davet etti. Bamarni, “Kürdistan Cephesi, seçimden daha da güçlenmiş olarak çıkacak” şeklinde konuştu. Bamarni ayrıca Kürdistan Yurtsever Birliği'nin, “Irak Kürdistanı'nın kurtarılmış bir kentinde” 27 ocak-1 şubat tarihleri arasında 550 delegenin katılacağı ilk ulusal kongresini gerçekleştireceğini de kaydetti.

Güneydoğu'da 'operasyon timi' İstanbul'da sivil polis ekipleri güçlendiriliyor

# Teröre mobil ekipler

**Politika hatalıydı** İçişleri Bakanı İsmet Sezgin, Güneydoğu'da geçmiş yıllarda teşhiste hata yapıldığını ve tedavinin de hatalı olduğunu söyledi. Sezgin, yetkinin vali ve kaymakamlara dağıtıldığını belirtti.

**Sivil ekipler** Emniyet Genel Müdürü Ünal Erkan, İstanbul'da 200 sivil polis otosu ile 50 motosikletin devriye gezeceğini bildirdi. Ünal Erkan "Güneydoğu'da her eve bir Kalashnikof düşüyor" dedi.

**Köy koruculuğu sürececek** İstanbul'da düzenlenen basın brifinginde Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Eşref Bitlis, "PKK ayaklanma ve başkaldırı aşamasında" dedi. Bitlis köy koruculuğu sisteminin süreceğini söyledi.

## MEHMET TEZKAN

Türkiye'nin gündeminde ön sırada yer alan Güneydoğu ve İstanbul'daki olayları, bu konudanın sorumlu kişilerin yer aldığı zirve toplantısında değerlendirildi.

Toplantıda altı çizilen noktalar şunlar:

1- PKK ayaklanma ve başkaldırı safhasında.

2- Kepenk kapatma ve yürüyüş eylemleri halka mal edilmek isteniyor. Olayı yapan öncü milisler.

3- PKK baharda saldırıya hazırlanıyor.

4- Köy koruculuğu sistemi kalkmayacak. Kalkması PKK'nın işine gelir.

5- Güneydoğu'daki operasyon birliklerinin eğitimi tamamlandı. En gelişmiş teçhizatla donatılıyor. (Gece dürbünü, gözlüğü, helikopter, zırhlı araç vb.)

6- İstanbul'da sivil ekip sistemi geliştirilecek. Sivil polis otoları devriye gezecek.

7- İstanbul'da teröre karşı kişilerin isim biliniyor. Ancak yargı önüne çıkarılacak delil yok.

8- İstanbul'a özel eğitilmiş ve giysili jandarma yerleştirilecek.

9- Bazı kaymakamlara olağanüstü vali yetkisi.

İçişleri Bakanı İsmet Sezgin'in düzenlediği İstanbul Hilton Oteli'nde düzenlenen kahvaltılı toplantıda, İçişleri Bakanı İsmet Sezgin'in sağında Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Eşref Bitlis, solunda İstanbul Valisi Hayri Kozakçıoğlu oturdu. Kozakçıoğlu'nun yanında ise Emniyet Genel Müdürü Ünal Erkan ile İstanbul Emniyet Müdürü Mehmet Ağar yer aldı.

Ev sahipliği yapması nedeniyle açış konuşmasını İstanbul Valisi Kozakçıoğlu yaptı. Rakamlarla son on yılda artan göçü anlatan Kozakçıoğlu, göçün güvenlik ile bağlantısını anlatırken dikkatlerden kaçan şu gerçeği vurguladı:

"Yılda 350 bin insan geliyor. Bunların ma-

halleri yok. Sokak adları yok, ev numaraları yok."

"Bölücü terör" eylemlerini bir kenara bırakarak, diğer grupların terörüne değinen Kozakçıoğlu, "Terör onların yaşam biçimi, kazanç kaynağı olmuş. Terör yapanların isimleri biliniyor. Ama mahkemeye çıkaracak delil yok. Ya, eyleme giderken yakalayacaksınız ya da eylemden hemen sonra. Bunun için çok iyi bir istihbarat ile bölgeyi iki kat saracak mobilize güce ihtiyaç var" dedi.

Vali Kozakçıoğlu'ndan sonra sözü Emniyet Genel Müdürü Ünal Erkan aldı. 12 Eylül öncesi ve sonrası terör eylemlerinin tahlilini yapan Erkan, bahar aylarında Güneydoğu'da kırsal alanda sert mücadele olacağını, kentlerde de eylem beklediklerini belirterek "Her eve bir Kalashnikof düşüyor" dedi.

Konuşmasının ikinci bölümünde İstanbul'da alınacak önlemleri sıralayan Erkan, polis ve araç sayısının artırılacağını söylerken "Sivil polisin yaygınlaştırılacağını, sivil otoların devriye gezeceğini" belirtti. Yeni sistemin nasıl olacağına ilişkin ayrıntı vermeyen Erkan'ın şu sözlerinden sistemin uygulamaya konulduğu da ortaya çıktı: "200 oto, 50 motosiklet gönderdik, yarısı sivil."

Üçüncü konuşmayı Jandarma Genel Komutanı Eşref Bitlis yaptı. PKK'nın yapısını, nasıl karar aldıklarını anlatarak "Ayaklanma ve başkaldırı aşamasındalar" dedi. Köy koru-

culuğu sisteminin bu noktada önemli olduğunu vurgulayan Bitlis, "Olayı halk hareketi gibi göstermek için köy koruculuğunun kalkmasını istiyorlar. Korumaları hedef aldılar. Amaçları halk ayaklanması görüntüsü yaratmaktır. Halk kepenk kapattı deniliyor. Hayır, olayın içinde öncü milisler var" dedi.

PKK'nın en büyük hedefinin kurtarılmış bölgeler oluşturmak olduğunu söyleyen Jandarma Genel Komutanı, sınır bekleyecek il ve ilçelerde görev yapan ve operasyona giden jandarmaların güçlendirildiğini, operasyon ekibinin de eğitildiğini belirtti.

Bitlis, İstanbul'a kente uygun tip, eğitim ve malzemeyle donatılmış jandarma yerleştireceklerini de söyledi. Bitlis, Olağanüstü Hal Valiliği'ne karşı olduğunu da vurguladı.

Toplantının son konuşmacısı İçişleri Bakanı İsmet Sezgin genel bir değerlendirme yaptı.

Sözlerine, "Ateş bacayı sardı" diye başlayan bakan, "Başta teşhis hatalıydı, tedavi de hatalı oldu. Güneydoğu olayları başladığı anda 3-5 çapulcunun hareketi olarak görüldü. 1984'te sıkıyönetim vardı, olaylar oldu. 1987'de Olağanüstü Hal Valiliği kuruldu, yangın sürdü" sözleriyle bir anlamda devletin özleştirisini yaptı.

Sivil-askeri otorite ikileminin kaldırıldığını, Olağanüstü Hal Valisi'nin yetkisinin valilere ve bazı kaymakamlara verildiğini belirten Sezgin, "Olay olursa kararı anında oradaki kayma-

kan verecek. Eskiden askere ve sivil otoriteye çok yetki verilmiş, bunlar kullanılmamış" dedi.

Bölgede uygulanacak ekonomik önlemlere de değinen Bakan Sezgin, "İşsizlik had safhada, sanayi durmuş. Hayvan besicilerine verilen krediler başka yerde kullanılmış. Eskiden kaçak et giderken şimdi kaçak et geliyor. Yaş sebze, meyve, hayvan İran'dan geliyor" diyerek ANAP iktidarının ekonomi politikasını da eleştirdi. Sezgin, bazı politikacıların PKK'dan kendi çıkarları için yarar umduklarını da sözlerine ekledi. Bakan konuşmasının sonunda sorunun hukuk devleti içinde, demokrasi içinde çözüleceğinin altını da çizdi.

Kahvaltılı ile başlayan terör sohbeti kara bir tabloyu ortaya çıkarınca Hürriyet gazetesi Genel Yayın Yönetmeni Ertuğrul Özkök sorular bölümünde, "Baharda adına savaş demek istemiyorum, büyük bir hareketlenme mi bekliyor ki bizi şimdiden alıştırmak için brifing verdiniz" diye sordu.

İçişleri Bakanı itiraz etti, "Bu brifing değil sohbet, bilgi verme toplantısı. Baharda saldırıyı PKK düşünüyor. Biz önlem alıyoruz."

Jandarma Genel Komutanı Bitlis de bakanı onaylarcasına başını salladı. Türkiye gazetesi Genel Koordinatörü Kenan Akın ise SHP'nin seçim öncesi köy koruculuğuna karşı çıktığını hatırlatınca bakan, "Şimdi koalisyon protokolü var. Korumalar PKK'nın karşısında duruyor" yanıtını verdi.



Cumhuriyet 22 Ocak 1992

Genelkurmay  
Başkanı Güreş:

## G. Doğu halkı korkudan kurtulacak

**Çözüm demokrasiye**  
Genelkurmay Başkanı Org.  
Doğan Güreş Güneydoğu  
sorununun çözümünde  
hükümetle tam bir uyum  
içinde olduklarını açıkladı.  
Güreş, PKK'nın bölgedeki  
terörü sonucu tabanı varmış  
imajı verildiğini söyledi.

**TURAN YILMAZ**

ANKARA — Genelkurmay  
Başkanı Orgeneral Doğan Gü-  
reş, Güneydoğu sorununun çö-  
zümünde uygulanacak yöntem  
konusunda hükümet ile tam bir  
uyum içinde olduklarını açıkladı.

Sorunun demokrasi içinde

çözümünden yana olduklarını  
da belirten Orgeneral Güreş,  
bölge valiliğinin yetkilerinin  
bölgedeki il valiliklerine dağıtıl-  
masından yana olduğunu, ayrı-  
ca yöredeki güvenlik güçlerinin  
de gerektiğinde il valiliklerine  
bağlanabileceğini söyledi.

Federasyon tartışmalarının  
gündeme getirilmesini bile sıkıntıyla  
karşılığını belirten Güreş,  
Silahlı Kuvvetler'in modernizasyonu  
çalışmalarının sürdürdüğünü,  
bu yılın sonunda önemli ölçüde  
asker indirimine gidileceğini bildirdi.

Orgeneral Güreş, Güneydoğu  
sorununa ilişkin bir soru üzerine,  
dış tehdidin yanı sıra bir iç  
tehdidin de söz konusu olduğunu  
belirterek "İç tehdide büyük önem  
veriyorum. Çünkü bu tehdit misak-ı milli hudutlarını  
hedef almıştır. Türkiye'nin bütünlüğünü  
hedef almıştır. Dış tehdit de ayrı bir eksen olarak devamlı değerlendirilmektedir" dedi.

Bölgedeki terörün yurtdışından  
desteklendiğini belirterek  
"İçten de destek vardır" diyen  
Güreş, federasyon tartışmalarının  
animsatılması üzerine şöyle  
konuştu:  
"TC, ülkesi ve milleti ile bö-

lünmez bir bütündür. Üstlerdir  
ve böyle de kalacaktır. Bunun  
gündeme getirilmesini bile sıkıntı  
ile karşıyorum. Hep birlikte  
bir İstiklal Savaşı vermişiz, şehitler  
vermiş, kan dökmüştük. Şimdi bunun  
üzerinde tartışmak aziz Atatürk'e,  
şehitlerimize sahip çıkmamız anlamını taşır."

Türkiye'de vatandaşlar arasında  
bölge ya da diğer etkenler gözetilerek  
herhangi bir ayırım yapılmadığını da  
kaydeden Güreş, PKK'nın bölge halkı  
arasında yaygın taban bulduğunu  
savlarını kabul etmediğini söyledi.  
"Tabana yayılmış demeyelim de,  
kanlı katillerin korkutması ile böyle bir  
imaj beliriyor diyelim" diyen Güreş,  
halkın çoğunlukla korkup sindiğini belirterek  
bu durum ortadan kaldırılabileceğini bildirdi.

Bir soru üzerine, çekiç gücün  
Kuzey Irak'ta askeri değil tü-  
müyle insani amaçlarla göreve  
başladığını anımsatan Güreş,  
ancak bu gücün o bölgede yarattığı  
otorite boşluğunun ve Irak'ı kastederek  
"o komşu ülke"nin silah depolarını tahsis  
etmesinin PKK'yı son bir iki yılda  
özellikle silah bakımından çok  
güçlendirdiğini söyledi.

PKK'nın modern silahlar kullandığını,  
buna karşılık Türk güvenlik güçlerinin  
de hem eğitim hem de araç gereç yönünden  
sürekli takviye edilerek güçlendirildiğini  
kaydeden Güreş, "Milletimiz bunun bir an  
evvel bitmesini istiyor. Ama sabırlı olmak  
lazım. Benim inancım, terörle mücadele eden  
diğer ülkelere oranla biz bu işi çok daha  
çabuk biteceğiz" diye konuştu.

Son dönem 3 sınır ötesi operasyon  
yapıldığını belirterek "Orada devlet yok,  
otorite yok, yapılan saldırılara karşılık  
sıcak takip yapıyor" diyen Güreş,  
ad vermesiz Kuzey Irak'taki Kürt örgütlerinin  
liderleri, Talabani ve Barzani'yi de kamuoyunu  
yanıltmakla suçladı.

Güreş, terörle mücadele eden  
ülkelerde ölü ya da sağ olarak yakalanan  
her teröriste karşılık 7 ya da 13 güvenlik  
görevlisinin öldüğünü ya da yaralandığını  
anımsatarak, Türkiye'de bu oranın 2  
teröriste karşılık 1 güvenlik görevlisi  
olduğunu, hatta bu oranın son dönemde 5  
teröriste karşılık 1 güvenlik görevlisi  
olduğunu belirtti.

Cumhuriyet 23 Ocak 1992

**DGM Savcısı Demiral'ın fezlekesi**

## 'Devlete kastedenler dokunulmaz değildir'

**TURAN YILMAZ**

ANKARA — Ankara DGM  
Başsavcısı Nusret Demiral, siyasi  
krize yol açan fezlekesinde,  
anayasayı yorumlayarak milletvekili  
dokunulmazlığının sınırını çizdi.

Demiral, milletvekillerinin,  
devletin ülkesi ve milletiyle bölünmez  
bütünlüğüne yönelik eylemlerinin  
dokunulmazlık zırhından yararlanamayacağını  
savundu.

Nusret Demiral, 20'si SHP'li,  
2'si bağımsız 22 HEP kökenli milletvekili  
hakkında hazırladığı fezlekesinde,  
milletvekillerinin Meclis'teki yemin törenindeki  
tutum ve davranışlarının, olayı TV ekranından  
izleyen yurttaşlar arasında şiddetli tepkilere  
neden olduğunu öne sürdü.

Milletvekillerinin bu eyleminin  
devletin ülkesi ve milletiyle bölünmez  
bütünlüğüne yönelik bir eylem olduğunu da  
öne süren Demiral, anayasayı milletvekili  
dokunulmazlığı yönünden yorumlayarak  
şu görüşleri savundu:

"Anayasanın 83/1. maddesi uyarınca,  
Meclis çalışmalarındaki oy ve sözlerinden,  
Meclis'te ileri sürdükleri düşüncelerden,  
Meclis kurulunca başka bir karar alınmadıkça  
bunları Meclis dışında tekrarlamak ve açığa  
vurmaktan sorumlu tutulmayacakları  
esastir. Anayasanın milletvekilleri için kabul  
ettiği bu sorumsuzluk ilkesi, kanun yapmak,  
kanun değiştirmek, kanunu ortadan kaldırmak  
gibi çok önemli görevleri olan milletvekillerinin  
görevlerini hiçbir hukuki ve cezai baskı altında  
kalmadan en mükemmel şekilde yapabilmelerini  
temin içindir.

Milletvekillerinin Meclis çalışmalarındaki  
oy ve sözlerinden sorumlu tutulmaması,  
görevlerinin tabii ve hukuki sonucudur.  
Ancak milletvekillerinin Meclis çalışmalarındaki  
oy ve düşüncelerinden sorumlu olmayacağı  
ilkesi kabul edilirse, milletvekillerinin  
çalışmalarında ileri sürdükleri düşüncelerinde,  
oylarında suç işleme kastının

bulunmadığı, milletvekillerinin oy ve düşüncelerinin vatan ve milletin yüksek menfaatleri istikametinde oluştuğu düşünülmüştür.

Yoksa özel suç işleme kastıyla Millet Meclisi önünde gündem dışı suç işleyen milletvekili anayasanın 83/1. maddesi hükümünden yararlanarak eyleminden, hele bu eylem devletin ülkesi ve milletiyle bölünmez bütünlüğüne yönelik olursa sorumlu tutulmaktan kurtulamaz. Anayasada bu hükmün bulunmaması anayasamın noksanı değildir. Bu durum hukukun özünde vardır."

Demiral, "Olayımızda sanıklar, özel kasıtlarla devletin hâkimiyeti altında bulunan topraklardan bir kısmını devlet idaresinden ayırmaya yönelik eylem yapmışlardır" diyerek bu nedenle, anayasanın dokunulmazlığa ilişkin 83/1. maddesine değil, devletin güvenliğine ilişkin 3, 4, 5 ve 14. maddelerine itibar edilmesi gerektiğini belirtti. Demiral, "Bu sebeple, sanıklar anayasanın 83. maddesindeki milletvekillerinin sorumsuzluğu ilkesinden yararlanamazlar. Eylemlerinden sorumludurlar" dedi.

lemlerinden sorumludurlar" dedi.

Fezleke, insan hakları konusunda da şu savlara yer verildi:

"Türkiye'de İnsan Hakları Bakanlığı kurulmuştur. İnsanın en yüce hakkı yaşama hakkıdır. Devletin en önemli görevi de vatandaşlarının can güvenliğinin sağlanmasıdır.

Türkiye'de her gün çok sayıda insan, devlet görevlisi veya devlete bağlı insan bölücü teröristler ve bölücülerle ortak hareket ettiklerinden şüphe edilmeden terör örgütleri tarafından öldürülmektedir.

Ancak Türkiye'de insan hakları hayatlarını kaybeden insanlar için değil, bölücü amaçlarla veya bütün dünyada terkedilmiş bir ideoloji sebebiyle insan öldürenler için gündeme gelmektedir.

Bu yanlıştır. Türkiye için iyi netice vermez. İnsan haklarının önlenmesinin yeri, Türkiye'de can alan, Türk Devleti'nin bütünlüğünü tehdit eden terörü önlemektir. Bu yapıldığında Türkiye'de insan hakları ihlali de önlenmiş olacaktır."

Cumhuriyet 24 Ocak 1992

*Washington, örgüte destek verilmesi konusunda Suriye'nin dikkatini çekti*

# ABD:PKK'yi Şam destekliyor

Lockerbie uçak faciasına ilişkin iddianame dolayısıyla Washington'daki yabancı basın merkezinde bir brifing veren Pope, Suriye'ye yaptırım konusunda, "Biz Suriye'yi PKK gibi örgütlerden sorumlu tutmaya devam ediyoruz. Dış politikamızın önce ayarı da bu inanç doğrultusunda yapılmaktadır" dedi.

WASHINGTON (Cumhuriyet) ABD Dışişleri Bakanlığı mede Terörizm ile Mücadele Dairesi Müdür Yardımcısı Lawrence Pope, PKK terörünün arkasında Suriye'nin bulunduğu ve bu konunun Amerikan hükümeti tarafından Suriye'nin dikkatine getirildiğini açıkladı.

Önceki gün, Lockerbee uçak faciasına ilişkin iddianame dolayısıyla Washington'daki yabancı basın merkezinde bir brifing ve-

tamasına katılıp katılmamak diğer ülkelerin bileceği bir işittir. Ama biz Suriye'yi PKK gibi örgütlerden sorumlu tutmaya devam ediyoruz. Dış politikamızın önce ayarı da bu inanç doğrultusunda yapılmaktadır."

Bu arada Londra ve çeşitli Arap başkentlerinde yayımlanan Eşşark El-Avsat gazetesinin haberine göre Genelkurmay Başkanı Orgeneral Doğan Güreş'in, "Irak ve Suriye'nin Türkiye'nin güvenliği açısından bir tehdit oluşturdukları" yolundaki açıklaması ve Bekaa Vadisi'ndeki PKK kamplarına karşı askerî bir operasyon düzenlenebileceği yolundaki haberler Şam'da endişe yaratıyor.

Haberde, Suriye'nin, Washington'un girişimleri sonucu Güreş'in açıklamasını yanıtlamaktan vazgeçtiği, ancak "Lübnan'daki Bekaa Vadisi'nde operasyon düzenlenmesi durumunda, bunun iki ülke arasındaki iyi komşuluk ilişkilerine zarar vermediğini", diplomatik kanallardan Ankara'ya iletildiği iddia edildi.

Gazete, Türkiye'nin güneydoğusundaki olayların Avrupa başkentlerinde yakından izlendiğini, bazı kaynakların da Türk Silahlı Kuvvetleri'nin 20 bin askerden oluşacak bir kuvvetle Irak'ın kuzeyindeki PKK kamplarına karşı bir operasyon düzenlemeye hazırlandığını öne sürdüklerini de belirtti.

*PKK Avrupa temsilcisi Hasan, ABD'den destek beklemediklerini söyledi*

# Washington tarafsız kalsın

kirletmekten başka sonuç alamadığını iddia etti.

1992 yılında PKK'nın bir "savaş hükümeti" kuracağı söylenen sözcü Akif Hasan, HEP'li milletvekilleriyle ilgili bir soruyu, "Kendi parlamentomuza kurunca Türk parlamentosu meşru değil, HEP'li parlamentoların o zaman ne yapacağını bilmiyoruz" dedi. HEP adını konuşacak değilim" dedi. HEP adını konuşacak değilim" dedi. HEP adını konuşacak değilim" dedi. HEP adını konuşacak değilim" dedi. HEP adını konuşacak değilim" dedi.

kiye'ye. Biz buna razıyız" dedi.

Bağımsız devlet kurma konusunda ki bir soruyu Akif Hasan, "Uzun zaman beri birlikte yaşayan iki halk kardeş gibi ortadan bölünmez" tarzında yanıtladı. PKK Avrupa Temsilcisi Akif Hasan, dün Brüksel'deki Uluslararası Basın Merkezi salonunda düzenlenen basın toplantısında, Türk Silahlı Kuvvetleri'nin iki hafta kadar önce başlattığı dağ hareketinde, PKK'nın tek bir militanının burmuna bile kanamadığını söyledi ve

"Türk ordusu dağıdaki karları kirtletmekten başka bir şey yapmadı. 60 gerilla öldürüldüğü şeklindeki haber, halkı korkutmayı ve orduya moral vermeyi amaçlıyor." dedi.

Son parlamento seçimleriyle Kürt halkının kendi iradesini ortaya koyduğunu sözlere ekleyen PKK Avrupa Temsilcisi, "Türk parlamentosunda iki kelime Kürtçe söyleyemiyoruz. Bu yol kapanmıştır. Diyalog ihtiyacı var, ancak Türk hükümeti buna şiddetle karşılanıyor" dedi.

## SABETAY VAROL

BRÜKSEL - Amerikan helikopteriyle PKK'ya yardım gönderildiği şeklindeki iddialara karşılık veren PKK Avrupa Temsilcisi, "Türk hükümeti zaten CIA ile işbirliği halinde, Amerika'nın gizlice yapmasına gerek yoktur. Kontrgerillanın arkasında Amerika vardır" dedi. PKK Avrupa Sözcüsü, Brüksel'deki basın toplantısında dağıları bombalayan Türk ordusunun karı

Cumhuriyet 24 Ocak 1992

Film kapalı gişe oynuyor

## Diyarbakır'da Mem û Zin'e akın

Ünlü Kürt efsanesinden sinemaya uyarlanan Mem û Zin, şehirde büyük ilgi gördü. Dilan Sineması önündeki kuyruklar, film 1 ay gösterilecek olmasına karşın sona ermiyor.

OSMAN YILDIZ

**DIYARBAKIR** — Ehmede Xani'nin 17'nci yüzyılda kaleme aldığı eserinden filme aktarılan Mem û Zin, Diyarbakır'da kapalı gişe oynuyor.

Dağkapı semtindeki Dilan Sineması'nın önü dün Mem û Zin'i izlemeye gelenler yüzünden tıklım tıklımdı. Çocuk, genç, kadın-erkek yüzlerce kişi sinema görevlilerinin "Bir ay aynı film oynayacak" yolundaki sözlerine aldırmadan filmi izlemek için bilet kuyruğuna girdi. Yaşlı kadın ve erkekler, Güneydoğu'da belki de ilk kez Mem û Zin'i görmek için sinemayla tanıştılar. Çocuklarının yardımıyla gişeye ulaşabilen 72 yaşındaki Fehime Gündoğdu, daha önce hiç gitmemiş sinemaya. "Allahıma şükür, bugünleri de gördüm" diyor sevincini dile getirirken. Mem û Zin söylencesini ezbere bildiğini anlatıyor. Ancak filmdeki konuşmaların Türkçe olmasına tepki gösteriyor.

"Konuşmalar da Kürtçe olmalıydı. Konu aynı, hikâye aynı, ama dil değişmiş olmaz."

Gişe önünde saatlerce beklediği halde salona giremeyen yüzlerce kişi, çaresiz geri dönüyor. Ancak içeride de henüz ortam durulmuş, rahatlamış değil. Dışarıda hava eksi 5, insan donuyor, ama içeride "İzdiham teri" döküyor insanları. Film başlar başlamaz müthiş bir alkış kopuyor halktan. Büyük ekrandaki Nevroz ateşi arasında görünen Kürt yazar Musa Anter'den başkası değil. Anter, Mem û Zin söylencesinin "Memê Alân" adıyla Kürt halkı arasında bir

hayli yaygın ve eski olduğunu anlatırken "Bu söylence mİllattan önce de Kürt ulusu arasında söylenen ve mitolojik bir nitelik kazanan bir destandır" diyor. Anter'in verdiği kısa bilgilerden sonra film başlıyor. Konuşmaların Türkçe olmasına bozulmuş hiç de az değil, ama çaresiz katlanıyorlar.

Filmi nasıl bulduğunu soruyoruz öğrenci Adnan Ercan'a, "Konunun özüne sadık kalmış olması çok iyi. Kürt gelenek ve göreneklerde çarpılmamış. Tek kusur Türkçe" deyip ekliyor:

"Sıra ona da gelir, başlangıç için hiç de fena sayılmaz."

Hediye Ceylangil, Türkiye'de ilk kez bir Kürt filminin çekilebilmiş olmasını çok önemli bir gelişme olarak değerlendiriyor. Filmin Hasankeyf'te çekilmiş olmasını da "Son derece yerinde bir tavır" olarak değerlendiriyor.

Başka bir izleyici Nermin Akdoğan, "Büyük bir katkı" diyor Mem û Zin için: "Yıllardır aşımle edilmiş, talana uğramış bir kültürün ürünü olan bu film, hem Kürt hem dünya kültürüne bir katkı."

Gülümser Yitik, âdeta hayran kalmış filme, "Paha biçilmez bir olayın geçtiği dönem de yer de çok iyiydi."

Mem û Zin'i seyircilerle birlikte izleyen filmin oyuncusu Levent Güner ise şöyle diyor:

"Benim duygularım da buradaki insanlardan farklı değil. İlgini beni çok duygulandırdı. Seyircilerle birlikte filmi izlemek çok garip hislere götürdü beni. Sanki sinemada değil bir tiyatro sahnesindeydi izleyiciler."

Mahmut Alınak basın toplantısı yaptı

## 7 ayda 44 faili meçhul cinayet

**ANKARA/DIYARBAKIR** (Cumhuriyet Bürosu) — SHP Grup Başkanvekili Mahmut Alınak, Doğu ve Güneydoğu'da, yalnızca geçen hazirandan bu yana 44 faili meçhul cinayet işlendiğini bildirdi. SHP Muş Milletvekili Muzaffer Demir de "Sanki Ergani bir morg" dedi.

Harbi Arman adlı HEP üyesinin, kaybolmasından sekiz gün sonra "gözleri bir kaskolla bağli biçimde" Ergani'de cesedinin bulunması, faili meçhul cinayetleri bir kez daha gündeme getirdi. dün Malazgirt'te toprağa verilen Arman'ın ölümü geniş tepkilere yol açtı ve bu arada esnaf kepenk kapattı.

SHP Grup Başkanvekili Sırnak Milletvekili Alınak, dün Meclis'te bir basın toplantısı düzenleyerek 1991 haziranından bu yana meydana gelen ölüm olaylarını anlattı. Alınak, her ölüm olayıyla ilgili açıklamasının ardından "Olayın faili bulunamamıştır" diye yineledi.

Cinayetler serisini "kontrollerle eylemleri" olarak niteleyen Alınak, "Bazı karanlık güçler, ANAP dönemindeki aşkanlıklarını şimdi de sürdürüyorlar" dedi.

Serinin 44. ismi olarak geçen Harbi Arman için SHP Muş milletvekilleri de bir basın toplantısı düzenlediler. Milletvekillerinden Muzaffer Demir, "Ergani'nin morga döndüğünü" söylerken Emin Sever de "Harbi Arman, Diyarbakır DGM'de mahkemen vardır" diye çağırıyor ve ortadan kayboluyor. Sekiz gün sonra cesedi, elleri,

ayakları ve gözleri bağli, dört kurşun sıkılmış vaziyette bulunuyor. Türkiye'nin adım adım bir iç savaşın eşğine sürüklenildiği, bazı güçlerce tezgâhlanmak istenen senaryoların ince ince işlendiği ve kardeş kanının her gün akıtıldığı bir süreçte hızla çekilmektedir" diye konuştu.

HEP üyesi Harbi Arman'ın cenazesi, Muş'un Malazgirt ilçesine bağli Kaladağ köyünde toprağa verilirken Malazgirt'te bir grup gösteri yürüyüşü düzenledi, esnaf da kepenk kapattı. Jandarma Alay Komutanlığı önünde son bulan yürüyüş sırasında, kontrgerilla aleyhinde sloganlar atıldı.

HEP Genel Sekreteri Ahmet Karataş da yaptığı açıklamada, "Üyemiz Arman'ın cesedinin, daha önce öldürülen il başkanı Vedat Aydın'ın cenazesinin atıldığı yerde bulunması ve yürüdüde işkence izlerinin bulunması, kafasına kurşun sıkılarak öldürülmüş olması, olayın Vedat Aydın'ı katledenler tarafından gerçekleştirildiğini gösteriyor" dedi.

Öte yandan SHP Grup Başkanvekili Alınak, dünkü basın toplantısında cinayetlerin yanı sıra kayıplara da değinerek Hüseyin Toraman'dan hâlâ haber alınmadığını söylerken İçişleri Bakanı İsmet Sezgin, "Toraman'ın yasadışı örgüt üyesi olmak ve eylemlere karışmaktan dolayı arandığını" bildirdi. Sezgin, SHP'nin konuya ilişkin soru önergesini yanıtlarken Hüseyin Toraman'ın gözaltında olmadığını söyledi.

Cumhuriyet 27 Ocak 1992

Bir ayda 6 cinayet

# Nusaybin'de yeni bir faili meçhul cinayet

DİYARBAKIR (Cumhuriyet)

— Güneydoğu'daki faili meçhul cinayetlere Nusaybin'de Seyfettin Aktan'ın öldürülmesiyle bir yenisi daha eklendi. Motosiklet tamirciliği yapan Seyfettin Oktan adlı kişiye, işyerine giderken dün saat 12.30'da kimliği belirlenemeyen kişiler tarafından ateş açıldı. Ağır yaralanan Oktan, kaldırıldığı Devlet Hastanesi'nde yaşamını yitirdi. Son bir ay içinde 6 faili meçhul cinayetin işlendiği Nusaybin'de durum gergin. Bu yüzden Seyfettin Oktan, emniyet güçleri tarafından toprağa verildi. Son bir ay içinde sadece Nusaybin'de peş peşe 6 cinayet işlenirken 7 ayın bilançosu da 46'ya ulaştı.

— Şanlıurfa Ziraat Fakültesi'nde öğrenim gören Nusaybinli Salih Atsız, 2 ocakta kent merkezinde kimliği belirsiz kişilerin açtığı ateş sonucu yaşamını yitirdi.

— Nusaybin Belediyesi'nde çalışan Hayrettin Çetin, 4 Ocak 1992 tarihinde ilçe merkezinde silahla taranarak öldürüldü.

— Dicle Üniversitesi'nde okuyan Nusaybinli öğrenci A. Samet Çetin, 12 ocak günü Diyarbakır kent merkezinde açılan ateş sonucu öldü.

— Öğrenci A. Samet Çetin'in cenazesi kaldırıldığı sırada Nusaybin'de evinin önünde duvaran Tapu Müdürü Adil Bayık,

kimliği meçhul kişilerin açtığı ateş sonucu öldürüldü.

— Halkın Emek Partisi ilçe yöneticilerinden Abdurrahman Söğüt, işyerinden evine giderken 18 ocakta açılan ateş sonucu yaşamını yitirdi.

— Seyfettin Aktan adındaki motosiklet tamircisi 26 ocak günü öğle saatlerinde işyerine giderken Kışla Mahallesi'nde açılan ateş sonucu öldü.

Güneydoğu'da son yedi ayda meydana gelen faili meçhul cinayet sayısı dün Nusaybin'de işlenenle birlikte 46'ya yükseldi. Bölgede görev yapan cumhuriyet savcıları, cinayetlerin tamamının profesyonelce işlendiğini, yapılan soruşturmanın hiçbir

rinden de somut kanıtlar elde edilemediğini söylediler. Savcılar, soruşturmanın tamamının büyük bir titizlik içinde sürdürüldüğünü söylerken Cumhuriyet'e şu değerlendirmeyi yaptılar:

“Faili meçhul cinayetlerin çözümlü için elimizde herhangi bir ipucu yok. Adli cinayetlerle siyasi cinayetleri birbirine karıştırmamak gerekiyor. Çünkü adli olaylar, kişisel hırslarla, amatörce işlenmiş cinayetlerdir. Oysa siyasi cinayetler, bu işler için özel olarak yetiştirilen uzman kişiler tarafından profesyonelce işleniyor. Yalnız Türkiye'de değil bütün dünyada böylesi profesyonelce cinayetler söz konusu. Faili meçhul cinayetler arasında hâkim ve savcılar da var. 1979'da Lice Cumhuriyet Savcısı Ahmet Dal ile 1983'te Diyarbakır'da öldürülen Hâkim Akit Toros Karabay'ın kimler tarafından öldürüldüğü de halen sir.”

Savcılar, faili meçhul cinayetlerin üzerine gidilmediği yolundaki genel kanının da doğru olmadığını, bu olayların adalet teşkilatının kamburu olduğunu da belirttiler.

Son bir yıl içinde işlenen faili meçhul cinayetlere kurban gidenlerin 16'sı HEP'li, kalanların büyük bölümü de İHD'ye yakın kişiler.

Cumhuriyet 28 Ocak 1992

## MGK'dan çıkan Demirel, 'Önemli bir terör odağı söndürüldü' dedi 'PKK'ya darbe vuruldu'

CUMHURİYET (Ankara)- Cumhurbaşkanı Turgut Ozal başkanlığında toplanan Milli Güvenlik Kurulu'nda PKK terörü, Güneydoğu'da sürdürülen operasyon ve alınacak ek önlemler görüşüldü. Başbakan Süleyman Demirel, Güneydoğu'da gerçekleştirilen operasyonlar ile PKK'nın önemli bir odağının söndürüldüğünü açıkladı. İçişleri Bakanı İsmet Sezgin de baharda yaygın eylemlere girişeceği söylenen PKK'ya karşı “devletin daha önce davrandığını” bildirdi.

Başbakan Süleyman Demirel, dünkü basın toplantısında PKK'ya karşı girişilen operasyon konusunda bilgi verdi. Demirel, Dereler Karakolu baskınında ölenlerin üzüntüsünün hâlâ duyulduğunu belirterek “Bu çeşit olaylar oluyor. Her defasında yapılanınıza kâr kalıyor. Bu defa Dereler Karakolu'nda bu cinayeti işleyenlerin üzerine devlet güvenlik güçleri tarafından fev-

kalade iyi varılmıştır” dedi.

Demirel, bölgede önemli operasyonlar yapıldığını anlatarak şöyle konuştu:

“Operasyonların hepsi bizim bilgimiz dahilindedir. Yalnız size kesin bir netice verme durumunda değilim. Çünkü ortalık kar, ama sanıyorum ki bir önemli odak söndürülmüştür.”

Demirel, baharla birlikte PKK'nın böl-

gede ayaklanma hazırlığında olduğu haberlerinin anımsatılması üzerine de “Devlet beklenti içinde olmaz. Devlet tedbir alır, açıklıkla söyleyim ki Türkiye Cumhuriyeti hürriyetçi, demokrat bir ülke olarak herhangi bir köşesinde ayaklanma olacak endişesi, korkusu veya kuşkusunu içinde değildir” dedi.

Demirel, Milli Güvenlik Kurulu'nda da Güneydoğu'daki terör olayları ile ilgili alınması gereken önlemlerin konuşulacağını belirterek “Ek tedbir ihtiyacı varsa alınacaktır. Ama devlet bütün tedbirleri ile olayın üzerindedir” diye konuştu.

İçişleri Bakanı İsmet Sezgin de PKK'nın baharda yaygın eylemlere girişeceği yönündeki haberlerin anımsatılması üzerine, bu yönde kendilerine de bazı bilgiler geldiğini, “devletin güvenlik güçlerinin bölücü te-

röristlerden daha önce davranarak gerekli önlemleri alacağını" söyledi. Sezgin, bu yönde gerekli tüm çalışmaların yapıldığını kaydetti.

Güneydoğu'da, PKK'ya yönelik operasyonların aralıksız sürdüğü bildirildi. 8 Ocak'ta başlatılan, kapsamlı operasyonlara ilişkin bilgi veren yetkililer, "helikopter ve uçaklarla havadan yapılan incelemeler sonunda, tespit edilen PKK kamplarının, Silahlı Kuvvetler'den sağlanan askeri helikopter ve uçaklarla havadan vurulduğunu" söylediler. Bu arada, bölgenin birçok yerinde gerçekleştirilen bu operasyonlarda, imha edilen kamp yerlerinin çevresinin komando birliklerince sarıldığı, hava saldırılarından kurtulanların da daha sonra bu birlik-

lerin ateş hattına girdiği açıklandı.

Öte yandan, PKK Avrupa Temsilciliği, önceki gün Kapalıçarşı ve Galleria'da bir kişinin ölümüne, 16 kişinin de yaralanmasına neden olan bombalama olaylarının "kendileriyle ilgisi olmadığını" savundu.

PKK Avrupa Temsilciliği'nden üst düzey bir yetkili yapılan telefon görüşmesinde şöyle dedi:

"Gazeteleri arayan kişi kendisini "PKK İntikam timi" olarak tanıtmış. Biz telefonla açıklama yapmayız. Ayrıca örgütümüz içinde de böyle bir birim yoktur. Kapalıçarşı'ya ve Galleria'ya bomba konulması bizim tarzımız değildir. Masum sivillerin çok fazla olduğu yerdir. Gazeteler şimdilik bir açıklama göndermememizin iki nedeni vardır. Birincisi olayı biz üstlendiğimiz için bir süre bekliyoruz. İkincisi, kendi birimlerimizden konuyla ilgili raporları ve haberleri beklediğimiz içindir. En kısa zamanda basına ve kamuoyuna duyurulmak üzere açıklama yapılacaktır. Şimdiye kadar birimlerimizden gelen haberlere göre olayın bir kontrgerilla provokasyonu olduğu anlaşılıyor."

İstanbul Emniyet Müdür Vekili Cemil Serhatlı da AA'ya yaptığı açıklamada, Kapalıçarşı ve Galleria olaylarıyla ilgili olarak gözaltına alınanların serbest bırakıldığını bildirerek "Halen gözaltında kimse yok" dedi. Kapalıçarşı'ya yerleştirilen bombanın "saatli", Galleria'dakinin ise "ses" bombası olduğunu kesinleştirdiğini söyleyen Serhatlı, her iki patlamayla ilgili soruşturmanın sürdürüldüğünü belirtti.

**Cumhuriyet** 29 Ocak 1992

## Helsinki İzleme Komitesi : Güneydoğu'da bir savaş var

**LEYLA TAVŞANOĞLU** - Helsinki İzleme Komitesi Direktörü Jeri Laber'la Türkiye'deki insan hakları durumunu konuşuyoruz. İstanbul Barosu Başkanı avukat Turgut Kazan'ın, Helsinki İzleme Komitesi üyeleri için verdiği yemekte yan yana oturuyoruz.

İlk kez Türkiye'ye 1983'te, 12 Eylül sonrası ilk genel seçimlerden hemen önce geldiğini anlatıyor, sonra da şunları ekliyor:

"Barış Derneği davasını izledim ve ilk kez Türkiye'deki insan hakları sorununu o zaman anladım."

Güneydoğu Anadolu'ya hiç gidip gitmediğini, oradaki durumla ilgilenip ilgilenmediğini soruyoruz. Bir başka sorumuz da "PKK'yı terör örgütü olarak değerlendiriyor musunuz" oluyor. Orta yaşlı, yaşına karşın son derece canlı olan Jeri Laber şu yanıtı veriyor: "Bence PKK kesinlikle bir terör örgütü. Birkaç yıl önce Güneydoğu'ya gittim. Oradayken gördüğüm bir gerçeği size anlatabım. Halk ne PKK'ya ne de güvenlik güçlerine yakındı. Adeta ikisinin arasında sıkışıp kalmıştı. PKK'yla işbirliği yapsalar güvenlik güçleri tarafından yakalanıyor, dayak yiyor, işkence görüyordu. Korucularla işbirliği yapsa bu kez PKK tarafından öldürülüyordu."

"Bence hükümet olarak PKK'yla mücadele etmenin en iyi yolu bölge insanına daha fazla güven telkin etmek, onlara daha fazla haklar tanıtmaktır. Bu yolla, bu insanların PKK'ya doğru itilmesinin, hatta PKK'nın kucağına itilmesinin önüne geçilmiş olur."

"Güneydoğu'da durum çok ciddi. Şu anda Türkiye'de bir savaş var. Umarım durum düzelir. Çünkü Kürt halkı sakin

bir yaşam, kendine ait kültür kurumları, kendi insan haklarını kazanabilmeyi istiyor."

Laber'a bu kez şu soruyu yönelttik:

"Bölge halkının Türkiye'den özerklik ya da bağımsızlık istediği konusunda bir izlenim edinmiş miydiniz?"

"Tam olarak bir şey söyleyemeyeceğim. Bunu anlayabilmek için bölgede yeterince bulunmadım. Zaten kamuoyu, Körfez Savaşı'ndan sonra dikkatini Kürtlere çevirdi. Körfez Savaşı'nın ardından Kuzey Irak'tan o büyük Kürt gücü başlayınca insanlar da Kürtlerle ilgilenmeye başladı-



**Jeri Laber**

lar. Örneğin ABD'de daha önce Kürtlerin kim olduğunu bilen pek yoktu.

Helsinki İzleme Komitesi Direktörü Laber, ABD'ye döndüğünde Türkiye konusunda olumsuz izlenimler edindiyse ABD dış yardımının kesilmesine ilişkin neler yapmayı tasarlıyor?

"Daha durum net olarak bilemiyorum. Önce Ankara'daki görüşmelerin sonuçlarına bakmamız gerek. Ankara'daki yeni hükümet de insan haklarıyla ilgili siyasetinde değişiklik yapacağını açık bir biçimde ifade etti. Bunda içten olduğunu umuyorum. Gerçekten değişiklik yapmalarını diliyorum."

Cumhurbaşkanı Özal, HEP kökenli SHP milletvekillerini PKK'ya destek vermekle suçladı

Cumhuriyet  
31 Ocak 1992

# Çankaya'da HEP'e ultiimat

**CUMHURİYET (Ankara)**- Cumhurbaşkanı Sözcüsü Kaya Toperi, "Taşdıkları renkleri ve demeçleriyle terör örgütüne destek verenler, TBMM kürsüsünden bu bölücü örgüt ile yandaş olup olmadıklarını açıkça beyan etmelidirler" diyerek yeni bir tartışma başlattı.

Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın pazartesi günü Milli Güvenlik Kurulu toplantısındaki konuşmasına "yanlış anlamalara yol açması için" açıklık getirmek istediğini belirten Toperi, "Milli birlik anlayış ve politikası Cumhurbaşkanı Özal'ın inisiyatifiyle oluştu" dedi.

Sözcü Toperi, açıklamasında, "Terör örgütünün iki grubu bulunmaktadır" diyerek "Cinayet işleyen birinci gruba, ikinci grup-takilerin maddi ve manevi destek verdiğini" savundu.

Toperi, terörle mücadele konusunda devletin bütün imkânlarını kullandığını söyledikten sonra şu görüşlere yer verdi:

"Basın ve haber ajanslarından alınan bilgilere bakılırsa, bu konularda birtakım tepkiler söz konusudur. Bu beyan sahiplerinin bir kısmı esasen, Türkiye Büyük Millet Meclisi'nde yapılan yemin töreninde taşdıkları renkleri ve söyledikleri sözlerle adeta bu terör örgütüne destek vermişlerdir.

Milletimizin, gerçekleri hiçbir tereddüte mahal kalmadan öğrenebilmesi için demeç sahiplerinin TBMM kürsüsünden bu bölücü terör örgütü ile yandaş olup olmadıklarını ve onları destekleyip desteklemediklerini açıkça beyan etmeleri gerekir. Şu anda kamuoyumuzun ihtiyacı budur."

Cumhurbaşkanlığı Sözcüsü Kaya Toperi'nin açıklaması aynen şöyle:

"Güneydoğu'da yaşayan Kürt kökenli vatandaşlarımızın, mahalli dil ve kültürel özelliklerini dışlamaya yönelik siyasal tepkilerden ve yasal engellerden arınmış bir milli birlik anlayışının ve politikasının sayın Cumhurbaşkanımızın inisiyatifiyle oluştuğu, kamuoyumuz tarafından bilinen bir gerçektir.

Özgürlükçü demokrasimizin ulaştığı bu aşamadan sonra, devlet olarak önde gelen işimiz, bu bölgede oturan halkımızın huzur ve güven içinde yaşamasını temin etmek, refah ve saadetlerinin artmasını sağlamaktır.

Nitekim, devletimiz bu yolda çok büyük adımlar atmış, büyük başarılar sağlamıştır.

1983'te, bölgede yüzde 20'yi bulmayan köy elektrifikasyonu tamamlanmış, hatta on binlerce mezraya elektrik verilmiştir. Bu

Bu örgütün iki grubu bulunmaktadır:

Birinci grup: Köy ve şehirlerimizde hunharca cinayetler işleyerek ordu mensuplarımızı, güvenlik güçlerimizi, yöreye hizmet sunan memurlarımızı şehit etmekte, masum halkımızı katletmektedir.

İkinci grup ise bu cinayet şebekelerine maddi ve manevi destek ve istihbarat veren bir azınlıktır. Bunlar şehirlerimizde dükkân kapattırmak, kanunsuz gösteriler yaptırmak için her türlü tahrik ve tertibe başvurmaktadır.

Devletimizin ilk görevi, vatandaşın huzur ve güvenliğine mani olanları bertaraf etmektir.

bu maksatla kanunlar çıkartılmıştır ve tedbirler alınmıştır.

Devletimiz bütün imkân ve gücünü kullanarak teröristlere en ağır darbeyi indirecek ve onlara maddi ve manevi destek olanlara da hak ettikleri dersi alacaklardır. Bundan hiç kimsenin şüphesi olmamalıdır.

Basın ve haber ajanslarından alınan bilgilere bakılırsa, bu konularda birtakım tepkiler söz konusudur. Bu beyan sahiplerinin bir kısmı esasen, Türkiye Büyük Millet Meclisi'nde yapılan yemin töreninde taşdıkları renkleri ve söyledikleri sözlerle adeta bu terör örgütüne destek vermişlerdir.

Milletimizin gerçekleri hiçbir tereddüte mahal kalmadan öğrenebilmesi için, demeç sahiplerinin Türkiye Büyük Millet Meclisi kürsüsünden bu bölücü terör örgütü ile yandaş olup olmadıklarını ve onları destekleyip desteklemediklerini açıkça beyan etmeleri gerekir. Şu anda kamuoyumuzun ihtiyacı budur."

## Talabani söyleşi



■ AA (Ankara) — Celal Talabani liderliğindeki Kürdistan Yurtsever Birliği (KYB), Kuzey Irak'ta bağımsız bir devlet değil, demokratik, federal bir yapı

istediklerini söyledi. KYB'nin Ankara temsilcisi Serçil Kazaz, bir İstanbul gazetesinin Talabani ile yaptığı ve salı günü yayımlanan söyleşi ile ilgili açıklamada bulunarak "Bay Talabani hiçbir zaman, 'bir Kürt devleti kuracağız' dememiştir" dedi ve Talabani'nin sözlerinin çarpıtıldığını söyledi.

Cumhuriyet 31 Ocak 1992

# İnönü, Başbakan vekili olarak Şırnak'ın İdil Lisesi'nden gelen öğrencilerle görüştü: Güneydoğu'da sorun PKK

**CUMHURİYET (Ankara) - Şırnak'ın İdil lisesi öğrencileri Başbakan Vekili Erdal İnönü'ye Güneydoğu'daki baskılardan yakın-dılar. İnönü, "PKK teröründen önce insanlar kaybolmuyordu. Suçlular hemen bulunmuyor. Gizli örgütler var. Bir terör örgütü bir yere gelirse işler gizli yapılmaya başlıyor. Kimin ne yaptığı belli olmuyor" dedi.**

İnönü, dün Başbakan Demirel'in Davos'a gitmesi nedeniyle vekâleten Başbakanlığı üstlendi. "Sömestr tatili" nedeniyle çıktıkları gezi çerçevesinde önceki gün Demirel'i ziyaret eden ve TBMM'yi gezen Şırnak İdil Lisesi öğrencileri, dün de Başbakan Vekili Erdal İnönü tarafından kabul edildi.

İnönü, ziyaret sırasında, öğrencilerin beklenmedik istekleriyle karşılaştı. Heyet adına konuşan bir lise son sınıf öğrencisi "Ortadoğu ve dünyadaki gelişmeler"den başlayıp Kürt halkının üzerindeki baskıları eleştirmesi İnönü'yü şaşırttı. Lise son sınıf öğrencisi, İnönü'ye şunları söyledi:

Bölgemizde geçmişte uygulanan yanlış politika ve yanlış teşhisle halkımıza her türlü haksızlık yapılmış, her türlü haktan mahrum edilmiştir. Dünyada özgürlük rüzgârları esiyor. Filistin sorunu bile çözüm aşamasında, Kürt sorununun da demokratik yollarla çözülmesini istiyoruz."

## **Kürtçe eğitim isteği**

Gelenek ve göreneklerinin geliştirilmesi için Kürt Enstitüsü kurulmasını isteyen öğrenciler İnönü'ye, "Siz daha önce kurulacağını söylemişsiniz. Bölgede 25 milyona yakın Kürt insan yaşıyor. Bunların yalnızca bir enstitüyle yetinmeleri olanaksızdır. Evde bir dille konuşuyoruz, ama ilgili kuruluşlarda başka bir dille konuşuyoruz. Bu soruna da çözüm bulunmasını istiyoruz" diye seslendi.

TBMM'de Kürt asıllı milletvekillerine yönelik uygulamaları da eleştiren öğrenci sözcüsü İnönü'ye "Siz Türk ve Kürt halklarının kardeşliğini savunuyorsunuz. Biz sizi bölgeye geldiğinizde 7'den 70'e bir halk ola-

rak alkışlarla karşılarken siz bir Kürt kardeşimize bırakın bir parlamenterini bir insana bile yakışmayacak davranışlarda bulunuyorsunuz" diye dert yandı.

İnönü, yaptığı konuşmada tüm öğrencilerin okumasını ve para kazanıp, zengin olmalarını istediklerine işaret ederek "Türkiye'de mutlu olacaksınız" sözünü verdi. "Arkadaşımız lise öğrencisi olmasına karşın, bütün dünya hakkında görüşlerini söyledi" diye espri yapan İnönü, demokrasi içinde herkesin fikrini söylemesi gerektiğini kaydetti. Güneydoğu'da sorunun PKK terörünün başlamasının ardından ortaya çıktığına dikkat çeken İnönü, şöyle konuştu: "Güvenlik güçleri buna karşı vatani, sizi korumak için uğraşılıyor. Bunu yaparken çeşitli zorluklar, uygulamalar oluyor. Kim yaptı, onu anlayalım diye uğraşırken bir takım masum insanlar da bundan zarar görüyorlar. Ama burada esas mesele kan dökülmesi, PKK'nın burada bir terör örgütü olarak işi yapması. O da şunun için yapıyor, bunun için yapıyor, o hiç farketmez, insanları öldürmeye başlarsanız, o yararlı bir şey olamaz. Aksine sonuçta içsavaşa götürecektir ortam yaratılır" diye konuştu.

Kürtçe konuşulması, şarkı dinlenilmesi ve Kürt kültürünün geliştirilmesinin önünde hiçbir engel bulunmadığına işaret eden İnönü, "Kürt kökenli vatandaşlarımızla geçmişten bu yana beraber yaşadık. Sorun, PKK'nın getirdiği terörle çıktı. PKK olmadan önce insanlar kaybolmuyordu" dedi. İnönü, öğrencinin güvenlik güçlerinin gerçeğe dönük "infazlar"dan söz ettiğine de dikkat çekerek "İnfazlar diyor arkadaşım. Bir şey söylüyor, herhangi bir şey duydu-

ğunuzda onları hep bize getirin. Üzerinde duruyoruz. Hemen bulunmuyor diyorsunuz, hemen bulunmuyor, çünkü böyle gizli örgütler var. Bir terör örgütü bir defa bir yere gelirse, o zaman bu işler gizli yapılmaya başlıyor, kimin ne yaptığı belli olmuyor.

Bunların meydana çıkması zaman alıyor" diye konuştu.

Öğrencilerle birlikte fotoğraf çektiren İnönü'ye bir son sınıf öğrencisi, Leyla Zana'yı "Niye Kürtçe konuştuğu" için partiden attıklarını sordu ve bu durumu nefretle karşıladıklarını bildirdi.